

La sénéchaussée présidiale du Puy

Albert
Boudon-Lasherm...

PROPERTY OF
*University of
Michigan
Libraries*

1817

ARTES SCIENTIA VERITAS

Albert BOUDON-LASHERMES

LA

Sénéchaussée



Présidiale

DU PUY



VALENCE

TYPOGRAPHIE ET LITHOGRAPHIE CHARLES LEGRAND

1908

INTRODUCTION

Placées au-dessus des petites juridictions royales et seigneuriales d'une région, les Sénéchaussées constituaient dans l'ancienne France des tribunaux puissants dont le rôle était d'autant plus important que la difficulté des communications rendait fort difficiles les relations avec les Parlements, principalement dans les pays de montagnes.

Aussi nous a-t-il paru curieux d'étudier ici, avec la Sénéchaussée et le siège présidial du Puy, une de ces juridictions locales dont l'organisation, le fonctionnement et la vie présentent un réel intérêt pour l'histoire de l'ancien droit français.

Nous avons cru devoir faire connaître tout d'abord le Bailliage qui a précédé la Sénéchaussée. Nous avons ensuite parcouru les diverses phases traversées par cette dernière : Sénéchaussée ordinaire, d'abord, puis Sénéchaussée présidiale, nous attachant, pour chacune d'elles, à étudier l'organisation du tribunal, sa compétence, les conflits survenus entre les divers officiers, et l'historique du siège.

Nous avons suivi de la sorte cette juridiction jusqu'à l'époque où elle fut supprimée avec toutes les anciennes institutions judiciaires.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

RAPIDE APERÇU SUR LE BAILLIAGE DE VELAY

§ I. — Géographie du Bailliage de Velay

Cédé au roi Saint-Louis par Raymond de Toulouse, le 12 avril 1229, le Comté de Velay ne fut doté d'une Sénéchaussée qu'au milieu du XVI^e siècle. La juridiction royale y fut exercée, de la fin du XIII^e siècle au milieu du XVI^e, par le Bailliage de Velay dont les limites furent à l'origine les mêmes que celles du diocèse du Puy.

Le Bailliage était donc au sud-ouest séparé du Gévaudan par le cours de l'Allier, de Jonchères à Saint-Bérain; il était ensuite borné à l'ouest par la chaîne de la Durande et les montagnes de Fix et d'Allègre jusqu'au massif de la Chaise-Dieu, puis par l'Arzon et les monts du Forez jusqu'à Montarcher. Au nord il touchait au diocèse de Lyon depuis la chaîne de Saint-Bonnet jusqu'au confluent de la Semène et de la Loire, puis s'étendait jusqu'aux plateaux du Mont-Pilat et à Saint-Sauveur-en-Rue. A l'est et au sud-est il était séparé du Vivarais par la chaîne des Boutières, le Lignon, le massif du Mezenc et la Loire jusqu'à Arlempdes, enfin par les sommets montagneux de Rauret et de Jonchères.

Les paroisses frontières du ressort du Bailliage étaient, vers le Gévaudan : Rauret, Saint-Haon, Alleyras, Saint-Jean-Lachalm, Saint-Didier-d'Allier, Saint-Privat-d'Allier, Saint-Bérain ; vers l'Auvergne : le Vernet, Saint-Jean-de-Nay, Vazeilhes, Fix, Saint-Geneix, Varennes, la Chapelle-Bertin, Murs, Saint-Pal-de-Murs, Saint-Badel, Felines, Beaune, Craponne, Sauvessanges, Usson, Estivareilles ; vers le Forez : Montarcher, Estivareilles, Merle, Saint-Hilaire, Rosiers, Aurec, Saint-Ferréol, Saint-Didier-la-Séauve, Saint-Victor-Malescours, Jonzieux, Marlhes ; vers le Vivarais : Saint-Sauveur-en-Rue, Riotort, Saint-Julien-Molhesabate, Saint-Bonnet-le-Froid, Montregard, Tence, le Chambon, Saint-Voy-de-Bonas, Champclause, Saint-Front, les Etables, Freycenet-Lacuche, Présailles, Saint-Pierre Salettes, Goudet et Landos (1).

Le Bailliage de Velay ne devait pas conserver longtemps ces limites ; en 1293, vingt-sept localités lui furent enlevées pour former la viguerie de Montfaucon qui fut plus tard transformée en Bailliage (2) ; et quelques années plus tard, en 1321, la baronnie d'Allègre et les villages voisins furent distraits à leur tour du ressort du bailli de Velay pour être incorporés au Bailliage d'Auvergne (3).

(1) Mélicis. — T. II, p. 341-342.

(2) Antoine Jacotin. — Chronologie des Baillis de Velay.

(3) Dom Vaissette. — Hist. de Languedoc. Edition Privat. T. IV, p. 186.

Les baillis d'Auvergne se plaignaient, en effet, depuis de longues années qu' « une grant partie des terres et des lieux qui estoient et anciennement avoient esté de ladite baillie et du ressort d'icelle » eussent été depuis environ 1293 « mis par devers la sénéchaucie de Belkayre » (1).

Des lettres patentes datées du 16 juin 1306 avaient déjà décidé que les territoires litigieux seraient rendus au Bailliage d'Auvergne, et ordonné à leurs habitants « que dès ores en avant ils obéissent au baillis d'Arverne » (2).

Le 20 juillet 1321, le roi Philippe V revint sur la question et confirma la décision de 1306 en déclarant que la Sénéchaussée de Beaucaire et le Bailliage d'Auvergne reprendraient en Velay les limites anciennes qu'ils avaient avant 1293 (3).

Un arrêt du Parlement de Paris, daté de 1320, avait adopté la même solution, et, le 15 octobre 1321, il fut procédé d'une manière définitive à la délimitation des Bailliages d'Auvergne et de Velay.

La ville d'Allègre et les paroisses de Céaux, Varennes, la Chapelle-Bertin, Murs, Saint-Pal-de-Murs, Saint-Léger, Saint-Badel, Felines, Chomelix et Saint-Just furent incorporées au Bailliage d'Auvergne (4).

(1) Dom Vaissette. — Hist. de Languedoc. Édition Privat. T. IV, p. 186.

(2) Preuves de la maison de Polignac. — T. 1, p. 321.

(3) Id., p. 319-320.

(4) Médiévis. — T. 1, p. 342-343. Note de Chassaing.

Quarante ans plus tard, en 1360, après le traité de Brétigny qui enlevait au Comte Jean de Poitou (1), second fils du roi Jean, une partie de son apanage, le duché de Berry et d'Auvergne fut attribué à ce prince comme compensation.

Les paroisses formant la frontière occidentale du Velay, depuis Fix jusqu'à Saint-Paulien et Saint-Geneix d'un côté, de l'autre jusqu'à Saint-Privat-d'Allier, furent alors distraites du Velay et réunies à la prévôté de Langeac (2). Une seule exception fut faite en faveur de la paroisse de Vernassal qui appartenait aux vicomtes de Polignac. Ces seigneurs étaient alors assez puissants pour ne laisser porter aucune atteinte à leurs intérêts et à leurs droits (3).

A la même époque, en 1358 d'après les registres de la Sénéchaussée de Beaucaire, le Bailliage de Velay fut agrandi du côté du Vivarais et engloba les mandements de Mallevall, la Fare, Beaudiné, Montréal, Saint-Agrève, Châteauneuf-en-Boutières, Chanéac, Fay-le-Froid, le Cros-de-Géorand et Arlempdes.

D'autre part, ainsi qu'il sera dit plus bas, les « ressorts de Velay » furent distraits du Bailliage au cours du XV^e siècle; quelques paroisses du Vivarais vinrent au contraire s'y incorporer au XVI^e siècle,

(1) Jean de Poitou, connu plus tard sous le nom de duc de Berry, laissa une grande réputation politique, littéraire et artistique.

(2) Chabron. — Hist. de la maison de Polignac. Mss. Livre IV, ch. 7.

(3) La paroisse de Mauriac fut aussi rendue plus tard au Velay par un arrêt du Conseil d'Etat du 30 septembre 1692.

antérieurement à 1550. De ce nombre étaient : Saint-Pierre-les-Machabées, Saint-Julien-en-Boutières, Vocance, Villevocance et la Fare (1). D'Aubais y ajoute Vanosc et le Monestier-en-Vocance, et donne pour limite en ce point au Bailliage de Velay le ruisseau des Yves, près de Robert, à une lieue d'Annonay (2).

Ainsi délimité, le Bailliage de Velay comprenait les localités suivantes, réparties entre les deux sièges du Puy et de Montfaucon :

Siège du Puy

Aiguilhe, Alleyrac, Alleyras, Araules, Arlempdes, Bains, Barges, Bas, le Béage, Beaulieu, Beaune, Blanzac, Blavozzy, Boisset, Borne, le Bouchet-Saint-Nicolas, le Brignon, Brives-Charensac, Cayres, Ceyssac, Chadrac, Chadron, Chamalières, Chanéac, Chaspuzac, Chaudeyrolles, Chenéreilles, Coubon, le Cros-de-Géorand, Cussac, Devesset, Espaly-Saint-Marcel, les Estables, Fay-le-Froid, Freycenet-Lacuche, Freycenet-la-Tour, Goudet, Grazac, la Fare, Landos, Lantriac, Laussonne, Lissac, Loudes, Malvalette, Malrevers, le Mas-de-Tence, Mézères, le Monastier, le Monteil, Montréal, Montusclat, Moudeyres, Ouides, Ours-Mons, le Pertuis, Polignac, Pont-Salomon, Pradelles, Présailles, le Puy, Queyrières,

(1) Médecis. — T. I, p. 345-346.

(2) D'Aubais. — Pièces fugitives. T. II, p. 26.

Raucoules, Rauret, Retournac, Riotord, Roche-en-Reynier, Rosières, Saint-Agrève, Saint-Arcons-de-Barges, Saint-Christophe-sur-Dolaison, Saint-Didier-d'Allier, Saint-Etienne-Lardeyrol, Saint-Ferréol-d'Auroure, Saint-Front, Saint-Georges-l'Agricol, Saint-Germain-Laprade, Saint-Jeures, Saint-Julien-en-Boutières, Saint-Julien-Chapteuil, Saint-Julien-d'Ance, Saint-Julien-Molhesabate, Saint-Maurice-de-Lignon, Saint-Pierre-les-Machabées, Saint-Pierre-Duchamp, Saint-Pierre-Eynac, Saint-Quintin-Chaspinhac, Saint-Romain-le-Désert, Saint-Vidal, Saint-Vincent, Salettes, Sanssac-l'Eglise, la Sauvetat, Sèneujols, Solignac-sous-Roche, Solignac-sur-Loire, Taulhac, Tence, Valprivas, Vals-près-le-Puy, Vernassal, les Villettes, Villevocance, Vocance et Vorey.

Siège de Montfaucon

Aurec, Bauzac, Bessamorel, le Chambon, Champclause, la Chapelle-d'Aurec, Dunières, Lapte, le Mazet-Saint-Voy, Monistrol-sur-Loire, Montregard, Montfaucon, Rochepaule, Saint-André-des-Effangeas, Saint-Bonnet-le-Froid, Saint-Didier-la-Séauve, Sainte-Sigolène, Saint-Jean-Roure, Saint-Julien-Vocance, Saint-Martial, Saint-Martin-de-Valamas, Saint-Pal-de-Mons, Saint-Romain-Lachalm, Saint-Victor-Malescours, Vanosc et Yssingeaux (1).

(1) Antoine Jacotin — Introduction au dictionnaire de la Haute-Loire, p. 10.

§ II. — Historique du Bailliage de Velay

L'origine du Bailliage royal de Velay semble remonter aux dernières années du XIII^e siècle (1) ; elle est en tout cas antérieure au XIV^e, car on trouve, à la date du 31 juillet 1284, un Rostaing de Pujaut, bailli de Velay et de Vivarais et un Guy Grimaud, qualifié de même, à la date de 1290.

Le Bailliage de Velay fut, en effet, uni dès le début à celui de Vivarais ; un même juge et un même bailli les administrèrent l'un et l'autre (2). Tous deux furent compris dans le ressort de la Sénéchaussée de Beaucaire, aux termes d'une ordonnance de Philippe-le-Bel datée de 1306.

Dès l'année suivante, une contestation s'éleva entre les magistrats royaux et les officiers judiciaires de l'évêque du Puy au sujet des droits de juridiction du prélat sur les habitants de la cité.

Seigneur de la ville et de ses faubourgs, l'évêque du Puy avait son baile, son viguier et ses juges qu'il choisissait parmi les chanoines de Notre-Dame ou les damoiseaux des environs, — Fay, Rochebaron,

(1) Médecis. — T. II, p. 263. Hypothèse de Chassaing.

Pascal. — Bibl. du Velay, p. 91.

D'Aubais. — Pièces fugitives. T. II, p. 26 (Haut Vivarais).

Dom Vaissette. — Edition Privat. T. XII, p. 344.

(2) Pascal. — Bibl. du Velay, p. 91.

Usson — (1). Au moment où il prenait possession du siège épiscopal du Puy, chaque prélat procédait à la nomination de ses magistrats et sergents, car « en ce temps monseigneur l'évesque du Puy estoit » unement seigneur du Puy ».

Lorsque fut établi le Bailliage royal de Velay, les officiers de cette justice, siégeant dans la ville du Puy, ne tardèrent pas à empiéter sur les attributions des magistrats épiscopaux, et en vinrent promptement à contester à l'évêque sa juridiction sur la ville du Puy.

En 1307, le roi Philippe-le-Bel fut saisi de la question. L'évêque, Jean de Commynes, se plaignait de ce que les officiers royaux affectassent de mépriser ses privilèges ; ceux-ci, de leur côté, appuyés et encouragés par la Sénéchaussée de Beaucaire, prétendaient que la ville du Puy relevait de la juridiction royale, que le prélat n'avait aucun droit à rendre la justice dans l'enceinte de la ville, et que son « juge des appellations » ne pouvait être saisi d'un appel que s'il s'agissait d'un familier de sa maison.

Ne pouvant parvenir à fixer les droits respectifs des deux parties en présence, l'évêque et le Roi transigèrent en septembre 1307.

(1) Novembre 1234, Guidon, baile en la Cour de l'évêque ; 31 mai 1243, Pons de Glavenas, baile en la même Cour ; 16 novembre 1265, Jean Cardinal, chanoine et baile de l'évêque.....

De cette transaction naquit la Cour Commune. La ville du Puy était placée désormais sous la juridiction d'un tribunal mixte composé d'un baile et d'un juge nommés par le Roi, d'un baile et d'un juge nommés par l'évêque, siégeant un an chacun, à tour de rôle.

Au cas où l'évêque et le roi s'accorderaient sur le choix d'un même juge et d'un même baile, il n'y aurait qu'un seul titulaire pour chacune de ces fonctions.

La juridiction de la nouvelle Cour était limitée à la ville du Puy et à ses faubourgs, et les anciens officiers de l'évêque ne devaient plus exercer leurs attributions dans l'enceinte de la cité. La charge de baile du Puy et celle de viguier étaient supprimées ; toutefois, cette dernière pouvait subsister si l'évêque le jugeait à propos, mais indépendante de la nouvelle Cour Commune et sans que son titulaire fût rétribué avec les fonds communs (1).

Aux termes de cette convention, connue sous le nom de « charte de paréage », le bailli de Velay, le juge royal du Bailliage et les autres officiers de cette juridiction étaient autorisés à tenir leurs assises dans la ville du Puy et à habiter dans son enceinte, mais il leur était

(1) Les premiers bailes de la Cour Commune furent : Guillaume de Saint-Just, s' de Saint-Alexandre (1307), Guigon Guillaume (2 avril 1308), Guillaume de Lagreval (11 octobre 1312, 8 février 1313).

Les premiers juges furent : Guillaume Servant (2 avril 1308), Pierre Morel (9 août 1313).

interdit de s'immiscer dans les affaires concernant les bourgeois et manants de la ville et des faubourgs, la Cour Commune étant seule compétente pour les juger.

Une clause de l'acte de paréage autorisait également les magistrats du Bailliage à avoir une prison à l'intérieur de la cité, à y conduire leurs prisonniers et à les y détenir comme bon leur semblerait, pourvu, toutefois, qu'aucune exécution n'eût lieu *intra muros*.

Les mêmes droits étaient d'ailleurs reconnus à l'évêque, qui, lui aussi, pouvait avoir ses prisons comme le bailli royal, et pouvait faire siéger dans la ville ses officiers privés, lorsqu'il agissait comme seigneur de fiefs situés *extra civitatem*.

La Cour Commune était d'ailleurs complètement indépendante vis-à-vis du Bailliage de Velay, qui n'avait sur elle aucune espèce de supériorité et ne pouvait même pas connaître des appels venant de ce tribunal (1).

Ces appels, *exempta a baillivo et judice Vallavie*, étaient portés devant un magistrat spécial, nommé « juge des premières appellations », et désigné soit d'un commun accord par le roi et l'évêque, soit d'année en année par l'un et l'autre alternativement.

L'appel au second degré était directement porté au

(1) Le sceau de la Cour Commune rappelait le double pouvoir au nom duquel elle rendait la justice : parti, au 1 d'un semé de France, au 2 d'un bras issant à dextre tenant une épée nue, la pointe en haut, et d'un autre bras issant à sénestre, tenant une crosse.

La légende circulaire portait : *Sigillum Curie Communis dominorum Francorum regis et episcopi Anicii*.

sénéchal de Beaucaire, sans passer par le Bailliage de Velay.

Cette dernière mesure permettait d'espérer que le Bailliage et la Cour Commune vivraient côte à côte sans controverses ni conflits ; il n'en fut pourtant pas ainsi, au moins pendant le premier siècle de leur co-existence.

L'autorité royale dut en effet intervenir plusieurs fois pour protéger la Cour Commune contre les prétentions et les envahissements de la juridiction voisine.

Philippe-le-Long le 23 décembre 1316, Jean le Bon en avril 1362, Charles V en août 1378, Charles VII le 2 avril 1432 et en avril 1434, enfin Charles VIII à Montils-lès-Tours en janvier 1483, durent rappeler au bailli de Velay qu'il eût à respecter les prérogatives de la Cour Commune du Puy (1).

A cet échec de ses prétentions sur la juridiction de la ville du Puy, le Bailliage royal de Velay vit s'ajouter au XV^e siècle la perte des seigneuries de Montarcher, Usson, Léniec, Chalancon, Saint-Pal, Tiranges, Apinac, Rochebaron et Cornillon.

Situées sur la lisière forézienne, ces seigneuries, sauf appel au Bailliage de Velay, relevaient des comtes de Forez, qui, en 1296, y avaient ajouté la terre de la Faye, apportée en dot par Alix de Viennois lors de son mariage avec le comte Jean de Forez (2).

Dans toutes ces seigneuries la justice était rendue par

(1) Preuves de la maison de Polignac. — T. II, p. 220.

(2) Mélicis. — T. I, p. 343-344. Note de Chassaing.

les officiers des comtes de Forez. Les évêques du Puy, en leur qualité de comtes de Velay, avaient tenté de la leur enlever, mais une sentence du bailli royal de Velay avait maintenu, en 1343, les droits contestés par l'évêque.

Vers la même époque, le procureur du Roi au Bailliage de Velay essaya à son tour d'enlever la première instance au Forez pour la faire attribuer au Bailliage vellave; mais ses prétentions furent repoussées après enquête par le juge royal Bertrand de Montorran, le 21 janvier 1345.

Les comtes de Forez créèrent alors, pour juger les procès de ces seigneuries, les sièges du Chauffour et de Saint-Ferréol où ils installèrent des juges spéciaux connus sous le nom de « juges des ressorts de Velay ».

Ces magistrats, qui statuaient en première instance, et dont l'appel allait au Bailliage royal de Velay, se recrutèrent presque exclusivement parmi les anciennes familles bourgeoises de cette région limitrophe du Velay et du Forez. C'est ainsi qu'à Saint-Pal la charge de lieutenant fut exercée pendant les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles par la famille Bouchet : à Jean Bouchet, mari de Claua Rigaud, succéda son fils, Jean, époux de Catherine Barou, et qui fut à la fois « notaire royal, lieutenant de Saint-Pal et juge de Tiranges ». Après celui-ci, l'un de ses fils, Jean, époux de Marguerite Abrial, devint à son tour « notaire royal, lieutenant de Saint-Pal, greffier de Saint-Pal et Tiranges », tandis

que l'autre, Pierre, marié à Marie Bousse, fut juge et châtelain de Bas et de Rochebaron.

Le fils de ce dernier, Jean-François Bouchet, seigneur de Pravel, marié à Reine du Favet de Montagier, « juge de Saint-Pal et receveur des domaines du Roi », transmet à son propre fils, Jacques, époux de Catherine de François de Tortorel, cette charge qui de la sorte resta dans la famille jusqu'au moment de la Révolution (1), tandis que, de son côté, la charge de « lieutenant » y restait aussi, ayant passé, à la mort de Jean Bouchet-Abrial, à son fils Jean, époux d'Anne de Pastural, et de là à leurs héritiers.

Jean Bouchet-Abrial avait d'autre part marié l'une de ses filles à Benoît Gardon, lieutenant d'Apinac et greffier de Saint-Pal, fils de Laurent Gardon, aussi lieutenant d'Apinac, et petit-fils, petit-neveu et arrière-petit-fils de trois officiers criminels des ressorts de Velay (2).

Les « ressorts de Velay » avaient d'ailleurs cessé, depuis le règne de Louis XI, de faire partie du Velay au point de vue judiciaire. Ce prince, en effet, lors du mariage de sa sœur Jeanne de France avec le comte Jean II de Forez, avait ordonné par lettres patentes données à Orléans en novembre 1465 que le comté de Forez et les ressorts judiciaires qui en dépendaient seraient rattachés désormais au Parlement de Paris (3).

(1) Archives de Saint-Pal-en-Chalancon.
Archives de la Diana de Monthrisson.

(2) Id.

(3) Histoire des ducs de Bourbon. — T. III, preuves, p. 78.

Réduit à un rôle purement secondaire par la création de la Sénéchaussée du Puy en 1560, le Bailliage royal de Velay subsista néanmoins jusqu'en 1689. A cette date, il fut supprimé par Louis XIV lors de l'érection du siège présidial du Puy. Le siège de Montfaucon, qui était devenu au XIV^e siècle l'un des deux sièges du Bailliage de Velay, reprit alors son nom de « viguerie royale » et le conserva jusqu'au moment de la Révolution (1).

§ III. — Organisation et compétence

Le Bailliage royal de Velay était composé de sept officiers : un bailli, un juge, un lieutenant de juge, un procureur du roi, un avocat du roi, un greffier et un clavaire ou receveur.

Le bailli, chef de la justice, était chargé de l'administration civile, militaire et financière (2). Il présidait les audiences et appartenait toujours à une famille noble de la région ou à une ancienne famille bourgeoise de la ville du Puy.

Le juge royal statuait et prononçait les sentences ; il était remplacé par le lieutenant lorsqu'il ne pouvait siéger lui-même.

François I^{er} institua en outre six offices de conseiller par une ordonnance du mois de mai 1519, datée de

(1) Antoine Jacotin. — Introduction au dictionnaire de la Haute-Loire, p. 10.

(2) Antoine Jacotin. — Chronologie des baillis de Velay.

Saint-Germain-en-Laye, mais cette ordonnance, enregistrée par le Parlement de Toulouse le 3 juin 1519, ne fut jamais exécutée, et, vingt-cinq ans plus tard, en 1544, le personnel du Bailliage de Velay était le suivant (1) :

Bailli : Jacques Maurin, seigneur du Béage (2) ;
Juge : Jacques David ;
Lieutenant de juge : André Colhabaud ;
Procureur du roi : Reymond de Ferrand (3) ;
Avocat du roi : Jean Ponchon ;
Greffier : Jacques Valentin ;
Clavaire : Jean Maltrait.

Placé dès l'origine dans le ressort de la Sénéchaussée de Beaucaire, le Bailliage de Velay fut administré fort longtemps par le même juge et le même bailli que le siège de Vivarais (4).

Pons de Montrodât en 1273, Rostaing de Pujaut en 1283 et 1284, Guillaume du Verdier en 1300 et 1301, Guichard de Moulins en 1303 et 1307, Beraud de Chanaileilles en 1310 et 1320, Pierre d'Aureillac en 1320, portèrent le titre de « Baillis de Vivarais et de Velay »,

(1) Compois de la ville du Puy en 1544. Mss., arch. municipales du Puy.

(2) Le bailli Jacques Maurin devint, vingt ans plus tard, sénéchal du Puy.

(3) Le fils de Reymond, Armand de Ferrand d'Amavis, fut avocat du roi à la Sénéchaussée du Puy de 1622 à 1632; son petit-fils, Christophe, occupait encore cette charge en 1650.

(4) Pascal. — Bibl. du Velay, p. 91.

et y joignirent parfois celui de « Baillis de Viennois et de Valentinois » (1).

Cette union établie entre les deux cours royales de Velay et de Vivarais amena, en 1313, leur commune annexion à la Sénéchaussée de Lyon.

Dès cette époque, en effet, il parut peu logique de faire dépendre de la lointaine Sénéchaussée de Beaucaire les Bailliages des Boutières et du Velay ; aussi le pouvoir royal voulut-il rattacher ces deux sièges à la Sénéchaussée de Lyon qu'il venait d'établir.

A cet effet, et en vertu de lettres du Roi données à Pontoise le 23 juin 1313, le chevalier Renaud de Sainte-Beuve réunit au Puy, le 9 août suivant, les principaux officiers du Bailliage de Velay, du Comté de Forez et de la Sénéchaussée de Beaucaire (2).

Dans cette assemblée, à laquelle assistaient le vicomte Armand de Polignac, Guigon, sire de Roche-en-Reynier, Guillaume, sire de Chalancon, Armand, sire de Rochebaron, et plusieurs autres seigneurs, religieux, clercs ou laïques, il déclara au nom du Roi que la ville et le diocèse du Puy, le Bailliage du Velay et celui des Boutières seraient distraits de la Sénéchaussée de Beaucaire pour relever à l'avenir de celle de Lyon (3).

Toutefois cette annexion ne fut pas de longue

(1) Antoine Jacolin. — Chronologie des baillis de Velay.

(2) Preuves de la maison de Polignac. — T. I, p. 362.

(3) Ménétrier. — Hist. de Lyon, p. 440. Preuves de Polignac, id.

durée. Les régions enlevées à la Sénéchaussée de Beaucaire rentrèrent de nouveau dans ce ressort pour y rester définitivement incorporées.

Le Bailliage de Velay, après avoir siégé tout d'abord dans les hôtelleries, notamment dans celle de la « Pomme », avait été installé dans un local spécialement affecté à l'administration de la justice royale, et décoré de peintures et d'écussons.

Ce local, situé dans « l'isle Barthélemy de Conches », qui formait l'un des vingt-deux quartiers de la ville, était placé au sud de la rue Montpeyroux, entre deux ruelles se dirigeant l'une vers la place du Prat-du-Loup, l'autre vers les rues Raphaël et Saulnerie.

Seuls, les officiers du Bailliage siégeaient en cette salle ; les magistrats de la Cour Commune possédaient un autre local dans « l'isle Feuchier », entre la rue des Tables et la rue de Séguret, au pied des escaliers de Notre-Dame.

Compétent au civil pour tous les différends intéressant le domaine, les églises et les établissements religieux et laïques, le Bailliage royal l'était également pour toutes les causes relatives à la validité et à l'exécution des actes scellés du sceau royal.

Il jugeait tous les « cas royaux » et connaissait au criminel, par prévention, de tous les délits commis dans l'étendue des juridictions seigneuriales et dont le bailli avait commencé la poursuite (1).

(1) Pascal. — Bibl. de Velay, p. 92.

Il était compétent en appel pour toutes les affaires jugées en premier ressort dans les juridictions seigneuriales, sauf toutefois pour celles comprises dans les territoires des baronnies de Bouzols et de Fay ou relevant de la cour de l'Aute de Polignac (1). Ces causes avaient en effet le privilège d'être portées directement en appel devant le sénéchal de Beaucaire (2).

Ajoutons, enfin, que les procès jugés par la Cour Commune ne venaient jamais en appel devant le Bailliage. Portés « sur première appellation » devant le juge des appellations, ils allaient ensuite devant le sénéchal de Beaucaire, les deux juridictions du Bailliage et de la Cour Commune devant, aux termes de la charte de paréage, rester absolument étrangères l'une à l'autre.

L'indépendance de la Cour Commune fut toutefois menacée à plusieurs reprises par les officiers du Bailliage, qui ne se faisaient aucun scrupule d'outrepasser leurs droits et d'empiéter sur les attributions de ce tribunal.

Leurs prétentions s'étendirent même plus loin et ils essayèrent au XIV^e siècle de s'attribuer un droit

(1) La Cour de l'Aute, ou Haute-Cour de Polignac, dont dépendaient les cours ordinaires de la vicomté, était composée d'un bailli, d'un juge, de deux lieutenants de première instance, d'un lieutenant de l'Aute et de sept suppléants.

(2) Dénombrement des villages et hameaux ressortissant au Bailliage de Velay (Archives de M. Convers, à Montfaucon).

de contrôle sur la gestion financière des consuls de la ville. Ceux-ci, qui, depuis la restauration du Consulat au mois de janvier 1344, avaient toujours administré les finances de la cité sans aucun contrôle émanant des magistrats royaux, se plaignirent au Roi de la prétention élevée par les officiers du Bailliage, et Charles V dut par des lettres patentes du 10 août 1374 faire défense à ces magistrats de s'immiscer dans la reddition des comptes consulaires.

Cent ans plus tard, le 28 janvier 1483, le sénéchal de Beaucaire, Pierre d'Urfé, dut intervenir pour interdire aux magistrats du Bailliage de multiplier outre mesure leurs sergents et pour leur enjoindre de veiller à ce que ceux-ci « ne fassent si grans » excès, habus, pilleries, ni extorcions sur le povere » peuple, comme ils faisoient par cy-devant » (1).

La Cour Commune ne le cédait d'ailleurs en rien pour les abus au Bailliage royal. C'est ainsi qu'au début du XV^e siècle, n'ayant que peu de procès à juger par suite de l'exiguïté du territoire soumis à leur juridiction, les officiers de la Cour Commune entreprirent de faire des informations pour les causes les plus futiles et les contraventions les plus insignifiantes.

Le fait de traiter un voisin de « truant » ou de « ribaut » devint pour eux prétexte à procédure, et la Cour de Beaucaire, émue de cette pratique abu-

(1) Antoine Jacotin — Chronologie des baillis de Velay.

sive, dut rendre à la date du 7 décembre 1428 une sentence « portant défenses aux officiers de la Cour Commune de faire des informations en matière de contraventions sans gravité et d'injures légères non visées par la loi Cornelia » (1).

Par malheur, la Sénéchaussée de Beaucaire était trop éloignée du Puy pour pouvoir assurer de façon efficace l'observation de ses décisions par le Bailliage ou la Cour Commune. Le Parlement de Toulouse, dont dépendait le siège du Puy, n'était pas plus rapproché, et souvent les magistrats du Puy refusèrent pendant des années entières d'exécuter une décision de Beaucaire ou de Toulouse.

L'établissement de la Sénéchaussée du Puy ne fit pas même disparaître tout à fait cet inconvénient, et nous verrons encore, au cours de l'étude de cette institution, les magistrats locaux tenir tête à la Cour souveraine que l'éloignement rendait impuissante à faire exécuter ses décisions et ses sentences.

(1) Sentence rendue au Puy, dans l'hôtellerie de la Pomme, le 7 décembre 1428. (Preuves de la maison de Polignac. T. II, p. 259.)

PREMIÈRE PARTIE

La Sénéchaussée

CHAPITRE I^{er}

CRÉATION DE LA SÉNÉCHAUSSEE

§ I. — Nécessité d'une réforme

Dès le début du XVI^e siècle, la nécessité d'une réforme se faisait sentir dans le pays de Velay.

Compris dans le ressort de la Sénéchaussée de Beaucaire, puis de celle de Nîmes qui la remplaça, le Velay souffrait depuis longtemps de la distance considérable qui le séparait de ces villes. Ses habitants hésitaient à entreprendre des procès nécessitant un voyage aussi lointain, et consuls et magistrats demandaient au pouvoir central la création au Puy d'un siège de Sénéchal et Présidial.

D'autre part, l'étendue des pays soumis à la juridiction de la Cour de Beaucaire était assez vaste pour qu'il fût possible d'en obtenir le démembrement et pour que l'on

pût demander la formation d'une circonscription judiciaire nouvelle comprenant les régions les plus éloignées de Beaucaire et de Nîmes.

La Sénéchaussée existante s'étendait alors aux pays de Velay, de Vivarais et de Gévaudan, et comprenait en outre toute la partie du Viennois et du Valentinois qui se trouvait en deçà du Rhône. Les habitants du Puy demandèrent donc au Roi de distraire de Nîmes le Velay et les régions voisines, pour créer en la ville du Puy une Sénéchaussée nouvelle.

Une première tentative fut faite dans ce but dès l'an 1526, mais elle n'eut aucun succès (1). En 1552, on revint à la charge, et les instances des habitants du Puy furent depuis lors fréquemment réitérées jusqu'en 1558. Mais, de leur côté, les magistrats de Nîmes et les habitants de cette ville s'opposaient avec énergie au démembrement de leur Sénéchaussée, et ce ne fut qu'au mois d'octobre 1558 que les consuls du Puy obtinrent gain de cause, grâce à l'énergie et au dévouement d'un avocat de la ville nommé François Chaudéon (2).

Deux partis se présentèrent alors au choix du pouvoir

(1) Dognon. — Institutions politiques et administratives du Languedoc, p. 420.

(2) François Chaudéon, docteur et avocat en la Cour Commune du Puy, avait épousé Aymée Alexis de la Valette, fille de noble Antoine, s' de la Valette-lèz-Chadron, et de Françoise des Arcis. Il était, par sa mère Miracle Laquet, le cousin germain de Guilhanne Laquet, bailli en la Cour Commune, et par sa femme le beau-frère de Christophe de Ferrand d'Amavis, juge pour l'évêque en ladite Cour, époux de Marie Alexis de la Valette, sœur d'Aymée.

royal : établir au Puy une simple Sénéchaussée, semblable à celle de Beaucaire, ou créer du même coup un siège présidial comme il avait été fait récemment dans soixante villes du Royaume (1).

Les deux édits de 1551 venaient en effet de réaliser une importante réforme, et la nouvelle institution était appelée à s'étendre rapidement sur tous les points du territoire. Aussi les habitants du Puy ne cachaient-ils pas leur espérance d'obtenir à la fois une Sénéchaussée et un Présidial. De nombreuses démarches furent faites dans ce but, et un chroniqueur contemporain, Etienne Médicis, nous en a laissé dans ses mémoires un curieux récit (2) :

« L'an 1552 le bruit estoit courant tel que le Roy
» nostre sire vouloit dresser en sa ville du Puy ung
» siège présidial. A quoy entendre, les habitans tant de
» la dicte ville du Puy que du plat pays circumjacent
» furent assez curieux d'en sçavoir la vérité.

» Si y eust sur ce grant assemblée de conseils, voire
» mesmes des Estats particuliers du diocèse, que s'en
» assemblarent, là oùt en icelle assemblée, après
» plusieurs raisons desduictes et proffundément
» disputées, fut conclud et arresté que ce leur pourroit
» venir à commodité, et que la ville et pays s'en
» colloqueroit en meilleur estat, ordonnant que les
» frais pour ce deppendans seroient faictz à communs
» deppends tant de la ville que du pays.

(1) Laurain. — Nouvelle revue historique de droit français, 1895, p. 382.

(2) Médicis. — Edition Chassaing. T. I, p. 493-494.

» Si envoyarent délégués à la Court, que y séjournerent longtemps sans y rien profiter.

» Vray que, les choses après succédant par procession de temps, le peuple estoit souventes fois devisant de ceste chambre, espérant toujours y parvenir, jusques à l'an MDLVIII que, par maistre François Chaudéonis, docteur et advocat du Puy, lequel, ung jour, en tenant la Cour Commune, feist grant argument qu'on debvoit entendre à pourchasser d'avoir ceste chambre présidial que succéderoit au bien, profit et honneur tant de la ville que du pays.

» Ung aultre jour, bientost après, en une aultre assemblée, tenant au consulat ung Conseil de police, y feist ledict Chaudéonis aultre semblable harangue, remonstrant ce mesme faict. Ce que entra au cœur des habitans, mesmement du petit populaire que en espéroit avoir auxiliation et profit à l'advenir.

» Et les seigneurs consuls, modérateurs en la républicque, cognoissant l'affection, et affin que chacun oppinat sur ce faict tant ardu et doubleux, n'estant de petite importance, et affin qu'il y eust meilleure audience, assignarent sur ce ung grant Conseil général estre tenu à la maison des Pères Carmes, là oint le peuple pourroit bien là-dedans estre le jour assigné, et les citadins et le peuple là convenu, qu'estoit le sabmedi antépénultième de juillet, l'an susdict, et là les faits du Conseil estre bien amplement démontrés et débatus, fut décrété envoyer à la Court quatre bons personages. Ce que fut exequuté. »

Les quatre « bons personages » que les habitants du Puy envoyèrent à la Cour étaient (1) : François Chaudéon, avocat, Benoit Valentin (2), greffier du Bailliage, Jacques Guitard, marchand (3), et Loys Viannès, notaire (4).

Cédant aux instances de ces quatre envoyés, le Roi rendit au mois d'octobre 1558 l'édit si longtemps attendu, mais qu'il ne devait pas tarder à révoquer devant les protestations véhémentes des magistrats de Nîmes et des Etats de Languedoc.

§ II. — Adoption de la première solution : Création d'une Sénéchaussée et d'un Présidial

L'édit d'octobre 1558 adoptait la solution la plus avantageuse pour les habitants du Puy : un siège présidial était érigé en leur ville qui obtenait ainsi, du même coup, tout ce qu'elle pouvait désirer.

(1) Arch. dép. BB. 1.

(2) Benoit Valentin, greffier du Bailliage de Velay, était fils de Jacques Valentin, natif de Craponne, bailli de Chalencon et greffier du Bailliage en 1531. Il avait épousé Valense de Tourrene, fille de Bertrand, cadet des seigneurs de Lignon, et en eut deux filles, dont l'une, Ysabeau, épousa le contrôleur de Guilhon, et dont l'autre, Marguerite, devint la femme du juge mage Jean Bertrand qui joua un rôle important pendant la période troublée de la Ligue.

(3) Jacques Guitard devint plus tard garde-scel en la Sénéchaussée.

(4) Loys Viannès, notaire du Puy, bailli en la Cour Commune en 1566, était fils d'autre Loys Viannès, notaire, et d'Ysabeau Rochette; il avait épousé Claudia Rivier, fille de Pierre et d'Ysabeau Charrel, dont il eut une fille, Marguerite, mariée à Pierre Triollenc, avocat à la Sénéchaussée. Il était le cousin germain de Jean Reynard, juge au Bailliage de Velay.

François Chaudéon et ses trois collègues revinrent donc au Puy pleinement satisfaits, avec « le don bien » ample en lectres patentes et aultentiques d'avoir au » Puy ladicte chambre présidial avec toutes les qualités » deuement y requises. Les quelles lectres et don royal » porté au Puy furent, en la maison susdicte des Pères » Carmes, devant tout le Conseil de la ville, à ces fins » illec assigné, veues, leues et releues, et par lesdicts » délégués leur fut là déclairé les conventions et moyens » comment ils avoient procédé et besoigné en cest affaire, » et de la finance qu'ils en avoient payé au Roy, ce qu'ils » avoient prins à grands intérêts et apports tant ès » banques de Paris que après de Lion (1) ».

L'édit que rapportaient les quatre envoyés (2) se basait, pour justifier la réforme accomplie, sur la distance considérable qui séparait Nîmes du Puy, sur les difficultés et les périls d'un aussi long voyage et sur les embarras qu'occasionnait le transfert des prisonniers à travers un pays montagneux où les voies de communication étaient peu praticables.

L'édit rappelait qu'il ne fallait pas compter moins de « quatre grandz journées » (3) pour aller du Puy à Nîmes, et de cinq pour aller en appel de Nîmes à Toulouse.

(1) Mélicis. — T. I, p. 494.

(2) Voir le texte de l'édit de création de la Sénéchaussée et siège présidial du Puy aux pièces justificatives, N° 1.

(3) Bibliothèque du Puy. — Recueil manuscrit d'arrêts rendus par le Parlement de Toulouse, p. 549.

S'appuyant sur ces considérations, le Roi créait et érigeait en la ville du Puy « ung siège de sénéchal, » présidial et juridiction des conventions (1) » pour lequel il instituait des offices répartis de la manière suivante :

Un sénéchal de robe courte ;
Un président ;
Un lieutenant général civil ;
Un lieutenant général criminel ;
Un lieutenant particulier ;
Neuf conseillers, dont un garde-scel ;
Un avocat du Roi ;
Un procureur du Roi ;
Un greffier pour l'ordinaire ;
Un greffier d'appaux ;
Un clerc commis à l'audience ;
Deux huissiers audienciers ;
Un receveur et payeur des gages ;
Un juge et greffier des conventions ;
Un scelleur ordinaire.

Le Roi accordait en outre aux habitants du Puy la faculté de nommer eux-mêmes les premiers titulaires des charges nouvelles, pourvu que ceux-ci fussent choisis parmi des « personnaiges de la qualité et » souffisance requises (2). »

(1) Bibliothèque du Puy. — Recueil manuscrit d'arrêts rendus par le Parlement de Toulouse, p. 549.

(2) Id. Voir aux pièces justificatives, N° I.

Le nouveau siège étendait sa juridiction sur la ville du Puy, le Bailliage de Velay avec les Baronnies de Bouzols et de Fay (1), le Haut-Vivarais ou « siège de Boucieu » (2), le Bailliage et Cour Commune du Haut-Gévaudan et les terres de Rochebaron.

La Sénéchaussée présidiale du Puy était elle-même comprise dans le ressort du Parlement de Toulouse, ce qui portait à huit le nombre des sièges relevant de cette juridiction : Toulouse, Carcassonne, Castelnandary, Limoux, Béziers, Nîmes, Montpellier et Le Puy.

Malheureusement pour les habitants du Velay, ils étaient seuls satisfaits par l'établissement de leur Présidial, et tous les autres pays de Languedoc s'en montraient mécontents : le Haut-Vivarais et le Haut-Gévaudan protestaient contre leur annexion au Velay ; Nîmes et Toulouse considéraient la création du nou-

(1) Les baronnies de Bouzols et de Fay, bien que comprises dans le territoire vellave, ne relevaient pas du Bailliage de Velay.

Elles étaient à cette époque entre les mains d'Henri de la Tour, vicomte de Turenne, qui fut plus tard maréchal de France, duc de Bouillon, prince de Sedan et de Raucourt.

(2) Parmi les localités situées sur la frontière du diocèse du Puy, le Haut-Vivarais comprenait : Pradelles, Vocance, Ville-Vocance, le Monestier-de-Vocance, Beaudiné, Devessel, Rochepaule, Montréal, Saint-Agrève, Saint-Julien-en-Boutières, Châteauneuf-en-Boutières, Saint-Martin-de-Valamas, Rochebonne, Chanéac, Fay-le-Froid, les Rabbes, la Roche-du-Bachat, Borée, Bonnefoy, Saint-Martial-en-Boutières, Fourchades, le Béage, les Sauvages, les Issarteaux, les Combes, le Pradal, le Cros-de-Géorant, les Esparviers, les Arcis, Issarlès, Chanteperdrix, Arlempdes, Barges, Saint-Paul-de-Tartas, Montlaur, les Uffernels, Mazon, Belvezer et la Villate.

veau siège comme une atteinte à leurs droits, et les Etats de Languedoc demandaient au Pouvoir royal de conserver l'ancien ordre de choses.

Le Roi parut tout d'abord décidé à maintenir malgré les mécontents le Présidial qu'il venait de créer. Des lettres de jussion furent envoyées au Parlement de Toulouse, qui refusait d'enregistrer l'édit, et un arrêt du Conseil privé vint débouter de leur demande les habitants de Nîmes, qui prétendaient faire surseoir à l'exécution de l'édit d'octobre jusqu'au jugement de leur différend avec les officiers et habitants du Puy.

Cet arrêt, daté du 27 octobre 1558 (1), rappelait tout d'abord la requête des officiers du siège de Nîmes et des habitants de cette ville contre l'érection de la Sénéchaussée du Puy; il décidait que l'édit d'érection devait être exécuté et que les requérants ne pourraient s'opposer à son exécution « jusques à ce que » par le Roy aultrement en soyt ordonné » (2).

Les magistrats du Parlement de Toulouse étaient avisés, deux jours après, par des lettres patentes du Roi, d'avoir à procéder « à la lecture, publication et vérification » de l'édit, sans plus se laisser retarder par « quelques oppositions, remonstrances, et tout ce » que vouldroient proposer et alléguer » par devant eux « ceulx du dict Nysmes et tous aultres » (3).

(1) Voir aux pièces justificatives, N° II.

(2) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, mss. p. 557.

(3) Id., p. 557. — Voir aux pièces justificatives, N° III.

Au reçu de ces lettres, le Parlement se décida enfin à enregistrer l'édit royal ; il le fit à la date du 9 décembre 1558 (1). Mais les Etats de Languedoc et la ville de Nîmes n'acceptèrent pas sans protestation l'installation du nouveau siège.

Puissamment soutenus à la Cour par des personnages haut placés et influents, encouragés par le connétable de Montmorency, gouverneur de la province de Languedoc, ils envoyèrent au Roi des députés chargés de lui représenter que l'érection de la Sénéchaussée et siège présidial du Puy était grandement dommageable à la province (2).

Les députés de Nîmes, qui s'étaient adjoint le syndic des Trois-Etats de Languedoc, s'appuyèrent principalement sur ce que les Bailliages de Vivarais et de Gévaudan, rattachés par le nouvel édit à la Sénéchaussée du Puy, se plaignaient amèrement de cette modification (3).

Ils ajoutèrent que la création du nouveau siège causerait la ruine de la ville de Nîmes, « pour raison des marchandises et denrées qui se portent et vendent en icelle », disant que la cité n'avait dû jusqu'ici sa prospérité qu'à la « commodité du dict siège présidial » et de son entier ressort », et qu'elle tomberait bientôt « en sy grande pouvreté et ruïne qu'elle demeureroit » abandonnée et délaissée ».

(1) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, mss. p. 549.

(2) Id., p. 567-568.

(3) Id., p. 560.

Le syndic de Languedoc représenta à son tour au Roi que ses prédécesseurs s'étaient engagés jadis à ne créer aucun office nouveau qui pût être domma-geable aux officiers du sénéchal de Nîmes.

Le Roi et son Conseil hésitèrent longtemps. Sans doute, la raison déterminante de la création du siège nouveau avait été le don fait au Roi de vingt-cinq mille livres par les habitants du Puy, et, si cette somme avait été fort utile au monarque dans le moment troublé où elle lui avait été donnée, elle pouvait, pour l'instant, être remboursée aux donateurs, la guerre se trouvant terminée. Mais la ville du Puy l'entendrait-elle ainsi, et pourrait-on la décider à renoncer si tôt à un siège aussi vivement convoité et aussi énergiquement défendu ?

D'autre part, les doléances de tout le Languedoc méritaient bien aussi d'être prises en considération, et cette province persistait à demander l'abolition de l'institution nouvelle, comme on en peut juger par la supplique suivante envoyée de Montpellier au Roi :

« Au Roy,

« Les gens des Trois-Estatz de vostre pais Lan-
» guedoc, vos très humbles, très obéyssans et fidel-
» les subjectz, assamblés de vostre mandement en
» la ville de Montpellier au moys de novembre mil
» cinq cent cinquante huict, pour le bien public,

» repos et soulagement, vous supplient très humblement leur pourveoir sur les articles et doléances » cy-après déclairées.....

» La nouvelle érection du Sénéchal et Présidial » en la ville du Puy est grandement dommaigeable » et pernitiieuse à vostre pais de Languedoc, tant » pour raison de la surcharge de troys mil livres » pour les gaiges des nouveaux officiers que pour » raison de la division et despartement des diocèses » et pais de Viverois et Gevauldan faicte par la dicte » érection nouvelle, que seroit cause de plusieurs » différendz et controverses entre les dicts habitans » du dict pais.

» A ceste cause, vous supplient très humblement » révoquer, supprimer et abolir ledict sénéchal et » siège présidial de la dicte ville du Puy, comme » grandement dommaigeable aux habitants de vostre » dicte pais.....

» Ainsin signé :

» BERTRAND.

» Collationné à aultre coppie, signée par Bertrand, » greffier des Estatz, par moy, greffier de Messieurs » les Capitoulz de Tholoze (1).

» Signé :

» BÉBORI. »

(1) Bibliothèque du Puy. — Recueil manuscrits d'arrêts rendus à Toulouse, p. 567 et 568.

Arnaud. — Histoire du Velay, T. I, p. 305.

Les hésitations se prolongèrent jusqu'au mois d'avril 1559, mais à cette date les réclamations des habitants de Nîmes et des Etats de Languedoc devinrent telles que le Roi dut se résoudre à révoquer son édit et à supprimer la Sénéchaussée qu'il venait d'établir (1).

Les habitants du Puy, qui suivaient avec anxiété la marche des événements, furent navrés de cette décision, et voici en quels termes le chroniqueur Médicis en consigna le récit dans ses mémoires :

« Nonobstant les choses susdictes avoir esté par le
» Roy et son Conseil ainsi concédées, plusieurs estoient,
» mesme de la dicte ville du Puy, aussi de leurs
» voisins dehors, que pas ne demandoient avoir au-
» dict Puy ceste Chambre présidial, mais la plus
» grande partie du peuple y aspiroit; et à ces
» affections se disoient beaucoup de paroles contre
» aucuns du Puy et seigneurs circumjaccents, que
» pour favoriser les Nemausiens, en ce leurs com-
» pétiteurs, mettoient tous leurs estudes à mettre
» destourbier à ce don royal faict au Puy.

» Dont les délégués en estoient à la Court en
» grande peyne, avec le seigneur évêque du Puy,
» Monseigneur Messire Martin de Beaune (2), que pour
» la ville y travailloit à son pouvoir.

(1) Arnaud. — Hist. du Velay. T. 1, p. 305 et 306. — Voir aux pièces justificatives, N° IV.

(2) Martin de Beaune, évêque du Puy, était en même temps abbé de Royaumont, de Saint-Pierre-en-Vallée et de Saint-Rigaud. Chancelier de la Reine Catherine de Médicis, il avait obtenu de la Cour romaine diverses

» Et ainsi après ont succédé les affaires jusques
» à l'an présent MDLX, causant le trouble de ces
» insensés luthéristes que, en plusieurs endroitz,
» troubloient le Roi et son Royaume, et aussi le décès
» et mort advenue de nos princes de felice recordation.

» Or est-on encore en expectative d'avoir icelle
» chambre présidial au Puy, ou bien estre remboursés
» du Roy tant du principal que des frais.

» Depuys en ça, pour les poursuites de ceux de
» Nysmes, estans conduict par ung leur président,
» appelé Calvière, homme de bon sçavoir, et auleuns
» dudiet Nysmes à luy adhérans, conseillers, consuls,
» advocats et magistrats, voyans le don que le Roy
» nostre sire avoit faict à son inclite cité et ville du
» Puy de ce siège présidial, ce qu'estoit à leur désa-
» vantage, et lesquels, après avoir esté forniz d'aucune
» grant somme de deniers, furent en deslibération
» d'aller à la Court, espérans trouver moyen de faire
» supprimer ce don faict au Puy, et de faict y alla-
» rent ensemble.

» Et là, estre arrivés, empruntèrent de grans per-

faveurs par l'intermédiaire de cette princesse, comme en fait foi une lettre de la Reine à M. de L'Isle, en date du 18 août 1561, et dans laquelle elle charge son correspondant de « remercier très affectueusement Sa Sainteté de la grâce faite à Monsieur du Puy. »

(Lettres de Catherine de Médicis, dans la collection des Documents inédits sur l'histoire de France, T. I, p. 228).

La Reine ne voulant pas autoriser Martin de Beaune à résider dans son diocèse, le prélat permuta en 1561 avec l'abbé d'Aurillac, Antoine de Saint-Nectaire.

» sonnages pour remontrer au Roy et à son Conseil
» leurs direz toutesfois non équitables, entre lesquelz
» furent ung nombre de cardinaulx de grande au-
» torité, le seigneur Anne de Montmorency, connestable
» de France et gouverneur pour le Roy en son pais
» de Languedoc, le sindic dudict pais, les seigneurs
» de Tournon et Crussol, le vicomte de Polignac, et
» autres seigneurs que tous aspiroient à favoriser ceulx
» de Nysmes contre le Puy, et par tous les quelz fut
» tant bien poursuivy, presché et remontré au Roy,
» que ladiete chambre desjà concédée au Puy, fut
» supprimée, brisée et estaincte » (1).

L'édit d'avril 1559 révoquait l'édit de création de la Sénéchaussée présidiale du Puy, et rattachait à nouveau le Velay, le Haut-Vivarais et le Haut-Gévaudan à la Sénéchaussée de Nîmes (2).

Cet édit, daté de Fontainebleau, invoquait les doléances et suppliques des habitants et députés de Nîmes, la délibération des Etats provinciaux de Languedoc, et les protestations des magistrats de l'ancienne Sénéchaussée. Il alléguait en outre la situation spéciale dans laquelle se trouvait la ville du Puy, ayant une justice mixte rendue à la fois au nom de l'évêque et au nom du Roi (3).

L'édit décidait, en outre, que les vingt-cinq mille

(1) Médecis. — T. I, p. 496.

(2) Pascal. — Bibliogr. du Velay. T. I, p. 94.

(3) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts mss., p. 560.

livres versées par les habitants du Puy pour l'obtention de leur siège présidial leur seraient remboursées par le Trésor ainsi que les diverses sommes qu'avaient payées à titre de provision les différents titulaires des sièges créés en la juridiction éteinte.

Et comme il était à prévoir qu'il se produirait des réclamations de la part des habitants du Puy, et principalement des personnages pourvus de charges à la Sénéchaussée supprimée, le Roi ajoutait que tous ceux qui s'opposeraient d'une façon quelconque à l'exécution de l'édit de suppression devraient être contraints de le subir « par toutes voies et manières » deues et raisonnables », sans que ladite exécution « puisse être différée en aucune manière ni sous aucun » prétexte ».

§ III. — Adoption de la seconde solution : Création d'une Sénéchaussée ordinaire

L'édit d'avril 1559 ne pouvait être accepté bénévolement par les habitants du Puy ; la Sénéchaussée qu'ils avaient obtenue après tant d'efforts leur était enlevée tout à coup après une existence de quelques mois à peine. Une pareille suppression ne pouvait s'accomplir sans d'énergiques protestations de leur part.

Aussi, après le premier moment de découragement, habitants et consuls recouvrèrent un peu d'espoir et entreprirent de nouvelles démarches dans le but

d'obtenir le rétablissement du siège dont le Roi venait de priver la ville et le Bailliage de Velay (1).

De nouveaux députés furent donc envoyés à la Cour avec mission de représenter au Roi que la ville du Puy lui avait remis vingt-cinq mille livres pour l'érection de sa Sénéchaussée, et qu'il était juste en conséquence de ne pas supprimer ce siège, puisque la somme donnée n'avait jamais été rendue.

Malgré l'éloquence des délégués des habitants du Puy, il est fort vraisemblable qu'ils n'auraient pas aussi promptement obtenu le rétablissement de leur siège de sénéchal s'ils n'avaient été puissamment secondés par l'évêque du Puy, Martin de Beaune (2).

Ce prélat, frère de l'archevêque de Bourges, était chancelier de la Reine-mère Catherine de Médicis, qui le retenait à Paris. Grâce à son influence, nombre de cardinaux et de hauts personnages furent gagnés à la cause du Puy, et la Reine elle-même intervint en sa faveur sur la demande de l'évêque (3).

Les négociations furent enfin couronnées de succès, mais les habitants du Puy n'obtinrent pourtant pas tout ce que leur avait donné l'édit de 1558. Le Roi, en effet, tout en faisant droit à leur requête, n'adopta que la

(1) Médicis. — T. I, p. 496.

Arnaud. — T. I, p. 307.

(2) Médicis. — T. I, p. 497.

Voir sur Martin de Beaune la note de la page 35.

(3) Voir aux pièces justificatives, N° V.

seconde solution qui s'offrait à son choix : le Velay eut une Sénéchaussée, mais n'eut pas de Présidial.

Cette restriction, dont les délégués du Puy ne songèrent pas à se plaindre, avait pour but de faire accepter plus facilement le rétablissement du siège par les magistrats de Toulouse, ceux de Nîmes en ayant déjà pris leur parti depuis que le Pouvoir royal les avait placés dans l'alternative de rembourser les 31.420 livres (1) dues par le Trésor aux habitants du Puy ou de voir restaurer en cette ville la Sénéchaussée supprimée.

Ce fut par l'édit de juin 1560, donné à Blois, que fut rétablie la Sénéchaussée du Puy.

*« Edict de création du Sèneschal de Velay
» en la ville du Puy (2)*

» François, par la grace de Dieu Roy de France, à
» tous présent et advenir, salut.

» Le feu Roy de bonne mémoire, nostre très honoré
» seigneur et père, que Dieu absolve, deuemement informé
» de l'incommodité que nos subjectz en nostre ville du
» Puy, pays et baillaige de Velay, reçoivent pour
» recouvrer distribution de la justice qu'ilz estoient
» contrainctz aller rechercher en la ville de Nysmes
» distant de quatre journées de chemin, la plupart du
» temps inaccessible par les neiges, inondations d'eau

(1) Cette somme de 31.420 livres comprenait le principal, 25.000 livres, avec les intérêts et frais se portant à 6.420 livres.

(2) Bibl. du Puy. — Recueil mss. d'arrêts rendus à Toulouse, p. 570.

» et aultres incommodités, avoit créé et estably en la
» ville du Puy ung siège de sénéchal, présidial et
» juridiction des Conventions, composé d'officiers
» nécessaires, desquelz avoit accordé aux habitans de la
» dicte ville du Puy la première nomination moyennant
» la somme de vingt cinq mil livres qu'ilz fournirent,
» estant nostre dict seigneur et père en ses plus pressez
» et urgens affaires des guerres.

» Depuis l'érection duquel siège, les habitans et
» officiers de Nismes et syndic de nostre pais de
» Languedoc avoient obtenu suppression dudict siège et
» officiers. De quoy lesdicts habitans du Puy advertis
» s'estoient retirés par devant nostre dict feu seigneur
» et père pour estre remboursez de la dicte somme,
» intéretz et fraiz dont leur fut lors expédié brevet de la
» somme de trente ung mil quatre cens quatre vingt
» livres.

» Poursuyvant l'assignation de la quelle seroit nostre
» dict feu seigneur et père décédé, au moyen de quoy
» lesdicts habitans du Puy nous auroient présenté
» requeste à ce que nostre bon plaisir feust, attendu la
» dicte suppression, les vouloir faire rembourser de la
» dicte somme de trente ung mil quatre cens quatre
» vingt livres, ou bien révoquer la dicte suppression.

» Avant que faire droict seur la dicte requeste,
» lesdicts officiers, habitans de Nismes et syndic de
» Languedoc auroient de nostre ordonnance esté appelez
» en nostre Conseil privé pour rapporter et veoir casser
» les lectres de la dicte suppression ; si mieux ils

» n'aimoient rembourser les dicts habitans du Puy de
» la dicte somme. Et après les dictes parties respective-
» ment ouyes en nostre Conseil, et ayant produict tout
» ce que bon leur a semblé, par devant l'un des maistres
» des requestes ordinaire de nostre hostel, qui en a
» faict son rapport, et tout considéré.

» Nous, par l'advis et délibération des gens de nostre
» dict Conseil, et de nostre certaine science, plaine
» puyssance et auctorité royale, avons pour le bien,
» commodité et solaigement desdicts habitans du Puy
» et baillaige de Vellay, et pour aulcunement les
» récompenser de la dicte partie, déclairé, statué et
» ordonné, déclairons, statuons et ordonnons par édict
» perpétuel et irrévocable qu'en la dicte ville du Puy y
» aura ung siège de sénéchal lequel nous y avons créé,
» érigé et estably, créons, érigeons et établissons : et
» icelluy avons composé et composons des officiers qui
» s'ensuyvent, assavoir : d'ung sénéchal de robe
» courte, ung juge maige, ung lieutenant particulier,
» quatre conseillers, ung advocat et procureur pour
» nous, ung recepveur des amendes qui sera payeur
» des gaiges desdicts officiers, ung huyssier verger, ung
» greffier de la dicte Sénéchaussée et un scelleur ;
» pour cognoistre de toutes matières tant civiles et
» criminelles que des conventions, d'entre les dicts
» habitans de la dicte ville du Puy, pays et baillaige de
» Vellay, tout ainsi qu'il est accoustumé faire és
» aultres Sénéchaussées de nostre pays de Languedoc,
» ressortissans en nostre Court de Parlement de

» Tholose, et des conventions, comme le juge d'icelles
» audiet Nysmes; en laquelle nostre dictie Court
» ressortiront immédiatement les appellations dudict
» Sénéchal sans toutesfois énerver aucune chose de la
» juridiction de l'évesque, qui demeurera en son entier.
» Les appellations de laquelle ressortiront néanmoins
» par devant icelluy sénéchal.

» Et, afin que icelluy sénéchal, juges et officiers
» ainsi nouvellement créez audiet lieu du Puy aient
» moyen de honnorablement s'entretenir à l'exercice
» de leurs estatz et occasion de verser en telle intégrité
» et sincérité qu'il est requis, nous leur avons ordonné
» et ordonnons assavoir, audiet sénéchal trois cens
» livres, audiet juge maige, soixante quinze livres, au
» lieutenant particulier et à chacun des conseillers,
» avocat, procureur, recepveur et payeur, cinquante
» livres, et audiet verger quinze livres tournoises de
» gaiges ordinaires pour chacun an, que voullons
» estre imposez et levez sur le sel ainsi que sont les
» gaiges de nos aultres officiers dudict pays de Langue-
» doc.

» Si donnons en mandement à nos amés et féaulx les
» gens de nostre dictie Court de Parlement de Tholoze,
» gens de nos comptes à Montpellier, et à tous nos
» aultres justiciers et officiers qu'il appartiendra, que
» nos présens édikt, statuts, ordonnance, vouloir et
» inttention, ilz tiennent, gardent et observent, facent
» lire, publier et enrégistrer, tenir, garder, observer et
» entretenir sans y contrevenir, souffrir ne permettre

» qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement
» en quelque manière que ce soyt.

» Et à ce faire et souffrir contraignent et facent
» contraindre tous ceulx qu'il appartiendra par les
» voyes que de raison. Mandons en oultre à notre aimé
» et féal le général de noz finances, estably audict
» Montpellier, que la somme de sept cens quatre vingt
» dix livres à quoy se montent les dictz gaiges, il face
» mettre, asseoir, imposer, et lever doresnavant par
» chacun an, sur le sel débité au grenier et magasin du
» Pont-Sainet-Esprit, par le grenetier ou recepveur
» audict lieu ; avesques les deniers des gaiges des
» aultres officiers dudict pais, par augmentation du
» prix du dict sel jusques à la concurrence de la dicté
» somme ; et par ledict grenetier ou recepveur bailler
» et mettre ès mains dudict recepveur et payeur la dicté
» somme de sept cens quatre vingt dix livres pour estre
» par luy baillée et délivrée aux dictz officiers, chacun
» si comme à eulx appartiendra, aux termes accoustu-
» mez ; auquel grenetier ou recepveur, rapportant le
» vidimus de ces présentes pour une fois seulement et
» quittance dudict recepveur et payeur, nous voulons
» la dicté somme estre passée et allouée en la dépense
» de ses comptes et rebattue de sa recepte par les gens
» de nos comptes sans difficulté.

» Car tel est nostre bon plaisir, nonobstant le dict
» édict de suppression et quelconques aultres édictz,
» ordonnances, mandemens, défenses et lectres à ce
» contraires ; aux quelles, et à chacune d'icelles nous

» avons dérogé et dérogeons, ensemble à la dérogoire
» de la dérogoire y mentionnée. Et afin que ce soyt
» chose ferme et stable à tousjours, nous avons fait
» mestre nostre scel à ces dictes présentes sauf en
» aultre chose nostre droict et l'aultruy en toutes.

» Donné à Bloys au moys de juing l'an de grâce mil
» cinq cens soixante et de nostre règne le premier.

» Ainsi signé sur le ply par le Roy en son Conseil,
» Hurault.

» Leues, publiées et registrées pour l'érection de
» la Sèneschaussée et offices de sénéchal, juge maige,
» lieutenant, advocat, procureur du Roy, greffier,
» huyssier et payeur des gaiges tant seulement, à la
» charge d'obtenir du Roy assignation des gaiges
» sur la ville du Puy et pais de Vellay à la requeste
» desquelz et pour leur commodité à pleu au dict
» seigneur faire la dicte érection, et que les dictz
» sénéchal, juge maige, et lieutenant pour leur récep-
» tion, selon les ordonnances, se présenteront en la
» Court comme à plain est contenu au registre.

» Faict à Tholoze en Parlement le vingt deuxiesme
» jour d'aoust mil cinq cens soixante.

» En marge : ay reçu l'original des présentes comme
» premier consul de la ville du Puy.

» A Tholoze le vingt quatriesme jour du moys d'aoust,
» l'an mil cinq cens soixante (1).

» F. CHAUDÉONIS. »

(1) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts. Mss., p. 570; — Médecis, T. 1, p. 497.

Dès que ce nouvel édit fut connu des habitants du Puy, ils députèrent à Nîmes un délégué pour signifier aux magistrats de cette ville de ne plus s'occuper des affaires du Bailliage de Velay et firent demander à la Cour du Parlement de Toulouse d'envoyer au Puy un conseiller pour installer la nouvelle Sénéchaussée.

Toulouse dépêcha au Puy le second président Michel du Fau, mais n'enregistra l'édit d'érection de la Sénéchaussée, — ainsi qu'on le voit ci-dessus, — que sous réserve de la question pécuniaire, voulant que les frais du nouveau siège fussent supportés uniquement par le pays de Velay et la ville du Puy, et non par la province de Languedoc tout entière (1). Cette restriction nécessita des lettres de déclaration du Roi, données le 28 septembre de la même année, et dont il sera question plus loin.

Écoutons encore Médicis nous narrer l'installation de la Sénéchaussée en 1560 :

« Les dictes lectres de ce don de sèneschal, après
» estre parvenues à la ville du Puy, ce que ne fust sans
» extrême diligence, fust incontinent par leur Conseil
» despéché homme pour aller inthiner à la Court de
» Nysmes que leur dicte Sénéchaussée, en tant que
» concerne le Baillaige de Vellay, baronnies de Bouzol
» et de Fay, estoit pour le plaisir et Conseil du Roy
» desmembrée de leur estat, et pervenu à la ville du

(1) Bibl. du Puy. — Recueil d'édits. Mss., p. 577. — Arch. dép. Haute-Garonne, BB. 54. Voir aux pièces justificatives, N° VI.

» Puy, affin désormais ceulx de Nysmes ne s'en plus
» aider, ne sur ce prétendre cause d'ignorance.

» Et ledict homme, retourné dudict Nysmes, après
» avoir entièrement faict son exploit, fut après au
» Puy le vingt cinquiesme du mois de janvier audict
» an, à son de trompe, ès place publique, préconisé
» que aucun homme habitant au Bailliaige de Vellay
» et baronnies de Bouzol et Fay, ne fut si hardi de se
» desormais entremettre de plus impétrer nulles lectres
» de sénéchal de Nysmes, ne y poursuivre aucun
» procès dès maintenant ou par avant y avoir esté
» introduit, ains, par auctorité royale, estre le tout
» desvolu à la Court du sénéchal du Puy.

» Ce faict, fut arrêté par le Conseil de la Ville,
» envoyer à la vénérable Court de Parlement de
» Tholoze homme entendant le demené de cest affaire
» pour conduire icy ung président, conseiller, ma-
» gistrat ou tel qu'il plaira à la Court sur ce
» ordonner, pour exécuter au Puy ce don de sénéchal
» et l'assiéger, les metant en saisine de la dicte
» Sèneschaussée.

» Ce que fut par icelle vénérable Court pourveu à la
» dicte ville du Puy de la personne de Monseigneur
» maistre Michel du Fau, second président, homme
» réputé de non médiocre sçavoir. Et lequel président
» arriva au Puy le treiziesme janvier, et pour lequel
» recevoir la ville se mist à son de voir de luy aller à
» son devant avec honorable troupe de gens à cheval,
» que fist bon voir, et auquel la ville lui voloit faire
» sonner les canons, ce qu'il refusa.

» Et en exécutant sa charge, y demoura quatre
» jours, après laissant ledict Seigneur président et
» commissaire Monseigneur maistre Girard de Changet,
» docteur, pour juge mage, à parfaire le reste. »

Les magistrats qui furent installés de la sorte avec le juge mage Girard de Changet, étaient ceux qui, en vertu du privilège spécial accordé par le Roi à la ville du Puy, avaient acheté leur office aux enchères instituées à cet effet. Voici leurs noms et le montant des sommes qu'ils versèrent pour l'acquisition de leur charge (1) :

Sénéchal : Yves, baron d'Allègre (Entrées : 3.000 livres).

Juge mage : Girard de Changet, docteur ès droits, de Riom (Entrées : 2.000 livres).

Lieutenant général : François Forestier, docteur ès droits, de Craponne (Entrées : 1.900 livres).

Premier conseiller : Jean Béraudi, de Montfaucon, docteur ès droits (Entrées : 900 livres).

Second conseiller : Jean Bertrand, docteur ès droits, du Puy (Entrées : 900 livres).

Troisième conseiller : Guillaume du Port, docteur ès droits, de Bas (Entrées : 900 livres).

Quatrième conseiller : Gabriel des Arcis, du Puy (Entrées : 900 livres).

Avocat du roi : Julien Bonyol, docteur ès droits, du Puy (Entrées : 800 livres).

(1) *Médecis*. — T. I, p. 498-499.

Procureur du roi : Jean Dulong, du Puy (Entrées : 800 livres).

Greffier de la Sénéchaussée : Gabriel d'Orvy, du Puy (Entrées : 7.500 livres).

Garde-Scel : Jacques Guitard, du Puy (Entrées : 2.000 livres).

Trésorier et Garde de la finance des amendes : Pons Irailh, du Puy (Entrées : 900 livres).

Huissier : Antoine Mouton, du Puy (Entrées : 350 livres).

Lorsque le juge mage Girard de Changet fit son entrée dans la ville du Puy, la population entière se porta au devant de lui ; les consuls, revêtus de leur robe rouge, allèrent le recevoir en grande pompe et l'accompagnèrent jusqu'à l'église de Notre-Dame. Dans toute la cité des réjouissances furent organisées en cet honneur, et les historiens parlent même d'une fontaine construite à cette occasion, et « d'où jaillissaient deux filets, l'un d'eau, l'autre de vin » (1).

La joie générale s'accrut encore lorsqu'on apprit au Puy que le Roi venait d'envoyer à Toulouse des lettres de déclaration enjoignant aux magistrats du Parlement de se conformer strictement et sans réserve au texte de l'édit de création de la Sénéchaussée du Puy, sans chercher à en faire retomber les charges pécuniaires sur le seul pays de Velay.

(1) Arnaud. — T. I, p. 307.

La Cour de Toulouse avait, en effet, réservé cette question en enregistrant l'édit royal, et avait émis le vœu que les dépenses nouvelles résultant de l'érection du nouveau siège fussent seulement imputées sur le Velay, au lieu de se répartir sur tout le pays de Languedoc.

Le roi de France, mis au courant de cette situation par les habitants du Puy, donna le 28 septembre 1560 des lettres de déclaration enjoignant aux officiers du Parlement de Toulouse d'avoir à procéder sans plus tarder à la lecture et publication de l'édit de juin « sans « user d'aucunes restrictions, modifications ne « difficulté » (1).

Malgré leur répugnance à revenir sur leur première décision, les magistrats durent se soumettre, et, par un nouvel arrêt, daté du 6 décembre de la même année, ils enregistrèrent purement et simplement les lettres patentes du Roi (2).

(1) Bibl. du Puy. — Recueil mss. d'arrêts, p. 577. — Arch. dép. Haute-Garonne. — BB. 54.

(2) Bibl. du Puy. — Recueil mss. d'arrêts, p. 580. Voir aux pièces justificatives, N° VII.

CHAPITRE II

FONCTIONNEMENT DE LA SÉNÉCHAUSSEE

Une Sénéchaussée était un tribunal supérieur aux petites juridictions locales, et tenant à peu près le milieu entre celles-ci et les cours souveraines (1).

Pour se rendre un compte exact du fonctionnement de ce tribunal, il faut étudier successivement quelle était son organisation, quelle compétence il avait au triple point de vue civil, criminel et administratif, enfin quels conflits ont pu se produire entre ses membres dans l'exercice de leurs attributions diverses.

§ I. — Organisation

Une Sénéchaussée comprenait : un sénéchal, un juge mage, des lieutenants, des conseillers, un avocat du roi, un procureur du roi, un greffier, des avocats, des procureurs et des huissiers.

(1) La Sénéchaussée du Puy ne vint pas remplacer purement et simplement le Bailliage de Velay ; elle lui fut superposée. Le Bailliage ne fut pas supprimé, comme quelques auteurs ont semblé le croire. Il continua à subsister jusqu'à la création du Présidial en 1689, et ce ne fut qu'alors qu'il disparut avec le Bailliage de Montfaucon.

Le Sénéchal

« Le premier officier de la compagnie, dit Everat, était naturellement le Sénéchal » (1).

Primitivement, le sénéchal était le chef effectif du tribunal, mais, dès 1518, les ordonnances royales ne lui reconnaissaient plus que « voix honoraire et non » délibérative ny conclusive » aux audiences (2). Il n'en avait plus la présidence, demeurait étranger à l'exercice de la justice et restait généralement éloigné de son siège (3), où il n'apparaissait que rarement « dans les circonstances graves et solennelles » (4).

Gentilhomme de robe courte, il avait perdu au XVII^e siècle jusqu'au droit de faire précéder de son nom les jugements rendus en dehors des audiences bailliagères, et ne conservait d'autre pouvoir que celui de marcher le premier devant les magistrats dans les solennités officielles (5).

Les lieutenants qui, au début, avaient été chargés de l'assister, étaient devenus, dans la suite, les principaux personnages du siège, et l'avaient remplacé dans ses primitives attributions.

(1) Everat, p. 5.

(2) Id., p. 6.

(3) Laurain, 1896, p. 88.

(4) Everat, p. 6.

(5) Laurain, 1896, p. 88.

Le Juge mage, Lieutenant général civil

Chaque tribunal de quelque importance avait deux lieutenants généraux : le lieutenant général civil et le lieutenant général criminel. Le premier avait toutefois la préséance sur son collègue en raison de l'ancienneté de ses fonctions, la charge de lieutenant criminel n'ayant été créée que bien postérieurement à celle de lieutenant général proprement dit (1).

Au Puy, la charge de lieutenant général civil fut constamment unie à celle de juge mage : les deux offices n'en formèrent jamais qu'un seul.

Le juge mage, lieutenant général civil, présidait les audiences, avait le droit de réunir la compagnie, d'ouvrir « les lettres et paquets adressés aux officiers du siège » ; il faisait exécuter les ordonnances, recevait le serment des avocats (2).

La présidence lui revenait de droit pour les élections consulaires, l'assiette de l'impôt et la revision des comptes. En l'absence du sénéchal, il marchait en tête de la compagnie.

Chargé spécialement de la police des prisons, le lieutenant général taxait le pain des prisonniers, nommait et révoquait les gardiens.

La convocation du ban et arrière-ban lui incombait,

(1) Par édit du 14 janvier 1522.

(2) Laurain, 1896, p. 97.

et, seul, il était compétent pour les taxes s'y rattachant (1).

Magistrat de robe longue, il pouvait même, en l'absence du sénéchal, faire précéder de son nom les jugements rendus par la Sénéchaussée (2). Il statuait « en son hôtel » pour toute cause provisoire requérant célérité, y faisait des enquêtes, des interrogatoires sur faits et articles, y recevait des cautions. Il ne pouvait toutefois y interroger des prisonniers ou y confronter des témoins (3).

Le Lieutenant général criminel

L'abondance des procès civils amenait souvent les lieutenants généraux à délaisser les affaires criminelles; aussi François I^{er}, pour remédier à cet inconvénient, décida-t-il la création d'officiers nouveaux, chargés spécialement de cette matière.

Par la déclaration du 14 janvier 1522, il institua dans chaque siège de Bailliage ou de Sénéchaussée un lieutenant général criminel dont le rôle fut de « juger et décider de tous cas, crimes, délits et » offenses commiz et perpétrez » (4).

Les lieutenants généraux civils, atteints par cette mesure, demandèrent souvent et obtinrent parfois

(1) Laurain, 1896, p. 103.

(2) Id., p. 97.

(3) Id., p. 101.

(4) Dupont-Ferrier, p. 380.

la suppression du nouvel office dans leur Sénéchaussée, ou du moins sa réunion à leur propre charge. Aussi Henri II dut-il rétablir par les édits de mai 1552 et janvier 1554 tous les sièges supprimés depuis 1522.

Le même prince, par un édit de novembre 1554 (1), supprima la charge de prévôt des maréchaux pour attribuer aux lieutenants criminels les fonctions que les prévôts avaient exercées jusqu'alors ; mais cette réforme fut bientôt abrogée et les prévôts, rétablis en leur état primitif, recouvrèrent toutes leurs attributions (2).

Le lieutenant criminel ne pouvait s'occuper des affaires civiles, et n'avait que voix consultative s'il assistait à l'audience où elles se jugeaient (3).

Il statuait seul sur les causes criminelles n'atteignant pas vingt-cinq livres (4). En premier ressort, il connaissait des « cas royaux », et, en appel, des jugements émanant des magistrats inférieurs de sa circonscription (5).

Les Lieutenants particuliers

Les lieutenants généraux, qui n'étaient au début que des suppléants pour les sénéchaux et baillis,

(1) Jousse, p. IX.

(2) Laurain, 1896, p. 275.

(3) Everat, p. 7.

(4) Id., p. 7.

(5) Laurain, 1896, p. 276.

eurent eux-mêmes des lieutenants lorsqu'ils furent en possession de toutes les attributions du siège. Ce furent les lieutenants particuliers.

Lieutenant particulier civil et lieutenant particulier criminel ou « assesseur » jouissaient des mêmes attributions que les lieutenants généraux qu'ils remplaçaient en cas d'absence. Ils avaient en outre la faculté « de siéger indifféremment au civil ou au criminel » (1).

Jusqu'en 1586 le lieutenant particulier était à la fois civil et criminel (2) ; à cette date, ses fonctions furent dédoublées, et l'« assesseur criminel » prit place aux côtés du lieutenant particulier civil.

Supprimé par l'édit de Chartres, le 23 mai 1588, l'assesseur criminel fut rétabli en juin 1596 (3).

Cent ans plus tard, en octobre 1703, un nouvel office de lieutenant était établi « par pur expédient de finances » (4). Son titulaire, désigné sous le nom de « lieutenant général d'épée », n'avait d'autre fonction que la convocation du ban et arrière-ban. Il devait être pris dans les rangs de la noblesse et venait immédiatement après les deux lieutenants généraux.

(1) Everat, p. 7.

(2) Jousse, p. X.

(3) Id., p. X.

(4) Everat, p. 7-8.

Les Conseillers

Les magistrats chargés d'assister le juge mage et les lieutenants se divisaient en « conseillers clercs » et « conseillers laïcs ». Ils devaient avoir vingt-cinq ans et se faire « recevoir » ou installer.

Au siège du Puy, il n'y eut au début que quatre conseillers, mais le Pouvoir royal ne tarda pas à augmenter ce chiffre, car, si le nombre des conseillers était loin d'être le même dans chaque siège, dans la même Sénéchaussée il était souvent aussi augmenté ou diminué par d'incessantes créations et suppressions d'offices, suivant les fluctuations diverses de l'état des finances royales.

Les magistrats de la Sénéchaussée du Puy, dès leur installation, manifestèrent à l'égard du Parlement de Toulouse une indépendance qui devait leur attirer de sévères remontrances.

A peine établis, en effet, les officiers du siège du Puy refusèrent d'observer les usages en vigueur dans la Sénéchaussée de Beaucaire et prétendirent ne point s'y conformer.

Saisi de la question, le procureur général de Toulouse fit savoir aux magistrats récalcitrants que leur tribunal, ayant été distrait du siège de Beaucaire, devait adopter les règlements en usage dans cette Sénéchaussée, et notamment se soumettre aux dé-

cisions des arrêts du 13 septembre 1540 et du 31 octobre 1541 portant règlement pour les officiers de ce siège.

Les magistrats du Puy ne s'étant pas rendus à ces observations, le procureur s'adressa à la Cour et en obtint un arrêt du 8 février 1576 devant lequel les officiers durent cette fois s'incliner (1).

Le Parquet

Auprès des conseillers était le « parquet », composé des procureurs et avocats du roi, chargés de représenter le prince auprès des tribunaux.

Le procureur « veillait à l'exécution des lois et arrêts », « avait la haute main sur la police », « dirigeait la poursuite des crimes » (2).

Il prenait des conclusions après s'être concerté avec l'avocat du roi, tout au moins lorsque les conclusions devaient être définitives. La parole ne lui appartenait qu'au cas d'absence de l'avocat.

Lorsqu'il s'absentait lui-même, il était remplacé par des substituts établis en 1586 (3).

L'avocat du roi prenait la parole à l'audience et pouvait seul la prendre, mais il devait auparavant

(1) Voir aux pièces justificatives, N° XVIII.

(2) Everat, p. 10-11.

(3) Laurain, 1896, p. 299.

se concerter, lui aussi, avec le procureur en la chambre du parquet (1).

L'avocat du roi avait la parole dans toutes les affaires intéressant l'état, l'église, les mineurs ou l'intérêt public. Les dossiers de ces affaires étaient déposés au parquet, qui, après les avoir étudiés, en faisait la distribution, et le rapporteur désigné donnait lecture de son travail dans une séance postérieure.

Les conclusions, une fois prises avec le procureur en chambre du parquet, avant l'ouverture de l'audience, ne pouvaient être modifiées par l'avocat dans sa plaidoirie.

S'il y avait divergence d'opinion, l'avis du procureur l'emportait « dans les affaires où les conclusions se donnaient par écrit », celui de l'avocat « dans les causes d'audience » (2). Toutefois, l'avocat pouvait à l'audience conclure sans l'avis du procureur en toutes les occasions où il le jugeait utile pour le bien de l'État (3).

Aussi peu soucieux des règlements que les conseillers de leur siège, le procureur et l'avocat du roi au Sénéchal du Puy se virent, en 1364, presque au début de la Sénéchaussée, dénoncés à Paris par le syndic de Velay comme coupables de « consulter et plaider pour les

(1) Everat, p. 11.

(2) Laurain, 1896, p. 296 et suiv.

(3) Everat, p. 11.

parties », de « rapporter procès tant civils que criminels », et d'avoir pension d'autres seigneurs que du roi (1).

Une déclaration royale donnée à Bar-le-Duc le 4 mai 1564 vint leur rappeler les devoirs de leur charge et enjoindre au Sénéchal et aux autres officiers de la Sénéchaussée de ne plus tolérer de semblables abus (2). Cette déclaration, après avoir rappelé que les avocats et procureurs royaux ne pouvaient être à la fois « conseil et juge » dans un même procès, — ce qui advenait chaque fois que l'un d'eux rapportait une affaire ou assistait à son jugement après avoir plaidé ou consulté pour l'une des parties en cause, — leur renouvelait l'interdiction de se livrer à de pareils abus qui les empêchaient, en outre, de poursuivre les affaires criminelles avec tout le zèle qu'on était en droit de leur demander.

Les lettres royales furent enregistrées à la Cour de Toulouse le 9 du mois suivant, mais le Parlement trouva bon de déclarer que le juge mage ne pourrait priver le procureur du roi du droit de jouir « des distributions et rapports de procès », ce qui détermina le Roi à envoyer au Parlement des lettres de jussion devant lesquelles le Parlement dut enfin se décider à l'enregistrement pur et simple de la déclaration du 4 mai 1564 (3).

(1) Bibl. du Puy. — Recueil mss. d'arrêts, p. 597.

Voir aux pièces justificatives, N° XIV.

(2) Arch. dép. Haute-Garonne. — BB. 58.

Voir aux pièces justificatives, N° XIV et XV.

(3) Voir aux pièces justificatives, N° XVI.

Le Greffier

Une dernière charge existait encore dans les Sénéchaussées : c'était celle de greffier. Chaque siège possédait un greffier, et généralement un greffier ordinaire et un greffier d'appaux. Ces officiers étaient préposés à la tenue des registres et à la transcription des sentences. Ils étaient assistés de commis pour l'audience.

Le greffe du Puy, après avoir appartenu successivement à Gabriel d'Orvy d'Agrain, 1560-1596, à Jean de Mollyns, 28 mars 1597, et à Robert Jourdain, 12 juin 1619, fut cédé par ce dernier aux Etats du Velay le 17 mai 1662 (1). Le greffe fut dès lors mis en ferme par les Etats (2).

En 1784, le titulaire du greffe, Etienne Guilhaume, « greffier en chef de la Sénéchaussée », était en même temps secrétaire et greffier de la maison consulaire.

Les Avocats, Procureurs et Huissiers

Outre ces divers officiers, il existait encore à la Sénéchaussée une compagnie d'avocats et une de procureurs. La mission des premiers était de plaider pour

(1) Preuves de la maison de Polignac. — T. III, p. 287.

(2) Id., p. 287. — Mise en ferme du greffe par les Etats.

les parties et de les conseiller ; celle des seconds, de dresser les différents actes de procédure et de représenter leurs clients en justice.

Le chef de chacune de ces compagnies portait au Puy le nom de « doyen ».

Procureurs et avocats étaient fort nombreux : on comptait en 1622 jusqu'à trente-cinq avocats à la Sénéchaussée (1). Au moment de la Révolution, il y avait au Puy vingt-cinq procureurs au Sénéchal.

Avocats et procureurs, non contents de plaider pour autrui, étaient souvent eux-mêmes d'ardents plaideurs. C'est ainsi qu'un avocat du Puy, Hugues d'Avignon, eut à lui seul plus de trente procès et plaida successivement avec tous les membres de sa famille, sans oublier ceux de la famille de sa femme.

La compagnie des procureurs eut pour sa part deux procès retentissants avec les notaires et marchands du Puy en 1635, et avec les chefs de métiers de la ville en 1633.

Dans l'une et l'autre de ces contestations les procureurs obtinrent d'ailleurs gain de cause : les chefs de métiers représentant les diverses corporations de la ville étaient appelés chaque année à se réunir pour nommer les consuls de l'année suivante. Or, en 1632, les statuts de la maison consulaire ayant été modifiés, on réduisit à vingt-deux le nombre des chefs de métiers devant prendre part au vote.

(1) Voir aux pièces justificatives, N° XX.

Lors de l'élection de 1633, on refusa de recevoir parmi les chefs de métiers le représentant des procureurs. Ces derniers protestèrent avec véhémence et firent rendre un arrêt en leur faveur. A l'élection de 1634, on dut admettre leur représentant, et l'un des leurs, Pierre Peyret, fut élu quatrième consul.

Vers la même époque, une question de préséance s'éleva entre les procureurs et les notaires et marchands. Ces derniers émettaient la prétention d'avoir le pas sur les procureurs dans les cérémonies publiques.

La compagnie s'étant réunie pour discuter sur ce qu'il convenait de faire, plusieurs de ses membres, parmi lesquels se trouvait Armand Barthélemy, fils de l'ancien prévôt des Ligneurs, opinèrent énergiquement pour ne pas laisser tomber en désuétude les anciennes prérogatives du corps dont ils faisaient partie.

Les procureurs portèrent le débat devant la Cour de Toulouse et obtinrent en 1635 un arrêt qui leur donnait définitivement le pas sur les notaires et les marchands.

L'évêque du Puy, Just de Serres, rendit de son côté une ordonnance consacrant également cette préséance pour les processions et cérémonies religieuses.

Après les avocats et les procureurs, venaient les huissiers, chargés primitivement d'ouvrir et de fermer les « huis ». Les titulaires de l'office d'huissier procédaient aux significations et faisaient la police de l'audience.

Telle était l'organisation de la Sénéchaussée du Puy ;

le rôle de chaque officier étant maintenant défini, il reste à étudier de quelles matières ce tribunal pouvait connaître et dans quelles conditions il était compétent.

§ II. — Compétence

A. — COMPÉTENCE CIVILE

Compétence en premier ressort

Jusqu'à l'établissement du Présidial en 1689, le Bailliage royal de Velay continua à être la juridiction de droit commun ; la Sénéchaussée ne fut compétente en premier ressort que pour les causes concernant les nobles, et dans quelques cas exceptionnels, notamment pour celles ayant trait aux officiers royaux ou aux contestations entre prévôts, châtelains et consuls (1).

« Les sénéchaux sont les juges des nobles », dit un vieux mémoire de l'époque (2). La Sénéchaussée était, en effet, compétente en premier ressort pour toutes les matières féodales : fiefs, biens nobles, cens, lods ou corvées. Que l'action fût réelle, personnelle ou mixte, la connaissance en appartenait exclusivement au sénéchal (3).

Celui-ci était également compétent en premier ressort

(1) Guyot. — Répertoire de jurisprudence. T. II, p. 75.

(2) Mémoire sur la province de Languedoc, fait en l'année 1697 par ordre de Monseigneur le duc de Bourgogne. — Chapitre II, 3^e partie, p. 163 (mss. — Bibl. de M. le président Giron, au Puy).

(3) Guyot. — Répertoire. T. II, p. 73.

pour les affaires relatives aux droits seigneuriaux : droits de sépulture, de litre funèbre, de banc et de chapelle (1).

Les autres causes, n'ayant « point trait à la féodalité, mais concernant les nobles », étaient réservées au sénéchal lorsqu'elles étaient purement personnelles (2) ; au cas contraire, elles suivaient la loi commune. Il suffisait toutefois que l'une des parties fût noble pour que la cause devint bailliagère.

Les matières relatives au ban et arrière-ban, aux officiers du roi, aux églises placées sous la sauvegarde royale, aux rébellions contre les mandements et jugements, étaient également de la compétence de la Sénéchaussée en premier ressort (3). Il en était de même des causes ayant trait aux biens domaniaux, aux eaux et forêts, aux bénéfices ecclésiastiques, à l'interprétation des ordonnances et coutumes.

Compétence en appel

La compétence d'appel de la Sénéchaussée s'étendait à toutes les causes jugées par les juridictions inférieures existant dans toute l'étendue du territoire de la ville du

(1) Guyot. — Répertoire. T. II, p. 73.

(2) Id. p. 73.

(3) Id. p. 73.

Puy et du Bailliage de Velay. Cette règle s'appliquait aussi bien aux juges épiscopaux temporels qu'aux autres magistrats seigneuriaux du pays, mais elle ne concernait nullement l'officiel, juge essentiellement religieux.

La compétence d'appel du sénéchal se subdivisait elle-même, suivant que l'affaire dont il s'agissait avait ou n'avait pas une valeur supérieure à vingt-cinq livres. Dans le premier cas, la Sénéchaussée statuait en dernier ressort; dans le second, elle ne le faisait que sauf appel au Parlement de Toulouse.

Les tribunaux inférieurs dont les causes venaient en appel devant le sénéchal du Puy comprenaient, outre les petites justices seigneuriales qui, déjà avant 1560, ressortissaient au Bailliage royal, les cours plus importantes du Puy, de Bouzols, Fay et Polignac.

Jusqu'en 1560, en effet, la Cour Commune du Puy, les cours seigneuriales de Bouzols et Fay et de la vicomté de Polignac échappaient à la juridiction locale du Bailliage de Velay pour ne relever que du lointain tribunal de Beaucaire.

A la différence du Bailliage royal de Velay, qui ne pouvait connaître des appels de la Cour Commune du Puy, la Sénéchaussée fut compétente pour les juger en « seconde appellation ».

On se souvient, en effet, que les procès soulevés entre habitants de la ville même du Puy étaient jugés en premier ressort par la Cour Commune et en appel par le « juge des premières appellations », nommé d'un

commun accord par le Pouvoir royal et l'autorité épiscopale.

L'appel au degré suivant allait, jusqu'en 1560, devant le sénéchal de Beaucaire, sans passer par le Bailliage de Velay.

La Sénéchaussée du Puy devant remplacer pour le pays de Velay celle de Beaucaire, il était juste de lui attribuer la connaissance des appels venant du « juge des premières appellations ». C'est ce que décida le pouvoir royal.

Désormais, les affaires jugées au premier degré par la Cour Commune le furent au second par le « juge des premières appellations », et au troisième par la Sénéchaussée du Puy.

On allait ensuite au quatrième degré devant le Parlement de Toulouse.

En cet état de choses, trois sortes de procès venaient en appel devant le sénéchal du Puy ; ceux concernant les habitants de la ville même « et des faubourgs d'icelle », ceux intéressant les vassaux des baronnies de Bouzols et de Fay et de la vicomté de Polignac, enfin ceux relatifs au reste du Velay.

On vient de voir quel était pour la première catégorie la marche suivie par l'affaire. Dans la seconde espèce, il faut distinguer si la cause relève des juridictions de Bouzols ou de Polignac.

S'agit-il de Bouzols ? L'affaire sera jugée en premier ressort par les officiers ordinaires de la baronnie, puis elle ira en appel devant un « juge des premières appel-

lations » siégeant au château de Bouzols (1), car des lettres patentes du roi, datées du 8 mars 1361, ont conféré à Guillaume Roger, comte de Beaufort, et à ses successeurs, le droit de « premier ressort et premières appellations sur les châteaux de Bouzols, Servissac et Fay, et sur les sujets des mandements d'iceux », avec faculté de porter les « secondes appellations » au tribunal de la Sénéchaussée, sans passer par celui du Bailliage.

Le second appel ira donc au sénéchal du Puy et le troisième à la Cour de Toulouse.

S'agit-il au contraire de Polignac ? Jugée une première fois par les officiers ordinaires de la Vicomté, l'affaire sera portée en appel devant la Cour de l'Aute, siégeant au Puy pour le compte des Polignac.

Elle passera ensuite à la Sénéchaussée où elle sera jugée pour la troisième fois, et enfin au Parlement de Toulouse qui formera le quatrième degré.

Pour ce qui concerne les autres localités du Velay, les procès se portaient en premier ressort devant les magistrats inférieurs, officiers ordinaires du Monastier-Saint-Chaffre, de Beaudinier, de Marminhac, de Lissac, de Goudet, etc.... Ils allaient ensuite en appel devant le Bailliage, au siège du Puy ou à celui de Montfaucon,

(1) Registres de la Cour de Bouzols, Années 1389-1422. Arch. dép. Haute-Loire. A la date du 11 octobre 1425, par exemple, on trouve une sentence rendue à Bouzols contre Barthélemy Assézat, de la Tour-Daniel, par Balthazard Vacher, « licencié ès décrets, bachelier ès lois, juge des premières appellations de la baronnie. »

suivant la circonscription judiciaire à laquelle ils appartenaient; de là ils passaient à la Sénéchaussée, et finalement à la Cour de Toulouse.

Cette organisation était assurément fort compliquée; c'était beaucoup, sans doute, pour un petit pays comme le Velay, que trois hiérarchies judiciaires différentes; le système établi par la création de la Sénéchaussée avait néanmoins un avantage sur celui qui l'avait précédé: désormais tous les procès allaient passer par un même tribunal local: la Sénéchaussée.

C'était évidemment un progrès sur l'organisation ancienne, où le Bailliage ne parvenait pas à englober toutes les petites juridictions inférieures.

B. — COMPÉTENCE CRIMINELLE

Les règles exposées ci-dessus pour la compétence civile de la Sénéchaussée s'appliquaient également à sa compétence criminelle. Nous devons toutefois dire un mot des cas royaux, des cas privilégiés et des cas de prévention, dans lesquels le tribunal du sénéchal était compétent en premier ressort sans qu'aucune autre juridiction en eût connaissance avant lui.

Les cas royaux comprenaient les crimes contre la personne même du roi, — lèse-majesté, — ou contre ses lieutenants et représentants. Les entreprises contre les biens domaniaux et les contraventions aux ordonnances royales y étaient également comprises.

Tout ce qui touchait à l'intérêt général, les guerres privées, les violences, le brigandage, était rangé parmi les cas royaux. Il en était de même des attentats commis contre les personnes placées spécialement sous la sauvegarde du roi, les communautés, les églises cathédrales, les particuliers munis d'un sauf-conduit, les « pauvres travailleurs des champs » (1).

Les questions de donation, de testament, de falsification d'actes ou de monnaies, d'évasion de prisonniers, rentraient encore dans la classe des cas royaux (2).

Les cas privilégiés n'étaient pas aussi nombreux que les précédents. Il y avait cas privilégié, par exemple, lorsqu'un clerc s'était rendu coupable d'un crime ou d'un délit « présentant pour l'ordre public une telle gravité que le juge royal pouvait en connaître, malgré le privilège de clergie » (3).

Quant aux cas de prévention, ils résultaient du droit reconnu au sénéchal de s'emparer de certaines affaires que les magistrats inférieurs négligeaient de juger.

Les cas de prévention étaient à l'origine peu nombreux : l'infraction aux serments ou la nouvelleté, par exemple. Mais à la longue cette institution prit

(1) Dupont-Ferrier, p. 381.

(2) Id. p. 383.

(3) Esmein. — Histoire du droit français, 5^e édition, p. 644.

une extension plus considérable et se généralisa si bien qu'à tout moment un juge attentif et vigilant pouvait saisir par « prévention » les causes dont ses inférieurs paraissaient ne pas s'occuper.

Les magistrats civils n'ayant généralement pas le loisir d'être ainsi à l'affût des procès criminels, le pouvoir royal s'aperçut bientôt qu'ils négligeaient notoirement cette partie de leurs attributions. On résolut en conséquence de les en décharger, et l'on établit à leurs côtés un « lieutenant criminel » qui, n'ayant pas d'autre attribution, put se montrer plus attentif aux cas royaux, privilégiés et de prévention (1).

La déclaration du 14 janvier 1522 créa donc en chaque siège de Bailliage ou de Sénéchaussée un lieutenant criminel dont la fonction spéciale fut de « juger et décider de tous cas, crimes, délits et » offenses commiz et perpétrez » (2).

Lorsque ce nouveau magistrat avait rendu sa sentence dans une affaire venant en appel d'une juridiction inférieure, la Sénéchaussée ne restait compétente pour l'exécution que si le jugement infirmait la première sentence. S'il la confirmait, la connaissance de l'affaire revenait au premier tribunal.

En matière criminelle comme en matière civile, l'appel de la Sénéchaussée allait au Parlement. Celui-ci était en outre, au criminel, compétent en premier

(1) Dupont-Ferrier, p. 388.

(2) Id. p. 380.

ressort dans quelques cas exceptionnels qui échappaient à la Sénéchaussée : *committimus* (1), pairie, et cas royaux par prévention.

Après un arrêt de Parlement confirmant une sentence de la Sénéchaussée, l'exécution revenait à cette dernière.

C. — COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE

§ I. — *Compétence en matière « d'assiette » des impositions*

Outre sa compétence civile et criminelle, la Sénéchaussée avait encore, aux XVI^e et XVII^e siècles, quelques restes de l'ancienne compétence administrative du moyen-âge.

Le siège du Puy, créé seulement au milieu du XVI^e siècle, n'avait jamais connu l'antique compétence des Bailliages et Sénéchaussées en matière de finances et d'administration. Depuis 1371, une organisation spéciale avait été chargée de remplacer sénéchaux et baillis en matière d'aides et de subsides extraordinaires, et, depuis le règne de Saint-Louis, l'établis-

(1) Le « *Committimus* » était le droit donné par le Roi à quelques personnes de plaider en première instance, soit comme demandereses, soit comme défenderesses, devant certains juges, et d'y faire évoquer leurs causes. Il y en avait deux sortes : le *Committimus* au grand sceau qui allait au maître des requêtes de l'hôtel, et le *Committimus* au petit sceau qui allait au Parlement.

sement des receveurs avait ruiné en Languedoc l'omnipotence des Sénéchaussées sur le fait des finances (1).

Les commissions extraordinaires venaient encore amoindrir la compétence administrative du sénéchal : les commissaires poursuivaient les affaires de monnaie, de franc-fief, et ne laissaient aux magistrats de la Sénéchaussée que ce qu'il leur était absolument impossible de leur enlever (2).

Ceux-ci connaissaient encore, il est vrai, de quelques causes domaniales, et avaient conservé leur compétence en matière de police pour réglementer l'ouverture et la fermeture des hôtelleries et des cabarets, le cours des monnaies et le prix des denrées.

Mais la principale de leurs attributions administratives était relative à l'établissement de l'« assiette » des impôts.

Le sénéchal, et à son défaut le juge mage ou un autre magistrat choisi suivant l'ordre du tableau, étaient « commissaires ordinaires à l'assiette », c'est-à-dire commissaires pour la répartition des impôts. Cette fonction n'était d'ailleurs pas une prérogative attachée à telle ou telle charge du siège ; elle appartenait à la Sénéchaussée elle-même, et l'on vit en

(1) Dognon. p. 340.

(2) Id. p. 341.

1677 le doyen des conseillers (1) remplacer à l'« assiette » le juge mage et les lieutenants absents (2).

L'établissement de l'assiette des impositions se faisait alors en Velay avec le triple concours des Etats du Velay, des commissaires du roi et des quatre « calculateurs d'assiette » ou « co-équateurs ».

Le travail des Etats était précédé d'une procédure accomplie par un officier de la Cour des aides de Montpellier. Ce magistrat faisait avec des experts le tour du diocèse, estimait les fonds, communauté par communauté, en se basant pour cela sur la « bonté et qualité du terroir », la « commodité ou incommodité » de sa situation et l'importance du commerce se faisant dans la région.

Le résultat de son travail était l'« alivrement »,

(1) « Nous, commis à la recepte des tailles du diocèse du Puy soubszigné, certiffions à tous ceux qu'il appartiendra que Monsieur de Montbrac, doyen des Conseillers en la Sénéchaussée du Puy, a reçu de nous la somme de quatre vingt douze livres dix sols le dixième jour du mois d'avril mil six cent soixante seize pour avoir acisté en qualité de Commissaire ordinaire à l'assiette dudit diocèse du Puy en ladite année : à laquelle somme il estoit taxé pour son droit d'assistance en l'estat des fraix de ladite assiette, comme il appert d'icellui.

» En foi de quoi nous avons fait et signé ce présent certificat au Puy, dans nostre bureau de recepte, ce cinquiesme jour du mois d'aoust 1677.

» Signé : Martin. »

(Arch. dép. Haute-Loire. BB. 13).

(2) « Extrait du registre des délibérations prises par Messieurs les officiers de la Sénéchaussée et siège présidial du Puy » : « Le droit d'assistance à l'assiette..... appartient incontestablement à la Compagnie et non pas à Monsieur le juge mage en seul. » (Registre de 1785. Arch. dép. Haute-Loire. BB. 13).

tableau réglant la part à payer par chaque communauté dans les impositions du diocèse, et la déterminant en « livres, sols, deniers, oboles, pites et mailles ».

Chaque communauté distribuait ensuite sa portion entre tous les particuliers qui la composaient; on obtenait ainsi le « compois » (1).

L'estimation des fonds étant faite dans le compois, le travail de la répartition et de la confection des registres d'assiette était effectué par les quatre « co-équateurs » ou « calculateurs d'assiette ».

C'est alors qu'intervenaient les magistrats de la Sénéchaussée : sénéchal, juge mage ou lieutenant agissaient en cette circonstance en qualité de commissaires ordinaires, représentant le pouvoir royal de concert avec le commissaire principal désigné par le commandant de la province.

Aux commissaires du roi il appartenait de vérifier l'exactitude des listes qui leur étaient présentées, de recevoir les réclamations et les plaintes qui pouvaient se produire, de transmettre aux Etats du Velay les pièces et les listes après les avoir examinées.

Les Etats délibéraient alors en présence des commissaires et procédaient au vote des impôts d'après les documents qui leur étaient transmis (2). Le greffier des

(1) Au Puy, le compois était dressé par quatre Commissaires élus par le Conseil général de la ville, et rédigé par un notaire qu'ils s'adjoignaient pour ce travail.

(2) Sur le fonctionnement des Etats du Velay et leur composition, voir l'Appendice.

Etats inscrivait les délibérations et en dressait procès-verbal.

La tenue des « assiettes » donnait lieu fréquemment à des conflits de préséance entre les magistrats de la Sénéchaussée et les barons du Velay ou l'évêque du Puy.

Le juge mage, en effet, prétendait avoir le droit de présider l'assemblée en l'absence du commissaire principal ; l'évêque, de son côté, exigeait la présidence. Le juge mage voulait marcher de suite après le commissaire principal ; les barons n'entendaient pas se laisser précéder. Le juge mage voulait signer le premier ; évêque et barons prétendaient signer avant lui.

« Il vaudrait mieux pour nous, écrivait plus tard le » juge mage de Béziers à son collègue du Puy, ne pas » assister à cette assemblée que d'y assister avec si peu » de relief » (1). Et plus loin : « Etant revêtus d'une » autorité qui émane de Sa Majesté, nous ne pouvons » être précédés par personne, à moins qu'on ne soit » revêtu dans un degré plus éminent de cette même » autorité ».

Le pouvoir royal, pour mettre un terme à ces conflits incessants et pour rendre plus uniforme le mode de levée des impôts dans les différentes provinces, avait essayé de remplacer le système local de l'« assiette » par une organisation nouvelle.

(2) Lettre du 9 mai 1723. — Arch. dép. Haute-Loire, BB, 9.

Au mois de juillet 1629 il avait tenté de diviser la province de Languedoc en vingt-deux « élections » et avait établi vingt-deux offices d'« élus » pour la répartition des impôts. Mais la résistance des Etats provinciaux fut telle que le Roi dut renoncer à son projet et leur rendre leur privilège.

§ II. — *Autres attributions administratives*

A côté de leurs attributions pour la confection de l'assiette des impôts, les magistrats de la Sénéchaussée avaient encore la présidence de toutes les assemblées ordinaires et extraordinaires de l'hôtel-de-ville « pour quelque cause qu'elles fussent convoquées » : cotisation des habitants, élection des auditeurs des comptes, baux à ferme des revenus de la ville, clôture des comptes consulaires.

Le juge mage présidait s'il assistait à la séance ; à son défaut, les lieutenants prenaient la présidence. Juge mage ou lieutenant vidaient les oppositions faites à la nomination des auditeurs des comptes ou des électeurs consulaires et à celle des consuls eux-mêmes. Ils recevaient la prestation de serment de ces derniers, avaient voix délibérative aux assemblées de police de la ville et aux réunions concernant le ban et arrière-ban. Ils donnaient les permis d'imprimer, assistaient aux feux de joie de la ville, prenaient part aux séances du bureau des hôpitaux et y avaient voix délibérative.

En matière de police, la Sénéchaussée s'était vue dépouillée, au profit du prévôt, des causes concernant les vagabonds, les séditions, les vols à main armée, les faits de chasse, d'usure, d'hérésie, et ceux se rapportant à l'émission de la fausse monnaie (1).

Elle avait, au contraire, conservé ses attributions relatives à la police des marchés, à l'ouverture des cabarets et auberges, au cours des monnaies et au prix des denrées.

Dès les premières années d'existence de la Sénéchaussée, on voit les magistrats s'occuper de cette dernière question.

Deux ordonnances datées des 30 janvier et 11 mars 1593 avaient réglementé le cours des monnaies et le prix des denrées, mais les grangers et revendeurs de blé s'en inquiétaient si peu que l'intervention de la justice fut de nouveau nécessaire.

Les accapareurs, en effet, avaient mis le blé à si haut prix que les gens du peuple ne pouvaient plus s'en procurer. Les pièces d'or et d'argent étaient, d'autre part, tellement décriées par les revendeurs, cabaretiers et hôtes, qui les refusaient au prix courant, qu'une réglementation nouvelle s'imposait pour éviter des troubles.

Les magistrats de la Sénéchaussée rendirent en conséquence une ordonnance datée du 31 mars 1593. aux termes de laquelle, « ouy sur ce le Procureur du

(1) Dognon, p. 422.

Roy », ils interdisaient de vendre les denrées à un prix supérieur au tarif ci-dessous :

- « Le carton froment à blanc, 55 solz (1) ;
- « Le carton froment moyen, 51 solz ;
- « Le carton mesclade, 45 solz ;
- « Le carton seigle, 40 solz ;
- « Le carton febves, 40 solz ;
- « Le carton orge, 35 solz ;
- « Le ras advoyne, 18 solz (2). »

Comme mesure de sanction, l'ordonnance prescrivait que les greniers et boutiques resteraient ouverts pour être surveillés par les officiers de police, et que ceux-ci pourraient, s'ils rencontraient quelque résistance dans l'exercice de leur mission, faire fracturer les portes des greniers en présence d'un magistrat ou d'un consul.

Défense était faite, en outre, aux gardiens des portes de la ville de laisser sortir des denrées, et aux acheteurs de blé de le revendre, « sur payne d'estre punis » exemplairement ».

Enfin, comme les hôteliers et cabaretiers s'étaient montrés particulièrement rebelles aux décisions de justice et ordonnances de police, et qu'ils étaient « la » principale cause de la cherté desdits vivres et « denrées », ordre fut donné de fermer toutes les tavernes de la ville, « permettant seulement aux hostes » de loger et recevoir les étrangers, sans recevoir

(1) Le carton équivalait environ à vingt litres.

(2) Burel, p. 344.

» aulcung habitant de la dicte ville sur payne de cent
» escuz et emprisonnement de leurs personnes ».

Le 14 mai de la même année, le juge mage Bertrand, assisté des conseillers Bernard, des Arcis, Triollenc et Yrailh, rendait une nouvelle ordonnance réglementant le cours des monnaies.

Le taux fixé par cette ordonnance était le suivant :

- « L'escu au soleilh, 65 solz ;
- « Le ducat d'Espanhe, 58 solz ;
- « L'henry simple, 65 solz ;
- « Le ducat d'Espanhe à deux testes, 1 escu 2 solz ;
- « Le double ducat portugal, 2 escuz 8 solz ;
- « Le franc d'argent, 20 solz ;
- « Le teston au coin de France, 14 solz 6 deniers ;
- « Le quart d'escu, 15 solz ;
- « Le réal d'Espanhe, 5 solz ;
- « Le double, 10 solz ;
- « Celui de quatre, 20 solz (1) ».

La même ordonnance fixait comme suit le prix du mouton, du bœuf et autres denrées :

- « La livre du mouton, 4 solz (2) ;
- « Le veau, 3 solz ;
- « Le bœuf, 2 solz ;
- « Le lart, 4 solz 8 deniers ;
- « Les chandelles, 6 solz ;

(1) Burel, p. 318.

(2) La livre représentait un poids d'environ 400 grammes.

- « La livre d'huyle, 8 escuz le quintal en gros et 5 solz la livre en destailh ;
- « La carte sel, 2 escuz 20 solz ;
- « Le vin clairot du ribage, 10 escuz la charge en gros, « et 6 solz le pot en destailh » (1).

Cette ordonnance fut publiée « par les carrefours » accoustumés » de la ville par le notaire Eymar Barry, en présence des conseillers Irailli et Triollenc, de l'avocat du roi Julien Bonyol, de mattres Pascal et Ferrand d'Amavis, juges en la Cour Commune.

§ III. — *Attributions en matière de ban et arrière-ban et d'élection aux Etats*

Parmi les attributions diverses des sénéchaux, celles qui survécurent le plus longtemps à leur antique puissance furent la convocation du ban et arrière-ban de la noblesse et celle des électeurs pour la nomination des députés aux Etats Généraux du Royaume.

Chef de la noblesse du pays, le sénéchal convoquait pour le ban et l'arrière-ban les gentilshommes du ressort et se mettait à leur tête lorsqu'il recevait l'ordre de les conduire à une expédition.

Il convoquait également les trois ordres, clergé,

(1) Burel, p. 348.

noblesse et tiers-état, lors des élections pour les Etats Généraux.

Ces convocations se faisaient « individuellement et impérativement (1) », mais s'adressaient tantôt à des collectivités, communautés, seigneuries, tantôt à des personnes déterminées, évêques, barons ou abbés.

L'assemblée des électeurs se tenait au siège de la Sénéchaussée; chacun d'eux était tenu de se présenter en personne, ou d'être suppléé par un délégué régulièrement désigné. Il était procédé au vote publiquement et sous la présidence du sénéchal.

A son défaut, c'était au juge mage, lieutenant général civil, qu'incombaient le soin de rendre les ordonnances préalables à la convocation, la surveillance des assignations et publications dans le ressort de la Sénéchaussée, et la présidence de la réunion générale, comme représentant officiel du roi.

§ III. — Conflits d'attributions

Les différents magistrats composant la Sénéchaussée avaient des fonctions et attributions nettement définies. Mais la multiplication des charges, dans les derniers siècles de l'ancien régime, amena fréquem-

(1) Esmein, p. 493.

ment, entre leurs divers titulaires, de sérieux conflits.

Cette création de sièges nouveaux était due aux nécessités fiscales de jour en jour plus pressantes, et qui trouvaient là une source précieuse de recettes faciles.

On en vint bientôt à avoir dans chaque tribunal un nombre de magistrats hors de proportion avec son importance. De là, de perpétuels conflits soulevés par les titulaires de charges dont les attributions se trouvaient à la fois trop voisines et trop restreintes.

Nous en trouverons à la Sénéchaussée du Puy de nombreux exemples.

De ces conflits et de ces controverses naquirent de nombreux procès, qui, longuement développés devant le Parlement, permettent aujourd'hui de déterminer d'une façon certaine les droits et les devoirs des divers officiers (1).

Conflit entre les Conseillers — et le Procureur et l'Avocat du Roi

La Sénéchaussée du Puy existait à peine depuis quelques années lorsque s'éleva une première contestation entre le juge mage, son lieutenant et les conseillers, d'une part, et, de l'autre, l'avocat du

(1) Laurain, 1893, p. 412-413.

roi, Julien Bonyol (1), et le procureur du roi, Jean Delom.

La délicate question des « épices » faisait l'objet de ce litige. Les magistrats du siège voulaient en effet empêcher le procureur et l'avocat du roi de participer « aux distributions et rapports de procès », et par suite de percevoir les épices qui y étaient attachés.

Une délibération ayant été prise dans ce sens, le 10 juin 1562, Julien Bonyol et Jean de Boni se plaignirent à Toulouse, et la cause vint en Parlement le 19 décembre de la même année (2).

Tout en renvoyant l'affaire à quinzaine, la Cour de Toulouse déclara ne vouloir « empescher que icel-
» luy Bonyol, advocat du Roy en la dicte Sénéchaussée
» du Puy, ne jouysse des distributions et rapports
» des procès et commissions es matières civiles où
» le Roy n'auroit intérêt suyvant les ordonnances,
» tout ainsin que les advocats et procureurs du Roy
» es Sénéchaussées jouyssoient avant l'érection des
» sièges présidiaulx, et tout ainsin que ledict Bonyol
» jouyssoit avant la délibération desdictz juge maige,
» lieutenant et conseillers ».

Le 27 janvier 1563 l'affaire revint devant la Grand'

(1) Julien Bonyol avait épousé Ysabeau de Colomb, fille de Jean de Colomb, docteur ès droit, juge au Bailliage, et de Gabrielle Spert de Volhac. Il eut un fils, Jean Bonyol, avocat à la Sénéchaussée, et trois filles, dont l'une, Gabrielle, épousa Jacques Trailh, conseiller au sénéchal, et dont une autre, Madeleine, fut mariée à François Molières, avocat.

(2) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, p. 590-591.

Chambre du Parlement de Toulouse, et, tout en la renvoyant encore, celle-ci condamna le juge mage, le lieutenant et les conseillers à tous les dépens et à cent livres tournois de dommages et intérêts. Elle confirma en outre l'avocat du roi dans le droit, déjà reconnu par l'arrêt du 19 décembre, de jouir des distributions et rapports comme il en jouissait « auparavant l'expoliation faicte par lesdictz officiers », faisant défense à ces derniers de le troubler dans l'exercice de ce droit « à peine de mil livres et de » nullité des jugemens que par eux seroient faictz » après l'inthimation de cest arrest » (1).

Julien Bonyol ayant obtenu gain de cause, Jean de Boni s'adressa à son tour au Parlement de Toulouse pour demander que l'arrêt du 27 janvier fût exécuté à son profit.

Le 19 septembre 1564, le Parlement rendit un nouvel arrêt ordonnant que les dispositions de celui du 27 janvier seraient applicables au profit de Jean de Boni comme au profit de Julien Bonyol, et que le demandeur pourrait, comme son collègue, jouir « des distributions et rapports des procès et » commissions es instances et causes civiles où le » Roy n'a poinct d'intérêt » (2).

(1) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, p. 596.

(2) Id. p. 605. Voir aux pièces justificatives, N° X.

Conflit entre le Juge mage et les Conseillers

A la suite de ce premier débat, il s'écoula une période d'un demi-siècle sans qu'il y eut de conflits sérieux entre les divers officiers de justice de la Sénéchaussée du Puy. Les troubles de la Ligue et les désordres des guerres civiles ne laissaient d'ailleurs pas aux magistrats le loisir de se chercher querelle.

Mais vers le milieu du XVII^e siècle, une contestation nouvelle s'éleva entre le juge mage et les conseillers à propos de l'usage, depuis longtemps établi, d'après lequel le juge mage avait le droit de tenir seul l'audience, sans être assisté des autres magistrats.

Déjà, à plusieurs reprises, et notamment en 1634 et 1631, les officiers relevant du Parlement de Toulouse avaient tenté de s'élever contre cette prétention et s'étaient adressés au Conseil d'Etat pour faire reconnaître leur droit d'assister aux audiences avec le juge mage ; mais le Conseil les avait toujours déboutés de leur demande et avait maintenu les juges mages dans la possession de ce privilège.

Or, en 1667, le Roi rendit une ordonnance aux termes de laquelle les juges mages ne pourraient plus tenir seuls les audiences, mais devraient se faire assister à l'avenir par les conseillers de leur Sénéchaussée. Les magistrats du sénéchal du Puy, forts de cette ordonnance, voulurent alors imposer

au juge mage Marcellin de Fillère l'application de la réglementation nouvelle, mais celui-ci ne voulut rien entendre et prétendit que l'on ne pouvait porter atteinte « à la possession immémoriale en laquelle le pourvu dudit office avait toujours été de tenir en seul les audiences » (1).

Le même conflit s'étant élevé vers le même temps dans toutes les Sénéchaussées de Languedoc, le Parlement de Toulouse, saisi de la question, rendit un arrêt à ce sujet le 20 novembre 1570 (2).

Par cette décision, et après avoir rappelé l'article 9 du titre 11 « des délais et procédure » de la dernière ordonnance royale, la Cour faisait « inhibitions et défenses à tous juges mages, juges criminels, leurs lieutenans de sénéchaux et autres juges du ressort,....de tenir à l'advenir leurs audiences en seuls, ny d'appoincter au Conseil en droict,..... à peine de quatre mil livres et de suspension de leurs charges et autre arbitraire ».

Le même arrêt enjoignait aux autres officiers de chaque siège « d'assister aux audiences sur mesme peine », et ordonnait, « afin qu'on n'en prétendît cause d'ignorance », que lecture de cette décision fût faite dans toutes les Sénéchaussées ressortissant au Parlement de Toulouse (3).

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 6. — BB. 11.

(2) Voir aux pièces justificatives, N° XXI.

(3) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 11.

Marcelin de Fillère ne se laissa pas convaincre par la décision des magistrats de Toulouse; il protesta par un long mémoire où il soutenait malgré tout que « l'un des principaux droits et privilèges de la charge de lieutenant général et juge mage consistait en la faculté que le pourvu de ladite charge avait de tenir en seul les audiences, faculté si solidement établie que, toutes les fois que les officiers de la Sénéchaussée avaient prétendu y donner atteinte en voulant assister aux audiences ordinaires, ils avaient été déboutés de leur prétention par les arrestz du Conseil d'Etat » (1).

A l'appui de ses dires, le juge mage produisait des déclarations de ses collègues des autres Sénéchaussées de Languedoc; il ajoutait que, dans le ressort du Parlement de Toulouse, il n'y avait que deux sortes d'audiences : la présidiale et l'ordinaire; qu'à la première assistaient tous les officiers du siège, mais qu'à la seconde les juges mages avaient de tout temps siégé seuls (2). Or, le siège du Puy n'étant pas présidial, il ne pouvait être question pour lui que des audiences de la seconde sorte.

Les conseillers eux-mêmes n'avaient-ils pas, d'ailleurs, reconnu ce droit imprescriptible en demandant seulement l'assistance aux audiences, sans voix délibérative ?

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 11.

(2) Id. BB. 11.

Quant à l'article de l'ordonnance où il était dit qu'aucune cause ne pourrait être appointée au Conseil « si ce n'est à l'audience et à la pluralité des voix », il ne se rapportait, d'après le juge mage, qu'aux audiences où il y avait pluralité de juges, « comme aux cours statuant en dernier ressort, aux audiences présidiales, et aux cours où plusieurs juges étaient en droit de siéger ».

La question avait du reste été tranchée, disait-il, par le Conseil privé pour le juge mage de Béziers et pour celui d'Auch, qui, postérieurement à l'ordonnance, avaient obtenu gain de cause sur ce point contre les officiers de leur siège; et il ne pouvait en être autrement, car, si les prétentions des conseillers étaient admises, la valeur de leurs charges serait doublée et l'office de juge mage perdrait la moitié de son prix (1).

A ces considérations, les conseillers de la Sénéchaussée du Puy répondirent par un mémoire adressé « à Monsieur de Saint-Priest pour en rendre compte à Monsieur le Garde de Sceaux ».

Dans cette pièce, les magistrats du Puy déclaraient tout d'abord qu'ils étaient « parfaitement unis avec leur juge mage » et n'avaient nullement l'intention « de lui disputer les droits et les prérogatives de sa charge et surtout le droit onéreux de tenir les audiences en seul »; ils ajoutaient ensuite que, s'ils lui contestaient en la circonstance cette faculté, c'était

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 11.

uniquement dans l'intérêt des justiciables et non dans le leur propre, « le seul bien de l'humanité » les invitant « dans cette occasion à prendre sa défense dans une cause surtout importante pour elle » (1).

Le 21 décembre 1671, le Conseil d'Etat mit fin à ces débats par un arrêt maintenant tous les juges mages et lieutenants criminels du ressort du Parlement de Toulouse dans la possession du droit par eux réclamé de tenir seuls les audiences de Sénéchaussée tant civiles que criminelles « comme » ils faisoient avant l'ordonnance du mois d'avril 1667 » (2), et faisant « deffenses aux conseillers et » à tous autres de les y troubler à payne de trois » mille livres d'amande ».

L'arrêt du Conseil d'Etat enjoignait en outre aux conseillers d'adresser « leurs parolles aux juges mages » et aux lieutenants criminels en singulier en rapportant et opinant ez procès et requestes de la » juridiction ordinaire » (3).

Cet arrêt fut lu et publié à la Sénéchaussée du Puy à la requête de Pons de Pinot, procureur du roi, en l'audience du lundi 21 janvier 1672, sous la présidence du lieutenant principal Ferrebeuf. La lecture en fut faite par le greffier Pélissier, et le lieutenant principal, après en avoir donné acte, en ordonna l'enregistrement « èz actes et registres de la Cour,

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 12. — BB. 11.

(2) Id. BB. 11.

(3) Id. BB. 11.

» pour le contenu en icelluy estre gardé et observé
» suivant la forme et teneur, afin que personne n'en
» prétende cause d'ignorance » (1).

Conflit entre le Lieutenant criminel et les Conseillers

Au moment même où les conseillers étaient en contestations avec le juge mage, ils eurent aussi une controverse sérieuse avec le nouveau lieutenant criminel que le roi venait de créer en la Sénéchaussée du Puy. Ce magistrat, qui était le conseiller Jacques de Pradier d'Agrain, ayant voulu remplacer le juge mage défunt comme commissaire de l'assiette et comme membre des Etats du Velay, les magistrats du sénéchal s'opposèrent à sa prétention et lui en dénièrent le droit (2).

Pradier d'Agrain s'adressa donc au président d'Aguesseau pour se faire autoriser par ce magistrat à assister aux Etats du Velay et à l'assiette « à l'exclusion de tous les autres officiers du siège ».

Il joignit à sa requête divers certificats et différentes pièces établissant que le sénéchal était pour le moment « hors du Royaume », et que le juge mage était décédé ; qu'il lui appartenait donc de les remplacer, la charge de lieutenant criminel étant « la plus éminente en

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 11.

(2) Id. BB. 16.

dignité de toutes les autres dudit siège, immédiatement après celle du juge mage » (1).

S'appuyant, en outre, sur l'exemple des lieutenants criminels de Montpellier, de Carcassonne et de Castelnaudary, Pradier d'Agrain produisit des attestations certifiant qu'ils jouissaient et avaient toujours joui du privilège contesté (2).

Il accompagna le tout d'un mémoire exposant que le sénéchal, officier de robe courte, entrait aux Etats du Velay, bien qu'il n'opinât point aux matières civiles ou criminelles, par cette raison qu'il y entrait seulement comme officier du roi pour s'assurer qu'il ne s'y passait rien de contraire au service de Sa Majesté ; que, lorsque le sénéchal se trouvait absent, le juge mage le remplaçait parce que son rang à la Cour de Sénéchaussée le plaçait immédiatement après le sénéchal ; que, par suite, le lieutenant criminel venant toujours dans les assemblées publiques de suite après le juge mage, et même ayant le principal rang au siège de la Sénéchaussée, à l'exclusion du juge mage lui-même, lorsqu'il s'agissait de matières criminelles, il était de toute évidence qu'il devait, à l'exclusion de tout autre, remplacer ce magistrat aux Etats du Velay.

Le tout fut envoyé par Pradier à Montpellier pour y être transmis à l'intendant de Languedoc. Celui-ci voulut examiner la question avant de se prononcer,

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 16.

(2) Voir aux pièces justificatives, N° XXII.

plusieurs lieutenants criminels n'assistant pas à l'assiette de leur Sénéchaussée, notamment celui de Nîmes (1).

Les choses se prolongèrent de la sorte pendant deux ans, et ce ne fut que le 6 septembre 1678 que Pradier obtint gain de cause par un arrêt qui termina la controverse.

Conflit entre les Conseillers et le Procureur du Roi

Déboutés de leurs demandes contre le juge mage et le lieutenant criminel, les conseillers du sénéchal du Puy n'eurent pas plus de succès en s'attaquant au procureur du roi.

(1) Le lieutenant Pradier reçut à ce sujet la lettre suivante :

« Monsieur,

« Je baillay hier vostre requestre et vos pièces à Monsieur l'Intendant
» qui les remit à mesme temps à son secrétaire, les voulant examiner, et ce
» matin il m'a fait dire en me rendant le tout qu'il n'estoit pas nécessaire de
» son Ordonnance si vous estes dans ce droit, et en cas de contestation
» qu'il falloit ouir les parties, parce que il y a plusieurs lieutenants criminels,
» mesmes celluy de Nîmes, qui n'assistant pas aux assiettes, et enfin que
» vous vous pouviez fère valoir.

» Il m'a esté impossible de luy parler pour estre pour ce courrier, et son
» secrétaire m'a dit aussi que je n'avancerois rien. Cependant j'ai observé
» qu'il a à mesme temps ordonné d'envoyer exprès au Puy. Je n'en scais
» pas le sujet, mais le mesme porteur vous rendra vos pièces avec ces
» lignes lesquelles vous assurent aussi que je suis dans le respect

» Monsieur

» Vostre très humble et très obéissant serviteur,

» Porte.

» A Montpellier 3 mars 1676. »

(Arch. dép. Haute-Loire, BB. 16).

Vainement essayèrent-ils de faire requérir en son lieu et place par les avocats de la Sénéchaussée, chose qui ne se pouvait faire « qu'en cas seulement de maladie, récusation ou absence du procureur pendant le temps et espace de vingt-quatre heures de la ville du Puy » (1).

Jean de Pinot, qui occupait le poste de procureur du Roi, se plaignit au Parlement de Toulouse par requêtes du 10 juin 1682 (2) et du 14 avril de la même année (3), auxquelles requêtes les officiers de la Sénéchaussée répondirent par acte du 21 mai 1685 (4). La Cour de Toulouse rendit un arrêt de règlement, daté du 21 juillet 1685, faisant défense aux magistrats du Puy de faire plaider, requérir ou occuper au lieu et place du procureur du roi ou de son avocat hors les cas prévus par les arrêts et règlements et interdisant aux avocats dudit siège de s'ingérer en ladite fonction à peine de voir casser les procédures faites dans ces conditions et d'être responsables vis-à-vis des parties de tous les dépens, dommages et intérêts (5).

Le Parlement ordonnait par le même arrêt que ledit Jean de Pinot aurait communication de toutes les instances civiles auxquelles étaient intéressés le roi, l'église, le public ou la police, et de toutes les causes criminelles, à l'exception toutefois des ordonnances

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 18.

(2) Id. BB. 18.

(3) Id. BB. 18.

(4) Id. BB. 18.

(5) Id. BB. 18.

rendues sur requêtes ; qu'il aurait également communication des causes et instances dans lesquelles les pupilles auraient intérêt, jusqu'à ce qu'ils aient été pourvus d'un tuteur et que ce tuteur ait été appelé en cause, « aprez quoy il n'en pourroit plus connoistre ».

La Cour ordonnait aussi que ledit procureur « baille-rait ses conclusions à l'insinuation des donations et émancipations, à la charge par luy suivant son offre de se taxer modérément et de mettre la taxe au pied desdites conclusions ». Elle lui faisait défense de recevoir des sommes supérieures aux taxes prévues, sous peine de se voir poursuivi comme concussionnaire et d'être condamné à cinq cents livres d'amende.

Elle enjoignait ensuite aux rapporteurs des procès et instances de mettre dans les sentences le nom des magistrats ayant assisté au jugement, et de faire signer les arrêts par celui qui aurait présidé, lequel devrait en outre y inscrire la taxe de sa main, sans que les rapporteurs y puissent rien ajouter sous peine de concussion.

Le procureur du roi devrait, en outre, être appelé à toute levée de scellés, ouverture de testament d'un noble ou d'un pupille, confection d'inventaire, et en tout autre cas où l'intérêt du roi ou du public serait en jeu. Il devrait être choisi de préférence aux avocats de la Sénéchaussée pour remplacer les conseillers absents ou recusés.

Le Parlement terminait en condamnant les officiers à cent cinquante livres de dommages envers Jean de Pinot et à tous les dépens.

Conflit entre le Procureur et l'Avocat du Roi

Trois ans après, une contestation nouvelle éclatait entre le procureur du roi et l'avocat du roi, Antoine Sahuc, sur le fait des fonctions et émoluments de leur charge(1). Voulant éviter un procès et régler leur différend à l'amiable, Jean de Pinot et Antoine Sahuc prirent pour arbitres le lieutenant criminel Pradier d'Agrain et le conseiller Polaillon de Glavenas.

Les deux arbitres rendirent leur sentence le 9 août 1688 (2); ils attribuèrent à l'avocat du roi toutes les conclusions verbales prises à l'audience, soit en matière criminelle, soit pour la présentation des lettres de grâce, lettres patentes du roi, publication des testaments et donations, réception des avocats, à charge par ledit avocat « d'en délibérer au parquet avec ledit sieur Pinot ».

A ce dernier on attribua toutes les conclusions écrites de quelque nature qu'elles fussent, pourvu qu'il en délibérât pareillement avec son collègue, mais sans que celui-ci pût y joindre sa signature à celle du procureur du roi.

Sahuc conservait la faculté de remplacer Pinot dans les trois cas de maladie, récusation et absence de trois jours.

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 33.

(2) Id.

Quant à la question délicate des émoluments, les arbitres décidèrent qu'ils seraient distribués au parquet tous les mois dans la proportion suivante : sept douzièmes à Jean de Pinot, et cinq douzièmes à Antoine Sahuc.

CHAPITRE III

HISTORIQUE DE LA SÉNÉCHAUSSEE

§ I. — Les débuts

La Sénéchaussée établie dans la ville du Puy par l'édit de 1560 eut à traverser tout d'abord une période d'organisation pendant laquelle elle vit fréquemment modifier sa composition et varier le nombre de ses magistrats.

Le siège créé par François II comprenait, lors de son érection, un sénéchal, un juge mage, un lieutenant particulier, quatre conseillers, un avocat du roi, un procureur du roi, un receveur, un huissier, un greffier et un garde-scel (1).

Ce personnel ne resta pas longtemps le même : l'office de lieutenant particulier fut aboli après deux années d'existence par le roi Charles IX (2), et douze ans plus tard, en octobre 1574, Henri III créait une charge de lieutenant principal dont il donnait provision à

(1) Médecis. — T. I, p. 498.

(2) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, p. 662. Voir aux pièces justificatives, N° VIII.

maître Jacques Ponchon, conseiller, en lui attribuant pour gages la somme de cinquante livres tournois.

Deux mois après, par un édit de décembre 1574, daté d'Avignon, le Roi rétablissait au profit de Jean Bernard, licencié ès lois, le siège de conseiller qu'il avait supprimé en nommant Ponchon lieutenant (1).

Jean Bernard reçut comme Jacques Ponchon des gages de cinquante livres, et la même somme fut attribuée à Mathieu Triollenc qui remplaça, comme conseiller, Gaspard Marquès, démissionnaire (2). La nomination de Triollenc, à la date du 28 novembre 1577, est trop instructive pour qu'on puisse la laisser sous silence ; elle est un exemple frappant des tâtonnements qu'occasionnait l'organisation du siège du Puy et présente un cas fort curieux de provisions délivrées à deux conseillers pour occuper le même siège.

Pourvu très régulièrement « de l'estat et office que » naguères souloit exercer maistre Gaspard Marquès, à » présent vacant par sa pure et simple résignation », le nouveau magistrat voulut se faire installer par la Cour de Toulouse ; mais, malgré les lettres de provision du Roi dont il était porteur, il ne put parvenir à se faire recevoir.

Son prédécesseur, Gaspard Marquès, était mort, peu de temps après sa résignation, ce dont avait

(1) Arch. dép. Haute-Garonne, Bl. 71. Voir aux pièces justificatives N° XI.

(2) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, p. 672. Voir aux pièces justificatives, N° XII.

profité un avocat du Puy, pour se faire pourvoir de la même charge, en versant trois cents écus aux parties casuelles.

Ce compétiteur inattendu, qui s'opposait à la réception du conseiller Triollenc et exhibait de son côté des lettres de provision aussi régulières que les siennes, était Gilbert de Mourgues, fils cadet de Gabriel de Mourgues, baron de Saint-Germain (1).

L'affaire fut portée devant la Cour qui, le 11 avril 1579, rendit un arrêt en faveur de Mathieu Triollenc, disant que sa nomination était valable et régulière, et que Gilbert de Mourgues était mal fondé à l'attaquer ; que, par suite, Triollenc serait reçu et installé en la charge de conseiller qu'occupait autrefois Gaspard Marquès, à la condition toutefois de rembourser à son compétiteur la somme de trois cents écus versée par celui-ci pour l'obtention de ses lettres de provision et la somme nécessaire pour couvrir les frais qu'il avait déjà faits.

De nouvelles lettres du Roi vinrent d'ailleurs appuyer cette solution (2). Le prince, après avoir

(1) Registre baptistaire de Saint-Jean-du-Puy. — Baptême de Françoise, fille de Gilbert de Mourgues, 28 février 1580. — Testament de Christine Gonteyron, Sigaud notaire, 22 septembre 1586.

Gilbert de Mourgues, docteur ès droit, était fils et neveu de deux baillis de Solignac : Gabriel et François de Mourgues. Il était l'oncle de l'abbé de Morgues, aumônier de la reine Marie de Médicis, l'un des ennemis les plus acharnés de Richelieu.

(2) Arch. dép. Haute-Garonne. BB. 79. Voir aux pièces justificatives, N° XIII.

rappelé que Gaspard Marquès avait jadis donné procuration à Mathieu Triollenc pour résigner en son nom son office, et qu'il s'était rendu dans ce but à Paris, reconnaissait que Triollenc s'était acquitté de sa mission et avait obtenu, le 29 novembre 1577, des lettres de provision de la charge litigieuse. Il confirmait, en conséquence, la décision rendue par le Parlement de Toulouse, et ordonnait à celui-ci de procéder sans retard à l'installation du nouveau titulaire.

A la suite de ces lettres, Gilbert de Mourgues renouça à ses prétentions, et Mathieu Triollenc put enfin se faire installer le 22 mars 1580 :

ARRÊTS CIVILS. — REGISTRE 81, FOLIO 281

Réception de Mathieu Triollenc

« Mardy, 22^e de mars 1580, en la Grand'Chambre,
» présents Messieurs Daffis, Latomy, Bertrand, prési-
» dens ; Papus, de Berail, P. Sabatier, d'Ausono, Catel,
» Gargas, Buet, de Pins, de Sainct-Pierre, J. Sabatier,
» Rességuier, Assézat et Rochel.

» Veues les lettres patentes du Roy données à Paris
» le 28^e jour du mois de novembre 1577 contenans don
» faict par ledict seigneur à maistre Mathieu Triollenc,
» docteur èz droictz, de l'office de conseiller en la
» Séneschaussée du Puy en Velay que cy-devant a esté
» tenu et exercé par défunct maistre Gaspard Marquès,

» dernier possesseur d'icelluy comme vaquant par sa
» résignation ; autres lettres patentes dudict seigneur,
» données à Fontainebleau le 6^e novembre 1578 conte-
» nans approbation dudict don, nonobstant autre don
» et provision obtenues du même office par maistre
» Gillabert Morgue par le décès dudict feu Marquès, à la
» charge de rembourser icelluy Morgue de la somme
» de trois cents escuz par luy payée ès parties casuelles,
» et des autres fraiz et loyaux coïtz comme plus à
» plein est contenu ès dictes lettres ; arrest donné par
» la Court entre lesdictz Triollenc et Morgue le 11^e
» avril 1579 ; inquisition faicte sur les vie, mœurs
» et conversation dudict Triollenc en la foy et religion
» catholique, apostolique, romaine ; deux actes de la
» consignation et dépos faict par ledict Triollenc tant
» de la somme de trois cents escuz que d'autre somme
» de cent quatre vingt sept escuz vingt cinq solz dix
» deniers tournois, des 3^e et 23^e juing 1579 ; et autres
» deux actes du recouvrement faict par ledict Morgue,
» ou procureur par lui à ces fins constitué, des dictes
» sommes, ensuivant l'ordonnance ou appointement
» de maistre Jean Castel, conseiller du roy, en la
» Court, retenuz lesdictz actes par maistre Guillaume
» de Vault, notaire royal de Tholouse.

» Ouy sur ce le procureur général du Roy et le
» rapport des président et conseillers de la seconde
» chambre des enquestes en laquelle a esté procédé à
» l'examen dudict Triollenc :

» La Court a ordonné et ordonne que ledict Triollenc

» sera reçu audict office de conseiller en la dicté
» Sénéchaussée du Puy en Velay, à la charge de la
» soumission accoustumée sur le faict de telles
» réceptions, et faisant le serment en tel cas requis.

» Suivant lequel arrest ledict Triollenc a esté reçu
» audict office de conseiller, à la charge de la dicté
» soumission que a esté par lui faicte, que, où il seroit
» treuvé cy-après desvoyé des foy et religion catholique,
» apostolique, romaine, et faire acte contraire à la
» profession de foy par lui faicte, il est dès à présent
» déclaré privé dudict office; et pour ce a faict et
» presté le serment en tel cas requis (1) ».

A la suite de cette réception, la composition de la
Sénéchaussée fut la suivante :

Sénéchal : Pierre de Rochebonne ;

Juge mage : Jean Bertrand ;

Lieutenant principal : Jacques Ponchon ;

Conseillers : Hugues de Fillère, Jean d'Asquemye,
Jacques Irailli, Jean Bernard, Mathieu Triollenc.

Avocat du roi : Julien Bonyol ;

Procureur du roi : Jean de Boni.

(1) Recueil d'arrêts. — Bibl. du Puy, p. 687-690.
Arch. dép. Haute-Garonne, BB. 81.

§ II. — Premiers Sénéchaux et premiers Juges mages

Le sénéchal Yves d'Allègre

Yves III, marquis d'Allègre, premier sénéchal du Puy, était fils de Gabriel de Tourzel d'Allègre et de Marie d'Estouteville, dame de Blainville en Normandie. Il avait épousé, en 1551, Jacqueline d'Aumont, sœur du Maréchal de France, et fille de Pierre d'Aumont, comte de Châteauroux (1). Il blasonnait : de gueules à la tour d'argent accompagnée de six fleurs de lis de même.

Ce fut Yves d'Allègre qui servit d'otage avec François d'Escars, lors de la paix conclue, en 1575, entre la France et l'Électeur Palatin, Jean-Casimir, et ce ne fut pas sans douleur qu'il se résigna à quitter son château d'Allègre pour se rendre en « ce pays lointain, inconnu, réputé inhospitalier » (2).

Ayant vainement cherché à s'excuser sur son âge et ses infirmités, se demandant s'il reviendrait jamais sur la terre de France, Yves fit son testament le 15 mai « en considération du périlleux voyage qu'il allait faire en pays d'Allemagne » (3).

(1) Preuves capitrales de la maison de Sereys, p. 161.

Félix Grellet. — Notice sur le château d'Allègre, p. 15.

Grellet de la Deyte. — Yves d'Allègre, p. 7.

(2) Truchard du Molin. — Les d'Allègre. Annales Soc. agricole, T. XXVIII, p. 311.

(3) Id. p. 311-312.

Deux jours après, le 17 mai 1576, « estant de pré-
» sent livré pour otage entre les mains du duc
» Jean-Casimir (1), par le commandement exprès du
» Roy, selon le traicté du sixième jour du mesme
» mois », il adoptait son neveu Yves de Meilhaud (2),
fils de son frère Autoine, afin de l'offrir comme otage
en son lieu et place au Palatin, s'obligeant « en foy
» et parolle de gentilhomme et d'homme de bien, de
» représenter près de sa personne, en quelque lieu
» que ce soit, mesme vivant encore, son héritier cy
» dessous nommé, toutes fois et quantes que par
» Son Excellence il en serait sommé, et ce, pour
» tenir ostage des cautions et du paiement promis
» par le traicté » (3).

L'année suivante, 1577, Yves d'Allègre était assas-
siné en son château d'Allègre et tombait percé de
trente-sept coups de dague. Il avait abandonné son
office de sénéchal depuis 1560 et avait été remplacé
en cette charge par Jacques Maurin, baron du Béage
et de Châteauneuf.

Le sénéchal Jacques Maurin

Le nouveau sénéchal était fils de Barthélemy Maurin,
seigneur d'Ours, Mortesaigne et Châteauneuf, et de

(1) La Huguerye. — Société d'Hist. de France, 1877, T. I, p. 428.

(2) Id. T. I, p. 428; T. II, p. 153. Yves d'Allègre, baron de Meilhaud, demeura captif à Heidelberg jusqu'en 1580. Revenu en France, il fut nommé par Henri IV gouverneur d'Issoire et fut tué dans cette ville en 1592.

(3) Truchard du Molin, p. 311-312.

Miracle Dolézon, fille de Guillaume Dolézon, juge royal de Velay, et nièce de Robert Dolézon, clavaire du Bailliage en 1480. Il avait épousé Jeanne de Chapeuil de Bonneville, et blasonnait : d'azur au dauphin d'or en fasce, au chef cousu d'azur chargé de trois fleurs de lis d'argent (1).

Jacques Maurin occupa le siège de sénéchal pendant sept ans et eut à subir pendant cette courte période beaucoup d'ennuis et de tracas suscités par quelques représentants de la noblesse de Velay et notamment l'évêque du Puy, Antoine de Saint-Nectaire (2).

Prétextant que la noblesse de Jacques Maurin était contestable, les mécontents attaquèrent violemment le sénéchal, l'accusèrent de mauvaise foi et de « probité suspecte », allèrent même jusqu'à demander aux Etats de Languedoc de voter une proposition pour la suppression de la Sénéchaussée du Puy.

Ils soutenaient que deux magistrats de ce siège s'étaient rendus coupables de concussions, et firent tant de démarches que les Etats de Languedoc, en leur séance du 25 octobre 1565, furent sur le point d'accueillir leur demande et n'auraient pas manqué

(1) Preuves capitrales de la maison de Sereys, p. 20-29-30.

(2) Antoine de Saint-Nectaire, fils de Nectaire et de Marguerite d'Estampes, échangea, en 1561, son abbaye d'Aurillac contre l'évêché du Puy. Ne craignant pas de se mettre en personne à la tête des troupes, il combattit longtemps les protestants, mais refusa d'adhérer à la Ligue et fut depuis lors traité de suspect et de « politique » par les habitants du Puy.

de le faire sans l'intervention des députés de la ville du Puy, Jean Jourdain et Antoine Vallat, consuls, qui protestèrent vivement devant les Etats contre la proposition de Saint-Nectaire, et firent remarquer qu'il n'était pas nécessaire de supprimer la Cour du sénéchal tout entière parce que deux magistrats du siège n'étaient pas « environnés de toute la considération désirable » (1).

Ils déclarèrent, en outre, que si la demande de l'évêque était accueillie, elle causerait à la ville du Puy et au pays de Velay un préjudice considérable, ajoutant que la nécessité de l'existence de ce siège avait été suffisamment reconnue lors de son érection pour qu'il fût nécessaire d'en énumérer de nouveau les avantages.

Les paroles des députés du Puy ramenèrent les membres des Etats à des dispositions moins hostiles, et ils se bornèrent à demander au roi de retirer à Maurin la charge de sénéchal pour lui donner un successeur « gentilhomme » (2).

Faisant droit à cette réclamation, le prince fit rembourser à Jacques Maurin le prix de son office, et choisit son successeur dans l'une des plus anciennes familles de chevalerie de la région, la famille de Châteauneuf de Rochebonne.

(1) Arch. dép. Haute-Loire. — Procès-verbaux des Etats, 1565.

(2) Id.

Le sénéchal Pierre de Rochebonne

« Haut et puissant seigneur Pierre de Châteauneuf de Rochebonne, chevalier, seigneur et baron de Rochebonne, vicomte de Leyniec, baron d'Oingt, seigneur de Saint-Julien-d'Ance, co-seigneur de Saint-Agrève et Saint-Martin-de-Valamas, enseigne des gardes du roi, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, chevalier de l'ordre du Roi, gouverneur pour Sa Majesté du pays de Velay », était cette fois assez noble pour calmer les susceptibilités de l'aristocratie vellave.

Né vers 1523, de Claude de Châteauneuf, baron de Rochebonne, Leyniec, Cordes, Lignon, Vazeilhes, et de Catherine de Talaru-Chalmazel (1), le sénéchal de Rochebonne fut l'une des grandes figures de l'époque agitée des guerres religieuses du Velay (2).

Dès son arrivée au Puy, il se mit hardiment à la tête du parti catholique et entreprit de faire réparer les fortifications de la ville, de les compléter par de nouveaux renforts, et de prolonger l'enceinte fortifiée jusqu'au rocher de Corneille qu'il fit relire à la ville par de hautes murailles flanquées de tours (3).

Il s'occupa avec un soin jaloux de tout ce qui touchait

(1) Archives de la Diana, à Montbrison.

(2) Le Sénéchal de Rochebonne blasonnait : de gueules à trois tours crénelées et donjonuées d'or

(3) Archives de M Grellet de la Deyte, à Allègre.

à la vie publique de la cité, travailla avec les consuls et l'évêque à prévenir les troubles et les séditions populaires.

Au mois de mars 1568, le sénéchal fut averti que les protestants du Puy avaient formé le projet d'ouvrir aux troupes de leurs co-religionnaires les portes de la ville ; il les fit arrêter, découvrit chez eux des armes et des munitions qu'il fit déposer à l'hôtel de ville, et les retint prisonniers jusqu'à la paix de Longjumeau.

Le 1^{er} juillet de la même année, Rochebonne eut encore à intervenir : à la suite d'une rixe entre un ouvrier catholique et un tanneur protestant, la foule s'était saisie de ce dernier, lui avait mis la corde au cou et se préparait à le pendre sans autre forme de procès. Le sénéchal accourut et arracha des mains de la foule l'infortuné huguenot.

Cette intervention opportune attira-t-elle à Rochebonne l'inimitié des habitants du Puy, tous ardents ligueurs ? La chose n'est pas impossible, car, le 22 octobre suivant, il ne fut pas convoqué aux Etats du Velay (1).

Ne pouvant laisser passer sans protestation une pareille atteinte à ses prérogatives de sénéchal, Rochebonne se rendit à la réunion des Etats bien qu'il n'y eût pas été appelé (2).

Lorsqu'il fit son entrée dans la salle capitulaire de

(1) Archives de M. Grellet de la Deyte, à Allègre.

(2) Procès-verbaux des Etats, 1568. — Arch. dép. Haute Loire.

Notre-Dame, où se tenaient les séances des Etats, l'évêque de Saint-Nectaire présidait, ayant à ses côtés le juge mage Hector de Torrenc et le commissaire de l'assiette, André Chabaud.

Des murmures éclatèrent à l'apparition du sénéchal, mais Rochebonne, loin de se laisser intimider par l'hostilité manifeste des membres de l'assemblée, protesta avec force contre l'insulte faite en sa personne au représentant du roi dans le Velay, contre l'insolence des syndics qui s'étaient abstenus de le convoquer à la réunion des Etats, et contre l'ingratitude des membres de l'assemblée qui, au lieu de le remercier de tout ce qu'il avait fait pour la défense et la pacification du pays, l'avaient dénoncé au duc de Joyeuse dans un cahier « de plaintes amères et ignominieuses » (1).

A ces protestations, il fut répondu par l'évêque et par le seigneur de Miramon que la charge de sénéchal ne donnait aucunement à son titulaire le droit de s'immiscer dans les délibérations des Etats. Après quoi, la séance fut levée pour couper court à toute discussion.

Les Etats se réunirent le lendemain à huit heures du matin, en l'absence de Rochebonne. A l'ouverture de la séance, Claude Bertrand (2), vicaire-général de l'évêque et official du diocèse, Jacques de Licques et

(1) Procès-verbaux des Etats, 1568.

(2) Claude Bertrand, official, vicaire-général et fordoyen mage, était fils de noble Guillaume Bertrand, seigneur de la Fare, La Marade et Chanteperdrix, et de Marguerite Guitard de Saint-Privat. Il était le frère du juge mage Jean Bertrand.

Pierre Ranquet, premier et second consuls du Puy, et le seigneur de Miramon déclarèrent que le cahier de plaintes adressé au duc de Joyeuse ne contenait ni fausseté, ni calomnie, et relatait simplement les plaintes multiples faites de tous côtés contre l'administration du sénéchal. Ils demandèrent à l'assemblée si elle approuvait leur conduite, ce que les Etats votèrent à l'unanimité, sans discussion.

L'opposition faite à Rochebonne en cette circonstance par l'évêque du Puy eut pour ce dernier des suites fâcheuses. Le Roi, informé de ce qui se passait au Puy, contraignit Saint-Nectaire à se démettre de ses fonctions de gouverneur de Velay, et nomma gouverneur à sa place le sénéchal de Rochebonne, au mois d'avril 1569.

Royaliste dévoué, catholique fervent, Rochebonne refusa d'accomplir au Puy les massacres de la Saint-Barthélemy (1) ; il garda secrets les ordres venus de Paris, et s'efforça au contraire de prévenir tout soulèvement populaire. Il fut aidé en cette tâche par l'évêque de Saint-Nectaire, qui, malgré son antipathie pour le sénéchal, s'opposa lui aussi à l'application des mesures rigoureuses prescrites.

D'une vigilance infatigable, Rochebonne ne négligea rien pour refouler les troupes protestantes hors du diocèse, pour obtenir des subsides, lever des compagnies, mettre en état de défense quantité de châteaux et

(1) Archives de M. Grellet de la Deyte, à Allègre.

de places fortes, pour arrêter les huguenots du Vivarais toujours prêts à envahir les montagnes du Velay (1).

Il leur reprit la ville de Saint-Agrève et la Chartreuse de Bonnefoy, mit bonne garde dans le château de Devessel et porta secours à la ville de Fay assiégée par les protestants.

Le vicomte de Polignac et l'évêque de Saint-Nectaire ne lui pardonnaient pas d'avoir été investi des hautes fonctions de gouverneur de Velay, et de représenter dans le pays avec trop de prestige l'autorité royale. Ils lui rendirent bientôt sa tâche de plus en plus difficile (2).

Blessé, malade, lassé par ces incessantes intrigues, il laissa le gouvernement du Velay entre les mains d'Antoine de la Tour, baron de Saint-Vidal, son parent.

Quelques années plus tard, le 29 janvier 1587, Rochefort résignait son office de sénéchal entre les mains du roi, au profit de François de Chaste.

Il quitta le Velay et fut du nombre des grands seigneurs qui se groupèrent autour de La Rochefoucauld, comte de Randan, chef des ligueurs en Auvergne. Blessé à la bataille de Cros-Rolland, sous les murs d'Issoire, il mourut des suites de ses blessures en 1598, âgé d'environ soixante-quinze ans (3).

(1) Archives de M. Grellet de la Deyte, à Allègre.

(2) Id.

(3) Id.

Les juges mages Girard de Changet et Hector de Torrenc

Girard de Changet, premier titulaire de la charge de juge mage en la Sénéchaussée du Puy, n'était pas originaire de la région et ne se trouva mêlé à aucun événement important dans le Velay. Tout ce que l'on sait de lui, c'est qu'il était « homme de » célèbre vertu » (1), et qu'il fit pendre en 1563, « tant en effigie que autrement », sur la place du Martouret, quelques « envenimés crapaulx Huguenaux » du Puy et autres estrangiers » (2).

Il n'occupa, que fort peu de temps l'office de juge mage, et fut remplacé en cette fonction, dès 1564, par Hector de Torrenc, seigneur de Blassac (3).

Le nouveau juge mage appartenait à la famille des seigneurs de Lignon en Velay. Il était titulaire, lors de sa nomination, de l'office de juge au Bailliage de Velay. En lui conférant l'office de juge mage, le roi Charles IX supprima la charge de juge au Bailliage dans la ville du Puy ; mais le Bailliage de Velay était composé de deux sièges : celui du Puy et celui de Montfaucon, ce dernier établi comme viguerie, en octobre 1293, par Philippe-le-Bel et Armand de Retourtour, co-seigneurs dudit lieu, et transformé

(1) Mélicis, T. I, p. 332.

(2) Id. p. 332.

(3) Friaissé. — La seigneurie de Lignon. Tablettes historiques du Velay, 1874-1875, p. 354-355.

en bailliage au cours du XIV^e siècle (1). Le Roi, en supprimant la charge de juge du Puy, ne pouvait laisser vacante celle de Montfaucon.

Il désigna donc pour ce poste Claude d'Allez, lieutenant général du bailli de Velay, et supprima l'office de lieutenant général au Bailliage, « voulant réduire et retrancher le nombre effréné des officiers du Royaume » (2).

Devenu juge mage, Hector de Torrenc se tint comme son prédécesseur à l'écart des querelles politiques et des luttes religieuses, occupant ses loisirs à composer des vers latins pendant que le sénéchal de Rochebonne guerroyait contre les protestants.

Homme calme et ennemi des luttes fratricides qui ensanglantaient le Velay, le seigneur de Blassac occupa pendant 10 ans l'office de juge mage; nommé à cette charge en 1564, il s'en démit en 1574, au profit de son parent Jean Bertrand, et mourut quelques années plus tard, en son château de Lignon.

Avec son successeur commence l'ère des grands juges mages qui se mêlèrent activement à toutes les affaires du pays, jouèrent un rôle important dans l'histoire du Velay et se transmirent de père en fils ou d'oncle à neveu, la charge de juge mage et lieutenant général en la Sénéchaussée.

(1) Médecis, T. II, p. 624. Note de Chassaign.

(2) Arch. dép. Haute-Garonne, BB. 57. Bibl. du Puy. Recueil d'arrêts, p. 602-603. Voir pièces justificatives, N^o VIII et IX.

Si le nom de Girard de Changet et d'Hector de Torrenc se retrouve rarement dans les documents de l'époque, celui de leurs successeurs revient à chaque page des mémoires et actes publics de leur temps.

§ III. — La Sénéchaussée pendant la Ligue

Le juge mage Jean Bertrand

Jean Bertrand, pourvu de la charge de juge mage et lieutenant général en la Sénéchaussée du Puy, par lettres patentes de Charles IX, en date du 7 mars 1574, était fils de noble Guillaume Bertrand, écuyer, seigneur de la Fare, La Marade et Chanteperdrix, juge royal du Puy et greffier des Etats du Languedoc du 27 septembre 1501 au 12 décembre 1530 (1).

Deux de ses frères, Jacques et Guillaume, avaient été successivement greffiers des Etats, le premier du 12 décembre 1530 au mois de novembre 1561, le second de novembre 1561 au 3 septembre 1588. Trois de ses fils devaient succéder à leurs oncles dans cette charge, et l'occuper — le premier, Claude, du 3 septembre 1588 au 8 juin 1598, — le second, Guillaume, du 8 juin 1598 au mois de mars 1604, — le troisième, Jacques, de mars 1604 jusqu'en 1613 (2).

(1) Arch. dép. Haute-Loire. — Procès-verbaux des Etats du Velay, T. I. Séance du 29 juin 1598.

(2) Id.

Veuf en premières nocés de Marguerite Valentin, fille de Benoit Valentin, greffier de Velay, et de Valense de Torrenc (1), Jean Bertrand se remaria, le 20 janvier 1583, à Anne de Pélissac, fille de Claude et de Claire du Besse (2). De ces deux mariages il n'eut pas moins de treize enfants, dont plusieurs occupèrent après lui un rang distingué dans la magistrature vellave.

Pourvu d'un office de conseiller, lors de la création de la Sénéchaussée, devenu lieutenant principal en 1565, Jean Bertrand succéda en 1574 au juge mage Hector de Torrenc, dont il était le parent par sa femme. Dès lors, son existence fut très mouvementée.

D'un caractère ferme et résolu, d'une ténacité que rien ne pouvait lasser, le juge mage Bertrand se trouva dès le premier jour à la tête du parti « politique », pendant la période agitée des guerres de la Ligue. L'opiniâtreté avec laquelle il tint tête au vicomte de Polignac acheva de mettre en relief son énergie et contribua à faire de lui l'un des chefs de ce parti local qui désapprouvait à la fois la révolte à main armée des farouches ligueurs du Puy et la guerre implacable et meurtrière que leur faisaient les partisans de Polignac.

Dès 1565, Jean Bertrand, n'étant encore que lieutenant principal, avait résisté au commissaire royal Le Roux avec tant de vigueur que le prévôt de l'hôtel

(1) Arch. municip. du Puy. — Registre baptistaire, T. XXII, 9 septembre 1580, baptême de Jean Bertrand, fils du juge mage.

(2) Arch. municip. du Puy. — Id. 29 mai 1591, baptême de Claude Bertrand.

l'avait fait arrêter et emprisonner. Le Roux, conseiller au Grand Conseil, avait été envoyé au Puy par le pouvoir royal pour châtier l'une des nombreuses rébellions qui y avaient éclaté depuis quelques années ; déjà il avait fait appréhender plusieurs prévenus, parmi lesquels Gabriel Baud, Jacques de Brive et Antoine Guichard, lorsque le lieutenant Bertrand le prit à partie avec tant de violence qu'il se vit contraint de demander son rappel.

La commission de Le Roux fut donc révoquée, et les habitants du Puy en eurent tant de satisfaction qu'ils députèrent leur évêque à Paris pour en remercier le roi et lui « faire des plaintes contre ce commis » saire (1) ».

Le résultat de cette démarche ne fut pas celui qu'on espérait. Le Conseil, après avoir entendu les parties, fit arrêter le lieutenant Bertrand et approuva en tout point la conduite du commissaire (2).

L'affaire fut portée devant le Parlement de Toulouse. Là, Bertrand avait des amis influents, plusieurs des magistrats étaient ses parents, sa famille y possédait depuis soixante ans la charge de greffier des Etats de Languedoc. Il obtint facilement sa mise en liberté et celle de ses co-accusés, dont un seul, Claude Arnaud, fut retenu et condamné.

(1) Burel, p. 19.

Arnaud, T. I. p. 388.

(2) *Id.*

Tel fut le point de départ d'une longue série de luttes entre le lieutenant Bertrand, devenu juge mage, et quelques seigneurs des environs du Puy, mécontents de sa fermeté. De 1579 à 1596, Bertrand n'eut pas un instant de repos : harcelé tour à tour par les seigneurs de Bains qui se vengèrent de lui en enlevant sa femme, par le vicomte de Polignac qui s'empara de sa maison de campagne et y mit garnison, par les habitants du Puy qui pillèrent et incendièrent ses propriétés, par les brigands du Dauphiné qui l'emmenèrent prisonnier à Orange, le malheureux juge mage, ruiné et endetté, mais toujours ferme et inlassable, ne cessa de tenir tête aux mécontents en dépit de leur nombre et quelquefois de leur puissance.

*Lutte du juge mage Bertrand contre les seigneurs de Bains
et le vicomte de Polignac*

Les premiers adversaires, contre lesquels eut à lutter Jean Bertrand, furent Louis, Pons et Antoine de la Tour, seigneurs de Bains.

Un gentilhomme de leurs amis, Claude de Chambarlhac, seigneur du Truchet, était détenu par Bertrand dans les prisons du Puy. Louis de la Tour et ses frères voulaient empêcher qu'on lui fit son procès.

Les prières et les menaces étant restées sans résultat, les seigneurs de Bains, assistés du sieur de Talode, résolurent de s'emparer de Marguerite Valentin, femme du juge mage.

Le 15 janvier 1580, Marguerite revenait de sa maison de campagne de Ceyssac, en compagnie d'une servante, lorsque les quatre chevaliers la surprirent sur le chemin du Puy.

Ils se saisirent des deux femmes et les emmenèrent au château de Bains, pour les y retenir captives, aussi longtemps que durerait l'incarcération de leur ami (1).

Le juge mage dut se résigner à mettre Chambarlhac en liberté.

Marguerite Valentin et sa servante lui furent alors rendues. Mais il ne pouvait laisser cet attentat impuni. Des poursuites furent exercées contre les ravisseurs : Louis de La Tour et Talode furent condamnés à être décapités ; Antoine et Pons de la Tour, à être roués vifs avec le s^r du Truchet. Trois de leurs serviteurs, Moulon, Sardine et Garouste, qui avaient participé à l'enlèvement, furent condamnés, le premier à être pendu, les deux autres à être « fouettés jusques au sang ».

Le s^r de Talode et Moulon se pourvurent devant le Parlement de Toulouse et obtinrent un arrêt d'absolution.

Les autres étaient en fuite ; la sentence ne put être exécutée contre eux qu'en effigie. Leurs biens furent confisqués et le château de Bains, démoli et rasé.

Les représailles ne se firent pas attendre. Les ennemis du juge mage s'emparèrent l'année suivante de sa maison de campagne de Ceyssac, la démolirent

(1) Burel, p. 59-60-61.

de fond en comble et demandèrent au vicomte de Polignac (1) de leur fournir une petite garnison pour s'y défendre.

Le vicomte n'eut garde de repousser cette proposition. Depuis trois ans déjà, il était en guerre avec les habitants du Puy et l'occasion était propice. Commencée sous le prétexte de venger son procureur, maître Simon Bruu, des injures d'un bourgeois du Puy, la lutte de Polignac contre la ville prenait chaque jour un caractère plus aigu.

Le château de Polignac n'étant éloigné de la capitale du Velay que d'une lieue à peine, le terrible vicomte « tous les jours estoit aux champs en armes » pour destrousser, vouler et murtrir les pouvres » gens du Puy » (2).

Vainement le commandeur de Chaste et le gouverneur de Saint-Vidal avaient essayé de s'interposer entre Polignac et les habitants de la ville; tout était resté inutile. Les bourgeois du Puy avaient même intenté au vicomte un procès devant le sénéchal pour les « voleries et meurtres » dont il s'était rendu coupable.

Polignac fit donc occuper par ses troupes le château et le village de Ceyssac et installa une petite garnison au sommet du rocher.

(1) Le vicomte de Polignac était alors Louis-Armand XVII, fils de François-Armand XVI et de Philiberte de Clermont-Tonnerre. Il avait épousé, le 24 juillet 1575, Françoise de Montmorin qui, devenue veuve, se remaria le 23 janvier 1588 à François de Clermont de Chaste, sénéchal du Puy.

(2) Burel, p. 72.

En présence d'un pareil défi, Bertrand se plaignit au Conseil du roi et obtint un arrêt condamnant le vicomte à retirer de Ceyssac la garnison qu'il y avait placée.

« En la dicte année 1582, nous dit Burel, Monsieur » le juge maige auroit obtenu arrest du Parlement » de Paris, confirmé par la provision du Roy, et » pour l'exécution de la quelle contre le viscomte de » Polignac, le dict sieur juge maige, accompagné du » seigneur de Saint-Vidal, gouverneur de Vellay, des » capitaines-isliers et habitans de la ville en armes, » se transportèrent au lieu de Ceyssac où illecq » auroit inthimé à la garnison du dict viscomte de » sortir et vuidier le dict fort, suyvant la volonté du » Roi, néantmoingt et à tous les habitans du dict » lieu de Ceyssac de fère redresser la maison du » dict juge-maige comme elle estoit auparavant, sur » peyne de quatre mil livres d'amende et d'estre » désobéyssans à la majesté royale » (1).

En voyant arriver à Ceyssac le juge mage à la tête de sa petite armée, les habitants qui avaient fait cause commune avec le seigneur de Talode et plus tard avec le vicomte comprirent que toute tentative de résistance serait infructueuse. Ils furent donc contraints de s'incliner et la garnison, de son côté, regagna le château de Polignac, dont elle n'était éloignée que de deux lieues.

(1) Burel, p. 76.

Henri III, ayant été mis au courant du résultat de l'entreprise, évoqua aussitôt à son Conseil le procès intenté au vicomte par la ville du Puy et fit venir à la Cour Jean Bertrand avec son greffier et tout le dossier de l'affaire.

« Le premier jour du mois d'avril au dict an » 1582, le Roy Henri tiers auroit mandé venir et » sommer Monsieur le juge maige de venir devant » luy à Paris avec son escribe, et porter le dict procès » des habitans de la ville contre le dict viscomte et » le sieur de Chattes pour le fère veoir au Conseilh, » le tout à la poursuyte du seigneur d'Arques, » beau-frère du Roy et oncle du dict de Chattes (1); » ce que le dict juge maige obéyssant fist. Et, en la » compagnie de maistre Jacques Royet, son greffier, » le procès estant refaict contre les actes fust porté » au Roy, lequel veu, bailha un arrest par lequel » toute la procédure dudict juge maige estoit confir- » mée, et ordonné estre baillés ès pareus des deffunctz » et blessés se tenans de la querelle dudict vicomte » mil escus à prendre ès deniers du Roy; et en » oultre le Roy gratifiant ledict juge maige luy auroit » augmenté ung siège présidial au Puy, luy estant » président portant la robe rouge » (2).

(1) Anne de Joyeuse, pair et amiral de France, époux de Marguerite de Lorraine, sœur de la Reine, n'était pas l'oncle du sénéchal, mais bien son cousin-germain. Il était en effet le fils de Guilhanne de Joyeuse et de Marie de Batarnay, et le petit-fils de Jean de Joyeuse et de Françoise de Voizins, baronne d'Arques, dont la fille, Paule de Joyeuse, avait épousée, en 1544, François de Chaste, bailli de Veluy.

(2) Burel, p. 77.

Le jugement que confirmait le Conseil du roi avait été rendu par Bertrand contre le vicomte de Polignac et ses lieutenants, de Chaste et Tourton; ils les condamnait à mort, ordonnait la confiscation de leurs biens et les frappait de diverses amendes au profit du roi, de la ville du Puy et des « poveres blessés » malades et héretiers des murtris » (1).

Le juge mage pouvait à bon droit s'estimer satisfait. Le Roi lui accordait, en outre, l'établissement d'un Présidial au Puy et l'en instituait président en récompense de sa belle conduite au cours des dernières bagarres.

Cette faveur lui fut funeste. A la nouvelle de l'édit de Fontainebleau, du mois de juin 1582, créant et organisant le siège présidial du Puy, les adversaires de Bertrand, grandement déçus et contrariés, profitèrent de son absence pour exciter contre lui les habitants de la ville, leur persuadant qu'il avait trahi leurs intérêts et sacrifié ceux de la ville aux siens propres, qu'il avait violé les devoirs de son ministère, voire même, assuraient quelques-uns, qu'il s'était fait verser mille écus par le vicomte pour prix de sa complaisance et de sa trahison.

(1) « En après, et ven que n'y pouvoit accord, le tout destorné, la ville » poursuyvit si fort en justice que le procès fust jugé par la Court dudiet » sénéchal contre lediet viscomte, Chaste, Torton, et aultres nommés audiet procès et condempnés à mort, leurs biens confisqués et amendes envers le Roy et à la ville; et la quelle sentence se pronncea en » audience le troysiesme de juillet. De laquelle sentence maistre Vidal » Jaugnet, nothaire, filz à Jacques Jaugnet, choussiuier, se porta pour » appellant pour lediet viscomte et ses complices ». Burel, p. 75.

Lors donc que le juge mage fut de retour au Puy, se félicitant déjà de l'issue de l'affaire, les habitants le reçurent fort mal. Ligneurs obstinés, ils voyaient en lui un de ces « polictiques » pour lesquels ils avaient une profonde inimitié.

Un peu surpris de l'accueil qui lui était fait, Bertrand se crut néanmoins assez fort pour braver les intrigues de ses adversaires. Il réunit donc le Conseil de la ville et lui notifia l'édit d'érection du siège présidial en lui exposant les avantages qui en résulteraient pour la cité ; mais ce fut en vain qu'il s'efforça de convaincre ses auditeurs : le Conseil, prévenu contre lui, lui déclara qu'il n'approuvait point sa conduite (1) et qu'il résisterait par tous les moyens à l'établissement du Présidial.

Les membres du Conseil tinrent parole, et le Parlement de Toulouse, saisi de la question, décida, le 13 septembre 1584, qu'il n'y avait pas lieu d'établir au Puy le siège présidial accordé à Bertrand par le roi (2).

Quant au vicomte de Polignac, il fit sa soumission au roi, se rendit en pèlerinage au Puy avec de Claste, puis retourna à Paris, où il mourut avant la fin de l'année 1584.

(1) Burel, p. 78.

(2) Arnaud, T. 1, p. 406.

Le sénéchal François de Chaste
Lutte des habitants du Puy contre le sénéchal et le juge mage

Deux ans après la mort de Polignac, Pierre de Rochebonne était remplacé dans la charge de sénéchal de Velay par François de Clermont de Chaste, nommé à cet office le 1^{er} mars 1587. Le nouveau sénéchal était fils d'autre François de Chaste, baron de Chaste, la Brosse et Saint-Just, et de Paule de Joyeuse, fille de Jean et de Françoise de Voisins, baronne d'Arques. Après avoir été enseigne dans la compagnie de Saint-Vidal, il fut nommé capitaine de cinquante hommes d'armes et chevalier de l'Ordre du Roi. La démission de Pierre de Rochebonne lui valut la charge de sénéchal en 1587, et l'année suivante, par contrat du 23 janvier 1588, il épousait Françoise de Montmorin-Saint-Hérem, veuve de Louis-Armand, vicomte de Polignac. De ce mariage naquit Charles de Clermont de Chaste qui devait plus tard succéder à son père dans l'office de sénéchal de Velay, auquel il fut promu à la date du 3 juillet 1606 (1).

François de Chaste devint bientôt dans la région le chef du parti royaliste : après l'assassinat des Guise aux Etats de Blois, il fut nommé gouverneur du Velay par le roi Henri III ; à la mort de ce prince, il devint l'un des partisans les plus ardents du roi de Navarre, se fit

(1) Arnaud, T. II, p. 92.

nommer par lui lieutenant général en Velay, et combattit avec acharnement les Ligueurs du Puy et leur chef Saint-Vidal, gouverneur de la ville pour la Ligue (1).

En 1588, on le trouve au siège de Saint-Agrève, où il rejoint le seigneur de Tournon « avec forces d'armes et gendarmerie tant à pied qu'à cheval ». Vers la fin de la même année, une cabale se forme au Puy contre le sénéchal et le juge mage Bertrand, accusés d'être les chefs des « Politiques » ; le sénéchal est contraint de s'éloigner, et le juge mage, voyant tout le peuple excité contre lui et craignant pour sa vie, sort de la ville, revêtu de sa robe, feignant d'aller à l'église des Carmes. Arrivé devant le portail, il saute à cheval et s'enfuit loin du pays « où il ne revint de longtemps » (2).

De Claste se rend à Paris, où il expose la situation ; il se fait nommer par le roi gouverneur de Velay et revient au Puy pour se faire installer ; mais les habitants le reçoivent à coups d'arquebuse et « blessent » et murtrissent » les gens de son escorte.

Vainement il leur fait entendre que le roi l'a pourvu de l'état de gouverneur ; il ne peut parvenir à se faire écouter. Apprenant alors que le gouverneur de la Ligue, Saint-Vidal, s'achemine vers Lyon pour lever de nouvelles troupes et amener au Puy de nouvelles pièces

(1) Burel, p. 115-117.

(2) Id. p. 114.

d'artillerie, le sénéchal juge l'occasion favorable pour tenter un coup de force sur la ville ; il s'assure le concours de plusieurs seigneurs « à sa dévotion » et s'avance jusqu'au pont d'Estrouilhas, sans oublier de « pilher et vouler les bestaill et les pouvres gens, » chose fort pitoiable » (1).

Cette fois encore les habitants du Puy font bonne garde et repoussent le sénéchal « à force d'armes ». La lutte dure plusieurs jours, et, lorsque Chaste se décide à se retirer, plusieurs de ses officiers se trouvent « thués ou prisonniers ».

Les bourgeois du Puy prennent alors l'offensive ; le 14 avril 1589, ils sortent en armes sous la conduite du capitaine général de la ville, et marchent sur Ceyssac, où de Chaste s'est retiré avec les débris de ses troupes.

L'entreprise se trouve toutefois au-dessus de leurs forces, et, malgré leur résolution de « se parforcer de » surprendre lediet chasteau », ils ne peuvent en déloger la garnison royaliste.

Pendant que le sénéchal luttait à main armée contre les habitants du Puy, le juge mage Bertrand voyait s'aggraver encore ses mésaventures. S'étant rendu aux Etats généraux de Languedoc après sa fuite, au mois d'octobre 1589, il revenait par le pays de Dauphiné, lorsqu'il fut pris et volé par une bande de pillards, « par » aucungs cappitaines et soldatz de la préthendue rel-

(1) Arnaud, T. I, p. 448.

Burel, p. 120.

» ligion réformée, et par eux conduit et mené au chasteau de Charmes, au pays de Viverois, et après en la ville d'Orange (1), et illec détenu prisonnier en captivité sept mois et ung jour, et advant que sourtir contrainct et forssé de payer une grande rançon excédant la valleur de ses biens, tellement qu'il auroiet esté contrainct de les ypothéquer et engager, n'ayant encores acquitté entièrement sa debte » (2).

La nouvelle de la captivité du juge mage réjouit ses adversaires, ils en profitèrent pour piller, brûler et détruire de nouveau sa maison de Ceyssac et toutes ses propriétés.

Les troubles suscités par l'assassinat des Guise avaient l'avantage d'excuser tous les désordres, et, lorsque Bertrand put revenir au Puy, vers la fin de l'année 1590, il trouva la ville en pleine révolution et tout son bien ruiné et ravagé :

» Estant de retour ledict sieur juge maige en ceste ville il y trouva les affaires en grand désordre et confusion, ses maisons qu'il avoyt aux champs près la dicte ville brulées, etc. » (3).....

Cependant le Parlement de Toulouse, qui tenait pour la Ligue comme les habitants du Puy, s'était ému des

(1) A la fin du mois de septembre 1589 « M. de Blacons, gouverneur d'Orange, et ceux de la religion, avec quatre-vingt chevaux, faisaient des ravages en Dauphiné ». — (Brun-Durand, *mémoires d'Eustache Piemont*. — Valence, 1885, p. 248). Ce fut peut-être par cette bande que fut saisi le juge mage.

(2) *Mélanges historiques*, 1877, p. 89-90-91.

(3) *Id.* p. 91.

entreprises du sénéchal contre la « Sainte-Union », et, le 15 avril 1589, il rendait un arrêt le condamnant à remettre « ès mains de l'évesque » les châteaux dont il s'était emparé (1) :

« Le quinzième jour d'avril, seroit venu à la ville
» ung arrest de la Court de Parlement de Tholose,
» contenant que le dict sieur de Chaste estoit condempné
» à rendre les fortz qu'il s'estoit saisi, mesmes la ville
» d'Yssingaulx, entre les mains du sieur évesque du
» Puy, de pousser les armes et ne plus user des voleries,
» destroussemens et ravissemens des pouvres gens
» comme il se faysoit ordinairement, et aultres chiefz.
» Lequel arrest maistre François Boyer, huissier
» d'armes, acompagné de cent ou six vingtz hommes
» de la ville, se transporta au pont des Trollhas, et,
» ayant trouvé ung subject du dict de Chaste, en sa
» personne a inthimé ledict arrest audiet de Chaste,
» bailhé la copie, et enjoinct icelle bailher audiet sei-
» gneur sur peyne de sa vie. Et de tout ledict Boyer fist
» ses exploitz et verbal, qu'il remist après ès mains
» dudict sieur gouverneur pour les envoyer en la Court
» de Parlement à Tholose ».

L'arrêt du Parlement resta sans influence sur le sénéchal, et huit jours après, le 24 avril, fête de Saint-Robert, il revint jusqu'au pont d'Estroulhas avec le vicomte de Polignac et une troupe de gens armés. Les habitants du Puy essayèrent en vain de lui barrer la

(1) Borel, p. 121.

route; il les repoussa jusque sous les murs de la ville, mais le lieutenant du capitaine général, nommé Rochette, parvint à son tour à mettre en fuite les gens du sénéchal, qu'il poursuivit jusqu'aux barrières de Polignac. Le samedi suivant, la garnison que le sénéchal avait installée au Collet, pour arrêter les vivres destinés à la ville, fut assaillie par les Ligueurs et dut abandonner la place, ce dont le sénéchal se vengea en envoyant une compagnie assiéger le château de Saint-Romain, près Siaugues, appartenant au sieur de Flagliac qui commandait les Ligueurs au siège du Collet (1).

Les habitants du Puy résolurent alors de remplacer le sénéchal dans sa charge par le sieur de Saint-Vidal, de pourvoir en même temps au remplacement de Claude Bayle, sieur de Chantemule, lieutenant principal en la Sénéchaussée, qui avait embrassé le parti du sénéchal et de destituer les autres Politiques au nombre desquels les frères Martel, l'un prévôt, l'autre bailli.

Le Conseil de ville fut réuni à cet effet.

Ce Conseil, composé de vingt-quatre conseillers, « tant d'église que mondains » (2), officiers de justice, nobles, bourgeois, marchands et notables, considérant que les officiers incriminés faisaient beaucoup de mal en attirant le peuple au parti du roi de Navarre, décida leur remplacement et y procéda dans la même séance (3).

(1) Arnand, T. I, p. 434.

(2) Burel, p. 131.

(3) Arnand, T. I, p. 434.

Burel, p. 130.

Le sieur de Saint-Vidal fut nommé sénéchal au lieu et place du sieur de Chaste; le conseiller des Arcis devint lieutenant principal en remplacement de Chante-mule; François de Colomb, docteur ès droit, fut promu conseiller à la place de des Arcis; Robert Barthélemy fut choisi pour prévôt au lieu de Claude Martel et Gabriel d'Orvy d'Agrain devint bailli en la Cour Commune, en remplacement de Gaspard Martel.

Un procès-verbal de la réunion fut remis à Saint-Vidal pour être transmis au Parlement de Toulouse «*ès commissaires à ce députés, pour sur le tout y* » pouvoir comme Monsieur le président de Vinhials » l'auroit cy-devant ordonné, estant en ceste ville » (1).

Le Parlement venait, en effet, d'envoyer au Puy le conseiller François de Vignals avec mission de faire jurer la Sainte-Union aux officiers de la Sénéchaussée et aux notables de la ville (2).

Vignals était arrivé le 2 avril et s'était rendu avec « sa compagnie », le mercredi de Pâques, « dans la » maison 'du' seigneur évêque du Puy, où illecq fust » faicte une grande assemblée des habitans de la » ville.... les Messieurs chanoines et gens d'esglise, » les officiers de la Sénéchaussée, du Baillage, Court » Commaune, les consulz, borgeoys, nobles, advocatz, » marchans, et généralement tous les habitans de la » ville » (3).

(1) Borel, p. 131.

(2) *Id.*, p. 149.

(3) *Id.*, p. 418-419.

Le président ayant exposé le but de la réunion, deux mille personnes jurèrent la Sainte-Union et prêtèrent serment de lui rester fidèles (1).

Mais plusieurs magistrats de la Sénéchaussée s'étaient abstenus de paraître à l'assemblée; aussi Vignals ordonna-t-il que ceux d'entre eux qui ne se seraient pas présentés dans les trois jours verraient leurs biens confisqués et leurs offices suspendus.

Le juge mage Bertrand était au nombre des magistrats visés par cette ordonnance; il se laissa décider, le lendemain, à signer la Sainte-Union avec l'avocat du roi, Julien Bonyol (2). Ni l'un ni l'autre ne devinrent ligueurs pour cela et la population du Puy continua à les traiter en suspects. Quant aux autres défaillants, ils refusèrent de se laisser convaincre et quittèrent la ville.

Le sénéchal de Chaste s'était établi, pendant le séjour au Puy de Vignals, dans le château de Polignac. Il avait, en effet, épousé l'année précédente, comme on l'a vu plus haut, la veuve du vicomte, Françoise de Montmorin-Saint-Hérem.

Polignac redevint alors, comme au temps du vicomte, le centre des opérations du parti opposé à la ville du Puy. Sa proximité et sa situation imprenable au sommet d'un roc inaccessible faisaient d'ailleurs de cette place le point de ralliement le

(1) Arnaud, T. I, p. 440-451.

(2) Burel, p. 120.

plus propice pour une guerre de surprises, d'escarmouches et de pillage.

C'est à Polignac que se rendirent les émissaires chargés par Marguerite de Valois de proposer au sénéchal sa médiation en vue d'une trêve.

Marguerite de Valois, qui tenait, nous dit Burel, « contraire party du Roy de Navarre son mary » (1), avait peuplé sa petite cour d'Usson en Auvergne d'officiers originaires du Puy, du Monastier et d'autres villes du Velay (2).

Son entourage se tenait par suite au courant des événements dont le Velay était le théâtre : le receveur de ses domaines, Antoine François, avait un neveu avocat à la Sénéchaussée du Puy; le contrôleur de sa maison et le secrétaire de ses finances, Vidal et Jean du Chambon, avaient un frère avocat au même siège. Par eux, tout ce qui se passait au Puy était connu à la Cour de la reine.

Marguerite de Valois proposa donc une tentative d'accord aux deux partis rivaux. Les seigneurs d'Urfé et de Chevière se joignirent à elle pour négocier

(1) Burel, p. 431.

(2) C'est ainsi que Louis Viannès et Claude-François, s^r de Pomeny et de Grèzes, secrétaires de la reine, étaient natifs du Puy, — que Jean Baidon, son conseiller, était originaire du Monastier, — qu'Antoine François, receveur de ses domaines, était aussi natif du Puy, — que Jean André, « contrôleur de la reine », Jean de Chambon, s^r de la Queuille, « secrétaire de ses finances, » et Vidal du Chambon, s^r du Pin, « contrôleur de sa maison, » étaient tous trois du Monastier, — que Claude Porral, son médecin, était « habitant du Puy ».

une trêve, et il fut convenu que quatre gentilshommes seraient désignés par chacun des belligérants pour tenter de régler le litige.

Ainsi fut fait, mais tout accord fut impossible et les délégués durent se séparer sans pouvoir aboutir (1).

Le 12 juin, une nouvelle tentative fut moins infructueuse : Chaste désigna comme lieu de conférence le village de Chadrac et choisit pour le représenter les seigneurs de la Tour-Manbourg, de l'Hôpital, de Laugières, le prévôt Martel, le lieutenant de Chantemule et le sieur de Roqueplan.

Cette fois, on parvint à s'entendre, et la paix fut signée à Chadrac le 21 juin 1589 (2).

Sur ces entrefaites, le roi Henri III fut poignardé par Jacques Clément et la lutte recommença. Le 22 octobre, le sénéchal envoya au Puy le sieur de Saint-Just, son frère, pour demander en son nom à la ville de le recevoir pour gouverneur, mais cette proposition ne fut pas mieux accueillie que quelques mois auparavant : on renvoya le sieur de Saint-Just, « auquel » les sieurs consulz firent response de ne le vouloir » recognoistre comme gouverneur, car plutôt la » ville mangeroit les enfans l'ung après l'autre » (3).

A cette nouvelle, le sénéchal rassembla dix-huit

(1) Arnaud, T. I, p. 435.

Burel, p. 139.

(2) Id. p. 144.

(3) Id. p. 164.

compagnies de gens de guerre qu'il fit venir du Vivarais, des Cévennes et du Languedoc, et avec lesquelles il essaya de rentrer dans la ville le jour de Saint-Martin.

Ayant échoué dans son entreprise, il fit publier, le 2 décembre, dans les carrefours de la cité, en sa qualité de sénéchal, une ordonnance portant que la Sénéchaussée tiendrait désormais ses audiences dans la ville d'Yssingaux, « à peine de nullité des actes qui se feraient au Puy (1) ».

A quoi les ligueurs répondirent en faisant publier, le 15 du même mois, un arrêt du Parlement de Toulouse ordonnant « la saisie, prinse et reddition des » biens des Politiques », et prescrivant d'en employer les deniers aux frais de la guerre (2).

A la suite de cet arrêt, le 21 janvier 1590, on commença la vente des biens saisis, sur la place de la Bédoyre. On commença par le mobilier du premier consul d'Orvy d'Agrain et par celui de l'évêque du Puy; celui de d'Agrain produisit trois mille écus; celui du greffier de Solignac, Pierre Sigaud, mille écus; celui de Simon Brun, procureur de Polignac, mille écus; celui de Louis Lyonnet, cinq cents écus (3).

Le sénéchal, de son côté, envoya aux habitants du

(1) Burel, p. 169.

Arnaud, T. I, p. 474.

(2) Burel, p. 172.

(3) Id. p. 179.

Arnaud, T. I, p. 480.

Puy un rôle de cotisation à payer dans les trois jours ; à quoi les consuls répondirent « que le depputé dudict » de Chaste pouvoit venir pour fère la leveure et recepte » de la dicté cotisation, car son paiement seroit au » gibet au Martoret (1) ».

Le 22 février, on reprit la vente des biens des Politiques et l'on vendit, entre autres, une maison du sénéchal, située rue de Vienne, laquelle avait été déjà pillée par les ligueurs qui l'avaient dévalisée « de fond en comble (2) ».

Sur ces entrefaites, le Parlement de Toulouse, qui venait d'être transféré à Carcassonne, rendit une ordonnance que le sénéchal se hâta de faire signifier aux habitants du Puy par un trompette. Aux termes de cette décision, il était interdit aux magistrats de la Sénéchaussée du Puy de tenir des audiences en cette ville et partout ailleurs qu'à Yssingeaux, sous peine de suspension de leurs offices. Le conseiller Bordel-Irailh, qui reçut le trompette devant les remparts, ne fit aucune réponse au sénéchal (3).

Les choses durèrent ainsi jusqu'à la fin de l'année 1590, où le sénéchal consentit à entrer en pourparlers avec Saint-Vidal. Des conférences furent organisées au pont d'Estroulhas, au mois de janvier 1591, mais, le 25

(1) Burel, p. 192.

(2) Id. p. 200.

Arnaud, T. I, p. 487.

(3) Burel, p. 202.

Arnaud, T. I, p. 489.

dudit mois, Saint-Vidal était tué pendant la conférence, par Pierre de Sénéujols et de Chaste (1) : « Et le 25^e du » moys de janvyer, jour de la translation Saint-Pol, » furent finés tous ces parlementz et manyementz » d'accord, au dessus la croix du pont des Trolhas » tandant à Polignac, où noble Anthoyne de la Tour, » seigneur de Saint-Vidal, fina ses jours. Et ce fust par » les mains de stillà qu'il avoiet porté à fons, nommé » Monsieur Pierre de Sénajon, (on le recognut son » parrin), l'y ayant bailhé le premier coup de la mort, » comme de mesmes le sieur de Chattes, bien qu'ils ly » eussent promis la foy (2) ».

A la nouvelle de cet événement, le Parlement rendit au nom du Roi de la Ligue, Charles X, un arrêt, daté du 22 avril 1591, ordonnant l'arrestation du sénéchal, de Pierre de Sénéujols, de Louis Lyonnet et de dix autres prévenus, « où que trouvés soyent dans le Royaulme », afin qu'ils fussent amenés et conduits « soubz bonne et » seure garde dans la circonjerie » du palais (3).

Cet arrêt fut signifié aux intéressés sous les remparts de Polignac, le 10 mai 1591, « par Maistre François » Boyer, heussier d'armes du Roy, accompagné des » soldartz de la ville et de la trompette » ; et le » lendemain, 11 mai, il fut crié à son de trompe par » tous les carrefours de la ville (4) ».

(1) Truchard du Molin. — La baronnie de Saint-Vidal, p. 38.
Mandel. — Guerres civiles du Velay, p. 307.

(2) Burel, p. 249.

(3) Id. p. 265.

(4) Id. p. 265.

Le sénéchal répondit à la sommation des ligueurs en transférant, le 10 juin suivant, le siège de la Sénéchaussée dans la ville de Montfaucon (1).

Mort du Sénéchal. — Conclusion de la paix

Pendant que le sénéchal luttait contre le gouverneur de Saint-Vidal, le juge mage Bertrand était revenu au Puy après son aventure d'Orange et y travaillait activement à pacifier les esprits. Mais, suspect aux ligueurs, avec lesquels il refusait toujours de faire cause commune, il n'aurait rien obtenu d'eux si ceux-ci n'avaient fait venir au Puy le duc de Nemours.

Ce prince entreprit, dès son arrivée, de rétablir le calme dans la région, et il eut la bonne fortune d'y parvenir.

Ayant entamé des négociations avec de Chaste, il le décida, non sans peine, à signer une trêve. Ce pacte, en vertu duquel les Politiques étaient autorisés à rentrer en possession de leurs biens confisqués, fut publié dans la ville par le juge mage Bertrand assisté des conseillers Jean Bernard, Gabriel des Arcis, Mathieu Triollenc, Jacques Irailh, de l'avocat du roi Julien Bonyol, et de Jean Barthélémy, premier consul et bailli.

Les escarmouches recommencèrent, il est vrai, de part et d'autre, au lendemain de la conclusion de la

(1) Arnaud, T. I, p. 512.

Burel, p. 274-275.

trêve; la ville y trouva toutefois un calme relatif, et les magistrats de la Sénéchaussée présents au Puy en profitèrent pour rendre quelques ordonnances réglementant le prix des denrées, le cours des monnaies et la police des cabarets (1).

Les désordres des guerres civiles avaient, en effet, rendu fort difficile l'application des règlements de police, et les hôteliers et revendeurs ne faisaient plus aucun cas des anciennes ordonnances.

Les troubles, en recommençant au mois d'octobre, allaient d'ailleurs remettre tout en cause. En effet, le sénéchal de Chaste n'était pas resté inactif; ayant gagné à sa cause plusieurs notables de la ville, il avait préparé avec eux, en dépit de la trêve, un complot pour surprendre la place.

Le 16 octobre 1594, il arriva sous les remparts avec toute sa troupe, mais au lieu d'y rencontrer ceux qu'il attendait et qui devaient lui ouvrir les portes de la ville, il se trouva en face de Jean Barthélemy, premier consul de 1591, qui s'élança contre lui à la tête des ligueurs en armes.

Le sénéchal et ses amis essayèrent vainement de soutenir le choc; ils furent massacrés jusqu'au dernier par les ligueurs, y compris Christophe de Polignac, François de Chaste, et tous les capitaines de la petite armée (2).

(1) Burel, p. 344.

(2) Mandet. — Hist. du Velay, T. V, p. 396 et 403.
Arnaud, T. II, p. 26-27.

Les habitants du Puy, satisfaits de la mort du sénéchal, nommèrent à sa place le gouverneur de Lestrangle et firent ratifier ce choix par le duc de Mayenne (1). Le nouveau magistrat fut installé solennellement le 24 mai suivant, mais pendant les quelques mois qui séparèrent la mort de Chaste de l'installation de Lestrangle, les fougueux ligueurs du Puy mirent à sac toutes les propriétés que les Politiques avaient dans la région.

Le juge mage Bertrand ne fut pas plus épargné que les autres : malgré sa présence dans l'intérieur de la ville, il était toujours traité en adversaire, aussi ses biens furent-ils dévastés une fois de plus : « au moys d'octobre ses meubles auroyent esté ravagés », de telle sorte qu'il se trouva de nouveau ruiné, « n'ayant faict » aucun exercice de sa charge jusques au moys » d'avril 1596 (2) ».

Des jours meilleurs se levèrent enfin sur la ville du Puy : la paix fut publiée par le sénéchal de Lestrangle le 5 avril 1596, et l'ordre rétabli dans la cité trop longtemps troublée par les guerres civiles.

« Le cinquiesme jour d'avril, nous dit le chroniqueur » Burel, sont arrivées les nouvelles de Tholouse de la » paix, à la grande jouyssance du povre peuple.... et » fust publiée en auldiance » en présence du sénéchal

(1) Arnaud, T. II, p. 43.

(2) Mélanges historiques, 1877, p. 91.

de Lestrangle, du juge mage Bertrand et des consuls en robe rouge (1).

Henri IV n'avait pourtant pas consenti à laisser à Lestrangle la charge de sénéchal, en ayant déjà pourvu le fils du sénéchal de Chaste, en mémoire du dévouement que ce dernier avait montré à sa cause.

Voici d'ailleurs les articles relatifs au Velay insérés dans le traité signé par le roi et le duc de Mayenne à Folembrai, près Coucy, et accordés par Henri IV au duc de Joyeuse, chef de la Sainte-Union en Languedoc :

« LXXXVI. — Que le Roy confirme le sieur de » Lestrangle en l'office de bailly et sénéchal du Puy » dont il avoit esté pourvu par le duc du Maine ».

« *Réponse*: Y ayant esté pourvu par Sa Majesté, ce » qu'elle ne peut révoquer; refusé. »

« LXXXIX. — Et parce que la ville du Puy s'est » toujours conservée sous l'autorité dudict sieur de » Joyeuse, et par commission de luy le sieur de » Lestrangle y a tousjours commandé durant les » guerres, Sa Majesté sera suppliée accorder audict » sieur de Lestrangle le gouvernement de ladicte ville » et ensemble des autres villes, et lieutenance du pays » de Velay que ledict sieur de Joyeuse ramène au » service de Sa Majesté ».

(1) Burel, p. 443-445.

« *Réponse* : Accordé le gouvernement de ladite ville du Puy.

« Pour l'office de bailly et sénéchal duquel Monsieur » le Duc du Maine avoit pourveu le mesme sieur de » Lestrangle, on luy a respondu que le roy y avoit déjà » pourveu et qu'il ne pouvoit révoquer la provision ».

« XCV. — Que le siège de la Sénéchaussée sera » remis, comme il estoit auparavant les troubles, et » jugemens qui ont esté donnez hors ladite ville, tant » au chasteau ou bourg de Poliniac qu'aux villes » d'Yssingeaulx ou Montfaulcon, seront remis aux » archives de ladite Sénéchaussée en la dicte ville, et » où il interviendra quelque différend sur les jugemens » qu'il sera traicté par voie ordinaire audict siège de » ladite Sénéchaussée, et en cas d'appel ou évocation » en la Court du Parlement de Toulouse ».

« *Réponse* : Accordé que le siège de la Sénéchaussée » sera rétabli en la dicte ville, et que les affaires » pour ce regard se traiteront comme ils avoient » accoutumé ».

« Faict et ordonné par le Roy à Folembay, le 24 » janvier 1596.

« Signé : HENRY (1) ».

(1) Dom Vuissette. — Hist. de Languedoc. Edition de 1745, T. V, preuves, col. 341, 342, 343. — 3^e Edition, T. XII, col. 1557, 1558, 1559. Burel, p. 443.

Ces articles furent enregistrés, le 11 avril de la même année, au Parlement de Toulouse, et le 20 juin de l'année suivante à la Chambre des Comptes de Paris; mais Lestrangle n'en continua pas moins à prendre le titre de sénéchal, et le lieutenant de Chantemule, qui tenait audience à Yssingeaux avec le prévôt Martel, refusa de retourner au Puy.

Vainement le Parlement de Toulouse rendit-il un arrêt enjoignant à tous les officiers de la Sénéchaussée, lieutenant, prévôt et autres, « de ne juger en aultre lieu » et place qu'en la ville du Puy (1); vainement envoya-t-on à Yssingeaux un huissier d'armes intimant aux magistrats réfractaires d'avoir à revenir au Puy à peine d'amende et de destitution; Chantemule et Martel continuèrent à rester à Yssingeaux où d'ailleurs le sieur de Chevrières venait de convoquer les Etats du Velay, se disant gouverneur pour le roi et tenant Lestrangle pour usurpateur de ce titre.

Ce ne fut que le 26 du mois d'août que les derniers Politiques consentirent à rentrer au Puy pour y reprendre possession de leurs offices (2). Le Parlement envoya alors au Puy Mathieu de Chalvet de Rochemonteix, président des enquêtes, avec mission de se faire remettre et de détruire tous registres, mémoires et procédures rappelant les troubles de la Ligue.

(1) Burel, p. 448.

(2) Id. p. 452.

Ce magistrat, arrivé le 25 octobre, rendit cinq jours plus tard une ordonnance enjoignant à Robert Barthélemy (1), « préthandu lieutenant du prévost », à Vidal Guérin, son greffier, à Geoffroy Brunel, Eymar et François Barry, commis au greffe du sénéchal, et à Jean Chillac, secrétaire de la maison consulaire, de venir lui « exhiber et remettre tous et chascuns » les registres, actes et deslibérations, procédures, « santances et jugemens » qu'ils pouvaient avoir en leur pouvoir, « pour estre les registres rayés et billés, » et tous les actes, jugemens et sentences.... lacérés » et rompuz ».

En exécution de cette ordonnance, tous les papiers et procédures rappelant les troubles de la Ligue furent livrés aux flammes (2), et il ne resta bientôt plus rien de la longue inimitié qui avait si longtemps divisé la ville.

A peine en retrouve-t-on une trace, lors de l'entrée du nouveau sénéchal Jean de Chaste dans la ville du Puy, cérémonie à laquelle refusèrent de prendre part les capitaines isliers (3), « se sentant ancores de la

(1) Robert Barthélemy, lieutenant de prévôt pour la Ligue depuis 1589, avait été installé comme prévôt par les ligueurs le 1^{er} avril 1591 au lieu et place du prévôt Martel expulsé comme « Politique ». Il était le frère de Jean Barthélemy, premier consul du Puy en 1591, nommé à la même date bailli pour le roi en la Cour Commune, et qui se trouvait à la tête des ligueurs lorsqu'ils tuèrent le sénéchal de Chaste et Christophe de Polignac sous les murs de la ville.

(2) Burel, p. 434-435.

(3) On désignait ainsi les capitaines de quartier de la ville.

» malvoliance » pour le frère de l'ancien chef des Politiques (1).

Henri IV venait, en effet, de pourvoir de l'office de sénéchal du Puy, Monsieur de Saint-Just, frère de François de Chaste, au lieu et place du jeune fils de ce dernier auquel son âge ne permettait pas d'occuper encore cette charge. Toutefois, en lui conférant cet office, le 15 juin 1598, le roi avait déclaré ne le lui donner que pour une période de dix ans, pour permettre à son jeune neveu de devenir capable de l'exercer lui-même (2). Le nouveau sénéchal fit son entrée au Puy le 28 juin de la même année, et tous les officiers de la Sénéchaussée se portèrent à sa rencontre jusqu'au village de Brive, avec le capitaine de la ville et ses soldats, enseigne déployée (3).

C'est en cette circonstance que les capitaines isliers de la ville, requis de se joindre au cortège, refusèrent d'y figurer, ne pouvant oublier aussi vite que le nouveau sénéchal et son prédécesseur étaient restés longtemps leurs ennemis les plus acharnés.

La paix de Vervins, publiée le 1^{er} juillet suivant par Monsieur de Ventadour, et le 6 du même mois par Monsieur de Joyeuse (4), vint achever de ramener le calme dans les esprits et de faire disparaître dans

(1) Burel, p. 461.

(2) Arnaud, T. II, p. 71.

(3) Burel, p. 461.

(4) Id. p. 462.

la ville du Puy les derniers vestiges de méfiance et d'antipathie que les guerres de la Ligue avaient laissés au fond des âmes.

Le juge mage Guilhaume Bertrand

A dater de l'année 1598, l'ordre qui ne cessa de régner dans la cité permit au juge mage Bertrand de diriger en paix les affaires de son ministère. Son grand âge ne lui permettait plus, d'ailleurs, de s'occuper d'une façon aussi active des événements qui se passaient autour de lui.

Nous ne le retrouvons plus qu'une seule fois mêlé à la vie publique ; c'est à la date du 12 juin 1610, peu de jours avant sa mort.

Ce jour-là, voulant maintenir la paix qui menaçait d'être troublée par suite de l'assassinat d'Henri IV, « Monsieur le juge Bertrand, ne pouvant cheminer », étant resté « longtemps en maladie », « se faisoit » pourter par deux hommes avec ugne chaire par tous « les carrefours » pour publier une lettre « de la » Royne, nostre Princesse », invitant la population au calme et lui commandant d'observer la paix, « dont » le peuple fust bien aize, pensant d'avoir grand-« guerre » (1).

(1) Burel, p. 503.

Arnaud, T. II, p. 97-98.

Jean Bertrand mourut la même année (1), laissant sa charge de juge mage à son fils Guilhaume qui en était déjà pourvu par lettres patentes d'Henri IV, en date à Paris du 31 décembre 1609, lettres qui permettaient au père d'exercer pendant trois années encore la charge dont son fils devenait titulaire (2).

De la sorte, l'office de juge mage qui avait déjà passé d'Hector de Torrenc à son cousin Jean Bertrand, allait maintenant au fils de ce dernier pour passer plus tard de Guilhaume Bertrand à son frère Jacques et de là à leur cousin, Hugues de Fillère, qui devait à son tour le transmettre à son fils Marcelin et celui-ci à son fils Jean.

Guilhaume Bertrand n'entra en possession de sa charge que l'année suivante, à la mort de son père. Seigneur d'Ours, Pleyne et Chanteloube, il allait bientôt acquérir la baronnie du Mezenc pour le prix de 12.240 livres (3), et, à la mort de sa première femme, Clauda de la Rochelambert, épouser en se-

(1) Jean Bertrand laissait sept fils et six filles : trois de ses fils furent tour à tour greffiers des Etats de Languedoc, deux d'entre eux possédèrent l'office de juge mage et lieutenant général au sénéchal du Puy; les deux suivants furent l'un prévôt du chapitre, l'autre abbé de Saint-Vozy; le sixième remplit les fonctions de greffier de la Sénéchaussée et de syndic de la ville; le dernier, beaucoup plus jeune que ses frères, né le 17 décembre 1584, était issu d'un second mariage.

(2) Voir ces lettres patentes aux pièces justificatives, N° XIX.

(3) Truchard du Molin. — La seigneurie du Mezenc, p. 56-57.

condes noces la sœur de l'évêque du Puy, Catherine de Serres (1).

Héritier des griefs de son père contre les anciens chefs de la Ligue, Guillaume Bertrand ne consentit jamais à installer comme gouverneur de Velay Lestrangle, l'ancien sénéchal des ligueurs. Vainement celui-ci se rendit au Puy au mois de novembre 1613, pensant que sa présence intimiderait les mécontents et que ces derniers n'oseraient s'opposer à sa réception. Lorsque son arrivée fut annoncée, le Conseil se réunit à l'Hôtel de Ville et décida de ne le point recevoir. Le juge mage se rendit chez lui et lui déclara que la ville ne consentirait jamais à le reconnaître pour gouverneur.

L'infortuné Lestrangle mourut sans avoir pu se faire installer, et son fils Claude, nommé gouverneur à sa place, rencontra la même résistance de la part des magistrats de la Sénéchaussée.

Fort de l'appui que lui prêtaient l'évêque et le premier consul, Guillaume Bertrand continua à refuser au fils l'installation que le père n'avait pu obtenir, et lorsqu'en 1621 Claude de Lestrangle fut enfin introduit dans la salle où se tenait le Conseil de ville, le juge mage et son cousin de Fillère, lieutenant principal en la Sénéchaussée, sortirent avec les six consuls pour ne pas prendre part à sa réception (2).

(1) Par contrat reçu Quesnel et d'Avignon, notaires au Puy, le 9 mai 1622.

(2) Barel, p. 514.

Arnaud, T. II, p. 119-120.

Le gouverneur fut installé par Colomb, juge en la Cour Commune, qui donna lecture des lettres de provision signées du roi et déclara Lestrange reçu en la charge de gouverneur de Velay. Mais, dès le soir, il y eut querelle entre Lestrange et le juge mage qui était soutenu par le premier consul, Louis Dublanc, seigneur de Villeneuve, avocat en la Sénéchaussée.

Lestrange, ayant voulu donner le mot à la garde, le juge mage et le premier consul s'y opposèrent, soutenant « qu'il n'estoit poinct reçu et qu'il ne le seroit » poinct » (1). Les choses allaient s'envenimer lorsque l'évêque arriva fort à propos de Paris et donna lui-même le mot.

Claude de Lestrange accorda quinze jours au juge mage et au premier consul pour se pourvoir à Paris contre ses provisions. Bertrand et Dublanc envoyèrent aussitôt au Conseil privé le conseiller Violon et le docteur Gérentes pour attaquer la nomination du gouverneur, mais celui-ci s'y rendit en personne et obtint gain de cause.

Ses adversaires déclarèrent alors que ce n'était pas à lui qu'il appartenait de donner le mot à la garde, mais bien à l'évêque. Le sieur de Ventadour, venu au Puy en mai 1621, ordonna le 20 dudit mois que le mot serait donné par le gouverneur ; mais, deux jours après, l'évêque donna un mot et le gouverneur un

(1) Borel, p. 515-516.

autre. Le capitaine général Triollenc, fils du conseiller, se trouvant en présence de deux mots, ne savait que faire et eut grand peine à empêcher une bagarre (1).

Outre ses démêlés avec les Lestrangle, Guillaume Bertrand nous est connu par la part active qu'il prit à l'établissement des Chartreux de Bonnefoy, ses voisins du Mezenc, à Villeneuve-de-Corsac, terroir situé à une lieue du Puy et où il avait lui-même de grandes propriétés.

S'il faut en croire le chroniqueur Jacmon et le poète Hugues d'Avignon, le juge mage Guillaume Bertrand fut un magistrat intègre qui ne laissa que des regrets. Il mourut le 27 juillet 1627, « fort homme de bien », nous dit Jacmon, « et grandement plainct de toute » sorte de personnes parce que c'estet un bon justicier » (2).

Voici l'acrostiche que composa sur sa mort Hugues d'Avignon :

Grand et funeste coup qui nous touche de prez,
Vellaumoïs, advonez que vous estes navrez,
Innocent orfelin, tu as perdu ton père,
La mort te l'a ravy puisqu'elle te suggère
Les regrets qu'il te faut minutter jour et nuit
A cause de la mort qui ton estre destruit.
Velve, c'est à ce coup qu'il faut venir aux larpies,

(1) Arnaud, T. II, p. 121.

(2) Jacmon, p. 27.

Malheur au pauvre peuple agité des allarmes
Et aux nécessiteux qui recouroient à luy ;
Bon juge ils le trouvoient : c'estoit tout leur appuy,
Enclin à leur repos, entier à la justice,
Redoutable aux pervers, aux bons toujours propice ;
Tels furent ses ayeuls que les rois ont connus
Ronds, fidelles, prudents et entier reconnus.
Aux troubles et en paix ceste maison illustre
N'a jamais faict au Puy trophée que du lustre.
De ce pays toujours d'une robuste main
Ils ont chassé bien loing le rebelle inhumain.
Un juge doit aussi pour le bien de son prince
Garder de désunir sa ville et sa province,
Etouffer des malheurs les flots plus orgueilleux,
Minant avec le temps ce mal contagieux ;
Ainsy de père à fils à jamais vostre race
Gardera sur les lys ceste royalle place
Et fera que ma muse à l'aide de mes vers
Désormais vous fera voler par l'univers ;
Vos descendants ung jour escouteront ma lyre
Pousser vostre renom jusqu'au céleste empire.
Vivez donc au repos qu'avant vostre trespas
Impossible vous fust de trouver icy-bas (1).

Par son testament daté du 27 juillet 1627, jour même de sa mort (2), Guilhaume Bertrand léguaît « son office de juge mage et lieutenant général » à « Monsieur maistre Jacques de Bertrand, seigneur » de Massibran, lieutenant pour le roi en la Cour » Commune, son frère ».

Jacques Bertrand, qui avait épousé Anne de Lo-

(1) Hugues d'Avignon. — La Velléade, p. 138.

(2) Acte reçu Mareschal, notaire du Puy.

beyrac, de l'une des plus anciennes familles du Puy, exerçait cumulativement avec ses fonctions de lieutenant en la Cour Commune, celles de greffier des Etats de Velay. La mort ne lui permit pas de se titrer longtemps « juge mage du Puy », car elle l'enleva quatre mois après son frère, vers le 26 ou 27 novembre 1627.

Il n'avait même pas pris possession de son siège à cette date, l'inventaire dressé après sa mort dit seulement qu'il était « pourvu » de cette charge. Cet inventaire, dressé par le conseiller Irailh, est intitulé comme suit :

« Inventaire faict par nous, Julien Irailh, conseiller
» du Roy et magistrat en la Sèneschaussée du Puy,
» comissaire depputé par la Cour souveraine du
» Parlement de Toulouse, des papiers estans dans
» la maison abatialle de Saint-Vozy (1) de la ville
» du Puy où feu Monsieur maistre Jacques de Ber-
» trand, vivant sieur de Massibran, pourveu de l'of-
» fice de juge mage et lieutenant général en ladicte
» Sèneschaussée dudict Puy, et greffier des Estatz du
» pais de Vellay faisoiet sa demeure ».

Jacques étant mort, la famille Bertrand fit nommer à sa place Hugues de Fillère, seigneur de Bornette, qui avait épousé le 29 décembre 1597 Marguerite de Bayle de Chantemule, fille de Claude, lieutenant prin-

(1) L'un des frères de Jacques Bertrand, Alexandre, était abbé de Saint-Vozy.

cipal en la Sénéchaussée, et d'Antoinette Bertrand, sœur de l'ancien juge mage Jean Bertrand (1).

§ IV. — Modifications dans le personnel du siège. — Difficultés avec le gouverneur de Lestrangle. — Sénéchaux et Juges mages jusqu'en 1689.

Pendant la période troublée qui venait de s'écouler, la Sénéchaussée du Puy s'était vue tour à tour dotée, puis dépouillée d'une charge de lieutenant principal analogue à celle qu'avait occupée François Forestier, lors de la création du sénéchal du Puy.

On se souvient, en effet, que la charge de ce dernier avait été supprimée à sa mort, survenue en 1562. Onze ans plus tard, en 1573, le Roi avait institué en la Sénéchaussée du Puy un office de lieutenant principal dont avait été pourvu Jacques Ponchon. A celui-ci avait succédé André de Torrenc, lequel venait de mourir au mois de mai 1581.

André Dujeune, conseiller en la Sénéchaussée, avait sollicité et obtenu des lettres de provision pour la charge de lieutenant principal, mais ses collègues du Puy s'opposèrent à sa réception devant le Parlement de Toulouse, se prévalant de l'édit de Blois dont certains articles portaient que les charges éteintes

(1) Claude de Bayle, seigneur de Chantemule, ayant refusé de prêter serment à la Sainte-Union en 1589, fut obligé de s'expatrier et ne put rentrer en Velay qu'en 1594.

depuis lors seraient et demeureraient supprimées, et offrant au roi de rembourser à André Dujeune la somme qu'il avait payée pour obtenir sa provision.

Les magistrats de la Sénéchaussée obtinrent gain de cause, et une ordonnance royale vint reconnaître le bien-fondé de leur demande (1).

La charge de lieutenant principal resta donc supprimée, et les officiers de la Sénéchaussée reçurent satisfaction. Ils allaient avoir bientôt de plus sérieuses difficultés avec le gouverneur de Lestrangle qui, en dépit des traités, laissait les ligueurs dévaster à leur guise toutes les contrées avoisinantes.

A peine sortis, en effet, de la violence des guerres civiles, ligueurs et politiques se querellaient souvent et ne pouvaient aisément se résoudre à ne plus piller de droite et de gauche comme ils avaient pu le faire impunément pendant ces derniers temps. Les ligueurs, en particulier, se sentant appuyés par Lestrangle, rapinaient à loisir aux portes de la ville.

Cependant les officiers de la Sénéchaussée restés au Puy n'approuvaient aucunement les scènes de pillage qui se produisaient chaque jour ; ils mandèrent Lestrangle en chambre du Conseil et lui reprochèrent vivement d'autoriser les ligueurs à dévaster les campagnes et à ravager tous les environs de la ville. Lestrangle répondit « qu'il agissait ainsi par

(1) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts p. 697. Voir aux pièces justificatives, N° XVII.

droit de représailles » et promit de faire venir de nouvelles troupes pour surveiller les campagnes ; mais les magistrats du sénéchal restèrent mécontents, et Lestrangé se sentant peu en sûreté auprès d'eux fit venir au Puy des troupes de renfort. De ce premier incident devait résulter une longue inimitié entre le sénéchal des ligueurs et les magistrats de la Sénéchaussée.

Les Etats du Velay allaient bientôt appuyer ces derniers en demandant au connétable de Montmorency de prendre les mesures nécessaires pour empêcher Lestrangé de se qualifier gouverneur de la ville, se basant pour cela sur un édit du roi, portant suppression et révocation de tous les gouverneurs particuliers des villes et diocèses (1).

Le connétable, par une ordonnance donnée à Lyon le 21 mars 1601, ordonna au sénéchal de Chaste de faire inhibition et défense au sieur de Lestrangé, qui avait commandé au Puy pendant la Ligue, de se qualifier gouverneur, à peine de désobéissance. La même ordonnance interdisait aux consuls et habitants du Puy de le reconnaître pour tel (2).

Lestrangé ne se laissa pas décourager par l'hostilité que lui témoignaient les magistrats de la Sénéchaussée, non plus que par les réclamations et les doléances des Etats du Velay. Ne pouvant se résigner

(1) Arnaud, T. II, p. 85.

(2) Id. id.

à abandonner le titre de gouverneur qui lui était si cher, mais n'osant d'autre part aller à l'encontre de l'ordonnance rendue contre lui par le connétable de Montmorency, il intrigua tant auprès du roi, qu'il finit par décider Henri IV à le nommer gouverneur de la ville (1).

Malheureusement pour lui, le roi périt assassiné le 14 mai 1610, et cet événement retarda son installation. On arriva de la sorte jusqu'à l'année 1615 sans qu'il ait pu parvenir à entrer en possession de sa charge.

On a vu plus haut comment il essaya, en novembre 1615, de se faire recevoir des habitants du Puy, et de quelle façon la tentative échoua devant l'opposition de Guillaume Bertrand et du Conseil de la ville.

Le sénéchal Charles de Chaste et le juge mage Hugues de Fillère

Pendant que le juge mage et le gouverneur continuaient à se chercher querelle, deux nouveaux sénéchaux se succédaient à la tête de la Cour de Velay dans un laps de temps fort restreint.

En effet, Jean de Chaste, nommé sénéchal le 15 juin 1598, mourut le 8 février 1603, comme il résulte de la note suivante :

« Le huictiesme du moys de febyrier est allé de vie à » trespas au logis du Faulcon messire Jean de Chastes,

(1) Burel, p. 507.

» seigneur de Saint-Just, sénéchal de ceste ville, et fist
» de grandz léguaiz à toutes les églizes, dix escus à
» checune, et trente escus à l'église de Nostre Dame.
» sept escus à l'abbé du clochier pour sonner, et le
» reste aux chantres et à l'église. Donc toutes les
» cloches sonnarent du soir ; et de matin fust porté le
» corps à l'église des Carmes et là repozé jusques au
» lendemain (1) ».

Le corps du sénéchal François de Chaste, tué par les
ligueurs, était resté depuis lors à Polignac. On profita
de cette circonstance pour le faire rapporter au Puy où
il partagea les honneurs funèbres faits à son frère, et
d'où il fut transféré avec lui à Tence pour y être
inhumé (2).

Charles de Chaste, neveu du sieur de Saint-Just,
étant encore trop jeune pour être sénéchal, le Roi
nomma à cette charge Hector de Fay, baron de la Tour-
Maubourg, à la date du 16 décembre 1603 (3).

Celui-ci, fils de Jean de Fay et de Marguerite du
Peloux, fit son entrée au Puy le 10 février 1604 (4) ; les
magistrats de la Sénéchaussée et de la Cour Commune
allèrent l'attendre jusqu'à Brive avec les consuls et le
firent entrer par la porte Saint-Gilles ; le lendemain, 11
février, il présida l'audience de la Sénéchaussée, ayant

(1) Burel, p. 487.

(2) M. Brionde. — Recherches historiques, p. 96. — Arnaud, T. II, p. 88.

(3) Arnaud, T. II, p. 89.

Burel, p. 489.

(4) Burel, p. 489-490.

à ses côtés le juge mage Guillaume Bertrand et les conseillers Triollenc, d'Asquemye, Irailh et Viollon.

Le nouveau sénéchal n'était nommé à cette charge qu'en qualité de curateur du jeune de Chaste ; aussi, deux ans après, fut-il relevé de cette fonction pour lui céder la place. Le jeune Charles n'ayant pas encore atteint sa majorité, le Roi lui octroya des dispenses dans les lettres de provision qui lui furent délivrées à Paris le 3 juillet 1606. Les mêmes lettres portaient révocation de la commission donnée pour exercer cette charge « à Hector de Fay sieur de la Tour-Maubourg, son curateur ». Charles de Chaste siégea comme sénéchal aux Etats du Velay le 22 avril 1608 et le 30 avril 1612. Il présida, le 15 mai 1639, l'Assemblée de la noblesse du Velay, qui se réunit dans le réfectoire des Dominicains pour se conformer aux ordres du roi prescrivant la convocation du ban et arrière-ban de la province.

Là, après avoir donné lecture des ordres royaux, il déclara que tous les absents devraient se présenter devant lui dans les trois jours, à peine de désobéissance et de voir leurs rentes et revenus saisis et confisqués au profit du trésor royal, sans préjudice de la déchéance de noblesse qu'entraînait leur refus de comparaître (1).

Ayant alors exposé à l'assemblée que le roi, toujours en guerre avec l'Espagne, avait résolu de tenter la

(1) Jacmon, p. 138.

Arnaud, T. II, p. 160.

conquête du Roussillon, il fixa le nombre de chevaux que chacun aurait à fournir, l'équipage et l'entretien de chaque homme, la taxe que devraient payer ceux qui ne pouvaient accomplir un service effectif.

Le 20 du même mois, le sénéchal rendit une ordonnance convoquant carabins, mousquetaires et fantassins pour le 1^{er} juin suivant, et, le 22 juillet, il partit à la tête de la compagnie, avec son lieutenant La Tour-Maubourg pour rejoindre le prince de Condé en Roussillon (1).

L'année suivante, 1640, le Roi, ayant à subvenir aux frais considérables occasionnés par la guerre avec l'Espagne, créa deux offices de conseillers dans chaque siège de sénéchal et de présidial de plusieurs villes de France; deux bourgeois du Puy, Pierre Bernard, greffier des Etats, et Charles de Lespinnasse du Passage, se rendirent acquéreurs des deux nouvelles charges en la Sénéchaussée du Puy, et furent installés comme conseillers taxateurs le 13 juillet 1640, ainsi qu'il résulte de la note suivante :

« La dite année 1640 le roy nostre Sire a donné deux
» paires de lestres pour l'augmentation de toute sorte
» d'estatz, fors des estatz jurés, à l'honneur de l'heu-
» reuse naissance de Monseigneur le Dauphin (2).
» Donc, ayant ledit sieur du Passage et Bernard sceu

(1) Jacmon, p. 140.

(2) Ce n'est pas le Dauphin, le futur Louis XIV, qui est né en 1640, mais son frère puîné, plus tard le duc d'Orléans.

» celà, ils sont allés trouver Sa Majesté et auroient
» apchepté deux offices de conseiller, nonobstant que
» ledit sieur du Passage ne soit poinct passé docteur.
» De quoy les offices ont privilège de taxer tous les
» despans des santances et appointements de la dite
» Sénéchaussée, et la dite taxe leur appartient au
» préjudice de Monsieur le juge maige.

» Lesquelz se sont faictz recepvoir en audience avec
» grande difficulté ce vendredy 13^e julhet 1640.

» Notta que ledit sieur du Passage siège et oppinet
» auprès de Monsieur le juge maige, l'espée au cousté,
» avec un manteau court, et ledit Bernard oppinant
» aussy avec la robbe longue (1) ».

Charles de Lespinnasse et Pierre Bernard n'étaient installés que depuis quelques jours lorsque la Sénéchaussée eut à procéder à la mise en possession du vicomte Gaspard-Armand de Polignac, devenu adjudicataire du domaine du roi sur la ville du Puy (2).

Louis XIII avait ordonné par un édit du mois de mars 1640 la vente de ses domaines du ressort des Parlements de Toulouse et de Bordeaux. Le domaine de la ville du Puy avait donc été mis en vente, au plus offrant et dernier enchérisseur, y compris le droit de nomination aux offices du Bailliage et de la Cour Commune. Le vicomte, s'en étant rendu acquéreur, se fit mettre en possession par les officiers de la Séné-

(1) Jacmon, p. 50.

(2) Arnaud, T. II, p. 165.

chaussée au mois de juillet de la même année, Charles de Chaste étant sénéchal et Hugues de Fillère juge mage.

Ce dernier, qui avait succédé, en 1628, à Guillaume Bertrand, était fils de Jean de Fillère et de Françoise de Lieques; il avait épousé, comme on l'a vu plus haut, la fille du lieutenant principal de Chantemule (1).

Le 27 janvier 1644, assisté des officiers de la Sénéchaussée et du capitaine général de la ville, il reçut le nouvel évêque du Puy Henri de Manpas du Tour à son entrée dans sa ville épiscopale et le complimenta au nom des magistrats de la cité.

Il eut à s'occuper, deux ans plus tard, de la réglementation de la police des cabarets. La licence qui avait été la conséquence forcée des troubles de la Ligue avait engendré de notables abus, et l'ordonnance du juge mage Bertrand, rendue au milieu des guerres civiles, n'avait produit aucun résultat appréciable.

Fillère rendit en conséquence, le 10 février 1646, d'accord avec le procureur du roi, une ordonnance destinée à « fère cesser les abutz puis quelque temps » trop fréquentz en la police de la ville, et empescher » l'accroissement d'iceulx ». En vertu de cette ordonnance, il était fait « inhibitions et deffances de fréquenter » aucuns jeux, berlantz et cabaretz,... de fère aucunes » masques insollantes en dérision de quelque personne » que ce soit et principalement la nuit, porter ny

(1) Theillère. — Les châteaux du Velay, T. IV, p. 97-98.

» donner aucuns bilhetz escandalleux et diffamatoires,
» à payne de cinquante livres d'amande (1) ».

Hugues de Fillère mourut le 11 juin 1646, laissant sa charge de juge mage à son fils unique, Marçelin, seigneur du Charronilh. Ses obsèques furent célébrées en grande pompe le treize du même mois, et voici le récit que nous en fait Jacmon dans ses mémoires :

« Ce lundy à quatre heures du matin, 11^e jour du
» mois de juin an susdit 1646, est allé de vie à trépas
» Monsieur maistre Hugues de Fillère, juge maige en la
» Sèneschaussée du Puy, sieur de Bourneste, baron du
» Cheylon, le Charronilh, Chadenac, Mestrenac, le
» Brignon, Coubladour et autres rentes..., lequel est
» décédé dans sa maison d'habitation au Puy de la
» fièvre chaude pestilantielle, âgé de soixante douze
» années, un des capables hommes de sa vocation de
» juge que soit dans le Languedoc, et a esté enterré à
» Saint-Pierre-le-Monastier le mercredy matin 13^e
» dudict mois avec l'ordre de sa sépulture comme
» s'ansuit :

» Premièrement marchet la grant croix de Saint-
» Pierre-le-Monastier ; Messieurs les Pénitans ; Sainte
» Clère ou les religieux ; les Pères Carmes ; les Corde-
» Ihiers ; les Jacquopins ; les sept paroisses, sçavoir :
» Saint-Yllère, Saint-Pierre-le-Monastier, Saint-Pierre-
» la Tour (estant sa paroisse), Saint-Georges, Saint-
» Agrève, Saint-Vozy, Saint-Jean-Baptismal, l'Hospital ;

(1) Jacmon, p. 203, 223 et suiv.

» après venoit les trois huissiers du Sèneschal ; après
» Messieurs les conseillers avec leurs bonnetz carrés et
» corneste ; après, Messieurs les consuls, le premier avec
» son bonnet carré parce qu'estoit advocat ; après les
» advocatz avec leurs bonnets carrés ; après, le deuill
» des hommes ; après, un grand nombre de ses subjectz
» ayant chacun un bonnet blanc ou noir et grand cierge
» de cire avec un escusson de ses armes ; après, les
» officiers de ses terres ; après, ses domestiques ; après
» les pauvres, tant hommes que femmes,... après, les
» sierges de la ville portés par six garçons ; les sierges
» de l'Hospital ; les sierges des sergens ; les sierges des
» notères ; les sierges des procureurs ; les sierges de
» Monsieur Jourdain comme greffier du Sèneschal,
» portés par maistres Géroentes, Demonz, Mareschal,
» Doléson, Sahuc et Bessel, greffiers-commis ; les sierges
» de Messieurs les conseillers ; le drap de mortz porté
» par quatre advocatz par les quatre coings, avec leurs
» bonnetz, au devant du corps, ayant dessus dudict
» drap la robe, cournette et bonnet carré du défunt.

» Notta que Messieurs de la grande Congrégation
» estoient venus avec leurs drap de mortz pourté par
» les quatre coings par quatre autres advocatz, assistés
» des autres confrères, lezquels se vouloient mestre après
» les autres quatre advocatz pour les précéder avec les
» torches et excussons de la confrérie de la congréga-
» tion, lesquelz les autres premiers ne vollurent
» permestre : sur quoy heurent dispute et mesmes se
» battirent en la rue des Tables où ceux de la diete

» Congrégation furent contrainctz se retirer avec leurs
» coups.

» Après ledict drap de mortz et robe, venet le corps
» en caisse; au dessus y avet un autre drap de mortz,
» avec son habit de Pénitant et une autre cournette de
» juge et un bonnet carré porté par six procureurs en
» habit de pénitant.

» Et à l'antour dudict corps estet leurs excussions et
» sierges des sœurs de Sainte Clère et d'autres
» confréries, y ayant audict enterrement trois cens
» livres de cire, outre la chapelle ardente qu'est à
» l'église de Saint-Pierre-le-Monastier.

» Le landemain, jeudi ensuivant, a esté faict, à la
» fin de la messe du retour général, l'oraison funèbre
» par le père prédicateur des Capucins, en une chère
» au devant du maistre-autel de Saint-Pierre-le-Monas-
» tier, où il a faict de merveilles touchant sa vie qu'il
» a mené, sa grandeur, sa capacité d'esprit, sa béni-
» gnité, sa charité, sa franchise, et autres grandes
» louanges et perfections qu'il avoit, comme d'effect il
» estoit accompli » (1).

*Le juge mage Marcelin de Fillère et le
sénéchal Nicolas de Chaste*

Marcelin de Fillère, fils du juge mage, lui succéda en
cette charge. Il était pour lors lieutenant général civil

(1) Jaumon, p. 231.

et criminel, et possédait les seigneuries de Chadenac, Charroulh et Bornette. Marié une première fois, le 1^{er} février 1630, à Anne de la Veulle, originaire du Forez, il avait épousé en secondes noces, le 27 novembre 1647, Laurence de Bérard de Montalet, fille de Charles, marquis de Montalet, et de Louise de la Garde-Chambonnas (1).

Le nouveau juge mage fit son entrée au Puy le 11 avril 1648 et fut reçu solennellement le 18 du même mois :

« Ce vandredy 18^e jour du mois d'Apvril, après midy,
» audiet au 1648, a esté reçu Noble Marcelin de
» Fillère, seigneur et baron du Cheylon, Charroulh et
» autres places, pour juge maige civil et criminel en
» la Sèneschaussée du Puy en plain conseil de la diete
» Sèneschaussée, ayant esté cy-devant reçu à Paris et
» à Tholouze ; et lhors de son arrivée dudiet Tholouze,
» qu'estet ce 11^e apvril 1648, veille du jour de Pasques,
» l'on ly alla au devant beaucoup de personnes de
» condition à cheval et à pied, et mesmes le capitaine
» général et le Roy de l'Oiseau qui estet lediet roy
» Monsieur Esbrayat, marchant, avec une belle com-
» paignie d'arquebusiers et mousqueteroux jusques à
» Bains (2) ».

Marcelin de Fillère tint sa première audience le 22 novembre 1649 dans l'auditoire de la Cour du sénéchal,

(1) Archives de la Diana à Montbrison.

(2) Jaemon, p. 232.

assisté de tous les conseillers et avocats de la Sénéchaussée. Après les discours d'usage eut lieu la réception de Jean Jourdain, avocat, neveu du juge mage, et celle de Maurice d'Asquemye, également avocat, fils du conseiller d'Asquemye (1).

Deux mois après, en janvier 1650, le sénéchal de Chaste mourait en son château de la Brosse, et était remplacé par son fils Claude-Nicolas de Clermont de Chaste (2). Ce dernier fit son entrée au Puy le 10 septembre 1650, escorté d'une nombreuse troupe à cheval et en armes ; son installation solennelle eut lieu le 12 du même mois, au milieu d'un grand concours de peuple et de notabilités du pays (3).

La composition de la Sénéchaussée était alors la suivante :

Sénéchal : Claude-Nicolas de Clermont de Chaste ;

Juge mage : Marcelin de Fillère ;

Lieutenant : Robert Jourdain ;

Conseillers : Jean d'Asquemye, doyen, Jean-Hugues de Pradier, Maurice Leblanc, Ignace Mombrac, Vidal Bernard, Pierre Chambon et Christophe Brunel ;

Conseiller honoraire : Pierre Bernard ;

Procureur du Roi : Pons Pinot ;

Avocat du Roi : Christophe de Ferrand d'Amavis.

(1) Jacmon, p. 261.

(2) Jacmon, p. 263.

(3) Jacmon, p. 266.

Arnand, T. II, p. 186.

Lutte du Vicomte et du Sénéchal contre l'Evêque du Puy

La carrière du sénéchal Claude-Nicolas de Chaste et celle du juge mage Marcelin de Fillère furent troublées par un événement qui menaça un instant de ramener au Puy les guerres civiles qui, naguère, avaient ensanglanté le pays.

Depuis quelque temps, en effet, le vicomte de Polignac et l'évêque du Puy, Henri de Maupas du Tour, vivaient en mauvaise intelligence. La querelle, il est vrai, était déjà ancienne. Depuis de longs siècles, une grande rivalité existait entre les deux pouvoirs, et maintes fois évêques et vicomtes avaient mis l'épée à la main.

D'une part, les Polignac, tout puissants dans la région, avaient trouvé dans les prélats du Puy une autorité rivale, une puissance qui limitait la leur. Les évêques, de leur côté, jaloux de leurs droits et de leurs privilèges, n'avaient jamais consenti à les laisser amoindrir par leurs redoutables voisins.

De là des conflits et des luttes sans nombre, des contestations incessantes, des bagarres quelquefois sanglantes.

Les vicomtes avaient longtemps songé à faire monter un Polignac sur le siège épiscopal de Velay, ce qui leur eût assuré la prépondérance absolue dans le pays, mais s'ils y parvinrent en 1234, ils ne purent l'obtenir une

seconde fois. Ils se dédommagèrent, il est vrai, en se substituant à l'évêque pour présider les Etats du Velay, chaque fois que le prélat était absent, et cela en dépit des protestations des vicaires généraux à qui la présidence revenait de plein droit en ces occasions. Ils renouvelèrent même si fréquemment cette usurpation qu'elle finit par passer à l'état d'usage.

Les Polignac avaient encore un autre moyen d'être désagréables à l'évêque du Puy, lorsque celui-ci était en mauvaise intelligence avec eux : c'était de faire nommer aux élections consulaires des consuls de leur choix.

Ce fut à cette dernière occasion qu'éclata le conflit de 1655.

Henri de Maupas du Tour accusait le vicomte de s'être immiscé dans les élections consulaires, au mépris de tous les droits et franchises de la cité ; il lui reprochait, en outre, d'accaparer au profit de ses partisans toutes les fonctions publiques relevant des Etats de la province, et d'exciter des troubles dans la ville, au grand détriment de l'autorité épiscopale.

Le juge mage Marcelin de Fillère et le bailli de la Cour Commune, Ravissac, avaient embrassé le parti du vicomte, tandis que l'avocat du roi, Maurice Leblanc, et les six consuls de la ville avaient adopté la cause de l'évêque.

Avec le tempérament batailleur des habitants du Puy, on ne pouvait manquer d'en venir aux coups.

Une nouvelle série de désordres commença alors

pour le pays, et se prolongea pendant plusieurs années en dépit des efforts tentés par l'autorité royale pour ramener le calme et faire respecter les arrêts du conseil du roi.

Le juge mage se trouvait, au mois de novembre 1633, dans sa maison de campagne du Charronilh, lorsque le vicomte de Polignac le fit prier de se rendre au Puy pour l'élection des consuls, qui devait avoir lieu le 25 dudit mois. Les désordres qui, depuis quelques années, accompagnaient les élections consulaires, par suite de la rivalité existant entre les partisans de l'évêque et ceux du vicomte, faisaient craindre qu'une bagarre sanglante n'éclatât à cette occasion (1). Aussi les habitants paisibles avaient-ils demandé au roi de supprimer cette année-là les élections, et de désigner lui-même les consuls pour l'année suivante.

Les partisans de l'évêque avaient profité de cette demande pour représenter au pouvoir royal que le

(1) L'incident de 1633 fut l'une des phases les plus violentes de la longue querelle des vicomtes de Polignac avec les évêques du Puy. Les choses allèrent si loin, en cette occasion, qu'aucun tribunal régulier ne put continuer à fonctionner dans la ville du Puy. L'administration de la justice étant dès lors devenue impossible, un arrêt du Parlement de Toulouse en date du 22 janvier 1637 vint ordonner le transfert de la Sénéchaussée et de la Cour Commune en la ville du Monastier, enjoignant à tous « officiers, advocats, procureurs, greffiers, huissiers et autres qu'il appartient droit, de se rendre incessamment en ladite ville de Monastier pour y faire, chacun en droit soy, la fonction de sa charge ». Le même arrêt faisait « défenses ausdits officiers d'exercer ailleurs la justice qu'audit Monastier, et aux justiciables du ressort de se retirer en autre part, à peine de faux, cassation de procédures, despens, dommages et intérêts ».

vicomte avait la prétention « de tout oser et pouvoir entreprendre impunément dans le pays de Velay », et qu'il essayait « depuis plusieurs années de disposer » de l'eslection des consuls de ladite ville et des » autres charges et offices dépendants de la nomination du corps des Estats particuliers du diocèse » du Puy, contre tous les ordres, libertz et privilèges de ladite ville, et par des voyes extraordinaires » et violentes ».

Maurice Le Blanc, avocat du roi en la Sénéchaussée, avait été chargé de porter au roi ces « justes plaintes », et il en avait obtenu deux lettres de cachet « portant » nomination des consuls de ladite ville qui devoient » entrer en charge pour l'année 1636 ».

Ces deux lettres, dont l'une était adressée au juge mage et l'autre aux consuls en exercice, désignaient pour remplir les fonctions consulaires : Claude Gay, seigneur de la Blache, Ambroise Bonnot, Charles de Mans, Jean Genestet, Jacques Delolme et Simon Bérard.

Les choses en étaient là, lorsque le vicomte fit venir au Puy Marcelin de Fillère, juge mage. Celui-ci, chaud partisan des Polignac, fit faire les élections malgré la défense du roi, dressa les procès-verbaux et autres procédures nécessaires qu'il fit parvenir aux Etats de la province, puis réunit « ung conseil dans la » maison de ville » (1).

(1) Antoine Jacotin. — Preuves de la maison de Polignac, T. III, p. 279.

Cette assemblée, d'où les partisans de l'évêque furent soigneusement écartés, décida qu'un envoyé serait député à la Cour pour faire casser et révoquer les lettres de cachet et obtenir confirmation de l'élection consulaire. Le juge mage fit désigner pour cette mission son neveu, le sieur de Beaufort, premier consul élu, qui partit sur le champ pour Paris.

De leur côté, les amis de l'évêque se plaignirent au roi de ce que « les dites lettres de cachet furent » reçues et traitées de mespris par les sieurs de » Fillère, juge mage, et Ravissac, baile de la Cour » Commune, à cause que ledit règlement ruinoit » leurs intérêts qui estoient considérables, et dont » ils profitoient dans les désordres des eslections consulaires, comme présidans dans toutes les assemblées de police de la ville » (1).

Les plaignants ajoutaient que le juge mage « intriguait » avec les Polignac, et que l'huissier Vigerie, chargé de lui signifier un arrêt du Conseil du 7 décembre 1655 confirmant les lettres de cachet, avait été, lors de sa mission, « grièvement battu ».

Le Roi renvoya l'affaire devant Monsieur de Besons, intendant de Languedoc, « pour cognoistre de » la dite eslection » (2), mais le vicomte envoya aussitôt le juge mage auprès de l'intendant, et ce dernier, ramené au Puy par Fillère qui « demeura

(1) Antoine Jacotin. — Preuves de la maison de Polignac, T. III, p. 249.

(2) Id. T. III, p. 279.

» toujours auprès de luy », fut tellement circonvenu qu'il confirma l'élection attaquée.

Les habitants qui tenaient pour l'évêque furent si mécontents de cette décision et du rôle joué par le juge mage en cette circonstance, que ce dernier ne put désormais sortir de chez lui sans être insulté et poursuivi par les rues de la ville. Force lui fut de se retirer dans sa maison de campagne et de prier le sénéchal de Chaste de « tascher d'aconmoder mon- » sieur l'évesque et monsieur le viscomte de Polignac » qui, à cause des dites lettres de cachet, s'estoient » mis mal ensemble » (1).

A son arrivée au Puy, le sénéchal se rendit avec le juge mage au château de la Voulte, où se trouvait le vicomte, et le décida à une entente avec l'évêque.

Celui-ci ayant accepté les propositions de Chaste, les trois corps de la ville furent convoqués pour délibérer sur la situation. Une ordonnance de police y fut rédigée, interdisant « les assemblées et le port d'armes ».

Mais ce fut en vain que le juge mage publia l'ordonnance dans les rues et carrefours. Les habitants, au lieu de s'y soumettre, prirent les armes, élevèrent des barricades et tendirent des chaînes au travers de la cité. Quelques-uns, plus hardis, vinrent même jusque « dans la maison et logis dudit sieur » de Chastes où estoit ledit sieur jugé mage, et, sans

(1) Preuves de la maison de Polignac, T. III, p. 279 et suiv.

» l'adcistence de quelques bons habitans, ils auroient
» mesfait à leurs personnes ».

En présence de cette attitude, sénéchal et juge
mage durent quitter la ville au plus vite.

Cependant les plaintes des partisans de l'évêque
contre les « mespris, exéds et attentats » commis par
le juge mage et ses gens avaient été portées au Con-
seil du roi qui, par un arrêt du 7 janvier 1656,
décerna plusieurs décrets de « prise de corps et
» adjournements personnels contre les prévenus et cou-
» pables de telles désobéissances et rébellions ». Le
même arrêt convoquait les habitants du Puy à une
assemblée, présidée par l'intendant de Besons, et dans
laquelle serait arrêté le règlement à suivre à l'avenir
pour les élections consulaires.

Ces dispositions n'étaient guère rassurantes pour
le juge mage et les Polignac. L'assemblée projetée
serait assurément composée en grande majorité de
leurs adversaires déclarés, et le règlement demandé
allait, sans nul doute, être très funeste à leur autorité.

Il eurent recours en cette circonstance au syndic
de la province de Languedoc.

Celui-ci prétextait l'atteinte portée aux libertés et
privilèges de la province par la nomination des cons-
uls faite par le pouvoir royal, et réussit à obtenir
du Conseil d'Etat, le 13 janvier 1656, la révocation
des lettres de cachet et de la nomination des consuls
désignés par le roi. Le même arrêt chargeait l'in-
tendant de Besons de faire procéder à une nouvelle

élection, et déclarait que les anciens consuls resteraient jusque-là en fonctions (1).

Cette décision, bien que favorable au vicomte et au juge mage, ne les satisfit pas encore. Polignac avait, en effet, profité du désordre résultant de ces troubles pour faire nommer des consuls à sa dévotion pendant que l'instance était encore pendante. Il avait obtenu dans ce but une délibération favorable des Etats provinciaux de Languedoc, en date du 29 décembre 1655, et le juge mage avait fait procéder à l'élection, « au mépris des ordres du Roy et » arrest du Conseil », le 6 janvier 1656.

Les élus, tous partisans zélés du vicomte, étaient Jean Parand, seigneur d'Oyde; Antoine Liabeuf, marchand; Pierre Mareschal, notaire; Guillaume Obrier, procureur; Gabriel Arnaud, marchand, et Reymond Eyraud, aussi marchand.

Voulant à tout prix conserver l'administration de la ville entre les mains de ces consuls, le juge mage fit disparaître l'arrêt du Conseil d'Etat que son neveu de Beaufort rapportait de Paris.

Une nouvelle plainte fut adressée au roi, et une lettre de cachet du 18 février vint ordonner à l'avocat du roi Le Blanc de « tenir la main à l'exécution » dudit arrêt du Conseil d'Etat.

Le Blanc s'acquitta de sa mission avec « tout le » zèle à luy possible », mais, en dépit d'une seconde

(1) Preuves de la maison de Polignac, T. III, p. 279 et suiv.

lettre de cachet adressée cette fois au juge mage, les décisions royales demeurèrent sans exécution.

Vainement envoya-t-on au Puy l'intendant de Besons au mois de mai suivant ; Polignac et Fillère obtinrent de lui, par ordonnance du 10 mai, la confirmation des élections du 6 janvier.

La colère des habitants ne cessant de s'accroître devant le succès du vicomte et du juge mage, les partisans de ces derniers durent abandonner la ville et s'installèrent dans leurs maisons de campagne. Le moulin de Fillère, voisin des faubourgs de la ville, devint alors le centre de « conférences et entretiens » secrets des principaux chefs du parti qui « alloient et » venoient continuellement jour et nuit dans ledit moulin, passant la rivière à gay pour éviter d'estre recon- nus en passant sur les ponts et chemins ordinaires ».

Là se réunissaient Jean de Ravissac, s^r de Mauriac, baile pour le roi en la Cour Commune, Christophe Brunel, s^r d'Allentin, conseiller à la Sénéchaussée, Pierre de Sigaud, juge en la Cour Commune, et nombre d'autres magistrats et bourgeois de la ville du Puy.

Par leurs soins, des garnisons furent établies aux châteaux de la Voulte et de Polignac ainsi qu'au village de Cheyrac, des bandes armées sillonnèrent les routes et s'avancèrent parfois jusque sous les murs de la ville « pour surprendre et mal traicter » les habitans » (1).

(1) Preuves de la maison de Polignac, T. III, p. 279 et suiv.

L'avocat du roi, Le Blanc, et le doyen des avocats, Giraudet, qui étaient à la tête des partisans de l'évêque, furent, dès lors, en butte à toutes les vexations. Le premier fut assailli un jour par « quinze fuzeliers » qui tentèrent de l'assassiner ; la maison du second fut pillée et ravagée. Le Blanc vit même son frère, François, avocat au sénéchal, attaqué à coups de pistolet et grièvement blessé par les gens du juge mage, et sa métairie envahie le 31 juillet « sur l'heure de minuiet » par cinquante hommes d'armes qui n'y laissèrent pas pierre sur pierre.

Quelques jours plus tard, le juge mage venait de dîner à Cheyrac, dans la maison forte de Guillaume Fournel, receveur des tailles, lorsque les convives aperçurent quelques habitants du Puy « dans leurs vignes proches lesdits lieux de Polignac et Cheyrac ».

Fournel, qui avait installé dans sa maison « des » fauconneaux et autres pièces d'artillerie par lui « enlevées des tours et murailles de la ville », fit tirer sur eux « avec telle violence que les pauvres habitants » avec leurs femmes, enfans et vigneron « furent » « contraints de prendre la fuite et d'abandonner leurs vendanges (1) ».

Les événements devenaient de plus en plus tragiques. Sur une nouvelle plainte de l'évêque, un arrêt du Conseil, en date du 10 novembre 1636, vint charger

(1) Preuves de la maison de Polignac, T. III, p. 279 et suiv.

l'intendant d'Auvergne, Garibal, d'ouvrir une enquête sur les excès commis.

Polignac et Fillère, mécontents de cette mesure, et voyant, d'autre part, approcher le jour des élections consulaires, fixées au 25 novembre, conçurent le projet de s'emparer de la ville pour y faire nommer, comme l'année précédente, des consuls de leur choix.

Ordre fut donc donné « à tous les officiers de leurs » terres et seigneuries de se mettre en estat et tenir » prests » pour entrer à main armée dans la ville du Puy.

Le sénéchal de Chaste, neveu du vicomte, profita des fonctions de police dont sa charge l'investissait pour rendre une ordonnance interdisant aux habitants du Puy « de porter des armes dans ladite ville », de manière à rendre plus certain le succès de l'entreprise dirigée par son oncle.

Mais les habitants firent bonne garde et déjouèrent les projets du vicomte. Celui-ci obtint alors un arrêt du Parlement de Toulouse ordonnant « qu'il seroit » procédé à la nomination des consuls en la forme » ordinaire », et désignant pour veiller à l'exécution de cette décision Jacques de Chastenot de la Coupette, parent du juge mage.

Chastenot se rendit au Puy, et se présenta sous les murailles de la ville, escorté du juge mage, du bailli Ravissac, du conseiller Brunel et du juge Sigaud ; il trouva les portes fermées, « les courtines et

» murailles garnies de fusilliers », et dut se retirer à Brives et de là à Vorey, « voyant la désobéissance et » refus fait (1) ».

La population du Puy profita du séjour du juge mage et de ses gens à Vorey pour procéder à l'élection des consuls pour l'année suivante. Fillère se rendit aussitôt à Béziers, où étaient réunis les Etats du Languedoc; Chastenet et lui exposèrent aux Etats l'insuccès de leur tentative et en obtinrent une délibération confirmant les mesures prises et demandant l'annulation des élections consulaires (2).

Pendant que le juge mage se rendait à Béziers, Garibal arrivait au Puy pour faire son enquête. Désirant entendre Fillère, il le fit prier, à son retour, de venir conférer avec lui aux Jacobins. Fillère s'y rendit avec une escorte, mais les habitants l'y tinrent assiégé pendant deux ou trois heures et blessèrent la plupart de ses gens.

Le juge mage contraint de s'enfuir, par le froid et la nuit, se réfugia au Charroulh, où il tomba gravement malade.

L'éloignement où le tint sa maladie ramena un peu de calme dans le pays, mais les désordres se prolongèrent encore quelque temps et ce fut seulement en 1660 que les esprits se calmèrent définitivement, lassés de ces querelles incessantes et meurtrières.

(1) Preuves de la maison de Polignac, T. III, p. 280.

(2) Id. T. III, p. 280. Cette délibération est datée du 13 octobre 1657.

Quant au vicomte de Polignac, non seulement il ne fut nullement inquiété, mais il obtint encore des Etats de Languedoc, par délibération du 19 mars 1659, une somme de 6.000 livres pour indemniser ses partisans des dommages qu'ils avaient subis pendant la lutte (1).

Ce conflit avec les habitants du Puy et l'avocat du roi fut le seul incident sérieux survenu pendant la magistrature de Marcelin de Fillère. Le juge mage mourut en 1676 et fut remplacé par son fils, Jean de Fillère, sieur du Charrouilh, veuf en premières noces de Françoise Genestet, et marié en secondes noces à Claudine de Flachat d'Apinac (2).

De son côté, le sénéchal Claude de Chaste se démit de son office en faveur de son frère, François-Alphonse, qui en fut pourvu par lettres patentes du roi données au camp près Viset, le 17 juin 1675, et enregistrées à la Sénéchaussée du Puy, le 22 septembre 1677 (3).

La Sénéchaussée se trouvait ainsi composée en 1689 :

Sénéchal : François-Alphonse de Chaste ;

Juge mage : Jean de Fillère ;

Lieutenant criminel : Hugues de Pradier d'Agrain ;

Lieutenant principal : Claude de Ferrebent ;

(1) Preuves de la maison de Polignac, T. III, p. 282.

(2) Archives de la Diana, à Montbrison.

(3) Arnaud, T. II, p. 209.

Conseillers : Geoffroy Brunel, Joseph de Pons des
Ollières, Claude de Polaillon de Glavenas, Jean Denis,
Ignace Mombrac, Jean-Antoine Barret (1) ;
Procureur du roi : Jean de Pinot ;
Avocat du roi : Antoine Sahuc.

(1) Voir aux pièces justificatives, N° XXIV.

DEUXIÈME PARTIE

Le Présidial

CHAPITRE I^{er}

CRÉATION DU PRÉSIDIAL

La prospérité de la Sénéchaussée du Puy n'avait pas fait oublier aux officiers et aux justiciables la première solution adoptée en 1558 et rejetée presque aussitôt. La création d'un Présidial leur paraissait toujours le complément nécessaire de l'établissement de leur Sénéchaussée.

A plusieurs reprises, des tentatives avaient été faites dans ce but, mais jusqu'ici aucune d'elles n'avait pu aboutir.

Vingt-quatre ans s'écoulèrent avant que l'autorité royale se laissât convaincre une seconde fois de

l'utilité qu'il y avait à établir au Puy un siège présidial.

A la demande du juge mage Bertrand, Henri III rendit, au mois de juin 1582, un édit daté de Fontainebleau et dotant la ville du Puy du siège si longtemps désiré. Mais, par une étrange bizarrerie, ce furent les habitants eux-mêmes qui demandèrent la révocation de l'édit, en haine du juge mage Bertrand que le roi avait mis à la tête du nouveau siège (1).

L'opposition du Conseil de ville fut d'une violence extrême (2), et le Parlement de Toulouse, par un arrêt du 13 septembre 1584, s'empressa d'approuver cette résistance à une création qui ne pouvait que nuire à sa toute-puissance en Languedoc.

Le roi révoqua l'édit de 1582, et, jusqu'en 1635, il ne fut plus question du Présidial du Puy.

A cette date, une nouvelle tentative fut faite (3), et, comme les précédentes, elle aboutit à un édit royal créant au Puy un siège présidial.

Cet édit, daté de juillet 1635, plaçait dans le ressort du nouveau siège le Velay, le Vivarais et le Gévaudan. Mais, cette fois encore, l'édit ne fut pas exécuté : les magistrats du Parlement s'opposèrent de tout leur

(1) Burel, p. 77.

(2) Le juge mage Bertrand fut accusé par le Conseil d'avoir accepté une somme d'argent des ennemis de la ville pour mettre à leur service son influence.

(3) Arnaud, T. II, p. 156-157.

pouvoir à la réforme projetée ; les Etats de Languedoc, réunis à Pézenas le 21 novembre suivant, protestèrent avec véhémence contre l'édit de création, et les réclamations des officiers de Nîmes, dont le Présidial se trouvait démembré par l'établissement du siège du Puy, achevèrent de déterminer le Roi à retirer le don qu'il venait de faire au Velay.

Un nouvel édit, daté du mois d'octobre 1636, vint donc révoquer celui de juillet, et remplaça le Velay et le Gévaudan sous la juridiction du Présidial de Nîmes.

Une disposition de l'édit d'octobre détacha le Vivarais des pays incorporés à Nîmes, et le fit entrer dans le ressort du Présidial de Valence, nouvellement établi et plus rapproché de lui (1).

Un quatrième essai, en 1689, obtint plus de succès que les trois précédents : avec le gouvernement absolu de Louis XIV, il ne suffisait plus des remontrances du Parlement ou des doléances du Présidial de Nîmes pour arrêter la création d'un nouveau siège. Aussi l'édit donné par ce prince à Versailles, au mois d'octobre 1689, établit-il définitivement le Présidial si longtemps attendu (2).

Cet édit portait que le siège nouveau, incorporé à la Sénéchaussée du Puy, aurait le même ressort que cette dernière et jugerait toutes les matières civiles

(1) Arnaud, T. II, p. 157.

(2) Arch. dép. Haute-Loire, BB, 1.
Arnaud, T. II, p. 221.

ou criminelles, en première instance, en appel ou en dernier ressort. Le personnel du nouveau siège devait comprendre deux présidents, un lieutenant particulier civil, neuf conseillers laïques, un conseiller clerc, un lieutenant de sénéchal, un avocat du roi, dix procureurs et six huissiers.

Le même édit déclarait que les nouveaux officiers exerceraient conjointement avec les anciens la juridiction présidiale et sénéchale ; il supprimait en outre les bailliages du Puy et de Montfaucon qu'il unissait et incorporait au nouveau siège.

Cet édit est reproduit dans les registres de la Sénéchaussée dans les termes suivants :

*Edict du Roy qui crée un Présidial au Sénéchal
du Puy (1)*

« Louis, par la grace de Dieu Roy de France et
» de Navarre, à tous présantz et à avenir salut.

» Les soins que nous sommes obligés de prendre
» pour soubstenir la guerre contre les principales
» puissances de l'Europe ne nous empêchans pas
» d'avoir l'application nécessaire pour faire rendre
» la justice à nos peuples en pourvoyant en tant que

(1) Mémoires de la Soc. agric. de la Haute-Loire. — T. I. p. 212-218.

» nous est possible à la punition des crimes et
» l'abréviation des procès, nous avons fait pour cela
» diverses ordonnances et réglemans, mais comme
» nous savons que les principales cauzes de la lon-
» gueur des procès et de l'impunité des crimes sont
» ou les différens degrés des juridictions dans les-
» quelles les instances sont portées par la passion
» des parties, ou l'éloignement des Cours supérieures
» qui donne lieu à la violence et à l'opposition, et
» que nostre ville du Puy, capitale du pais de Vellay,
» l'une des principales de nostre province de Lan-
» guedoc, se trouve scituée à cinquante lieues du
» Parlement de Tholose, dans un pais de difficile
» accès qui la rend impraticable pendant divers
» temps de l'année, nous avons creu qu'il n'y avoit
» pas de moyen plus sur pour la faire jouir du
» mesme repos que nous avons procuré à nos autres
» sujetz, que d'y créer un siège présidial pour y
» exercer la justice dans l'étendue du ressort du
» sénéchal qui y est déjà estably.

» Ainsy la difficulté de traduire les prévenus au
» Parlement de Tholose et les fraitz qu'il falloit faire
» pour leur conduite, n'empescheront plus que les
» voleurs publics, les vagabons et les scéléras sujetz
» à la juridiction du prévot ou du présidial par
» concurrence, et qui troublent ordinairement le
» commerce, ne soient punis, et, en incorporant les
» bailliages du Puy et de Montfaulcon à ce siège
» présidial et au sénéchal, nous supprimons quatre

» degrés de juridiction qui s'étoient établis pour
» une mesme instance dans la ville du Puy, et pais
» de Vellay par un abus manifeste et contre l'ordre
» général du Royaume, d'autant plus que par ce
» moyen les parties ne seront pas obligées de s'épuiser
» pour porter au Parlement des procès où il s'agira
» de sommes modiques qui seront jugées par le
» présidial et en dernier ressort au cas de l'édict.

» Et nous pourrions retirer de la vente des offices de
» ce siège ou de l'augmentation de finance de ceux qui
» sont déjà établis, un secours considérable dans
» l'estat présent de nos affaires.

» A ces causes, de l'avis de nostre Conseil, et de
» nostre certaine science, plaine puissance et autorité
» royale, nous avons par nostre présent édict perpétuel
» et irrévocable, créé, érigé et établi, créons, érigeons
» et établissons un siège présidial dans la dite ville du
» Puy à l'instar des autres sièges présidiaux de nostre
» province de Languedoc, — lequel siège présidial nous
» avons uni et incorporé avec le sénéchal de ladite ville
» pour, avec ledit sénéchal et dans l'étendue de son
» ressort, avoir mesme juridiction et cognissance de
» toutes les matières tant civiles que criminelles, en
» première instance, par appel et en dernier ressort
» attribués par nous ou par les Rois nos prédécesseurs
» aux autres Sénéchaussées et sièges présidiaux de
» nostre dite province de Languedoc.

» Voulons que ledit siège présidial soict composé,
» outre le sénéchal, le lieutenant-général civil et

» lieutenant-général criminel, le lieutenant principal
» civil et sept conseillers rappourteurs, deux conseillers
» honoraires et taxateurs des despans, un procureur
» et un avocat pour nous, vingt procureurs et postulans
» et trois huissiers actuellement établis pour ledit
» sénéchal, — de deux présidans présidiaux, d'un
» lieutenant particulier civil, de neuf conseillers laïcs
» dont l'un sera commissaire pour la confection des
» inventaires, d'un conseiller clerc, d'un lieutenant de
» sénéchal de robe courte, d'un advocat pour nous,
» de dix procureurs et six huissiers dont l'un aura la
» qualité d'huissier audiantier, tous les quelz officiers
» nous avons ajoutés au nombre cy-dessus pour
» conjointement avec eux exercer la juridiction prési-
» dialle et sénéchalle; et d'autant qu'il est aussi
» nécessaire d'établir une chancellerie près ledit prési-
» dial de mesme qu'il y en a près les autres présidiaux,
» afin que nos sujetz domiciliés dans l'étendue de son
» ressort puissent commodément avoir toutes les
» expéditions nécessaires de chancellerie aussi bien que
» de justice sans estre obligés de les prendre à l'advenir
» dans la chancellerie établie près nostre Parlement
» de Tholose, nous avons encore par nostre présent
» édict créé et érigé audit siège une chancellerie
» présidiale à l'instar de celles établies en tous les
» présidiaux de nostre province, pour y estre toutes les
» expéditions scellées de cire jaulne d'un scel qui sera
» pour cet effaict fabriqué et composé de nos armes à
» trois fleurs de lis autour duquel seront escrits ses

» mos : Le scel royal du siège présidial du Puy ; — la
» garde duquel demeurera et appartiendra à un nostre
» conseiller garde-scel que nous avons créé en titre
» d'office formé aux mesmes honneurs, autorités,
» prérogatives, prééminences, pouvoirs, assistances,
» rapportz de procès, distribution d'iceux, part au
» épices, et droitz qu'ont nos autres conseillers
» cy dessus créés.

» Laquelle chancellerie sera composée d'un nostre
» conseiller secrétaire audiantier, d'un nostre conseiller
» secrétaire controleur, d'un clerc commis à l'audiance
» pour recevoir les émolumens du sceau, d'un chauffe-
» ciré et deux huissiers, pour par cesdits officiers, tant
» dudit présidial et sénéchal que la dite chancellerie,
» jouir des mesmes droitz, privilèges, prérogatives et
» prééminences dont jouissent pareils et semblables
» officiers dans les autres Sénéchaussées, sièges prési-
» diaux et chancelleries présidiales de nostre dite
» province de Languedoc.

» Auxquels officiers il sera par nous pourveu en
» payant par ceux qui se présanteront pour les remplir
» en nos revenus cazuels les sommes auxquelles lesdits
» officiers seront taxés par les rolles que nous ferons à
» cest effaict arrester en nostre conseil, et ce à l'esgard
» des officiers de ladite chancellerie pour ceste première
» fois seulement, et à l'avenir il y sera pourveu sur la
» nomination de nos très chers et féaux chevalliers,
» chancelliers, gardes des sceaux de France, auxquels
» nous en avons concédé et accordé, concédons et

» accordons ledit droict de nomination et présentation
» avec la finance qui en proviendra, vacation arrivant
» par mort, résignation ou autrement, tout aussi que
» des autres offices de nos chancelleries dont la
» nomination a esté accordée à la dignité de leurs
» charges, ne nous réservant que ladite première
» finance, et pour toujours le marc d'or qui sera payé
» aux mutations, auxquels offices tant du présidial et
» sénéchal que ladite chancellerie, nous avons attribué
» et attribuons les gages cy-après ; sçavoir : au premier
» desditz deux présidans, huit cent livres ; au second,
» six cent livres ; au lieutenant particulier, six cent
» livres ; aux dix conseillers, comprains le conseiller
» Clerc, cent soixante livres chacun, et en outre celui
» qui fera la fonction de Commissaire des inventaires
» quatre vingt livres ; audit lieutenant du sénéchal,
» cent livres ; audit avocat pour nous, cent vingt
» livres ; à nostre dit conseiller garde-scel, cent soixante
» livres ; à l'audiancier et au controlleur chacun quatre
» cent livres ; au clerc commis à l'audience et au
» chauffecire, chacun soixante quinze livres, dont il
» sera fait fond de deux quartiers par chacun an, a
» commencer au premier janvier de l'année prochaine,
» dans les estatz de nos finances de la généralité de
» Montpellier, et payés auxdits officiers sur leurs
» simples quittances.

» Sera en outre ce fond fait en ces estatz des
» charges assignées sur les amendes des juridictions
» royales de ladite généralité augmenté de la somme

» de trois cent livres en considération de ladite
» création. Ordonnons en outre que les droitz du sceau,
» des lettres et autres expéditions qui seront scellées
» en ladite chancellerie seront taxées et payées sur le
» mesme pied que és autres chancelleries présidiales,
» et que le controle et deslivrance en soient faictz
» suivant les réglemens et ordonnances, tarif, ordre et
» usage pratiqués en icelle sans exception ny réserve,
» comme de tout cy en est plus au long expécié et
» exprimé, sans toutes foiz préjudicier aux droitz de
» nos amés et féaux conseillers, secrétaires et officiers
» de nostre grande chancellerie et de nos deux cent
» quarante conseillers secrétaires, lesquelz, se trouvant
» sur les lieux, pourront signer les lettres et expéditions
» présidiales ainsi que de tout temps ils ont à coutume
» et le peuvent faire suivant nos édictz et ordonnances
» que nous voullons et entendons estre gardé et
» observé.

» Avons en conséquence supprimé et supprimons les
» baliages de ladite ville du Puy et de Montfaucon
» que nous avons unis et incorporés audit présidial et
» sénéchal pour avoir pareille juridiction et cognes-
» sance qu'il estoit cy devant attribué auxdits baliages.
» Les officiers desquelz remettront incessamment leurs
» titres devant nostre amé et féal conseiller en nostre
» Conseil d'Etat, le sieur de Lamognion, intendant de
» justice, police et finance en nostre dite province de
» Languedoc, pour estre procédé à la liquidation de
» leur finance et en suite par nous pourveu à leur
» remboursement ainsi qu'il appartiendra.

» Et quant aux procès pandans auxdits baliages du
» Puy-et de Montfaucon, nous les avons évoqués et
» évoquons à nous et à nostre conseil, et iceux renvo-
» yés et renvoyons audit sénéchal et siège présidial du
» Puy pour estre par eux jugés conformément aux
» édictz et réglemens suivant la quantité ou qualité des
» sommes ou des parties, et pour traicter plus favora-
» blement les officiers nouvellement créés par nous, les
» avons dispensés et dispensons de payer le pris
» pendant les années mil six cent quatre vingt dix, mil
» six cent quatre vingt onze et mil six cent quatre vingt
» douze que restent de neuf années portées par nostre
» déclaration.

» Voullons pour cette fois seulement qu'il soit
» procédé à la réception desdits officiers à la dite
» Sénéchaussée, et à l'advenir à nostre Parlement de
» Tholose, comme il est observé par les officiers des
» autres sièges présidiaux de nostre province de
» Languedoc, et, d'autant que les offices des officiers
» dudit sénéchal incorporés dans ledit présidial en de-
» viendraient plus considérables, et de plus grand prix,
» nous voulons qu'ils payent pour supplément de finance
» les sommes auxquelles seront modérément taxés
» suivant le rolle quy leur en sera arrêté à nostre
» Conseil.

» Et, faute par eux de satisfaire au payement desdites
» taxes dans le déllai qui leur sera donné, leurs offices
» seront vendus, et les propriétaires tenus de remettre
» leurs titres devant ledit sieur de Lamognion dans

» trois mois, pour estre procédé à la liquidation de leur
» finance et pourveu à leur remboursement ainsin qu'il
» appartiendra.

» Sy donnons en mandement à nos amés et féaux
» conseillers les geans tenans nostre Cour de Parlement
» de Tholose, que ces présentes ils fassent lire, publier,
» registrer et observer de point en point selon sa forme
» et teneur sans y contrevenir ny permettre qu'il y soit
» contrevenu, nonobstant tous édictz, ordonnances,
» déclarations, coutumes et usages à ce contraires
» auxquelles nous avons expressément dérogé par le
» présent édict, car tel est nostre plaisir.

» Et afin que ce soit chose établie et à toujours, nous
» avons faict mettre scel à ces présentes.

» Donné à Versailles au mois d'octobre l'an de grâce
» mil six cent quatre vingt neuf et de nostre règne le
» quarante septième.

» Signé : Louis.

« Par le Roy : PHILPEAUX ».

CHAPITRE II

FONCTIONNEMENT DU PRÉSIDIAL

§ I. — Organisation

Organisation générale

Par l'édit de 1551, Henri II, ordonnait « qu'en chacun des principaux Bailliages et Sénéchaussées du Royaume il y aurait un Présidial composé de neuf conseillers magistrats pour le moins, y compris les lieutenants généraux et particuliers, civils et criminels » (1).

L'édit de mars 1551 vint compléter celui de janvier en énumérant les villes où seraient établis les sièges nouvellement créés (2). Ces villes étaient au nombre de soixante (3); trente-deux étaient comprises dans le ressort du Parlement de Paris : Abbeville, Amiens,

(1) Jousse, p. VI et 339.

(2) Giffard, p. 6.

Jousse, p. 369.

(3) Laurain, 1895, p. 382.

Angers, Angoulême, Aurillac, Auxerre, Blois, Bourges, Chartres, Château-Thierry, Chaumont-en-Bassigny, Laon, Lyon, Le Mans, Meaux, Melun, Montfort-l'Amaury, Moulins, Orléans, Paris, Poitiers, Provins, Reims, Riom, Saint-Pierre-le-Moutier, Senlis, Sens, Tours, Troyes et Vitry-en-Parthois.

Sept faisaient partie du ressort de Rouen : Alençon, Les Andelys, Caen, Caudebec, Evreux et Saint-Lô.

Neuf ressortissaient du Parlement de Bordeaux : Agen, Bazas, Bordeaux, Brives, Condom, Dax, Limoges, Périgueux et Saintes.

Cinq étaient établis en Bretagne : Nantes, Ploërmel, Quimper-Corentin, Rennes et Vannes (1).

Sept autres dépendaient du Parlement de Toulouse : Béziers, Carcassonne, Castelnaudary, Castres, Nîmes, Toulouse et Villefranche-de-Rouergue (2).

La création de ces sièges nouveaux répondait à une double nécessité : au besoin d'argent, d'abord ; au besoin de réforme, ensuite.

« L'Empereur avoit surprins grand nombre de
» navyres..... à cause de quoy a fallu au Roy faire
» faire vingt huict ou trente galleres et les équipper.
» Les places des frontières estoient ouvertes ; le Roy
» les a faict fortillier et mettre en bon estat de déf-
» fense. A faict aussi faire huict ou neuf pièces de
» grosse artillerie, sans les menues ; faict envitailler

(1) Giffard, p. 6-7. Ces cinq présidiaux furent créés par un édit spécial, rendu à Reims en mars 1551.

(2) Jousse, 2^e partie, p. 15 et suivantes.

» les places et garnir de toutes munitions nécessaires,.... le tout à ses constz et despens » (1).

Les raisons financières, si elles eurent une large part dans la décision du roi, ne furent pas les seules à le déterminer à la création des sièges présidiaux.

La manie de plaider était, à cette époque, devenue générale. Les parties, battues devant un tribunal, interjetaient appel devant un autre et parcouraient de la sorte toutes les juridictions inférieures (2).

Une réorganisation était devenue indispensable ; elle fut accomplie grâce au dévouement du cardinal de Lorraine et du garde des sceaux Jean Bertraud.

Désormais les « présidiaux » devaient connaître en dernier ressort de toutes les causes criminelles, et des affaires civiles « jusqu'à concurrence de 250 livres de principal ou de 10 livres de rente ». A charge d'appel, ils jugeaient par provision tout procès civil n'excédant pas 500 livres de principal ou 20 livres de rente (3).

Le Présidial ne formait d'ailleurs pas un tribunal distinct à côté de la Sénéchaussée ; il s'incorporait à celle-ci pour ne plus composer avec elle « qu'une même compagnie » (4). De cette union intime des

(1) Laurain, p. 373.

(2) id. p. 376.

(3) Everat, p. 2.

Jousse, p. X.

(4) Everat, p. 3.

deux institutions naquit l'expression de « Sénéchaussée présidiale » qui fut employée depuis lors (1).

Le tribunal unique formé par les magistrats de cette « Sénéchaussée présidiale » statuait tantôt comme Sénéchaussée, tantôt comme Présidial, suivant que les affaires dont il avait à connaître étaient de la compétence présidiale ou simplement de celle de la Sénéchaussée.

Cette fusion des deux tribunaux amena dans la suite de sérieuses controverses entre les magistrats présidiaux et les sénéchaux et baillis. Le roi ayant, en effet, décidé que les anciens conseillers et magistrats des Bailliages et Sénéchaussées devraient obtenir de nouvelles provisions pour l'accroissement de leurs pouvoirs et l'augmentation de leurs gages, des conflits nombreux éclatèrent.

Les baillis et sénéchaux, investis par les ordonnances royales des pouvoirs présidiaux, ne parvinrent que fort péniblement à se faire reconnaître comme chefs des nouveaux officiers. Certains de ces derniers, ceux de Carcassonne, par exemple, refusèrent au sénéchal l'entrée en la chambre du Conseil et la présidence de l'audience (2).

Il fallut des lettres patentes du roi pour triompher de l'opposition des magistrats présidiaux. Dans ces lettres il était exposé que le sénéchal pourrait pré-

(1) Giffard, p. 7.

(2) Laurain, 1895, p. 386.

sider tant à l'audience qu'en chambre du Conseil, et qu'il aurait voix délibérative « ainsi qu'il avoit » accoustumé avant l'érection des magistrats prési- » diaulx, et icelle nonobstant tant à la forme d'expédier » les actes et jugeemens faitz es dits sièges en sou- » veraineté et dernier ressort » (1).

L'édit d'érection des Présidiaux, appliqué dès l'année suivante, souleva les protestations du Parlement. Dès le mois de janvier 1551, des remontrances furent faites au roi, qui dut envoyer aux magistrats des lettres patentes, datées du 4 février, leur intimant l'ordre d'enregistrer l'édit.

Le 10, de nouvelles remontrances furent envoyées au prince, le suppliant de révoquer l'édit d'érection ; mais à la suite d'une nouvelle lettre du roi donnée à Ecouen le 14 février, le Parlement dut s'incliner devant la volonté royale et enregistrer l'édit le jour suivant (2).

De justes critiques étaient cependant faites à l'importante et nécessaire réforme d'Henri II. Les uns lui reprochaient de n'être qu'un expédient pour battre monnaie ; les autres de n'avoir pas pris garde à la disproportion des fortunes en fixant uniformément à 250 livres le chiffre de l'appel. D'autres, enfin, demandaient que la réforme fût plus complète et

(1) Mahul, Cartulaire de Carcassonne, T. VI, 1^{re} partie, p. 289, cité par Laurain, 1895, p. 387.

(2) Laurain, 1895, p. 379.

que les justices seigneuriales, dont le nombre et le morcellement étaient réellement exagérés, fussent réunies aux justices royales pour obvier à l'affluence des juges dans une même localité et à la trop grande multiplicité des juridictions (1).

Mais les critiques faites aux édits royaux ne parvinrent pas plus que les remontrances du Parlement à les faire modifier, et les dispositions qu'ils contenaient furent intégralement appliquées.

Trois mois après leur érection, les sièges présidiaux furent pourvus d'une chancellerie, et ce fut encore vainement que le Parlement fit à ce sujet ses doléances au roi, ne pouvant se résoudre à accepter l'établissement de nouvelles charges qui accroissaient la puissance des sièges récemment installés (2).

Les craintes du Parlement étaient d'ailleurs justifiées par les demandes nombreuses que les villes de quelque importance faisaient au roi pour obtenir l'établissement de Présidiaux dans leurs murs.

Les députations se succédaient à la Cour, suppliant le prince d'accorder un Présidial à telle ou telle ville « pour l'évituation par ce moyen des voyages » et frais » qu'entraînaient les « poursuites et defenses » des appellations intentées en cours souveraines ».

L'état des finances publiques étant loin d'être prospère, le roi créait des sièges nouveaux lorsqu'on

(1) Laurain, 1906, p. 389.

(2) Jousse, 2^e partie, p. 66.

lui en demandait l'établissement, et instituait des offices supplémentaires dans les sièges anciens.

Quelques-unes des charges créées de cette sorte étaient d'ailleurs parfaitement inutiles et ne répondaient à aucun besoin réel. Leur seul motif d'existence était la nécessité où se trouvait le pouvoir royal de se créer des ressources financières.

De ce nombre furent les « présidents » établis par Henri II, au mois de juin 1557 (1).

Supprimés par les ordonnances d'Orléans, puis rétablis par l'édit de 1568 (2), les présidents furent encore atteints, en 1582, d'une seconde suppression, et ce ne fut qu'en 1585 qu'ils furent définitivement installés (3). Un édit de septembre 1633 créa même dans chaque Présidial un office de second président (4) qu'une déclaration de 1634 permit de réunir à la charge primitive et à celle de lieutenant général.

Certains Présidiaux eurent alors deux présidents, tandis que d'autres n'en avaient aucun et que quelques-uns n'en avaient qu'un seul. Cette bizarrerie se prolongea jusqu'en février 1705. A cette date, Louis XIV décida, par l'édit de Versailles, qu'il y aurait deux présidents en chaque siège et que le plus ancien prendrait le titre de « Premier Président » (5).

(1) Jousse, p. IX.

(2) Id., p. IX.

(3) Laurain, 1896, p. 89-90.

(4) Jousse, p. IX-X.

(5) Laurain, 1896, p. 90.

Rôle des Présidents présidiaux

Les « présidents » présidaient à l'audience et en chambre du Conseil, mais seulement dans les deux cas de l'édit. Hors de ces cas, ils avaient voix délibérative depuis la déclaration du 4 août 1705 et prenaient place immédiatement après le magistrat qui présidait ; mais, dans quelques sièges, il ne leur était pas permis d'assister aux audiences non présidiales (1).

La distribution des procès présidiaux leur appartenait ; ils pouvaient y procéder seuls dans quelques sièges, avec l'assistance de deux conseillers dans quelques autres.

Ils ne pouvaient rapporter aucun procès et ne devaient participer « ni aux épices, ni aux vacations communes du siège » (2). Jusqu'à concurrence de douze livres, ils taxaient eux-mêmes les épices ; au-dessus de cette somme ils devaient se faire assister de tous les magistrats présents au jugement (3).

Les présidents portaient la robe rouge, privilège qui, dans quelques Présidiaux, appartenait même à tous les officiers (4).

Le second président partageait cet honneur avec le premier, qu'il remplaçait en cas d'absence. Dans

(1) Laurain, 1896, p. 93-94.

(2) Everat, p. 9.

(3) Laurain, 1896, p. 92.

(4) Jousse, p. 220.

la plupart des sièges, le second président devenait le premier lorsque celui-ci venait à mourir ; mais il y eut pourtant des charges de premier président qui se transmirent à de nouveaux titulaires. Ainsi en était-il pour Orléans, en vertu d'un arrêt du Conseil d'Etat, daté du 17 août 1739 (1).

Lorsque les Présidiaux « marchaient en corps aux » enterrements, sépultures et autres semblables actes », les présidents passaient avant les lieutenants généraux et tenaient le « premier lieu d'honneur » (2).

L'édit de 1703 exempta les présidents des droits de franc-fief, de ban et arrière-ban, ainsi que du logement des gens de guerre (3). Mais un édit du mois d'août 1715 leur retira tous ces privilèges postérieurs à l'année 1689 (4).

Rôle des anciens magistrats de la Sénéchaussée

Autour des présidents, on retrouvait dans les Présidiaux tout le personnel des anciennes Sénéchaussées : juge mage, lieutenants, conseillers reparaissaient au Présidial du Puy avec les fonctions qu'ils avaient exercées antérieurement dans la Sénéchaussée.

(1) Laurain, 1896, p. 94.

(2) Everat, p. 9.

(3) Jousse, p. 229.

(4) Id., p. 230.

Ces fonctions avaient été, il est vrai, amplifiées par la nouvelle organisation du siège présidial, mais elles se trouvaient d'autre part réduites et limitées, tout au moins pour les lieutenants généraux, par les attributions des présidents.

Au présidial, en effet, les lieutenants généraux n'avaient la présidence qu'au cas d'absence des présidents. Encore cette prérogative leur était-elle contestée par les lieutenants particuliers, qui voulaient établir à ce sujet une distinction entre les audiences bailliagères et présidiales. Le lieutenant général, qui, de plein droit, présidait les premières, n'aurait pu, d'après eux, présider les secondes (1).

Cette théorie ne fut cependant pas admise, et les lieutenants généraux présidèrent en l'absence des présidents dans les deux cas de l'édit, sauf pour les causes criminelles, qui relevaient toujours du lieutenant criminel (2).

En l'absence des présidents, c'était encore aux lieutenants généraux qu'il appartenait de distribuer les procès civils en état (3); quant aux procès criminels, ils étaient distribués par le lieutenant criminel.

Ce dernier magistrat était compétent au présidial pour les cas prévôtaux ou présidiaux, concurremment avec le prévôt des maréchaux. La compétence de l'un et de l'autre se jugeait au présidial, mais, lorsque le

(1) Laurain, 1896, p. 97.

(2) Id., p. 98.

(3) Id., p. 99.

lieutenant criminel assistait au jugement de celle du prévôt, il ne pouvait donner son opinion s'il avait intérêt à voir proclamer l'incompétence. Si, au contraire, l'affaire enlevée au prévôt devait aller à d'autres juges, il n'était plus tenu de s'abstenir (1).

Les lieutenants particuliers et les conseillers continuaient à exercer dans le Présidial les fonctions qu'ils avaient déjà dans la Sénéchaussée et qui ont été énumérées plus haut. Mais les conseillers virent à plusieurs reprises leur nombre augmenté, par suite de la règle d'après laquelle il fallait sept magistrats pour juger présidialement.

Etablis primitivement au nombre de sept dans chaque Présidial, ils furent bientôt portés par Henri III et ses successeurs à quinze, puis à vingt-trois, si bien qu'il y eut dans quelques présidiaux « plus de juges que de causes d'appel (2) ».

En 1586, deux offices de « conseillers enquêteurs et examinateurs » avaient été établis en plus des charges existant déjà, avec droit pour les titulaires de procéder « à l'exclusion de tous autres aux inventaires, partages et estimations de biens (3) ».

En 1691, Louis XIV y ajouta deux offices de « conseillers vérificateurs et rapporteurs des défauts faute » de comparoir et de défendre (4) ».

(1) Laurain, 1896, p. 276.

(2) Everat, p. 10.

(3) Laurain, 1896, p. 294.

(4) Id., p. 293.

Cette perpétuelle adjonction de nouvelles charges aux anciennes, leur nombre toujours croissant, la diminution des épices et l'insuffisance des gages payés aux magistrats par le pouvoir royal faisaient tomber chaque jour les Présidiaux dans un plus grand état de décadence.

Les charges, complètement dépréciées, ne trouvèrent bientôt plus d'acquéreurs, et les officiers titulaires, appauvris, ne payèrent même plus le droit de paulette pour les transmettre à leurs enfants (1).

On vit au Puy des charges se vendre mille livres, alors qu'on les obtenait difficilement autrefois pour quatorze mille.

Cette décadence des sièges présidiaux au XVIII^e siècle inquiéta à juste titre l'autorité royale. Diverses mesures furent prises pour arrêter et prévenir une ruine prochaine.

En 1740, le chancelier d'Agnesseau songea, le premier, à une réforme. Il ouvrit une enquête dans les différents sièges pour connaître les causes du mal et les moyens d'y remédier (2).

Un édit de juin 1749 supprima les prévôtés royales pour accroître dans les Présidiaux et Bailliages le nombre des affaires qui, chaque jour, se faisaient plus rares.

En 1763, le « Bureau de législation » était établi à

(1) Giffard, p. 75-76.

(2) Id. p. 76.

Paris pour étudier la question, et le juriconsulte Jousse était chargé par les différents Présidiaux de soutenir leurs doléances et de proposer quelques réformes désirables.

Le 23 février 1770, le chancelier Maupeou faisait enregistrer l'édit supprimant la vénalité des charges de judicature, et installait, malgré l'opposition des Présidiaux, les « Conseils supérieurs » d'Arras, Blois, Châlons, Clermont, Lyon, Poitiers, Bayeux, Rouen et Douai (1).

Louis XVI, en montant sur le trône, s'empressa d'abolir les « Conseils supérieurs », mais cette suppression, pas plus que l'élévation du taux de compétence des Présidiaux à 2.000 et 4.000 livres, dans les deux cas de l'édit, n'empêcha le mouvement de ruine de s'accroître.

La déclaration de 1785, l'ordonnance de mai 1788 organisant les « grands bailliages », n'obtinrent pas plus de succès. Mais déjà la Révolution arrivait à grands pas, et Parlements, Présidiaux et Bailliages allaient disparaître du même coup pour être remplacés par une hiérarchie nouvelle.

(1) Everat, p. 139 et suiv.

§ II — Compétence du Présidial

A. — COMPÉTENCE CIVILE

La réforme accomplie par les édits de 1551 portait sur deux chefs : en premier lieu, chaque Présidial connaissait en dernier ressort de toutes les affaires civiles n'excédant pas une valeur de 250 livres en principal ou de dix livres de rente (1).

En second lieu, l'exécution provisoire devenait possible et l'appel n'était plus suspensif pour toutes les causes civiles dont la valeur restait inférieure à 500 livres en principal ou à 20 livres de rente. Le plaideur gagnant devait toutefois, s'il voulait bénéficier de cet avantage, fournir une caution suffisante ou se constituer dépositaire de biens de justice (2).

Néanmoins, les sentences rendues ne devenaient présidiales que lorsqu'elles émanaient de sept conseillers (3) ; au cas contraire, elles restaient susceptibles d'appel.

Au mois de juin 1557, la compétence des Présidiaux fut encore augmentée. Ces tribunaux, qui statuaient jusqu'alors pour le premier chef de l'édit jusqu'à concurrence de 250 livres, le firent désormais jusqu'à concurrence de mille livres. Le taux de leur compétence,

(1) Laurain, 1895, p. 380.

(2) Jousse, p. 6.

Laurain, 1895, p. 380.

(3) Jousse, p. 181.

pour le second chef de l'édit, fut en même temps porté de 500 livres à 1.200 (1).

Ramené une première fois à 250 livres par l'ordonnance de Moulins, le taux de la compétence des Présidiaux en dernier ressort fut fixé à 500 livres par Henri III, en 1580, mais il fut bientôt ramené à 250 livres, et ce chiffre subsista jusqu'au mois d'octobre 1774, où il fut élevé à 2.000 livres en capital ou 80 livres de rente (2).

Compétence en premier ressort

Le Présidial connaissait en premier ressort, et sauf appel au Parlement, de toutes les affaires qui restaient en dehors des deux cas de l'édit, mais il n'en connaissait qu'en tant que Sénéchaussée et non point présidialement.

C'étaient tout d'abord les causes d'une valeur supérieure à 500 livres de capital ou à 20 livres de rente ; c'étaient, en outre, toutes les matières non susceptibles d'estimation, ou qui, bien que certaines et liquides, ne pouvaient recevoir qu'une évaluation d'affection (3).

En effet, les règles de la compétence présidiale ayant

(1) Laurain, 1895, p. 396.

(2) Laurain, 1896, p. 742.

La compétence pour les jugements susceptibles d'appel subit des changements analogues : portée tour à tour à 1.200 et à 1.000 livres, elle fut élevée à 4.000 en 1774, puis supprimée pour tout le royaume en août 1777.

(3) Giffard, p. 29.

été établies d'après la valeur même de l'objet litigieux, il en résultait que toutes les matières inestimables en argent échappaient à la juridiction présidiale.

Il en était ainsi pour l'interprétation des ordonnances et coutumes, les dommages et intérêts dont le taux n'était pas défini, les matières de cens et rentes « emportant lots et ventes, saisines ou amendes », les causes de retrait lignager ou féodal, celles concernant les mineurs, les communautés et les églises, les eaux et forêts, les matières domaniales (1).

Le Présidial ne pouvait encore agir qu'en tant que Sénéchaussée, lorsqu'il s'agissait d'un jugement n'excédant pas le taux maximum du premier chef, mais dont les conséquences avaient une importance plus considérable pour l'état des personnes : s'il s'agissait, par exemple, de la qualité d'héritier.

Connaissant présidialement des dépens et intérêts, fruits ou revenus échus depuis une instance présidiale, il ne pouvait cependant évoquer à lui le principal d'une affaire ou connaître en dernier ressort de l'exécution de ses jugements, qu'ils fussent ou non présidiaux.

Compétence en appel avec exécution provisoire

Il y avait « cas présidial », lorsque la valeur de l'objet en litige était inférieure à 500 livres de capital ou à 20 livres de rente ; mais ici l'édit de 1552 distinguait deux espèces.

(1) Article 3 de l'édit de janvier 1551.

S'agissait-il d'une matière dont la valeur ne s'élevait pas à 250 livres en capital ou à 10 livres en revenu, le Présidial statuait en dernier ressort.

S'agissait-il, au contraire, d'une affaire d'un intérêt plus considérable, il ne jugeait que sauf appel.

Toutes les affaires comprises entre 250 et 300 livres en capital, entre 10 et 20 livres en revenu, n'étaient donc pas tranchées en dernier ressort par le Présidial ; elles l'étaient seulement sauf appel et avec exécution provisoire.

L'existence de ces différents taux, dont dépendait le degré de compétence du tribunal, rendait nécessaire une estimation pour les causes dont l'objet n'était pas « liquide et certain ».

Si l'on se trouvait en présence de baux à ferme ou d'actes authentiques, on s'en rapportait aux énonciations qu'ils contenaient ; à leur défaut, on recourait à des experts pour en déterminer la valeur.

Jusqu'à l'année 1777, l'expertise pouvait être ordonnée d'office par le tribunal ou demandée expressément par les parties ; après cette date, la dernière solution resta seule possible.

L'estimation par experts portait sur la valeur de la chose au jour de la demande ; elle pouvait être remplacée, si les parties le jugeaient préférable, par la « restriction ». On déclarait alors n'entendre « faire » plus grande estime desdits droictz que de ladite

» somme de deux cens cinquante livres tournois pour
» une fois (1) ».

Cette « restriction », réglementée par un édit d'octobre 1554, était définitive, et l'on ne pouvait plus réclamer dans la suite le surplus de la valeur de l'objet litigieux.

La compétence des Présidiaux en appel fut augmentée, en 1700 et 1701, par deux déclarations, aux termes desquelles l'appel des sièges de police, créés en 1699, leur était attribué dans tous les cas où les fonctions de police ne se trouvaient pas réunies aux fonctions municipales, — où, d'autre part, l'usage n'était pas établi de porter directement au Parlement les appels du lieutenant général de police (2).

Ces attributions en matière de police comprenaient jusqu'aux contestations entre artisans. On lit, en effet, dans un arrêt du Conseil du 18 juillet 1677 : « Les présidents du Présidial présideront à toutes les causes qui seront dans les cas de l'édit, même aux contestations particulières entre artisans pour raison de leurs états et métiers, mais seulement s'il ne s'agit point de l'exécution ou contravention aux statuts desdits arts et métiers (3) ».

Etaient encore jugées en appel par le Présidial, les causes sommaires dont le chiffre ne dépassait pas dix livres, — « petites audiences », — et qui étaient jugées

(1) Laurain, 1896, p. 753-754.

(2) Jousse, 2^e partie, p. 151-152.

(3) Laurain, p. 774.

à l'issue de l'audience par les lieutenants généraux (1). Les appels des sentences arbitrales leur étaient attribués par le Grand Conseil, mais le Parlement leur en refusait la connaissance.

Quant aux appels sur les taxes de dépens, ils allaient au Présidial quel que fût leur chiffre, si la taxe émanait d'un « tiers référendaire » ; si elle avait été faite dans une autre justice du ressort, l'appel allait au bailliage, toutes les fois que l'appel de l'affaire ne relevait pas du Présidial (2).

Compétence en dernier ressort

Le Présidial statuait en dernier ressort sur toutes les causes émanant des juridictions inférieures de sa circonscription, lorsque la valeur de l'objet en litige ne s'élevait pas à 250 livres en capital ou à 10 livres de rente.

L'affaire se trouvait alors définitivement réglée, et l'appel au Parlement n'était pas possible.

C'est ici que la réforme accomplie par les édits de 1531 et 1532 présentait son plus grand caractère d'innovation. Jusqu'alors l'appel était toujours admis devant le Parlement, et l'éloignement de ce dernier faisait traîner en longueur les procès les plus simples ; désormais, pour les affaires de valeur peu

(1) Laurain, p. 774.

(2) Id., p. 778.

considérable, le Présidial allait clore le procès sur place par un arrêt de dernier ressort.

Si la question de compétence était soulevée devant lui, le Présidial la tranchait lui-même (1), et ce ne fut qu'en 1777 qu'on songea à limiter cette faculté. A cette date, il fut décidé que le Présidial ne pourrait régler la question de compétence qu'à la demande des parties, et qu'il ne pourrait plus retenir l'affaire pour la juger en dernier ressort comme il pouvait le faire jusqu'alors.

On décida de même, en 1777, que la sentence par laquelle le Présidial se réserverait la connaissance en dernier ressort passerait en force de chose jugée s'il n'en était pas fait appel dans les huit jours de la signification à personne (2).

Mesures d'instruction et demandes incidentes étaient aussi de la compétence en dernier ressort du Présidial, lorsque l'affaire remplissait les conditions requises, mais, pour les demandes incidentes, il n'en était ainsi que si elles étaient formées par le demandeur. Si elles émanaient du défendeur, il fallait en outre qu'elles fussent elles-mêmes dans le premier cas de l'édit.

(1) Jousse, p. 100.

(2) Lauruin, 1896, p. 757.

B. — COMPÉTENCE CRIMINELLE

Au criminel, la compétence du Présidial restait ce qu'avait été celle de la Sénéchaussée dès l'origine ; elle s'étendait en outre aux cas « prévôtaux ».

Cas^o royaux, cas privilégiés et de prévention continuaient à aller en premier ressort devant la Sénéchaussée présidiale, qui connaissait aussi, en appel, des affaires criminelles jugées par les juridictions inférieures.

Nous ne reviendrons pas sur ce qui a été dit plus haut de ces trois cas ; nous examinerons seulement ici ce qu'étaient les cas prévôtaux.

Le cas prévôtal était caractérisé par la qualité des accusés ou par la nature du crime.

Il y avait cas prévôtal en considération de la personne de l'accusé, lorsque celui-ci était un vagabond, un mendiant, ou lorsqu'il faisait partie d'une troupe armée en expédition. Il en était de même pour les gens sans aven, les condamnés à des peines corporelles, au bannissement, à l'amende honorable (1).

Il y avait cas prévôtal en considération de la nature du crime, lorsqu'il s'agissait d'un vol avec effraction, d'un vol de grand chemin, d'une émeute ou d'une sédition populaire, d'un attroupement illicite

(1) Giffart, p. 40.

Laurain, 1896, p. 74-75.

et armé, d'une question de duel ou de fausse monnaie (1).

Le Présidial connaissait de ces divers cas prévôtaux concurremment avec les prévôts des maréchaux, mais avec prévention sur eux.

C. — COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE

I. — *Décadence des attributions administratives*

A l'époque où fut établi le Présidial du Puy, la compétence administrative du siège tendait de plus en plus à disparaître. Les derniers vestiges des attributions de la Sénéchaussée sur ce chef étaient battus en brèche de tous côtés, malgré l'énergie que mettaient à les défendre les magistrats du nouveau tribunal.

Non seulement le pouvoir royal avait amoindri leurs attributions, mais il leur fallait encore lutter contre les empiètements de toutes sortes auxquels ils étaient en proie de la part des administrations voisines.

Dès 1705, les commissaires du diocèse avaient dénié au juge mage lui-même le droit d'assister à l'assiette de la capitation. S'appuyant sur ce que les prédécesseurs de Pons-Gaspard de Pinot avaient négligé cette partie de leurs attributions et n'avaient

(1) Giffard, p. 40.

pas assisté régulièrement à l'assiette, il firent défense à ce juge mage d' « assister à l'imposition et répartition de la capitation » (1).

Ce fut en vain que Pinot protesta contre la prétention des commissaires et fit valoir la tradition constante de l'assistance des anciens juges mages à la capitation, ainsi que la nécessité « qu'il y ait un commissaire du Roy qui assiste aux assemblées qui se tiennent sur le fait de cette imposition, pour veiller à ce qu'il ne se passe rien de contraire aux intérêts de Sa Majesté ». Devant l'obstination des commissaires, il dut adresser une requête au roi.

Après avoir entendu sur ce point le sieur de Basville, intendant de Languedoc, et le sieur Desmarets, conseiller ordinaire de Sa Majesté, le Conseil d'Etat décida, le 21 juillet 1703, que le juge mage de Pinot assisterait « à l'imposition et répartition de la capitation du diocèse du Puy et à toutes les autres délibérations prises sur le fait de cette imposition par les commissaires députés du dit diocèse »,..... « d'autant qu'il serait extraordinaire que les choses se pratiquassent autrement dans ce diocèse que dans les autres de la province » (2).

Le juge mage s'empressa de faire signifier cet arrêt à Antoine Jerphanion, syndic du pays de Velay. L'huissier Tholance, chargé de cette mission, s'en

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 43.

(2) Id. BB. 43.

acquitta le 29 mars 1706, parlant audit Jerphanion, « et en sa personne à Messieurs les trois commis » du présent diocèse » (1).

L'arrêt du Conseil d'Etat assura, pour quelques années, au juge mage le paisible exercice de ses fonctions de commissaire ordinaire des impositions, mais le syndic de Velay et les commis du diocèse recommencèrent bientôt à l'entraver dans l'exercice de son droit.

La lutte se continua jusqu'en 1783. Le syndic obtint alors un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 26 août, ordonnant que l'assiette de la capitation et des vingtièmes serait « faite par les sieurs commissaires » du diocèse, et faisant « défenses à Monsieur le juge » mage d'y apporter aucun trouble ».

L'arrêt n'ayant été rendu contradictoirement qu'avec le juge mage, les magistrats de la Sénéchaussée présidiale soutinrent qu'il ne leur était pas opposable, et protestèrent contre une décision qui portait atteinte au droit des autres officiers appelés à remplacer le juge mage « en cas d'absence, maladie ou autre empêchement ».

Ils s'élevèrent avec force contre une innovation qui prétendait les dépouiller d'un droit exercé par eux « depuis la première assiette de la ville », et firent remarquer « qu'il n'est point d'administration » publique où le roi, pour veiller à ses intérêts, n'ait

(1) Voir aux pièces justificatives, N° XXVII.

» un commissaire, tout comme il n'est point de justice royale où il n'ait un procureur ou un avocat chargé de la même fonction » (1).

Que résulta-t-il de cette protestation ? Les registres du Présidial ne nous le disent point, mais il est vraisemblable que les lieutenants et conseillers ne purent réussir là où le juge mage avait lui-même succombé. Les attributions administratives des magistrats étaient alors en trop complète décadence pour qu'il fût possible de leur rendre leur éclat primitif qu'elles avaient depuis longtemps perdu.

II. — Rôle du Présidial

dans la convocation des Etats Généraux de 1789

Au moment même où le Présidial du Puy allait être supprimé avec toutes les autres institutions de l'ancien régime, la réunion des Etats Généraux du royaume vint lui donner l'occasion d'exercer l'une de ses dernières attributions administratives.

C'était, en effet, par Sénéchaussées et Bailliages qu'étaient convoquées les assemblées chargées de la nomination des députés aux Etats.

Deux ordonnances, du 7 février 1789, ayant accordé à la Sénéchaussée du Puy une députation et ayant

(1) Voir aux pièces justificatives, N° XXVII.

porté de quatre à douze le nombre des députés de la ville à l'assemblée de la Sénéchaussée (1), le juge mage Bonet de Treiches écrivit, le 5 mars suivant, au garde des sceaux de Barentin pour demander qu'il fût attribué à l'assemblée une double députation, ainsi qu'il avait été fait pour quelques assemblées voisines, qui représentaient cependant une population beaucoup moins nombreuse (2).

Cette demande ne fut pas accueillie, et une lettre du garde des sceaux, datée du 16 mars, informa le juge mage de l'impossibilité de doubler la députation de sa Sénéchaussée (3).

La lettre du roi portant convocation des Etats Généraux était parvenue à Bonet de Treiches le 25 février. Elle fixait la réunion de l'assemblée du Puy au lundi 16 mars.

La grande quantité de neige qui recouvrait alors les montagnes du Velay fit craindre au juge mage que cette date ne fût un obstacle sérieux à la réunion, et il écrivit dans ce sens à Paris, le 28 février suivant : « Le courrier qui nous vient de Mende, disait-il dans sa lettre, a couché la nuit dernière dans un bois ; deux de nos huissiers, partis ce matin pour aller à deux lieues d'ici, ont trouvé les mêmes obstacles.... Les grandes routes, et principalement les chemins de traverse, sont

(1) Rioufol, p. 42.

(2) La Sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg, par exemple, comptait à peine 175,000 âmes, tandis que celle du Puy s'élevait à plus de 200,000.

(3) Rioufol, p. 42. (Arch. nat., B a, 70.

obstrués par la neige. J'ai l'honneur, Monseigneur, de vous prévenir, parce que, si le mauvais temps continue, il sera impossible aux huissiers d'aller faire les significations nécessaires.... et les députés ne pourront pas se rendre. (1) ».

Le garde des sceaux approuva ces considérations, et le juge mage, autorisé à retarder la réunion de quelques jours, la fixa au mardi 31 mars.

La séance d'ouverture eut lieu le 31 mars et les travaux continuèrent les 1, 2, 3 et 4 avril. Le Tiers Etat se réunit dans l'église du Collège. Le juge mage Bonet de Treiches y présidait, assisté du procureur du roi Duranson et d'Etienne Guilhanne, greffier en chef de la Sénéchaussée.

Le 2 avril, on procéda à l'élection des scrutateurs et le greffier dut prendre de minutieuses précautions pour empêcher le vote de certaines personnes étrangères à l'assemblée et qui s'étaient introduites dans la salle avec de faux billets. Les trois scrutateurs élus furent Bonet de Treiches, Jamon et Richond, avocats.

L'élection des députés du Tiers eut lieu le 4, dans la chapelle du Collège, à l'aide de « billets d'élection contresignés par M. Guilhanne, greffier en chef (2) ».

Un premier tour de scrutin n'ayant pas donné de résultat, le juge mage ordonna de procéder à un second tour, mais « les gens de la campagne et nombre

(1) Rioufol, p. 42-43.

(2) Id., p. 46.

d'autres se mirent à crier », ne voulant pas rester plus longtemps en séance (1).

Bonet de Treiches eut grand peine à les empêcher de sortir ; il n'y serait pas parvenu sans la garde, « qui avait reçu une consigne sévère (2) ».

Toutefois comme les mécontents se plaignaient de la longueur des opérations du vote, le greffier Guillaume s'offrit à écrire les billets de vote des électeurs peu lettrés et de ceux qui écrivaient trop lentement.

L'assemblée ayant été unanime à approuver cette proposition, il fut procédé à un second tour de scrutin, et Benoit-Régis Richond, avocat à la Sénéchaussée, fut élu député.

L'élection du second représentant du Tiers se fit ensuite sans incident, et le juge mage Bonet de Treiches fut élu.

De son côté, la noblesse avait élu député le marquis de la Tour-Maubourg, et le clergé Monseigneur de Galard, évêque du Puy.

Quant au sénéchal du Puy, Louis de Caillebot de Lassalle, qui aurait dû présider la réunion de la noblesse, il était absent du Puy et avait envoyé sa procuration au marquis de la Tour-Maubourg.

Remarquons, en terminant, que les deux députés du Tiers Etat, Richond et Bonet de Treiches, appartenaient l'un et l'autre au personnel de la Sénéchaussée du Puy,

(1) Rionfol, p. 47.

(2) Id., p. 47.

et que celle-ci donna encore à la Haute-Loire un député à la Convention, Jean-André Barthélemy, avocat, qui fit aussi partie du Conseil des Cinq Cents, un autre membre du Conseil des Cinq Cents, Benoit Richond, avocat, fils du Constituant; et un membre du Conseil des Anciens, Dominique-François Boudinhon, avocat.

§ III. — Conflits d'attributions

Avec le Présidial, les conflits furent aussi fréquents qu'ils l'avaient été jusqu'alors dans la Sénéchaussée.

Dès les premières années de fonctionnement du nouveau tribunal, une grave contestation s'éleva au sujet de la nomination du juge mage.

Conflit entre le lieutenant de Ferrebeuf et les autres magistrats du siège

A Jean de Fillère avait succédé Jean de Pinot, qui fut premier président, juge mage et lieutenant général en la Sénéchaussée. Il mourut en 1697 et fut remplacé dans ses fonctions par son fils Pons-Gaspard de Pinot, seigneur de Montchal, marié quelques années plus tard, le 1^{er} février 1702, à Marie de Colin des Roys (1).

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 41.

Le nouveau juge mage était fort jeune, aussi ses lettres de provision portaient-elles qu'il ne pourrait exercer sa charge dès sa nomination, mais devrait attendre pour cela d'avoir atteint l'âge de vingt-sept ans accomplis (1).

Reçu sans difficulté par le Parlement de Toulouse, il y fut installé par le sieur de Lignac, commissaire député à cet effet. Mais lorsqu'il voulut se faire recevoir à la Sénéchaussée du Puy, il se heurta à l'opposition formelle du lieutenant principal de Ferrebeuf.

Ce fut le 17 décembre 1699 que Pons-Gaspard de Pinot se présenta dans la chambre du Conseil. François-Armand de Colomb de la Tour présidait la séance, ayant à ses côtés Ferrebeuf et Pagès, lieutenants, Joseph de Pons des Ollières, doyen, Bernard de Jalavoux, Peyret de Barges, Denis, Exbrayat de Pralas, Barbon, Chomel, Besset de Bénac, Petit, Peyret de la Terrasse, Bernard de Vertaure et Pélissier, conseillers, Peyret de Rosières et Irailh, conseillers honoraires (2).

Le jeune juge mage annonça à l'assemblée qu'il avait été pourvu de l'office de feu son père et avait été reçu et installé par la Cour de Parlement de Toulouse. Il demanda ensuite que lecture fût faite des provisions du roi et de l'arrêt de réception du Parlement.

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 4.

(2) Id., BB. 4.

Le lieutenant de Ferrebeuf ayant alors pris la parole fit remarquer que les lettres de provision de l'office de juge mage, datées du 12 février 1699, portaient expressément que le jeune magistrat n'aurait « le droit d'exercer et faire les fonctions de ladite charge de juge mage qu'après l'âge de vingt-sept ans accomplis » (1).

Il s'opposa donc à la réception de Pinot en déclarant que celui-ci ne pouvait avoir voix délibérative, ni même être reçu, tant qu'il n'aurait pas atteint l'âge fixé par les lettres royales; qu'il ne devait exercer jusque-là aucune fonction et ne pouvait jouir d'aucun honneur attaché à sa charge.

En présence de cette opposition, le président de Colomb renvoya Pinot et Ferrebeuf devant qui de droit et ordonna que le juge mage jouirait provisoirement de tous les honneurs, profits et émoluments dont jouissait son père (2).

L'année suivante, Pinot obtenait gain de cause. Ferrebeuf avait d'ailleurs d'autres soucis; depuis 1693 il était en disension avec le lieutenant criminel Pradier d'Agrain, le lieutenant Pagès et les conseillers de la Sénéchaussée (3).

Le lieutenant principal reprochait à ces magistrats d'entraver le libre exercice de ses droits; ceux-ci,

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 4.

(2) Id., BB. 4.

(3) Id., BB. 17.

de leur côté, se plaignaient des prétentions de leur collègue.

Ferrebeuf s'était déjà adressé au juge mage de Fillère, dès 1693, exposant les abus qui s'étaient introduits à la Cour, et le tort qui lui était fait par les magistrats, ainsi que par le lieutenant criminel Pradier d'Agrain et le lieutenant particulier Pagès (1).

Ferrebeuf prétendait remplacer le juge mage dans l'exercice de la justice ordinaire civile en cas de maladie, absence ou récusation de ce magistrat, ce qui lui était contesté par le lieutenant particulier et les conseillers. Il se fondait pour cela sur divers arrêts de règlement rendus au Conseil privé du roi, au Grand Conseil ou au Parlement de Toulouse pour divers Présidiaux et particulièrement pour ceux de Languedoc. Il invoquait aussi le règlement général fait au Conseil du roi le 13 septembre 1572, entre les présidents, juges mages, lieutenants principaux, criminels et particuliers, conseillers et autres officiers des Présidiaux du royaume (2).

Se fondant sur un arrêt du Parlement de Toulouse de 1574, rendu pour les Présidiaux de Rouergue, il revendiquait aussi le droit de prendre la place du lieutenant criminel dans toutes les fonctions relevant de sa charge, toutes les fois que celui-ci serait

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 17.

(2) Id.

absent ou empêché. Ce cas se présentait assez fréquemment, car le lieutenant criminel Pradier d'Agrain habitait pendant une partie de l'année son château de Mons, situé à une lieue de la ville et ne communiquant avec elle que par un chemin « presque impraticable en temps d'hyver » (1).

Pendant l'année 1692, le lieutenant principal avait fait quelques procédures en l'absence de Pradier d'Agrain; celui-ci, à son retour de Mons, les avait cassées et annulées « sous prétexte que ledit lieu » de Mons estoit dans les enclaves de l'une des « paroisses de la ville du Puy ». Ferrebeuf demandait qu'un pareil abus ne se pût reproduire et qu'il lui fût loisible d'instruire les procès criminels en l'absence de Pradier d'Agrain.

Il revendiquait également le droit de distribuer les procès dans lesquels le juge mage serait récusé pour cause de parenté ou d'alliance avec l'une des parties, tout au moins lorsque ces procès feraient partie de la juridiction ordinaire. S'ils étaient du ressort du Présidial, il demandait simplement à en faire la distribution au cas d'absence ou de récusation des deux présidents (2).

Les conseillers, de leur côté, se basant sur l'édit d'octobre 1689, et profitant de la complaisance du juge mage, avaient la prétention de remplir toutes

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 17.

(2) Id.

les fonctions en l'absence des titulaires. Ils avaient même obtenu de Jean de Fillère, au mois d'octobre 1692, « certaines conventions qui allaient renverser tous les droits de sa charge » (1).

Ferrebeuf se pourvut devant l'intendant de Languedoc ; il fit deux voyages à Montpellier, y séjourna près de cinq mois, mais ne put rien obtenir (2). Cependant le temps s'écoulait : le juge mage était mort au mois de novembre 1693 et Jean de Pinot l'avait remplacé dans ses fonctions. Ferrebeuf voulut renouveler ses plaintes, mais les conseillers envoyèrent un syndic à Montpellier et le procès s'éternisa. En 1715, Ferrebeuf rédigea une nouvelle supplique :

« Monsieur observera, écrivit-il à l'intendant, que
» cette Compagnie n'est composée de la part des
» conseillers que de gens emportés et à tout entre-
» prendre, et qui ne peuvent pas contenir dans les
» bornes des conseillers rapporteurs, mais qui veulent
» l'emporter sur les officiers en chef qu'ils ne veulent
» pas reconnoître, ne voullant aucune subordina-
» tion » (3).

Répondant ensuite au principal grief des conseillers, il montra par divers arrêts et règlements qu'il était dans son droit en tenant seul l'audience lorsqu'il y remplaçait le juge mage ou le lieutenant criminel. Il

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 17.

(2) Id.

(3) Id.

produisit dans ce sens une attestation des procureurs de la Sénéchaussée et une autre des avocats du même siège.

Attestation des Procureurs (1)

« Nous, soubsignés, procureurs en la Cour de
» Sénéchaussée et siège présidial du Puy, certifions à
» tous qu'il appartiendra que, suivant l'usage de ladite
» Sénéchaussée, Monsieur le lieutenant principal audit
» siège a, en cas d'absence ou maladie de Monsieur le
» juge mage, les mêmes honneurs, prérogatives, avan-
» tages, droitz et emolumens qui sont attribués audit
» juge mage ; qu'il tient les audiences ordinaires de
» ladite Sénéchaussée seul et sans être assisté desdits
» sieurs conseillers de ce siège ; qu'il exécute seul
» tous les appointemens et commissions ordonnées en
» audience, juge en seul les remises des pièces, et fait
» généralement tout ce qu'il dépend desdites audiances ;
» et qu'en cas d'absence, maladie, récusation ou autre
» légitime empêchement du sieur lieutenant criminel,
» ledit sieur lieutenant principal fait toutes les fonctions
» dudit sieur lieutenant criminel, faisant toutes les
» procédures et instructions criminelles dépendant de
» ladite charge et office exclusivement et privativement
» aux autres sieurs officiers dudit siège.

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 17.

» En foy de quoy avons signé le présent certificat
» pour valloir et servir de ce que de raison.
» Fait au Puy, le dix huitiesme jour du mois d'aoust
» mil sept cent seize.
» Liabeuf, doyen; Faure, Brun, Bohet, Chevalier,
» Pichot, Breymand, C. Barthélemy, Peyret, J. Barthé-
» lemy, Breysse, Johany, Gardès, André, Layes Saint-
» Fioland, Loucel ».

Attestation des Avocats (1)

» Nous, advocats en la Sénéchaussée et siège prési-
» dial du Puy, certifions que suivant l'usage que nous
« avons veu toujours observer audit sénéchal Monsieur
» le juge mage tient seul l'audiance audit sénéchal,
» qu'il juge seul les remises des pièces faites à l'au-
» diance qu'il tient, fait les enquestes qu'on procède
» devant lui en la nomination des experts et fait toutes
» les autres commissions émancées de son audiance; et
» que dans le temps de la vacance de l'office de juge
» mage, absence, récusation ou légitime empeschement
» de Monsieur le juge mage, Monsieur le lieutenant
» principal audit siège a les mesmes droits et fait seul
» les mesmes fonctions; et qu'en l'absence ou récusation
» ou légitime empeschement dudit sieur lieutenant
» principal, Monsieur le lieutenant particulier et à son
» absence le plus ancien officier dudit siège fait seul les

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 17.

» mesmes fonctions ; certiffions de mesmes avoir veu
» que Messieurs Pinot, père et fils, juge mages et Mes-
» sieurs Pagès, père et fils, lieutenans particuliers, de
» mesmes que Monsieur de Ferrebeuf à présent lieute-
» nant principal se sont faits assister pendant quelque
» temps au commencement de leur installation par un
» des officiers dudit siège.

» En foy de quoy avons signé ces présentes au Puy
» ce troisieme jour du mois de décembre mil sept
» cent seize.

» Gerphanion, doyen ; Chabanon, Richond, Rome,
» Sordon de Créaux, Chazalet, Irailh, Bergonhon,
» Miallon, Duchamp, Chilbac, Laussac, Dugone, Rous-
» son, Faure, de la Croix, Nicolas de Naves, de Jalletz,
» Mozac, Dolézon, de Rohac ».

Muni de ces deux pièces, Ferrebeuf s'adressa au
Parlement de Toulouse pour être maintenu dans ses
droits et prérogatives et pour faire interdire aux con-
seillers de la Sénéchaussée « d'aller en publicq sans
» estre revestus de leurs robbes de palais et d'y parois-
» tre en habit court comme ils faisaient au grand mes-
» pris de la justice » (1).

Il demandait aussi « qu'il soit fait défenses aux con-
» seillers honoraires de robe courte d'entrer dans
» l'audience ny au conseil avec l'espee, mais en habit et
» manteau décents », (2) priant les magistrats du Parle-

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 17.

(2) Id.

ment de les frapper d'une amende de mille livres et de la suspension de leur charge s'ils persistaient à siéger l'épée au côté.

S'élevant ensuite contre l'habitude prise par les officiers du sénéchal de quitter la chambre du Conseil sans l'autorisation du président, il demandait qu'on les en empêchât, ainsi que de prendre la parole sans y avoir été autorisés.

Claude de Ferrebeuf mourut sans voir terminer son procès ; il fut remplacé dans sa charge de lieutenant principal par son fils François, seigneur de Chambeyrac (1), né en 1678. Celui-ci, de nature plus douce et plus accommodante que son père, vécut en parfaite harmonie avec les différents officiers du Présidial, et l'on ne trouve plus trace de conflit entre les magistrats du siège jusqu'en 1720.

Conflit entre le Juge mage et les Conseillers

En 1720, une contestation assez sérieuse s'éleva entre le juge mage Baillard des Combeaux et les conseillers de son siège.

Ceux-ci commencèrent la lutte, et profitant de la récente installation du juge mage, prétendirent le faire

(1) François de Ferrebeuf, fils de Claude et d'Antoinette Pérrier, épousa, le 22 avril 1721, Françoise Portal, née en 1686, fille de Mathien Portal et d'Anne-Marie Beannoire, et veuve de Jean-André Bertrand, arrière-petit-fils du juge mage. Sa fille, Clotilde de Ferrebeuf, épousa, le 23 février 1743, Georges-Hyacinthe de Monteyremard, lieutenant criminel en la Sénéchaussée.

renoncer à ce qu'ils regardaient comme des abus introduits par ses devanciers dans l'administration de la justice.

Ils avaient compté pour arriver à leurs fins sur l'inexpérience du nouveau titulaire, mais celui-ci se montra, dès l'abord, résolu à leur tenir tête.

Avec une patience et une ténacité que rien ne put lasser, il envoya au Parlement de Toulouse, au procureur général, à l'intendant de Bernage et au chancelier d'Aguesseau de volumineux mémoires appuyés de pièces justificatives, sentences, arrêts de Parlement, arrêts du Conseil privé, lettres patentes.

Tant qu'il occupa la charge de juge mage, il ne cessa de soutenir contre les officiers présidiaux la lutte qu'il avait entamée au début de sa magistrature.

Dès l'année de son installation, Jean Baillard des Combeaux dut intenter un procès aux conseillers de la Sénéchaussée. Ceux-ci, représentés par leur syndic Ignace Pons des Ollières, contestaient au juge mage le droit de tenir seul les audiences, comme leurs devanciers l'avaient contesté jadis au juge mage Jean de Fillère. Ils prétendaient en outre exercer les fonctions d'assesseurs criminels, de commissaires et d'examineurs, et voulaient exiger de Baillard des Combeaux qu'il ne taxât plus les dépens (1).

Celui-ci, considérant l'attitude des magistrats à son égard comme une insulte, se plaignit au chancelier

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 8.

d'Aguesseau et à l'intendant de Bernage (1). Vital Iralilh, ayant obtenu des provisions de conseiller honoraire, y avait fait ajouter la qualité de taxateur des dépens ; le juge mage vit dans cette prétention une nouvelle atteinte à ses droits et refusa d'installer le nouveau titulaire (2).

Les choses allèrent si loin que l'un des magistrats du Puy fut arrêté en juillet 1721. Voici en quels termes l'intendant de Bernage annonça cette arrestation à Baillard des Combeaux :

« A Montpellier, ce 13^e juillet 1721.

« Monsieur,

» Le sieur N. sera traité comme il le mérite, par
» l'ordre que Monsieur le duc de Roquelaure envoie de
» le mettre en prison pendant quelques jours. Son
» procédé est tout à fait extraordinaire et je ne
» comprends pas comment ses confrères ont pu
» prendre son parti. Il faut espérer que cet exemple le
» contiendra à l'avenir et que les autres se comporteront
» avec la prudence qui doit régler toutes les actions
» d'un homme en place.

» Je suis, Monsieur, votre très humble et très
» obéissant serviteur.

» DE BERNAGE » (3).

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 8.

(2) Id., BB. 5.

(3) Id., BB. 9.

Un mois plus tard, le juge mage recevait la lettre suivante du procureur général du roi près le Parlement de Toulouse :

« Monsieur,

» Le procès-verbal que vous avez dressé contre les
» officiers de votre siège, de même que le mémoire
» envoyé contre vous par le syndic des mêmes officiers,
» m'ont été renvoyés par Monsieur le Chancelier afin
» que je tache de vous concilier ensemble ; et cependant
» il m'importe de savoir si vous estes en estat de
» prouver le contenu en votre verbal, parce qu'en ce
» cas j'écrirai au syndic des officiers de se rendre ici
» pour me rendre compte de l'entreprise commise
» contre vous. Si, au contraire, vous ne pouvez pas
» établir la preuve des mauvais traitements, il seroit
» inutile de faire venir ici aucun des officiers contre
» lesquels vous vous plaignez.

» Ils se plaignent contre vous de ce que, quoy que
» vous ne soyez pas en droit de tenir l'audience en
» seul, vous le faites pourtant, et de ce que, au lieu
» d'appointer à écrire, vous ordonnez sur toutes les
» matières des remises de pièces pour les juger en
» seul, et pour les priver par là d'avoir part aux
» épices, et de ce que vous taxez les dépens au préju-
» dice des conseillers taxateurs, et de ce que dans
» les affaires présidiales vous vous distribuez des
» procès.

» Il est nécessaire que vous m'envoyez les preuves
» du droit que vous avez d'en user ainsi, afin que
» j'examine qui de vous a tort et que je puisse vous
» régler.

» Je suis avec estime, Monsieur,

» votre très humble et obéissant serviteur.

« LE MAZUYER.

» A Toulouse, ce 25 août 1721 » (1).

Le juge mage ne put trouver aucun témoin parmi les magistrats de la Sénéchaussée pour établir la véracité de ses dires; aussi le chancelier d'Aguesseau écrivit-il au procureur général de l'engager à retirer sa plainte (2). Celui-ci s'acquitta de sa mission dans une lettre datée du 29 décembre 1721, par laquelle il faisait savoir à Baillard des Combeaux qu'il était inutile de maintenir sa poursuite, s'il ne pouvait fournir deux témoins attestant le bien fondé de sa demande. « Vous ne pouvez douter, lui disait-il, qu'un procès-verbal fait par un officier contre un autre ne fait aucune foi s'il n'est attesté de deux témoins » (3).

Le procureur général engageait donc le plaignant à abandonner l'affaire et souhaitait en terminant que ces « contestations finissent par la voie de la douceur ».

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB, 9.

(2) Id.

(3) Id.

Il n'en fut rien. Requêtes et mémoires continuèrent à se succéder, et, en 1726, le juge mage envoyait à Toulouse un volumineux dossier de pièces dont voici le détail : (1)

1^o Deux arrêts du Parlement de Toulouse en date des 13 septembre 1540 et 9 octobre 1541, servant de règlement à la Sénéchaussée de Nîmes ;

2^o Lettres patentes de Charles IX, données le 13 septembre 1572, et interprétant les édits sur les Présidiaux ;

3^o Arrêt de règlement du Parlement de Toulouse du 7 avril 1616 ;

4^o Autre arrêt du 22 mars 1619 ;

5^o Sentence arbitrale du 5 mai 1622 ;

6^o Arrêt du Conseil privé du 15 mars 1632 ;

7^o Autre arrêt du même Conseil en date du 20 juin 1634 ;

8^o Arrêt de Toulouse du 16 février 1665 ;

9^o Arrêt de règlement du 30 juin 1682 ;

10^o Arrêts du Conseil privé des 31 mars 1683, 15 octobre 1705, 13 septembre 1719, etc....

A ces pièces était joint un mémoire où le juge mage exposait ses prétentions : droit de faire la distribution générale des procès civils de la juridiction ordinaire, droit de prendre par préciput un

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 10.

procès sur la masse de ceux à distribuer, d'exécuter les commissions et même celles de la juridiction présidiale, de répondre les requêtes qui n'étaient pas dans les cas des édits présidiaux, de faire l'ouverture des audiences et de recevoir le serment des procureurs et avocats, enfin de présider à l'élection des consuls et à la reddition de leurs comptes (1).

Le mémoire ajoutait ensuite : « Le sieur des Com-
» beaux, juge mage, ne se persuade pas que ses
» parties se soient mis dans la tête qu'elles viendront
» à bout de lui ôter tous les droits utiles et hono-
» rifiques de sa charge sans tiltre ni ombres de
» raison, et de faire de leur chef un vray phan-
» tome inutile.

» Ce projet est trop insensé ; il ne les croit pas
» aveuglés jusques à ce point ; mais leur vray des-
» sin est de le fatiguer, de le distraire de ses affaires
» par leurs insultes, leurs chicanes ; de lui faire
» consommer son temps en voyages et autres dé-
» penses ; étant vint contre un il ne leur en couste
» rien.

» Il se flatte que leur témérité inouye ne restera
» point impunie et que, dès que Monseigneur l'In-
» tendant à la vigilance du quel rien n'échappe aura
» seulement jeté les yeux sur les pièces cy-jointes,
» il aura la bonté d'en rendre compte au Roy et à
» son Conseil, et de faire ordonner une peine pro-

(1) Arch. Jép. Haute-Loire, BB. 8.

» portionnée aux dommages qu'elles lui ont causé
» par leurs menaces, insultes qu'elles lui ont fait,
» le trouble qu'elles ont apporté à ses fonctions, les
» procès qu'elles lui ont suscité et qui continuent
» depuis six ou sept ans sans aucun relasche. Il
» l'espère avec d'autant plus de raison qu'il ne souffre
» cette persécution que pour la justice et pour avoir
» exercé sa charge avec exactitude et fermeté, avoir
» mis la police dans le palais, et avoir obligé sans
» acception de personne les magistrats à subir les
» loix de la justice pour le payement de leurs
» deptes.

» Personne, avant qu'il fut en charge, ni huissier,
» ni procureur, ne voulait occuper contre eux..... ».

« La plupart des officiers sont ignorans qui passent
» leur temps aux cabarets et dans la débauche; il
» est absolument nécessaire de réprimer la pétulance
» qu'un tel genre de vie produit de luy-même » (1).

Jean Baillard des Combeaux ne fut pas plus heureux que le lieutenant principal de Ferrebeuf; il mourut, comme ce dernier, sans voir l'issue de ses nombreux procès avec les officiers de la Sénéchaussée. Il avait eu de sa femme, Anne de Charbonnel, un fils Jean-Marcelin, qui lui succéda dans sa charge en 1733.

Avec lui, les difficultés s'aplanirent: conseillers, lieutenants et juge en eurent bientôt fait de se mettre d'accord sur les points litigieux, et les discus-

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 8.

sions cessèrent entre les titulaires des différents offices.

L'entente fut d'autant plus facile que les anciens officiers avaient en partie disparu. Le lieutenant criminel Charles Exbrayat de Pralas avait eu pour successeur Jean de Laval, vicomte de Beaufort, natif de Celleneuve près Montpellier, et par conséquent étranger à toutes les vieilles querelles de la Sénéchaussée. Le lieutenant particulier, Pierre Pagès avait été remplacé par Jean-François-Armand Bergonhon de Rachat qui était, par sa mère, l'arrière-petit-fils du juge mage Bertrand. Les conseillers en fonctions étaient Jean Chomel, Pierre Peyret, de Bénac, Livinhac, Ignace Pons des Ollières, de Champétières, Vivier, Jean-François de Brunel d'Allentin et Marcelin Calémard de La Fayette (1).

Les charges d'avocat du roi et de procureur du roi étaient occupées par Ambroise Savoye et Gabriel Berthon de Fromental.

Jean-Marcelin Baillard des Combeaux ne conserva la charge de juge mage que pendant quatre années ; il fut remplacé, en 1737, par Louis de Laval, vicomte de Beaufort et baron d'Arlempde, né le 3 novembre 1703 (2).

Dès l'entrée en fonction de Louis de Laval, les lieutenants et conseillers témoignèrent du désir qu'ils

(1) Arch. dép. — Registres de la Sénéchaussée.

(2) Arnaud, T. II., p. 443. — Arch. dép. Haute-Loire, BB. 49.

avaient de régler à l'amiable les questions délicates qui avaient troublé si longtemps les esprits.

Le mercredi 30 juillet 1737, les officiers de la Sénéchaussée se réunirent en chambre du Conseil pour arrêter d'un commun accord quelques dispositions à ce sujet (1).

Ils décidèrent qu'il serait fait une bourse commune de la totalité des épices des procès jugés par la Cour, en séance ordinaire ou présidiale, et qu'il serait choisi parmi eux un receveur des épices, chargé d'inscrire sur un registre les noms des officiers siégeant dans chaque affaire et la taxe fixée.

Ce receveur rendrait compte de sa gestion à la fin de chaque semestre et payerait à chacun ce qui lui reviendrait d'après le tarif suivant : une part à chaque conseiller, une part et un quart au doyen et au lieutenant particulier, une part et demie au lieutenant principal et six parts au juge mage.

Ces comptes seraient arrêtés par le juge mage, le syndic des conseillers et un autre officier désigné par la compagnie. Il serait fait mention sur le registre de ce qui reviendrait à chacun, et les signatures seraient apposées à la suite, pour tenir lieu de quittance.

Aucune somme ne pourrait être retirée de cette bourse commune, sous quelque prétexte que ce fût, sans l'assentiment unanime des officiers.

La part du juge mage, en cas d'absence de ce magis-

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 20.

trat, appartiendrait au lieutenant principal ; celle du lieutenant principal au lieutenant particulier. Quant aux conseillers absents, ils seraient privés de leur part. Les divers magistrats de la Sénéchaussée ne pourraient d'ailleurs être réputés absents que s'ils restaient hors de la ville pendant deux mois entiers, sans y comprendre la période du 14 septembre au 11 novembre de chaque année, qui était celle des vacances.

Tous les officiers seraient tenus d'assister régulièrement, tous les lundis et jeudis de l'année, à l'audience présidiale, et tous les mercredis et samedis au Conseil où se jugeraient les procès par écrit. Ces audiences et conseils se tiendraient à huit heures du matin depuis Pâques jusqu'au 13 septembre, et à neuf heures depuis la Saint-Martin jusqu'à Pâques.

Tout magistrat qui n'assisterait pas à l'une de ces réunions serait frappé d'une amende de dix sous, à l'exception du juge mage, et nulle raison d'absence, de maladie ou d'affaire ne serait admise comme excuse. Un registre coté, paraphé et signé par le juge mage relaterait à cet effet le nom des magistrats présents auxquels devrait être distribué à la fin de chaque semestre le produit des amendes payées par les absents (1).

Cette délibération, transcrite sur les registres de la Sénéchaussée, fut signée du président Colomb de la Tour, du juge mage de Laval, du lieutenant principal de Ferrebeuf, du lieutenant particulier Bergonhon de Rachat et de tous les conseillers du siège.

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 20.

CHAPITRE III

HISTORIQUE DU PRÉSIDIAL

§ I^{er} — Le Présidial de 1689 à 1768

L'édit de création du Présidial du Puy fut envoyé à Toulouse sitôt après sa promulgation, et il en fut donné lecture au Parlement par le greffier en chef, le 21 novembre 1689. Il fut enregistré à la Sénéchaussée du Puy le 25 janvier 1690, à l'audience du matin, présidée par le juge mage de Fillère, assisté du lieutenant principal de Ferrebeuf, des conseillers Bernard, Brunel, Peyret, Denis, Mombrac et Barret, et des conseillers honoraires de Glavenas et de Mombreuil (1).

L'avocat du roi, Antoine Sahuc, déclara avoir reçu copie de l'édit du roi et de la procuration faite à Paris à Antoine Artus de Deschicus, écuyer, seigneur de Luzy, contenant pouvoir de vendre les offices nouvellement créés au Présidial ; il en requit ensuite lecture, publication et enregistrement (2).

(1) Arch. dép. Haute-Loire. — Registre de la Sénéchaussée, 1690.

(2) Id.

Le juge mage ordonna que le conseiller Barret se transporterait à Montfaucon, pour y recevoir les archives du bailliage et les faire parvenir à la Sénéchaussée; il fit donner lecture de l'édit et de la procuration par le greffier du sénéchal, et en ordonna l'enregistrement sur les registres de la Cour.

Après cette lecture, Mathieu Gévolde, procureur fiscal en la Cour Commune du Puy, vint déclarer au nom de l'évêque Armand de Béthune, qu'il ne s'opposait nullement à l'établissement du siège présidial, pourvu toutefois que l'on respectât les clauses de l'acte de paréage de 1307, autorisant les officiers de l'évêque du Puy à connaître « de toutes matières, tant civiles que » criminelles ou de police, mesme les cas royaux, et à » faire les inventaires dans la ville et territoire dudit » Puy suivant ledit paréage » (1). Cette déclaration, appuyée par Maurice Peyret, procureur du roi à la Cour Commune, fut jointe au procès-verbal sur l'ordre du juge mage, et l'on inscrivit à sa suite le « Rolle des » sommes que le roy en son Conseil royal des finances » avait ordonné estre payées pour les présidans, lieu- » tenans généraux civils et criminels, lieutenans » particuliers assesseurs, conseillers, advocats et procureurs de Sa Majesté, et greffiers des sièges » présidiaux, bailliages, sénéchaussées ressortissans » es cour supérieure de la province de Languedoc » (2).

(1) Arch. dép. Haute-Loire. — Registre de la Sénéchaussée, 1690.

(2) Id.

Les officiers du siège présidial du Puy figuraient dans cette liste pour la somme de cinq cents livres, avec exemption des tailles pour chacun d'eux et dispense de loger les gens de guerre.

Dès que ces diverses pièces furent enregistrées, on commença à distribuer les nouvelles charges à ceux qui en firent la demande. Le premier titulaire pourvu de son office fut Claude Exbrayat de Pralas, conseiller garde-scel. Ses lettres de provision, datées du 11 mai 1690, furent enregistrées à Paris le lendemain, 12 mai, et au Puy, le 13 juillet suivant.

Le juge mage, après s'être assuré que le sieur de Pralas avait prêté le serment requis devant l'intendant de Lamoignon, commis à cet effet par le chancelier de France, à la date du 13 mai 1690, ordonna l'enregistrement des lettres du roi, de la commission donnée à Lamoignon par le chancelier Boucherat et de l'acte de prestation de serment du nouveau titulaire (1).

Huit jours plus tard, le 21 juillet 1690, la Sénéchaussée du Puy enregistrait les provisions de Grégoire Vigueau, pourvu d'un office d'huissier en la chancellerie du nouveau Présidial; et le lundi suivant, 24 juillet, Antoine Hostenc déposait à son tour devant le juge mage des provisions en date du 28 mai, lui conférant la seconde charge d'huissier en la chancellerie (2).

La Sénéchaussée eut ensuite à enregistrer les provi-

(1) Arch. dép. Haute-Loire. — Registres de la Sénéchaussée, année 1690.

(2) Id.

sions de Louis de Barbon, conseiller, nommé à l'un des nouveaux offices ; de Claude-Dominique Brunel, pourvu de l'office de procureur exercé par son père, Antoine ; de Gaspard Tholance, premier huissier audiencier ; de Claude Arnaud, Pierre Bonnet et André Maschabert, huissiers ; de Louis Falcon, Claude Fayolle, Pierre Péliissier, procureurs ; de Claude-Dominique de Polaillon, nommé conseiller honoraire, en remplacement de son père, Claude de Glavenas (1).

Le roi nomma, le 29 septembre 1690, à l'office de premier président au Présidial du Puy, le juge mage Jean de Fillère, qui versa pour la finance de sa nouvelle charge la somme de dix mille six cent quarante-quatre livres.

Les autres offices du Présidial furent répartis de la façon suivante (2) :

Second président : François de Colomb de la Tour ;

Lieutenant particulier : Pierre Pagès ;

Conseillers : Antoine Chomel, Louis de Barbon, Louis de Mialhet s^r de la Borie, Reymond Peyret, Claude-Dominique de Polaillon s^r de Condros ;

Lieutenant de robe courte : Pierre de Noyer d'Ozon ;

Conseiller clerc : Jacques Genestet, chanoine ;

Conseiller garde-seel : Claude Exbrayat de Pralas ;

Avocat du roi : Antoine Fornel ;

Substitut du procureur du roi : Jacques-Paul Borie.

(1) Arch. dép. Haute-Loire. — Registres de la Sénéchaussée, année 1690.

(2) Id., BB. 36. — Lettres de provision.

Voir aux pièces justificatives, N° XXIII.

A dater de la création du Présidial, les titulaires de l'office de juge mage ne restèrent pas fort longtemps en fonctions.

Jean de Fillère, successeur de son père Marcelin dans cette charge, étant mort au mois de novembre 1693, avait été remplacé par Jean de Pinot s^r de Montchal. Celui-ci ne resta que trois ans à la tête de la Sénéchaussée; il mourut en 1697. Son jeune fils, Pons Gaspard, devint après lui « juge mage, lieutenant général et président au sénéchal et Présidial du Puy ».

Sous la magistrature de ce dernier, la charge de lieutenant criminel fut exercée par Charles Exbrayat de Pralas s^r de Rosières, et celle de lieutenant particulier par Pierre Pagès de l'Herm; François de Colomb de la Tour continua à remplir les fonctions de président au Présidial, et les sièges de conseillers eurent pour titulaires: Ignace Mombrac, Louis de Barbon, Jean Chomel, Hector Petit, Louis du Lac, Jean Bernard de Vertaure, Reymond Peyret, Pierre Peyret, Jean-François de Brunel d'Allentin.

Le procureur du roi était alors Antoine Chabanacy; l'avocat du roi, Ambroise Savoye.

Pendant que Pons-Gaspard de Pinot occupait le siège de juge mage, le sénéchal François-Alphonse de Chaste mourut en 1710 et fut remplacé par son fils, François-Charles-Ferdinand, qui conserva cette charge jusqu'en 1741 (1).

(1) Arnaud, T. II, p. 477.

Pinot, de son côté, ne tarda pas à être remplacé par Jacques Genestet de Séneujols, baron de Montbonnet, Mirmande et Grateloup, fils de Claude-Dominique Genestet de Séneujols et de Marguerite Jacquet.

Le nouveau juge mage avait épousé, le 24 août 1715, dans la chapelle du château de Maubourg, Marguerite de Fay de la Tour-Maubourg, fille de Jacques et d'Eléonore de Dio, et sœur du Maréchal de France (1).

Installé le 24 mai 1717, Jacques Genestet (2) vendit deux ans après, le 13 octobre 1719, sa charge de juge mage à Jean Baillard des Combeaux, ne se réservant que le siège de premier président.

La vente eut lieu devant Jacques Rochette, notaire royal et apostolique du Puy, pour la somme de 40.000 livres (3).

Trois ans plus tard, en 1722, Genestet vendait pour 13.000 livres sa charge de président à Jean de Laval d'Arlempde. Il achetait peu après le marquisat de Nêrestang, les terres de Saint-Didier, Aurec et Oriol, et mourait d'apoplexie le dimanche 22 décembre 1754, à dix heures du matin.

Jean Baillard des Combeaux, s^r de Lapte et de Champseauve, était fils de Marcelin Baillard, écuyer, s^r des Combeaux, et de Marie Ferrier, et petit-fils

(1) Archives de la Diana, Montbrison.

(2) Jacques Genestet blasonnait d'azur au cœur ailé d'or. — Ses lettres de provision sont datées du 30 avril 1716.

(3) Arch. dép. Haute-Loire. — Minutes de Rochette, 1719. Voir aux pièces justificatives, N° XXV.

Id., BB. 5.

de Jean Baillard des Combeaux et de Florence de Pinot (1). Il avait épousé, le 8 janvier 1696, Anne de Charbonnel du Betz dont il eut dix enfants, parmi lesquels Marcelin, qui lui succéda comme juge mage en 1733, et épousa, le 6 juin 1736, Louise-Madeleine de Troussebois, fille de Jean-Louis de Troussebois et de Magdeleine de Cherville.

Pendant les dix années de sa magistrature, Jean Baillard des Combeaux eut à soutenir contre les officiers de la Sénéchaussée les interminables conflits dont il a été question plus haut.

Son fils, Marcelin (2), qui n'occupa que pendant quatre ans la charge de juge mage, parvint à ramener la concorde parmi les magistrats du siège, et, lorsque Louis de Laval vint le remplacer en 1737, il trouva les esprits apaisés et n'eut aucune peine à conclure avec les divers officiers un arrangement définitif qui, depuis des années, était devenu nécessaire.

(1) Le juge mage Baillard des Combeaux portait : d'or à trois palmes de sinople.

(2) La famille du juge mage Baillard des Combeaux eut cinq de ses membres guillotins à Paris pendant la Terreur :

Sa fille, Louise-Madeleine, née à Cherville (Ardèche), en 1737 ;

Ses deux fils, Jean-Jacques Baillard des Combeaux, comte de Troussebois, ancien colonel du régiment de Savoie-Carignan et maréchal de camp,

Jean-César-Ferdinand Baillard, dit le chevalier de Cherville, ancien chef d'escadron du régiment de Languedoc,

Furent condamnés à mort par le tribunal révolutionnaire, le 19 pluviôse an II et exécutés le même jour.

Le mois suivant, 25 ventôse an II, la fille de Jean-Jacques Baillard, Armande-Louise-Victoire-Amédée, âgée de dix-huit ans, et son mari, Charles Regnault de Bellescize, furent condamnés et guillotins à Paris.

L'acte fut rédigé le 30 juillet 1737, et régla tous les points en litige de manière à satisfaire toutes les parties en cause.

A la suite de cet arrangement les divers officiers de la Sénéchaussée exercèrent leurs fonctions sans incidents jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Aussi ne trouve-t-on plus dans leurs registres que la nomination et l'installation des nouveaux officiers.

C'est ainsi, qu'à la date du 25 février 1741, nous voyons les lettres patentes données à Versailles par Louis XV et par lesquelles Georges-Hyacinthe de Monteyremard, fils de Jean Gaspard, procureur ès-cours du Puy, est pourvu de l'office de lieutenant criminel en la Sénéchaussée.

A la date du 15 juillet suivant, figure l'installation de ce magistrat et sa réception officielle.

Le 22 mai 1748, Georges Richiout d'Adiac fait à son tour enregistrer des provisions, en date du 10 du même mois, aux termes desquelles il est nommé conseiller honoraire au sénéchal du Puy.

Enfin, le 4 janvier 1752, François-Charles-Ferdinand de Clermont de Chaste est remplacé dans la charge de sénéchal par son gendre, Louis de Caillebot, marquis de la Salle, lieutenant général des armées du roi.

La Sénéchaussée se composait alors des officiers suivants (1) :

Sénéchal : Louis de Caillebot ;

Premier président et juge mage : Louis de Laval ;

(1) Arnaud, T. II, p. 311-312.

Second président : Jean-Baptiste de Brunel de Bonneville (1) ;

Lieutenant principal : François de Ferrebeuf ;

Lieutenant particulier : Jean-François-Armand Bergonhon de Rachat ;

Lieutenant de robe courte : Jean-François Rome de Lavalette ;

Lieutenant général d'épée : André-Dominique Denis ;

Conseillers : Ignace Pons des Ollières, Marcelin Calemard de La Fayette, Jean-François Brunel d'Alentin, Champetières, Vivier, Jean-Baptiste-Antoine Beaud et Chomel de Chazelles ;

Avocat du roi : Ambroise Savoye ;

Procureur du roi : Gabriel Berthon de Fromental.

Cependant on réclamait partout la réforme des Présidiaux et des Bailliages et Sénéchaussées. Les charges de judicature continuaient à perdre de leur valeur et les acquéreurs ne se présentaient plus pour les lever.

Les principaux griefs contre l'organisation judiciaire étaient :

- 1^o Le discrédit des offices présidiaux ;
- 2^o Le nombre exagéré des charges et des tribunaux ;
- 3^o La restriction trop grande de leur compétence ;
- 4^o La mauvaise division des ressorts judiciaires.

Les Présidiaux réclamaient, en outre, comme un

(1) La charge de Brunel de Bonneville avait appartenu auparavant à Jean-Joseph Bérard, s^r de Ville.

moyen propre à rétablir la valeur des offices, l'attribution de la noblesse aux magistrats suivant certaines conditions d'exercice.

Les plaintes des uns et les doléances des autres amenèrent le roi à supprimer un certain nombre de sièges présidiaux, et la ville du Puy se trouva du nombre de celles qui en furent dépouillées (1).

§ II. — Le Présidial de 1768 à 1789

L'édit de suppression du siège présidial du Puy, en 1768, invoquait tout d'abord les doléances des Etats provinciaux de Languedoc. Ceux-ci demandaient, en effet, que « les Sénéchaussées de la province » fussent rétablies « dans leur dignité primitive » (2).

« Nous avons donc cru, disait l'édit de 1768, devoir faire une nouvelle division de ladite province en six Sénéchaussées qui la comprendront tout entière » (3), la réduction du nombre des sièges et des officiers ayant paru être le seul moyen de rendre leur importance aux tribunaux de Languedoc.

Si, d'une part, le nombre des Sénéchaussées était ramené à six, celui des Présidiaux était réduit à trois, d'après la nouvelle organisation : Toulouse, Béziers et le Puy perdaient leur Présidial pour ne conserver

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 1

Voir aux pièces justificatives, N° XXVI.

(2) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 6.

(3) Id.

que leur Sénéchaussée; Limoux, Castres, Castelnaudary, perdaient leur siège de sénéchal; Nîmes, Montpellier et Carcassonne gardaient seules les doubles pouvoirs sénéchaux et présidiaux.

Quant au personnel de chaque tribunal, l'édit en fixait le dénombrement de façon très précise, voulant éviter que le trop grand nombre d'officiers amenât, comme par le passé, la dépréciation des charges.

Le siège du Puy devait se composer d'un sénéchal d'épée, d'un juge mage lieutenant général, d'un lieutenant criminel, d'un lieutenant principal, d'un lieutenant particulier, de dix conseillers, d'un avocat du roi, d'un procureur du roi et d'un greffier civil et criminel (1).

Les autres offices existant au moment de l'édit devaient s'éteindre seulement au décès de leur titulaire ou à sa résignation.

La compétence de dernier ressort des Sénéchaussées, non présidiales, était fixée à 100 livres; celle des Sénéchaussées présidiales à 500.

La noblesse était attribuée à tout titulaire d'une charge de lieutenant principal ou particulier, conseiller, avocat ou procureur du roi, pourvu qu'il eût exercé ses fonctions pendant dix années consécutives; s'il les avait remplies pendant trente ans, il conservait le privilège de noblesse même après sa sortie de charge.

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 6.

Les juges mages et lieutenants criminels jouissaient de la noblesse du jour de leur entrée en fonctions, et la conservaient leur vie durant, s'ils avaient exercé leur charge pendant vingt ans au moins.

La noblesse devenait héréditaire pour les officiers qui, pendant trois générations, avaient rempli l'une des fonctions désignées par l'édit et étaient morts dans l'exercice de leur charge. Cette faveur était même accordée du vivant du troisième titulaire, pourvu qu'il résignât sa charge après dix ans d'exercice en faveur de son fils.

La finance des officiers au siège du Puy était fixée par l'édit de 1768 à :

- 6.000 livres pour les conseillers ; .
- 8.000 livres pour l'avocat du roi ;
- 10.000 livres pour le procureur du roi ;
- 16.000 livres pour le greffier.

Le roi se réservait de fixer postérieurement la finance des lieutenants et du sénéchal, après la liquidation des finances antérieures. Il interdisait de la façon la plus formelle la vente d'un office à un prix supérieur à celui fixé par l'édit et frappait de nullité tout acte qui contreviendrait à cette prescription.

Hâtons-nous d'ajouter que l'édit de 1768 ne fut jamais exécuté et que le Présidial du Puy fut rétabli presque aussitôt devant les protestations des magistrats, des habitants du Puy et de tout le diocèse. Le Parlement de Toulouse, saisi des réclamations des intéressés ainsi que de celles des autres villes de son

ressort, fit remarquer les inconvénients et les dangers d'une suppression aussi peu justifiée, et l'édit fut rapporté sans avoir jamais reçu aucune application.

Le Présidial continua donc à fonctionner et les officiers du siège restèrent en possession de leurs charges. Ils étaient alors au nombre de dix-sept :

Sénéchal : Louis de Caillebot ;

Premier président et juge mage : Louis de Laval ;

Second président et lieutenant criminel : Louis-Gabriel Brunel de Bonneville ;

Lieutenant principal : Antoine-François-Mathieu Roche de Pouzols ;

Lieutenant particulier : Jean-François-Armand Bergonhon de Rachat ;

Conseillers : Gabriel Balme de Chazeaux, Pierre Vivier, Antoine Beaud, Barthélemy Richiout d'Adiac, Pierre-Marcelin Calemard de La Fayette, Maurice Chomel de Chazelles, Jean-François-Valérien Bernard de Vertaure, Michel de Monteyremard, Augustin Porral de Saint-Vidal, Jean-François Rome de Lavalette.

Avocat du roi : Ambroise Savoye ;

Procureur du roi : Guillaume-Vital Duranson.

Après la tentative de suppression de 1768, le siège présidial du Puy ne fut guère florissant. L'état de décadence dans lequel étaient tombés tous les tribunaux de ce genre était le même au Puy que dans les autres villes de Languedoc.

Un changement d'organisation s'imposait, et le Présidial allait avoir à subir, au lieu de la réforme qu'il avait repoussée, la suppression pure et simple de toute la Sénéchaussée.

Au moment où la Sénéchaussée allait disparaître avec l'ancien régime pour céder la place à une institution plus en harmonie avec les idées modernes, elle n'était déjà plus, depuis longtemps, ce qu'elle avait été dans ses débuts. Le sénéchal relégué dans son rôle de président honoraire, tenu en dehors de toute attribution effective, se désintéressait de ses fonctions, et, s'inquiétant seulement de ses privilèges honorifiques, comme la charge de convoquer l'arrière-ban de la noblesse, laissait au juge mage la direction et le gouvernement de la Sénéchaussée.

Celui-ci, devenu rapidement un personnage de grande importance, avait maintenant au-dessous de lui trois lieutenants exerçant des fonctions analogues à celles de nos vice-présidents actuels. Le premier en grade était le lieutenant principal ; après lui venaient le lieutenant particulier et le lieutenant criminel.

Le nombre des conseillers à la Sénéchaussée s'était élevé à neuf, et, si le procureur du roi était toujours seul à exercer sa charge, il avait à ses côtés deux avocats du roi au lieu d'un seul comme en 1560.

Les titulaires des diverses charges de la Sénéchaussée étaient à la fin du XVIII^e siècle :

Sénéchal : Louis de Caillebot, marquis de la Salle ;

Président et juge mage : Bonet de Treiches ;

Lieutenant principal : Roche de Pouzols ;

Lieutenant particulier : Jean-Marie Dorlhac de Borne ;

Lieutenant criminel : Louis-Gabriel de Bonneville ;

Conseillers : Rome, Bernard de Vertaure, Chomel de Chazelles, Porral de Saint-Vidal, Richiout d'Adiac, Calenard de La Fayette, Jourda de Vaux, de Lescoffier, et Jourda de Folletier.

Lieutenant de robe courte : Rome de Chazeaux ;

Lieutenant général d'épée : Jean-Noël de Laval ;

Avocats du roi : Pélissier et Pélissier de Montredon ;

Procureur du roi : Duranson.

Certaines de ces charges s'étaient transmises, de père en fils, pendant près de deux siècles ; c'est ainsi que le lieutenant criminel Louis-Gabriel de Bonneville était le sixième représentant en ligne directe de la famille Brunel, dont le chef, Geoffroy Brunel, sieur d'Aunac, avait transmis sa charge de conseiller à la Sénéchaussée à son fils, Christophe, sieur d'Allentin, qui l'occupait dès 1640, et la transmet à son tour à son fils, Geoffroy Brunel, sieur d'Allentin, conseiller en 1669. Le fils de celui-ci, Jean-François, succéda à son père avant 1715 et fut lui-même remplacé par son fils, Jean-Baptiste Brunel, sieur de Bonneville, qui, en 1739, devint président au Présidial et, en 1764, lieutenant criminel en la Sénéchaussée. Ces deux charges passèrent après lui à son fils, Louis-

Gabriel de Bonneville, qui les occupa jusqu'à l'abolition de la Sénéchaussée (1).

Dès la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'office de conseiller au sénéchal et présidial du Puy n'était plus aussi recherché. La prospérité de ce tribunal, le nombre des affaires, leur importance, les honoraires des magistrats, tout avait décliné.

En 1742, un rapport d'intendant, adressé au chancelier d'Aguesseau, s'exprimait en ces termes (2) :

« Au Puy, les charges des conseillers ne se vendent plus, elles tombent toutes aux parties casuelles ; quoique le premier venu puisse les lever pour mille écus, il en reste toujours un bon nombre ; autrefois on les obtenait difficilement pour 14.000 livres.

» En un mot, les trois quarts des charges des tribunaux présidiaux et surtout des bailliages sont aux parties casuelles et les autres ne sont occupées que parce que les titulaires ne trouvent pas à s'en défaire ».

Au mois de novembre 1774, on avait augmenté les pouvoirs des Présidiaux pour remédier à cet état de choses, mais il laissait encore fortement à désirer (3), et, seule, l'ordonnance de 1788, sur l'administration de la justice, aurait pu améliorer la situation

(1) Archives de la famille de Bonneville.

(2) Mémoire du Présidial du Puy, du 24 juillet 1763, — Everat, p. 53.

(3) Voir aux pièces justificatives, N^o XXVII.

du tribunal, si elle avait eu le temps d'être appliquée.

Le taux de la compétence de dernier ressort y était, en effet, élevé jusqu'à quatre mille livres, mais les travaux de l'Assemblée constituante vinrent rendre inutile cette réforme.

La Cour Commune du Puy n'était pas plus florissante que la Sénéchaussée : ne gardant de « commune » que le nom, depuis que Louis XV avait réuni les charges de ses officiers à cette Cour avec celles des juges du Présidial pour améliorer leur situation, elle appartenait maintenant uniquement à l'évêque du Puy et avait vu sa compétence fort amoindrie par différentes mesures législatives. Le bailli, le juge et son suppléant, nommés par l'évêque, siégeaient en tour de semaine dans l'auditoire de la Sénéchaussée, et leurs pouvoirs étaient, à peu de chose près, ceux de nos tribunaux de police.

Quant aux petites justices seigneuriales, elles étaient presque toutes aux mains des avocats à la Sénéchaussée, qui se transportaient, à intervalles assez éloignés, dans les villages et châteaux où ils avaient à exercer leurs fonctions.

C'est ainsi que l'avocat Lobeyrac était juge de Chamalières ; l'avocat Richond, juge du Villard ; l'avocat Alirol, juge de Polignac.

En un mot, la tendance vers l'unification des tribunaux et la déchéance des petites justices seigneuriales morcelées jusqu'à l'infini allait amener, assez

facilement, la conception d'un ordre de choses différent de celui qui, pendant si longtemps, avait dirigé l'organisation judiciaire.

§ III. — Suppression en 1790

Depuis longtemps déjà, la vénalité des offices et l'hérédité des charges judiciaires avaient été vivement critiquées; aussi, lorsque éclata la Révolution française, ce point fut-il l'un des premiers à attirer l'attention des novateurs et la sollicitude des Trois-Etats, dans la rédaction de leurs cahiers de doléances, en vue des Etats Généraux.

Le clergé du Velay rédigea sur ce point délicat la supplique suivante :

« Le Clergé, obligé par état et par devoir de soutenir spécialement l'intérêt de cette partie de la nation qui forme véritablement le peuple français, ne saurait demander avec de trop vives instances qu'on abrège les longueurs et qu'on diminue les frais de procédure. Les formes actuelles ont le triple inconvénient d'être ruineuses, d'éterniser les affaires, et surtout de fournir à l'injustice et à la mauvaise foi des armes, malheureusement trop sûres, contre la justice et l'innocence. Nous croyons que les deux moyens les plus efficaces pour remédier à ces abus seraient de commencer par rapprocher la justice

des justiciables et d'abolir, enfin, la vénalité des charges » (1).

Le Tiers Etat du Velay demandait, lui aussi, la réforme de l'organisation judiciaire et insistait dans les articles 45, 46 et 47 de son cahier de doléances (2) :

« Art. 45. — Vénalité des charges de judicature supprimée.

» Art. 46. — Inamovibilité des juges, royaux et seigneuriaux, sauf le cas de forfaiture.

» Art. 47. — Supprimer les distinctions entre les cours présidiales et sénéchaux, pour éviter les frais inutiles aux parties ; abolir, en conséquence, le prétendu privilège de la province relatif aux lieutenants des sénéchaux, afin que les membres des deux cours jugent ensemble toutes les causes d'audience ou réglées par écrit ».

La réforme judiciaire était d'ailleurs réclamée par la presque unanimité des cahiers de doléances et par nombre d'orateurs et de personnages de marque.

« Nous avons eu jusqu'à présent, disait de la Croix, des idées fausses sur l'administration de la justice ; nous l'avons regardée comme un attribut de la souveraineté, lorsque nous ne devons la considérer que comme une de ses charges.

» Les rois n'accordent point la justice ; ils la doi-

(1) Rioufol, *La Révolution dans le Velay*, p. 89.

(2) *Id.* p. 126.

vent. Elle est la première dette de la puissance qui gouverne.

» Tout prince, tout monarque qui souffre que l'on vende la justice dans ses Etats, fait payer à ses sujets ce qui leur appartient. Comment concevoir, d'après ces vérités, que des souverains aient pu imaginer de transformer la justice en une ferme, et d'en vendre les fonctions, de mettre un impôt sur la nécessité de l'obtenir ? Ah ! combien ils se sont éloignés de ce digne monarque qui, assis modestement au pied d'un chêne, y établissait son tribunal, avait pour dais la cime de l'arbre qui le couvrait de son ombre, pour escorte l'amour et le respect de ses sujets, pour conseillers la droiture de sa raison et la bonté de son cœur, pour auditoire toute sa nation qui venait applaudir à l'équité de ses jugements !... » (1).

L'Assemblée nationale discuta longuement le projet de réforme judiciaire, notamment dans les séances des 24 et 28 mars 1750 (2).

Elle adopta le principe de l'élection des juges et s'attarda beaucoup sur la question du jury (3).

Enfin, après de longues controverses, l'Assemblée décida, le 29 avril, qu'il y aurait des jurés en matière criminelle, mais qu'il n'y en aurait pas au civil.

(1) Réimpression de l'Ancien Moniteur. T. III. p. 88.

(2) Voir le discours de Cazalès à l'Assemblée Nationale (Réimpression de l'Ancien Moniteur. T. III. p. 692).

Voir aussi le discours de Desessarts (Id., — p. 735 et suiv.), et celui de Duport, (Id. — p. 740.)

(3) Réimpression de l'Ancien Moniteur. T. IV, p. 67-68.

Poursuivant ensuite la réorganisation judiciaire, trop longtemps arrêtée par la question du jury, elle décréta successivement, le 3 mai, que les juges ne seraient pas élus à vie, mais pour un temps déterminé (1), qu'ils pourraient être réélus sans intervalle à l'expiration de leurs fonctions (2), qu'ils seraient élus pour six ans (3) (séance du 4 mai), et que le Roi ne pourrait refuser son consentement à l'admission d'un juge élu par le peuple (4) (séance du 7 mai).

Ces débats aboutirent au décret des 7 et 12 septembre 1790, relatif à la liquidation des offices et aux dettes des compagnies (5), et à celui des 7 et 11 septembre 1790, relatif à la suppression des cours, tribunaux et juridictions d'ancienne création (6).

Déjà le décret des 4 août et 3 novembre 1789 portait en son article 4 :

« Toutes les justices seigneuriales sont supprimées sans aucune indemnité.... » (7).

Et dans son article 7 :

« La vénalité des offices de judicature et de municipalité est supprimée dès cet instant. La justice sera rendue gratuitement.... » (8).

(1) Réimpression de l'Ancien Moniteur, T. IV, p. 273.

(2) Id.

(3) Id., p. 284.

(4) Id., p. 308.

(5) Bulletin annoté des Lois, T. I, p. 273.

(6) Id., T. I, p. 275.

(7) Id., T. I, p. 11.

(8) Id., T. I, p. 12.

Les deux décrets de septembre 1790 venaient achever l'œuvre entreprise en 1789 : l'article 14 du second était ainsi conçu ;

« Au moyen de la nouvelle institution et organisation des tribunaux, pour le service de la juridiction ordinaire, tous ceux actuellement existants sous les titres de vigueries, châtellenies, prévôtés, vicomtés, sénéchaussées, bailliages, châtelets, présidiaux, conseil provincial d'Artois, conseils supérieurs et parlements, et, généralement, tous les tribunaux d'ancienne création, sous quelque titre et dénomination que ce soit, demeureront supprimés ».

En exécution de ces deux décrets, les officiers des parlements devaient cesser leurs fonctions, à Paris, le 15 octobre suivant ; en province, le 30 septembre, au plus tard. Les officiers municipaux étaient chargés de se rendre à cette date au palais, à l'heure de midi, et là, en présence du greffier de l'ancien tribunal, de faire fermer les portes des salles, greffes et archives, et d'y apposer les scellés.

Les officiers des autres tribunaux devaient continuer à exercer leurs fonctions jusqu'à ce que les nouveaux juges pussent entrer en activité.

Le décret des 16 et 24 août 1790 avait d'ailleurs fixé et réglementé toute l'organisation judiciaire : arbitres, juges, juges de paix, juges de première instance, juges d'appel (1).

(1) Bulletin annoté des Lois, T. I, p. 221.

L'ancienne Sénéchaussée du Puy se trouva remplacée par les deux tribunaux de district du Puy et de Monistrol, comprenant chacun un président et quatre juges, élus par le corps électoral et devant prêter serment entre les mains du Conseil général de la commune, lequel était chargé de procéder à leur installation avec les solennités requises (1).

Les magistrats de district étaient élus pour six ans et recevaient un traitement de 1.800 livres. Sur cette somme, 1.200 livres étaient fixes ; le reste composait une sorte de masse commune qui se répartissait entre les juges selon leur assiduité aux audiences (2).

Cette combinaison ménageait une transition moins brusque entre le système ancien des Présidiaux et Parlements, qui proportionnait le revenu de l'office des conseillers à l'importance et au nombre des affaires qu'ils avaient eu à juger, et la tendance nouvelle à donner aux fonctionnaires un traitement fixe et invariable, indépendant de l'irrégularité de leurs travaux.

Au-dessous du tribunal de district venait dans chaque canton un tribunal de paix, composé d'un juge de paix et de deux prud'hommes (3).

Le Tribunal civil du Puy fut installé le 14 décembre 1790 ; les premiers juges élus furent : Vissaguet,

(1) Rioufol. — *La Révolution dans le Velay*, p. 198-199.

(2) A. Boudon. — *Municipalités du Puy*, T. I, p. 378.

(3) Rioufol. — *La Révolution dans le Velay*, p. 198.

président ; Lobeyrac, Dorlhac, Chevalier, Lemore, juges (1).

Le tribunal criminel fut élu, à son tour, le 1^{er} septembre 1791 ; ses membres furent installés le 16 janvier 1792. C'étaient : Joseph-Antoine Bonet de Treiches, président ; Boudinhon, accusateur public, et Armand, greffier (2).

Ainsi disparut l'ancienne Cour du sénéchal de Velay, après avoir fourni une carrière longue et parfois glorieuse, et avoir administré la justice dans le pays pendant toute la durée des temps modernes. Douze sénéchaux et treize juges-mages s'étaient succédé à la tête de ce corps judiciaire.

Institution déjà vieillie, puisqu'elle était contemporaine des guerres de religion, la Sénéchaussée s'effaçait devant une organisation plus jeune, plus en rapport avec les temps nouveaux, avec les idées et les mœurs qui n'étaient plus les mêmes, avec les hommes et les usages qui s'étaient transformés.

Elle laissait toutefois après elle, avant d'entrer dans le passé où elle allait rejoindre la Cour des châteaux et le Bailliage de Montfaucon, une trace large et profonde dans l'histoire du pays de Velay dont elle avait partagé la vie.

(1) A. Boudon. — *Municipalités du Puy*, T. I. p. 374.

Rioufol. — *La Révolution dans le Velay*, p. 198.

(2) Id., p. 499.

APPENDICE

Les Etats du Velay

Les Etats du Velay, comme les Etats de Languedoc, étaient composés de représentants des trois ordres : Clergé, Noblesse et Tiers Etat.

L'évêque du Puy les présidait et pouvait se faire remplacer par un vicaire-général, mais, en fait, chaque fois que l'évêque était absent, c'était le vicomte de Polignac qui prenait la présidence malgré les protestations du délégué épiscopal.

Le roi était représenté aux Etats du Velay par deux commissaires : le commissaire principal, nommé par le commandant de la province, et le commissaire ordinaire, qui était le sénéchal (1) ou, à son défaut, le juge mage ou un autre officier, spécialement chargé de l'assiette des impôts et de leur répartition.

(1) Le sénéchal était ordinairement choisi comme commissaire du roi près d'un certain nombre d'Etats provinciaux de la France centrale.

Ces deux commissaires assistaient aux réunions, sans y avoir voix délibérative ; les représentants des trois ordres prenaient seuls part au vote.

Ces représentants étaient :

1^o Pour le Clergé :

L'évêque du Puy, le doyen du chapitre cathédral, le prévôt, le « monsieur » du chapitre (1), l'abbé du Monastier, l'abbé de la Chaise-Dieu, l'abbé de Cluny, le prieur de Goudet, le prieur de Chamaillères, le commandeur de Devesset.

2^o Pour la noblesse :

Le vicomte de Polignac et les dix-sept barons du Velay : Saussac, Beaudiner, Roche en Reynier, Bouzols, Saint-Vidal, Queyrière, Montbonnet, Dunières, Saint-Haon, Lardeyrol, la Brosse, Saint-Didier, Vachères, le Villard, Maubourg, Loudes et Jonchères.

3^o Pour le Tiers Etat :

Les six consuls du Puy et les deux députés des « villes de tour ». Ces villes, jouissant alternativement du privilège d'envoyer un député aux Etats, étaient : Yssingeaux, Solignac, Saint-Didier, Roche-en-Reynier, Montfaucon, le Monastier, Monistrol et Craponne.

L'assemblée comprenait, en outre, les « officiers

(1) Le « monsieur » du chapitre était un chanoine désigné par ses collègues pour le représenter aux Etats.

du pays » : le syndic de Velay, nommé pour un an, mais dont le mandat était indéfiniment renouvelable, le receveur et le greffier.

Les délibérations étaient recueillies par ce dernier sur le registre des Etats : elles n'obtenaient force de loi qu'après approbation donnée par les Etats de Languedoc, à qui le syndic allait les soumettre.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I. -- Octobre 1558. — Edict contenant l'érection et établissement des Sénéchal et Siège Présidial en la ville du Puy.

Henry, par la grâce de Dieu Roy de France.

A tous, présens et advenir, salut. Sçavoir faisons, que après avoir entendu par les gens de nostre Conseil privé les remonstrances à nous faictes par les manans et habitans de la ville du Puy : que la dicte ville estoit l'une des principalles de nostre pays de Languedoc, enclavée en la Sénéchaussée de Beaucaire et Nismes, et distante du dict Nismes où est estably le Siège de quatre grandz journées, estans néanmoins noz subjectz et habitans d'icelle et aultres encores plus loingtains, contraincts y poursuivre la descizion de leurs différendz; lesquels, au lieu de ce faire, le plus souvent en quictent et délaissent la poursuytte, au moyen de la dicte distance et de la difficulté des chemins montueux, plains de rochers, de fluves, torrens, neiges en temps d'hiver, qui les rendent inaccessibles. Et davantaige que, à l'occasion de ce, et que les frais et despences leur estoient plus grandes mesmes pour la conduite des prisonniers appellans audict Nismes, iceux prisonniers demeueroient longuement es prisons, y mouroient les aucuns, ou en évadoient; et aultres estoient recouruz en les y menant. Et si ceulx qui estoient audict Nismes jugez en appelloient, les convenoit mener en nostre Court de Parlement de Tholozé qui en est distante de cinq journées, chose que jusqu'à présent

auroit apporté grand longueur, confusion et désordre à la justice, estant par ce besoing, pour le bien, commodité et so-
laigement de noz subjectz establir audict lieu du Puy ung
Siège de Sénéchal et Présidial avec les officiers requis et né-
cessaires, et de la qualité de ceulx dudict Nysmes. Oys sur ce,
et en leurs offres, les depputez de la dicte ville du Puy et aussi
les Président et Conseil desdicts officiers et habitans de ladicte
ville de Nysmes, ensemble le Commis et Député du pais de
Languedoc, les Seigneur de Tournon, Comte de Crussol, Vi-
comte de Polignac, et aultres opposans et empeschans l'érection
et établissement du siège de Sénéchal et Présidial en la dicte
ville du Puy, Nous, par l'avis et deslibération des gens de
nostre Conseil, et par les mesmes causes et considérations que
nous ont meu ériger et establir les Sièges Présidiaux de nostre
Royaume, avons, en acceptant la somme de vingt-cinq mille
livres offerte par les dicts depputez de la dicte ville, qu'ils ont
fornye comptant ès mains du Trésorier de nostre épargne,
pour subvenir à nos affaires des guerres, et requérant aussi
consentant l'Evesque dudict lieu par ce présent édict perpétuel
et irrévocable, dict et declairé, vullu, statué et ordonné, et de
nostre certaine science, playne puyssance et auctorité royal,
disons, declairons, statuons, ordonnons, voulons et nous plaist
qu'en la dicte ville du Puy y ait doresnavant et y avons créé,
érigé et estably, créons, érigeons et établissons par ces pré-
sentes ung Siège de Sénéchal, Présidial et Juridiction des
Conventions, avecques les Officiers que s'en suyvent, c'est
asçavoir :

Ung Sénéchal de robe courte, ung Président, ung Lieute-
nant-Général Civil et ung aultre Criminel, ung Particulier,
neuf Conseillers dont ung sera Garde des Sceaux, ung Avocat
et Procureur pour Nous, deux Greffiers l'ung pour l'ordinaire,
et l'autre d'appaux, ung Clerc commis à l'audience, deux
Huyssiers audienciers, ung Concierge, ung Receveur et
payeur des gaiges desdicts Officiers, ung Juge et greffier des

Conventions et ung Sceleur ordinaire dudict Sénéchal et Conventions, à l'instar et aux mesmes facultez, pouvoirs, auctoritez, privilèges, franchises, libertez, gaiges, droictz, proffietz, revenus et esmolumens qu'ont nos officiers dudict Siège de Sénéchal et Présidial et Juges des dictes Conventions au dict Nysmes, et sont attribuez par nos edicts, déclarations, réglemens, recours à iceulx, de la quelle Sénéchaussée, Siège Présidial et Juridiction des Conventions du dict Nysmes. Avons par ces tuy nostre édict, distraict, eclipsé et désmembré, distraions, eclipsons et désmembrons la dicte ville du Puy, le bayliaige de Vellay, baronnies de Bouzols et de Fain, et aultres terres exemptes du dict Bayliaige, le Hault Viverois dict le Siège de Bossieu, le bayliaige et Court Commune du Hault Gévaudan, terres et places de Rochebaron et aultres exemptes du dict bayliaige, pour doresnavant ressortir et demeurer à tous jours perpétuellement soulz la dicte Sénéchaussée et Siège Présidial de la dicte ville du Puy. Et les matières, procez et differendz y estre intentez, poursuivys, jugez et décidez en première instance et dernier ressort ès cas et suyvant nos dictes ordonnances, déclarations et réglemens, et hors le cas de nos dictes édicts immédiatement en nostre dicte Court de Parlemēt de Tholoze, le tout ainsy que se faisoit au dict Nysmes auparavant ces dictes présentes, sans que, après l'establisement du dict siège, nos dictes subjectz de la dicte Seneschaussée et Siège Présidial du Puy se puissent plus pourvoir, ne faire poursuytte de leurs procez et differendz, tant meuz que à mouvoir, en la dicte Seneschaussée et Siège Présidial de Nysmes.

Les quelz procez et differendz, en quelque estat qu'ilz soient et puyssent estre lors du dict establisement, avons dès à présent évoqué et évoquons à nous, et iceulx renvoyer et renvoyons en la dicte Sénéchaussée et Siège Présidial du Puy pour y estre instruitz, jugez, décidez et déterminez suyvant nos édictz, et comme il appartiendra par raison; en interdisant

et déffendant toute Court, juridiction et cognoissance au dict Sénéchal et gens du dict Siège Présidial de Nismes.

Et afin que nos dicts officiers puissent estre payés et satisfaitz de leurs gaiges, et que ceulx qui se ressentent de la commodité de ce dict présent édict et establissement portent la charge d'iceulx, avons permis et permectons aux manans et habitans de la dicte ville et ressort de la dicte Sénéchaussée du Puy, de mettre et imposer sur eulx la somme de deux mil neuf cens livres tournoises, à la quelle montent et reviennent les dicts gaiges. Et icelle lever sur le sel vendu en nostre grenier à sel du Saint-Esperit, ou par aultre subside qu'ilz verront et pourront plus commodément lever sur eulx.

Accordant outre, aux dicts habitans de nostre dicte ville du Puy, et octroyant pour ceste première fois seulement la nomination de chacun des dicts offices, de personnaiges de la qualité et souffisance requises.

Si donnons en mandement à noz amés et féaulx les gens de nostre dicte Court de Parlement de Tholoze, Général de nos finances à Montpellier, et à tous aultres justiciers et officiers qu'il appartiendra, que noz présens édict, création, érection et establissement, distraction, eclipsement et tout le contenu ci-dessus ils facent lire, publier et enregistrer, garder, observer et entretenir de point en point selon leur propre forme et teneur, sans enfreindre ne y contrevenir en quelque manière que ce soit.

Et du dict contenu, souffrent et laissent les dicts habitans de nostre ville, siège et ressort du Puy, jouyr et user plainement et paisiblement, sans leur faire mettre, ne donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun trouble ou empeschement au contraire. Et à ce faire, souffrir et obéir contraignent ou facent contraindre tous ceulx qu'il appartiendra, nonobstant oppositions ou appellations quelzconques et sans préjudice d'icelles, pour les quelles ne voulons estre différé : dont nous

avons retenu et réservé, retenons et réservons à nous et à nostre dict Conseil, la cognoissance.

En mandant en oultre au premier de noz amés et féaulx Présidens de nostre dicte Court de Parlement de Tholoze, maistre des requestes ordinaire de nostre hostel, Conseillers de nostre Grand Conseil et de nostre dicte Court de Tholoze, sur ce requis, que, à l'exécution de ces dictes présentes il procède. Et en ce faisant établisse le dict siège de Sénéchal, Présidial et Juge des dictes Conventions; institue et mette les dicts officiers en possession et saisine de leurs offices, selon la teneur des provisions que leur en feront cy-après expédier. Et au dict général d'asseoir et imposer la dicte somme de deux mil neuf cens livres pour les dicts gaiges, sur le seel, par augmentation de prix équivalent, prins sur la dicte ville et ressort ou autrement subsidiairement comme il verra estre à faire pour la commodité et soulagement de nos dictz subjectz du dict ressort; faisant lever et recevoir icelle somme par le dict receveur et payeur, et par lui payer les dicts officiers de leurs gaiges, aux termes et ainsi qu'il est accoustumé de faire aux aultres sièges présidiaux.

Car tel est nostre plaisir, nonobstant les arrests et édict de l'an mil cinq cens cinquante deux, vingt cinquiesme octobre; mil cinq cens cinquante quatre, vingt uniesme may; mil cinq cens cinquante six, vingt-troisiesme avril; que ne voulons quant au contenu cy-dessus et pour ce regard avoir lieu et sortir aucun effect; et quelzconques aultres édicts, ordonnances, restrictions, mandemens ou deffences à ce contraires.

Et pour ce que de ces présentes l'on pourra avoir à faire en plusieurs et divers lieux, nous voullons au vidimus deument collationné par l'un de nos amés et féaulx notaires et secrétaires au soulz seel royal, foy soyt adjoustée comme au présent original; au quel, afin que ce soyt chose ferme et stable à tous-jours, nous avons faict mettre nostre seel; sauf en aultres choses nostre droict, et l'aultruy en toutes.

Donné à Paris au mois d'octobre l'an de grâce mil cinq cens cinquante huit, et de nostre règne le douziesme (1).

Et sur le reply : par le Roy en son Conseil estably près la Reyne.

HURAUT.

Visa contenter : Hurault, ainsi signé. Et scellées à double queue de cire verte.

Leues et publiées et registrées, ouy le Procureur général du Roy, soulz les modifications et aux charges contenues au registre. A Tholoze en Parlement le neufviesme jour de décembre, l'an 1558.

BURNET.

II. — 27 octobre 1558. — Arrêt du Conseil du Roi confirmant l'édit d'érection.

Extrait des registres du privé Conseil du Roy

Entre les officiers et habitans de la ville de Nismes demandeurs et requérant l'entérinement de certaine requeste par eulx présentée au Conseil le vingt-cinquesme jour de ce mois d'octobre contenant que les officiers et habitans de la ville du Puy, avoient ci-devant requis qu'il pleust au Roy créer et ériger ung siège présidial en la dicte ville du Puy. Ce que les dictes de Nismes avoient empesché. Et, sur ce, les dictes parties ouyes avoient esté appointées à escrire et produire.

Néanmoins les dictes du Puy avoient, moyennant la somme de vingt cinq mil livres, obtenu l'édit d'érection dudict siège ; requérans qu'il pleust audict Conseil ordonner que l'exécution

(1) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, mss. p. 349.

Un extrait de ces lettres-patentes figure dans Mélicis, T. I, p. 494.

dudict édit d'érection comme obtenu au préjudice de la dictie instance et empeschement donné par les dictes de Nysmes, surseoiroient jusqu'à ce que le procès pendant audict Conseil sur ledict différend fust jugé, d'une part; et les dictes habitans du Puy défendeurs, d'autre.

Le Conseil, parties ouyes et lectures faicte de la quictance de la dictie somme de vingt cinq mil livres, a ordonné et ordonne que ledict édit tiendra jusques à ce que par le Roy aultrement en soyt ordonné, vers lequel lesdicts de Nysmes se pourront retirer si bon leur semble.

Faict au Conseil privé du Roy, tenu à Paris le vingt septiesme jour d'octobre, l'an 1558.

Collation faicte (1).

DE LOMENIE.

III. — 29 octobre 1558. — Lettres de jussion pour l'enregistrement de l'édit d'érection.

Henry, par la grâce de Dieu Roy de France.

A nos amés et féaulx les gens de nostre Court de Parlement de Tholoze, salut et dilection.

Nous avons par nos lectres d'édiet de ce présent moys, et pour les bonnes, justes et raisonnables causes et considérations y contenues, créé, érigé et estably ung siège de Sénéchal et Présidial et juge des Conventions en nostre ville du Puy, en Languedoc, avec les officiers requis et nécessaires à l'instar de ceulx du siège présidial de Nysmes auquel ressortissoit la juridiction de la dictie ville du Puy, et aultres contenues en icelluy, selon que plus au long est contenu et éclairé par nos dictes lectres d'édiet.

(1) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, mss. p. 557. — Arch. dép. Haute-Garonne BB. 52.

Et, pour ce que, à la présentation que vous sera faite de nostre dict édict pour estre par vous procédé à la lecture, publication et vérification d'icelluy, selon qu'il vous est mandé à faire ceulx dudict siège Présidial et habitans dudict Nysmes et aultres qui ont esté ouys par deça en nostre Conseil privé sur leurs remonstrances et oppositions qu'ilz ont voulu faire pour empescher la création et establissement dudict siège voudroient former par devant vous aultres nouvelles oppositions, et empescher la publication dudict édict, lequel nous voulons et entendons en toutes façons avoir lieu et sortir son plain et entier effect pour les raysons et occasions contenues en icelluy.

A ceste cause, nous voulons, vous mandons et très expressément enjoignons, que sans vous arrester ny avoir esgard à quelsques oppositions, remonstrances et tout ce que voudroient proposer et alléguer par devant vous ceulx dudict Nysmes et tous aultres, pour empescher la vérification de nostre dict édict, vous ayez à procéder à la lecture et publication d'icelluy, et du contenu faire, souffrir et laysser jouyr et user ceulx de la dicte ville du Puy selon sa propre forme et teneur.

Cessans et faisans cesser tous troubles et empeschement en quelque sorte que ce soyt au contraire.

Car tel est nostre plaisir, nonobstant icelles remonstrances et oppositions quelconques, ordonnances, restrictions, mandemens ou deffences à ce contraires.

Donné à Beauvays, le vingt neufviesme jour d'octobre, l'an de grâce 1558 et de nostre règne le douziesme.

Par le Roy, Monsieur le duc de Guyze, pair et chamberlan de France, et aultres présens.

Du Thier ainsi signé ; et escellées à simple queue de cire jaune (1).

(1) Arch. dép. Haute-Garonne. Série BB. 52
Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, p. 358.

IV. — Avril 1559. — Edict de suppression du Sénéchal et siège Présidial et des Conventions du Puy.

Henry, par la grâce de Dieu Roy de France, à tous présens et advenir, salut.

Comme par certain nostre édict donné au mois d'octobre dernier passé, nous ayons, pour subvenir à la nécessité de noz affaires, telle et si urgente qu'elle estoit lors à l'occasion de la guerre, et à la poursuite et requeste des députez, des Consulz et habitans de la ville du Puy, créé et érigé en icelle ville ung nouveau siège de Sèneschal et siège Présidial et des Conventions, composé d'ung sèneschal, président, lieutenant général civil et criminel, ung lieutenant particulier, avecques ung nombre de conseillers, l'ung d'iceulx garde-des-sceaulz, ung advocat et procureur pour nous, et aultres officiers déclarés par ledict édict ; ordonnant par icelluy ressortir audiet nouveau siège la diette ville du Puy, le bailliaige de Vellay, les bailliaiges des Hault Pays de Viverois et Gevauldan, que nous aurions à cest effect ecclipsés et démembrez du siège et ressort de nostre ville de Nysmes.

Depuis, les deputez des manans et habitans de nostre ville de Nysmes et gens tenans le siège présidial dudiet lieu, assistez du syndic et deputez des gens des Troys Estatz de nostre pays de Languedoc, pour l'intérêt qu'ilz ont en ceste affaire, nous auroient remonstré et faict entendre le grand dommaige et incommodité à quoy ledict nouvel établissement du siège de Sèneschal, Présidial et des Conventions tourneroit à nostre peuple et chose publique desdicts pays et bailliaiges de Viverois et Gévauldan et aultres circonvoisins ; d'autant que la justice dudiet lieu du Puy, seroit exercée par moytié soubz nous et l'Evesque dudiet lieu, à la grande diminution des droictz et devoirs de nostre ancien domaine que nous avons et

prenons en la dicte ville de Nysmes et pays circonvoisins pour rayson des marchandises et denrées qui se portent et vendent en icelle ville de Nysmes; laquelle partant pour n'avoir aultre moyen d'estre entretenue en son estat, sinon par la commodité dudict siège présidial et de son entier ressort, tomberoit en si grande pouvreté et ruyne qu'elle demeureroit en conséquence habandonnée et délaissée et n'en serions aidez et secouruz comme nous avons esté par le passé.

Ce qui procédoit des divertissement et empeschement de commerce desdicts deniers et marchandises grandement utiles, dont les pays proches et voisins se secourent, de ce que y abonde en l'un et défaut en l'autre.

Joint que, suyvant ledict édict nous serions tenuz rembourser ou récompenser de grandes sommes de deniers, ceulx qui de nous ou du feu Roy nostre très honoré seigneur et père avoient acquis les greffes et esmolument du scel desdicts pays, qui par iceluy édict seroient desmembrez dudict siège de Nysmes. Disant oultre le syndie dudict pays de Languedoc que par certain contract passé entre les gens des Estatz dudict pays et nous, moyennant finance par eulx à nous fournie, auroit esté accordé et convenu qu'il ne seroit faicte aucune création nouvelle d'officiers, au dommaige dudict pays et des habitans d'icelluy.

Toutes lesquelles choses et aultres au long desduictes et remonstrances pour ce faict en nostre dict Conseil, par les dictz depputez de Nysmes et seindie et depputez dudict pays de Languedoc, ils nous auroient très humblement supplié et requis que nostre bon playsir soyt leur remettre ledict nouveau siège de Sénéchal, Présidial et des Conventions, en nostre ville de Nysmes en son entier, et sur ce, pourveoir à leur doléance et leur expédier et faire expédier noz lectres pour ce nécessaires.

Sçavoir faisons que nous désirans, puisqu'il a pleu à Dieu par son infinie grâce et bonté nous donner et envoyer la paix,

et à nostre peuple, restablir par toutes occasions et moyens qui se présenteront toutes novalitéz procédées à cause des guerres en leur ancien estat, et principalement nostre justice, afin de préserver nostre peuple de toutes altercations, débatz et différendz que la nécessité de nos dictes affaires luy peut avoir apportéz par le cours des dictes guerres; et icelluy maintenir en repos et tranquillité.

Et, sur tout ce dessus, ouyes les parties et bien au long entendues et desduictes leurs raisons et remonstrances en nostre Conseil, avons par l'advis et délibération d'icelluy nostre dict Conseil, en révoquant et annulant ledict édict par nous fait au dict mois d'octobre dernier, portant la dicte érection, création et établissement des dicts nouveaux sièges de Sénéchal, Présidial et des Conventions, ensemble des dicts officiers au dict lieu du Puy, et nonobstant l'arrest donné en nostre Court de Parlement de Tholozé sur la lecture, publication et exécution d'icelluy nostre édict, institution et installation desdicts officiers nouveaux, et tout ce que au moyen d'icelluy s'en seroit ensuivy en quelque façon que ce soyt, que ne vouldons avoir lieu; remis, restitué et restably, et par la teneur de ces présentes, de nostre certaine science, plaine puyssance et auctorité royale, remettons, restituons et reestablishons les dicts sièges de Sénéchal, Présidial, et des Conventions audict siège de Nismes, en tel estat qu'ilz estoient auparavant les dictes nouvelle érection et établissement faictz en la dicte ville du Puy.

Et, en ce faisant, supprimé et aboly, supprimons et abolissons les dictz estatz de Sénéchal, Président, Lieutenant-général civil et criminel, de Lieutenant-particulier, ensemble tous les Conseillers et autres officiers susdictz à plain nommez et déclairez audict édict de nouvelle érection.

En quoy faisant, vouldons, entendons et nous plaist que les dictz sièges de Sénéchal Présidial et des conventions dudit Nismes ayent et leur avons restitué et restituons par ces

dictes présentes tout et tel ressort, juridiction, auctorité et cognoissance qu'ilz avoient auparavant la dicte nouvelle érection; et y ressortissent les subjectz et pays que y avoient accoustumé y ressortir, mesme la dicte ville du Puy. ensemble lesdicts bailliaiges de Vellay, Viverois et Gevaudan, sans que soubz couleur du dict édict la dicte ville du Puy et bailliaiges susdictz s'en puissent ores ne pour le temps advenir exempter ou distraire en quelque façon ou manière que ce soyt.

Et quant au remboursement des sommes que les dictz du Puy, ou chacun des pourvez és dictz offices, monstrent avoir payées et fornies pour leur provision en iceulx, ensemble les frais et coustz par eulx supportez à la poursuite tant du dict édict que de leurs lectres de provision, nous y ferons cy-après pourveoir comme nous adviserons, à leur raisonnable contentement.

Si donnons en mandement par ces mêmes présentes à noz amés et féaulx les gens tenans notre Grand Conseil, Court de Parlement de Tholoze, Séneschaussée et Siège Présidial du dict Nysmes, ou leurs Lieutenants, et à tous noz aultres justiciers et officiers qu'il appartiendra, que noz présens remise, restitution et restablissement des dictz sièges de Nysmes, et tout le contenu en nos dictes présentes, ils facent lire, publier et enrégistrer, entretenir, garder et observer, les dictz syndic de Languedoc, consulz, manans et habitans, ensemble nos officiers au dict siège de Nysmes jouyr et user pleinement et paisiblement et à tousjours sans leur faire, mettre et donner ne souffrir estre fait, mis ou donné, en ce que dessus, aucun ennuy, destourbie ou empeschement; en contraignant et faisant contraindre à ce faire et souffrir tous ceulx qu'il appartiendra, et qui pour ce seront à contraindre par toutes voies et manières deues et raisonnables, nonobstant oppositions ou appellations quelzconques et sans préjudice d'icelles, pour les quelles ne voullons estre différé.

Dont nous avons, de noz puissance et auctorité que dessus,

retenu et réservé, retenons et réservons, à nous et à nostre dict Conseil privé, la cognoissance par ces dictes présentes que voullons à ceste fin estre signifiées à toutes personnes et partout où il appartiendra, par notre premier huysier ou sergent sur ce requis, à ce que l'on n'en prétende cause d'ignorance.

Car tel est nostre plaisir, nonobstant le dict édict de nouvelle érection, l'arrest depuis intervenu et ensuivy sur la publication d'icelluy, et quelconques aultres lectres impétrées ou à impêtrer, mandemens et deffences à ce contraires.

Et afin que ce soyt chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à ces dictes présentes, sauf en aultres choses nostre droict, et l'autrui en toutes.

Donné à Fontainebleau au mois d'avril l'an de grâce 1559, après Pasques, et de nostre règne le treiziesme.

Par le Roy en son Conseil :

Signé : DE LAUBESPINE.

Et sont scellées à laz de soye verte et rouge ; et sur le reply : Registrées, ouy le Procureur général du Roy à ce consentant. A Tholoze en Parlement le huictiesme de juing 1559 (1).

V. — 1560. — Négociations pour le rétablissement du siège.

Lors, voyans les délégués citadins du Puy ceste chambre avoir esté supprimée, ils en furent en grand peyne, car désiroient, comme originaires d'icelle ville leur bien et avancement ne cessans de courir comme lièvres, suyvant la Court à la foyz à pied, à cheval, voire aulcunes fois en poste, cognoissans

(1) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, p. 560.

les affaires aller je ne sçay comment, journalement presentans requestes au Conseil du Roy, par les quelles donnoient entendre comment le vouloir du dict seigneur avoit esté que la dicte ville du Puy auroit ceste Chambre Présidial, considérées les valables raison que déduisoient ceulx du dict Puy et comment, pour icelle, le Puy en avoit payé comptant au Roy grande somme de deniers, et grands subsides, intérêts, apports et infructueuses despenses s'en estoient ensuyvis, mais tousjours, nonobstant icelles requestes, les dicts délégués avec Monseigneur Martin de Beaune, nostre Evesque, ne cessoient de leur quartier d'emprunter pour le Puy beaucoup d'aultres honorables personages, tant seigneurs Cardinaulx que aultres Seigneurs de grande auctorité, qu'estoient suffisamment imbeus du différent de ceste nature, voirez jusques à très haulte, honorée et sérénissime princesse et dame Madame Katherine de Médicis, royne-mère, de la quelle estoit pensionnaire le susdict seigneur Evesque.

Et leurs requestes tant de fois furent réytérées, veues, leues, releues et ouyes au Conseil du dict Seigneur, le quel, bien entendu le demené et les grandes raisons recepvables que estoient desduictes par la ville du Puy, aussi le dire des Nemausiens, le tout bien au long entendu, fut ordonné et décrété par le dict Conseil que, dès incontinent, la dicte ville du Puy auroit ung sénéchal avec remboursement de dix mille livres, eues qualités et modifications requises (1).

(1) Médicis. — T. I, p. 496.

VI. — 28 septembre 1560. — Lettres de déclaration du Roy, obtenues par les habitants du Puy, par lesquelles est mandé à la Court procéder entièrement à la publication de l'édict de l'érection du Sénéchal en la dicte ville.

Françoys, par la grâce de Dieu Roy de France, à nos amés et féaulx conseillers les gens tenans nostre Court de Parlement de Tholose, salut et dilection.

Combien que par l'édict de la création du siège de Sénéchal en nostre ville du Puy et pays de Vellay, nous l'ayons pour plusieurs causes y contenues et aultres bonnes considérations composé d'ung sénéchal de robe courte, ung juge maige, ung lieutenant particulier, quatre conseilhers, ung advocat et ung procureur pour nous, ung recepveur des amendes qui sera payeur des gaiges des dictz officiers, ung huyssier-verger aux gaiges y specifliez, ung greffier et ung sceleur; et ordonné que les dictz gaiges seroient prins sur le sel comme les gaiges des aultres officiers de nostre pays de Languedoc, ainsy qu'il est plus à plain porté par l'édict du moys de juing dernier. cy-attaché, soubz le contre-scel de nostre chancellerie. Toutesfois, procédant à la vérification d'icelluy, vous auriez ordonné qu'il seroit leu, publié et enrégistré pour la dicte érection de Sénéchaussée et office de sénéchal, juge maige, lieutenant, advocat, procureur pour nous, greffier, huyssier et payeur des gaiges tant seulement : à la charge qu'ilz seroient tenus obtenir de nous assignations de leurs dictz gaiges sur la dicte ville du Puy et pays de Vellay; frustrant par ce moyen les manans et habitans d'icelle du fruict de nostre dict édict. et les chargeant de doubles gaiges, d'autant qu'ilz contribuent à ceux de nos dictz officiers de Languedoc. Et néanmoins seroient contrainctz porter sur eux seuls ceulx des officiers de la dicte Sénéchaussée, contre nostre vouloir et intention.

A ces causes, bien recordz et mémoratifs des occasions qui nous ont meu de leur octroyer le dict édict, et après l'avoir faict voir derechef, ensemble vostre ordonnance sur la vérification d'icelluy, aussy cy-attachée, vous mandons, commectons et enjoignons très expressément que, sans avoir, esgard à icelle, vous ayez à procéder entièrement à la lecture et publication du dict édict, et du fruit et utilité d'icelluy faire jouyr les dictz habitans du Puy et pays de Vellay tout ainsy qu'il le porte et contienct sans user d'aucunes restrictions, modifications ne difficulté, ne attendre de nous aultre rescription ou mandement que ces présentes. De sorte que les dictz habitans n'ayent plus d'occasion d'en revenir plaintifz par devers nous.

Car tel est nostre plaisir, nonobstant comme dessus et quelzconques aultres ordonnances, restrictions, mandemens, deffenses et lectres à ce contraires.

Donné à Saint Germain en Laye, le vingt huictiesme jour de septembre, l'an de grâce 1560, et de nostre règne le deuxiesme.

Par le Roy en son Conseil :

ROBERTET.

Registrées suivant l'arrest de la Court sur ce donné à Tholose en Parlement le sixiesme jour de décembre 1560 (1).

VII. — 4 décembre 1560. — Enregistrement de l'édit.

Mardi, quatriesme jour de décembre 1560, en la Grand' Chambre furent au Conseil Messieurs de Mansencal, de Paulo, présidents; Darjac, Bonnal, de Lagarde, Robert, Roguier de

(1) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, p. 577. — Arch. dép. Haute-Garonne. Série BB, 54.

Lamamyé, de Molinier, Dalzon, Fabri, Papus, d'Anjilbaud, de Lafitan, Carrière, de Ausono, de l'Ospital, Dubourg, Coras.

Veues les lettres patentes du Roy en forme d'édiet, données à Bloys au moys de juing 1560, contenant érection d'ung siège de Séneschaussée et officiers d'icelle en la ville du Puy et pays de Vellay; arrest donné sur la publication d'icelles le vingt-deuxiesme d'aoust au dict an, pour le regard de la dicte érection et offices de Séneschal, juge maige, lieutenant, advocat et procureur du Roy, greffier, huyssier et payeur des gaiges; et à la charge d'obtenir du Roy assignation des dictz gaiges sur la dicte ville du Puy et pays de Vellay; ensemble aultres lettres dudict Seigneur données à Saint Germain en Laye le vingt-huictiesme septembre dernier, par les quelles est mandé à la Court procéder entièrement à la publication de la dicte érection, tout ainsy qu'il est convenu et pourté par les dictes premières lettres d'édiet, et sans restriction et modification; veu aussy le plaidoyer du troisiemes de ce moys faict sur la présentation d'icelles lettres et déclaration du Procureur général du Roy. La Court a ordonné et ordonne que les dictes lettres d'édiet cy-devant publiées, ensemble les dictes lettres de déclaration, seront registrées, pour le contenu d'icelles estre observé et entrectenu suyvant le vouloir du dict Seigneur.

Prononcé le sixiesme de décembre (1).

VIII. — 9 décembre 1562. — Extinction et abolition de l'Office de Lieutenant particulier en la Sénéchaussée du Puy et siège de Vellay

Charles, par la grâce de Dieu Roy de France, à tous ceulx qui ces présentes verront, salut.

Sçavoir faisons que suyvant nos ordonnances et de nos

(1) Bibl. du Puy. - Recueil d'arrêts, p. 579.

prédécesseurs Roys, nous avons estainct et supprimé, et de noz certaine science, plaine puyssance et autorité royal supprimons et abolissons l'estat et office de Lieutenant-Particulier en la Sénéchaussée du Puy et siège de Vellay, vaccant par le trespas de feu maistre François Forestier; voullons et nous plaist qu'il n'y ait doresnavant en la dicte Sénéchaussée et siège du Puy, qu'ung seul Lieutenant-général ou juge maige, et qu'en l'absence, récusation ou aultre empeschement d'icelluy la justice soyt doresnavant exercée et administrée par le premier et plus ancien Conseiller, audict Siège en ordre de réception, sans qu'il y puisse estre, ores ne pour l'avenir, aulcunement pourveu.

Cassant et révoquant toutes les provisions qui en seroient ou pourroient estre cy-après expédiées au préjudice de nostre présente suppression. La quelle nous mandons et enjoignons à noz amés et féaulx Conseillers les gens de nostre Court de Parlement à Tholoze, Sénéchal du Puy ou son Lieutenant, et à chacun d'eulx si comme il lui appartiendra, qu'ilz facent lire, publier et enrégistrer, gardent, entretiennent et observent inviolablement sans souffrir qu'il y soyt aulcunement contrevenu. Car tel est nostre bon playsir.

En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre seel à ces présentes.

Donné au château de Vincennes le neufviesme jour de Décembre, l'an de grâce 1562, et de nostre règne le troisiésme.

Ainsi signé pour le Roy :

DE LOMÉNIE.

Réregistrées suivant l'arrest ce jourd'huy donné à Tholoze en Parlement le treiziesme jour du mois de février, l'an 1562 (1).

(1) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, p. 591.

IX. — 17 juin 1564. — Provisions de juge au Bailliage de Velay pour Claude d'Allez (1).

Charles, par la grâce de Dieu Roy de France, à tous ceulx qui ces présentes verront, salut.

Vaccant naguères l'estat et office de juge maige en la Séneschaussée du Puy et Vellay par le trespas de feu Maistre Geraud Changet, nous en aurions pourveu Maistre Hector Torrenc lors juge au bayliage dudict Vellay qui s'estend seulement es sièges du Puy et Montfalcon, distant l'ung de l'autre de sept grandes lieues du pays ; et en ce faisant supprimé ledict office de juge pour le regard de la dicté ville et siège du Puy.

Et d'autant que par ce moyen ledict office de juge demeure aussi vacant pour le regard dudict siège de Montfalcon, et que nous désirons réduire et retrancher le nombre effréné des officiers de nostre royaume pour le soulagement de noz subjectz et descharge de noz finances. De l'advis de nostre Conseil, ayant esgard à la nomination qui nous a esté faicte par les officiers et habitans dudict Montfalcon suyvant noz édictz et ordonnances : avons dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons que nostre cher et bien amé Maistre Claude Alées, lieutenant-général clerc des dictz bayli et juge de Vellay audict siège de Montfalcon entrera au lieu et place dudict Torrenc audict office de juge de Vellay audict siège de Montfalcon, pour en jouir aux honneurs, auctorité, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, gaiges, droictz, profictz, revenus et esmolumens accoustumés et qui y appartiennent, tant qu'il nous plaira ; demeurant en ce faisant ledict office de Lieutenant-général clerc des dictz bayli et juge de Vellay que tient à présent ledict Alées estainct, supprimé et

(1) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, p. 602

aboly : et lequel, ensemble les gaiges y attribuez, nous estaignons, supprimons et abolissons par ces présentes.

Cassant et révoquant toutes les lettres et provisions qui en seroient ou pourroient estre cy-après expédiées au contraire par importunité ou aultrement.

Si donnons en mandement à noz amés et féaulx Conseillers les gens de nostre Court de Parlement de Tolose, Sénéchal de la dicte ville du Puy et Vellay, et chacun d'eux si comme il lui appartiendra, que du contenu en ses dictes présentes ils fassent jouir et user ledict Alees plainement et paisiblement sans lui faire ne souffrir estre faict aucun trouble, destourbie ou empeschement au contraire.

Mandons en oultre à nostre amé et féal conseiller le Trésorier de France estably en la province de Languedoc, que, par celuy qui a accoustumé payer les dicts gaiges, il les fasse payer bailler et délivrer dorénavant audict Aleez aux termes et en la manière accoustumée ; lesquelz rapportant ces présentes nous voulons estre passéz et allouéz en la despense des comptes et rebattuz de la recepte de celluy qui payéz les aura, par noz amés et féaulz les gens de noz comptes sans aucune difficulté.

Car tel est nostre plaisir. En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à ces dictes présentes.

Donné à Lyon le dix-septiesme jour de juing l'an de grâce 1564 et de nostre règne le quatriesme.

Par le Roy en son Conseil :

BONAUD.

Ces lettres ne furent enregistrées à Toulouse que l'année suivante, au mois de mars (1) :

Mardi, vingtiesme jour de mars 1565, en la Grand'chambre de relevée furent au Conseil Messieurs Daffis, de Molinier,

(1) Arch. dép. Haute-Garonne. Série BB. 57.

Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, p. 607.

d'Alzon, de Forest, Fabri, Robert, de Bonald, Sabatier, de l'Hospital, Dubourg, de Coras, de Boysson, de Gargas.

Veues les lettres patentes du Roy données à Lyon le dix-septiesme juing 1564, par lesquelles le dict seigneur, attendue la suppression faicte par Sa Majesté de l'office du juge de Vellay au siège du Puy, par la promotion de Maistre Hector de Tourrene juge dudict Vellay à l'office de juge-maige en la Sénéchaussée du Puy, veult et déclare que Maistre Claude Aleez, lieutenant-général clerc des bayli et juge de Vellay au siège de Montfaulcon, entre au lieu et place dudict Tourrene audict office de juge de Vellay audict siège de Montfaulcon pour en jouir aux honneurs, prérogatives, prééminences, franchises et libertéz, gaiges, profictz et esmolument accoustuméz comme plus à plain aus dictes lettres est contenu, ensemble le plaidoyé faict sur la présentation des dictes lettres entre ledict Aleez et le Procureur général du Roy, du vingt-sixiesme février dernier.

La Court a ordonné et ordonne que les dictes lettres seront registrées pour par ledict Aleez jouir dudict office de juge au siège de Montfaulcon tant seulement, suivant le contenu aus dictes lettres; demeurant ledict office de Lieutenant que souloit tenir icelluy Aleez audict siège de Montfaulcon supprimé.

Prononcé le vingt-uniesme mars.

X. — 19-20 septembre 1564. — Arrêt du Parlement de Toulouse sur un conflit entre le Procureur du Roi, le Juge mage et les Officiers de la Sénéchaussée.

Mercredi, dix-neufviesme jour de septembre 1564, en la Chambre criminelle ordonnée scoir au temps des vacations, de relevée furent au Conseil Messieurs Daffis, président, Darjac, Reynier, Rouguier, du Solier, Dalzon, Fabre, Papus.

Sur le rapport faict par le commissaire à ce député de

l'incident introduit devant luy entre Maistre Jehan de Boni, procureur du Roy en la sénéchaussée de Velay, suppliant et demandeur, à ce que l'arrest donné par la Cour le vingt-septiesme jour de janvier dernièrement passé, au profit de Maistre Julien Bonyol advocat du Roy en la dicte sénéchaussée feust en tous ses chefs exécuté à son profit d'une part; et Maistre Hector Torrenc, commis à l'exercice de l'office de juge maige, Jehan Beraud, Jehan Bertrand, Guillaume Duport et Gabriel des Arsis, Conseillers en la dicte sénéchaussée, défendeurs d'autre.

Veu par la chambre ordonnée seoir au temps des vacations ledict incident introduit entre les dictes parties par devant ledict commissaire; arrest donné par la Court le dix-neufviesme de décembre 1562, aultre arrest du vingt-septiesme de janvier dernier, lettres exécutoires de l'appoinctement et ordonnance de la Court du septiesme mars 1562, copie de deux lettres patentes du Roy, les unes du vingt-troisiesme jour d'april et les aultres du quatriesme de may dernier; aultres lettres patentes du Roy adressans à la Court du vingt-neufviesme juillet dernier procès-verbal et ordonnance de Maistre Barthélemy de Lespinnasse, lieutenant du baillif de Velay, commissaire et exécuteur dessus dict; arrestz et ordonnances de la Court contenant renvoy sur la déclairation des peynes de dommaiges et intérestz par icelluy de Bony contre les dictz juge maige, rapporteurs et magistratz en la dicte sénéchaussée, et aultres productions faictes respectivement par icelles dictes parties.

Il sera dict que la dicte chambre a ordonné et ordonne que les parties, suivant les susdictz arrestz du vingtiesme décembre 1562 et vingt-septiesme janvier dernier viendront en jugement à huitaine après la feste de Sainct Martin d'hiver prochain, tant sur le règlement dudict siège, présentation des susdictes lettres patentes, que déclaration de peines et réquisition des despens, dommaiges et intérestz prétendus par icelluy de Boni,

pour elles ouyées ensemble le procureur général du Roy, estre ordonné comme il appartiendra.

Et cependant ordonne ladiete Chambre ayant quant à ce regard à la requeste dudict de Boni, que ledict arrest du vingt-septiesme de janvier dernier sera aussi exécuté à son profit, et ce faisant qu'il jouira des distributions et rapports des procès et commissions èz instances et causes civiles où le Roy n'a point d'intérêt, en la forme et manière qu'il en jouissait avant l'expoliation faicte par les dictz officiers.

Et a enjoinct et enjoinct la dicte chambre audict juge-maige et aultres officiers de la dicte sénéchaussée obéyr et n'empescher ledict de Boni en aulcune manière aux dictes distributions, rapports de procès et commissions des causes civiles à peine de mil livres en leur propre et privé nom, nullité des jugemens que par eulx seront faictz après l'inthimation de cest arrest; le tout par manière de provision et jusques à ce que aultrement en soit ordonné.

Despens réservés en fin de cause.

Prononcé le vingtiesme septembre.

XI. — Décembre 1574. — Rétablissement en la Sénéchaussée du Puy d'un office de conseiller en faveur de Jean Bernard.

Henry par la grâce de Dieu Roy de France et de Poiloinne, à tous présens et advenir, salut.

Ayant par nostre édict du mois d'octobre dernier passé, créé et érigé en tiltre d'office fourmé ung Lieutenant principal clerc en la Sénéchaussée du Puy, nous en aurions pourveu maistre Jacques Ponchon, conseiller audict siège, et à lui attribué les gaiges de cinquante livres tournoises

par an qu'il avoit accoustumé de prendre à cause de son dict office de conseiller demeuré par ce moyen supprimé.

Mais ayant despuys advisé que ledict siège, est composé de trois lieutenans de robe longue et qu'il y a quatre conseillers seulement, et qu'il est besoing pour la commodité de noz subjectz et afin que la justice soyt plus dignement exercée, restablir ledict office de conseiller supprimé.

Savoir faisons que, eu sur ce advis des gens de nostre Conseil, par cestuy nostre édict perpétuel et irrévocable, et de nostre pleine puissance et auctorité royale avons estably et par tant que besoing seroit de nouvel créé et érigé, créons et érigeons ledict office de conseiller en la dicte Sénéchaussée du Puy et Vellay, vacant et demeuré supprimé par la promotion du dict Ponchon à celui de Lieutenant principal audict siège; nonobstant la dicte suppression que nous avons révoquée et révoquons.

Et à pleins confians des sens, suffisance, littérature, expérience au faict de judicature, et bonne diligence de la personne de nostre bien amé Jehan Bernard licencié en loix, lui avons pour ces causes et aultres à ce nous mouvans donné et octroyé, donnons et octroyons ledict office de conseiller en ladicte Sénéchaussée du Puy de Vellay par nous présentement restably et de nouvel créé; pour en jouir et user, l'avoir, tenir et exercer aux honneurs, autorités prérogatives, prééminences, franchises, libertés, espices, droictz, profictz, revenus et esmolumens tels et semblables dont jouissent les aultres conseillers dudict siège, et aux gaiges de cinquante livres tournoises par an, que nous lui avons ordonnées et attribuées, ordonnons et attribuons, qui sont pareils gaiges attribués à chascung des dictz conseillers tant qu'il nous plaira.

Si donnons en mandement à noz amés et féaulx les gens de nostre Court de Parlement de Tholose que cestuy nostre édict ils fassent publier et enregistrer selon sa forme et teneur, et en aultre qu'après leur estre appareu de la capa-

cité et suffizance, bonne vie et religion catholique dudict Bernard, et de luy prins et reçu le serment en tel cas requis et accoustumé, le mettent et instituent, offrent mettre et instituer de par nous en possession et saisine dudict office et d'icelluy ensemble des honneurs, autorités, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, gaiges, droictz, profictz, revenus et esmolemens dessus dictz, le fassent, souffrent et laissent jouir et user plainement et paisiblement, et à lui obéyr et entendre de tous ceulx et ainsi qu'il appartient éz choses touchans et concernans ledict office nonobstant quelzconques oppositions pour les quelles ne voulons estre différé ne retardé.

Mandons en oultre à nostre amé et féal conseiller le général de nos finances en la généralité de Languedoc estably à Montpellier, que par le recepveur et payeur des gaiges et droictz des officiers de la dicte Sénéchaussée il fasse payer, bailler et délivrer audict Bernard les dictz gaiges de cinquante livres tournoises doresnavant par chascung an, aux termes et en la manière accoustuméz, à commencer du jour et date des présentes; et à cest effect faire fonds et augmenter d'autant l'assignation du dict recepveur pour le paiement desdictz gaiges, et en rapportant ces présentes ou copie deuement collationnée pour une fois et quittance du dict Bernard sur ce suffizante seulement.

Nous voulons ce que pour ce payé aura esté, estre passé, alloué et rabatteu éz comptes dudict recepveur et payeur par nos amés et féaulx les gens de nos comptes à Montpellier, leur mandant ainsin le faire sans difficulté.

Car tel est nostre plaisir nonobstant aussi les ordonnances et défenses à ce contraires ausquelles nous avons dérogé et dérogeons, et aux dérogatoires des dérogatoires y contenues, de nostre mesme puissance et autorité que dessus, par ces présentes; ausquelles, afin que ce soyt chose ferme et stable à tousjours nous avons faict mettre nostre

scel sauf en aultre chose nostre droict et l'aultruy en toutes.

Donné en Avignon au moys de décembre l'an de grâce 1574 et de nostre règne le septiesme.

Et sur le reply d'icelles: par le Roy en son Conseil:

BRULARD.

Et sont scellées du grand sceau en cire verte à laz de soye; et sur ledict reply est escript: leues et publiées et registrées en ce que concerne le restablissement dudict officier de conseiller et rapporteur, en l'auditoire dudict sénéchal du Puy.

Ouy et consentant le Procureur général du Roy.

A Tholose en Parlement le douziesme jour du mois d'avril, l'an 1575.

Signé: DU TORNOER (1).

XII. — 28 novembre 1577. — Provisions de l'Office de Conseiller au Sénéchal du Puy en faveur de Maître Mathieu Triollenc.

Henry par la grâce de Dieu Roy de France et de Poloigne, à tous ceulx qui ces présentes lettres verront, salut.

Savoir faisons que nous a plain confians des sens, suffisance, loyauté, prud'hommie, expérience au fait de judicature et bonne diligence de la personne de nostre bien amé Maistre Mathieu Trioullenc, docteur ès droictz, lui avons pour ces causes et aultres à ce nous mouvans, donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes l'estat et office de

(1) Arch. dép. Haute-Garonne, BB. 71.

Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts. p. 662.

nostre Conseiller en nostre sénéchaussée du Puy et Vellay que naguères souloit tenir et exercer Maistre Gaspard Marquès, dernier paisible possesseur d'icelluy, à présent vaccant par la pure et simple résignation qu'il en a ce jourd'huy faicte en noz mains par son procureur suffisamment fondé de lettres et procurations quant à ce cy attachée soubz le contre scel de nostre chancellerie au profict dudict Trioullenc ; pour icelluy estat et office avoir, tenir et doresnavant exercer, et en jouir et uzer aulx honneurs et autorité, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, gaiges de cinquante livres tournois par an, espices, droictz, profictz, revenus et esmolumens y attribuez et dont jouissent les aultres Conseillers dudict siège, tant qu'il nous plaira ; pourveu que le résignant vive quarante jours après la date des présentes.

Par lesquelles donnons en mandement à noz amés et féaulx les gens de nostre Court de Parlement de Tholose et au Sénéchal du Puy ou son Lieutenant, que, après leur estre appareu de la capacité, suffisance, bonne vie dudict Trioullenc, et de luy prins et reçu le serment en tel cas requis et accoustumé, le mettent et instituent ou fassent mettre et instituer de par nous en possession et saisine dudict office, et d'icelluy ensemble des honneurs, autorité, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, gaiges, espices, droictz, profictz, revenus et esmolumens dessus dictz, le fassent, souffrent et laissent jouir et uzer plainement et paisiblement et à lui obéyr et entendre de tous ceulx et ainsy qu'il appartiendra èz choses touchans et concernans ledict office.

Mandons en oultre à noz amés et féaulx Conseillers et généraulx de noz finances en la généralité de Languedoc establye a Montpellier, et chacun d'eux, que par le recepveur et payeur des gaiges et droictz des Conseillers et Officiers de la dicte sénéchaussée du Puy ilz facent payer, bailler et délivrer comptant audict Trioullenc les dictz gaiges de cinquante livres doresnavant par chacun an, aulx termes et en

la manière accoustumée, à commencer du jour et date des présentes, rapportant lesquelles ou copie deuement collationnée pour une fois et quittance dudict Triollenc sur ce suffisante seulement.

Nous voulons les dictz gaiges et droictz, et tout ce que pour ce payé aura esté, estre passé, alloué et rebattu ès comptes dudict recepueur et payeur par noz amés et féaulx les gens de noz comptes à Paris, leur mandant ainsi le faire sans difficulté. Car tel est nostre plaisir.

En tesmoing de ce, nous avons faict mettre nostre scel à ces dictes présentes.

Donné à Paris, le vingt-huictiesme jour du mois de novembre, l'an de grâce 1577 et de nostre règne le quatriesme. Et au ply est escript :

Par le Roy :

BOTUR, ainsin signé (1).

XIII. — 6 novembre 1578. — Lettres pour la réception de Mathieu Triollenc.

Henry, par la grâce de Dieu Roy de France et de Pologne, à nos amés et féaulx les gens de nostre Court de Parlement de Tholouse, Sénéchal du Puy ou son Lieutenant, salut.

Nostre bien amé Maistre Mathieu Triollenc, Conseiller au siège de la dicte sénéchaussée, nous a, par sa requête présentée en nostre Conseil d'Etat, faict remonstrer que feu Gaspard Marqués ayant esté pourveu dudict office de Conseiller auroit passé procuration pour le résigner au profit dudict Triollenc suppliant, lequel seroit venu exprès en la ville de Paris pour faire admettre la dicte résignation, ce qu'il

(1) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, p. 672.

auroit fait, et obtenu provision dudict office le 29^e novembre 1577 moyennant quatre vingts écu qu'il paya pour la finance d'icelle résignation ; et, ayant obtenu ses lettres de provision, se seroit présenté à la dicte Court de Parlement pour y estre reçu et institué.

A quoi il auroit esté empesché par maistre Gilibert Morgue soy disant pourveu dudict office par le trespas dudict feu Marqués moyennant trois cents escuz payez à nos parties casuelles le 26^e décembre ensuivant.

Sur quoi y a procez pendant par devant vous, ayant ledict suppliant soutenu ledict feu Marqués avoir vescu lesdictz quarante jours portez par nos ordonnances, et ledict Morgue au contraire ; nous suppliant, attendu ce que dessus, et qu'il a esté pourveu par la résignation dudict feu Marqués, comme appert par les pièces cy attachées, ordonner que ledict suppliant sera reçu et jouira dudict office à la charge de rembourser ledict Morgue de ladicte somme de trois cents escuz qu'il a payées, et des loyaux coûtz de l'expédition de sa provision, afin que lesdictes parties soient mises hors de Court et de procéz.

Nous, de l'avis de nostre dict Conseil, qui a veu ladicte requeste avec les quittances de ladicte finance payée tant par ledict suppliant que Morgue, le tout cy-attaché, et y ayant esgard, avons ordonné et ordonnons que, en remboursant actuellement par ledict suppliant iceluy Morgue de la dicte somme de trois cents escuz par lui payée pour la finance dudict office, et les loyaux coûtz et pour fraiz qui seront liquidés par le Lieutenant général de la dicte Sénéchaussée du Puy, ledict Triollenc suppliant demeurera pourveu dudict estat de conseiller et y sera reçu et institué pour l'exercer selon le contenu de ses dictes lestres de provision, nonobstant celles que ledict Morgue en a obtenues par le décès dudict Marqués, lesquelles nous

avons révoqué et révoquons sans qu'il s'en puisse aider et servir, ne vous ou autres y avoir esgard.

Et par ce moyen avons mis et mettons icelles parties hors de Court et de procéz, et leur imposons silence pour raison d'icelluy. Vous mandons que, après vous estre appareu du remboursement tant du principal que fraiz, ou à faulte de l'accepter, de la consignation d'icelluy en nom de justice, vous ayez à recevoir, instituer et faire jouir icelluy Triollenc dudict estat de conseiller selon le contenu de ses dictes lettres de provision, nonobstant ledict procéz que ledict défunct Marqués n'aye vescu les dictz quarante jours, et quelzconques oppositions ou appellations, pour lesquelles ne voulons estre différé ne retardé, et quelzconques ordonnances, déffenses et lettres à ce contraires.

Car tel est nostre plaisir.

Donné à Fontainebleau, le 6^e jour de novembre, l'an de grâce 1578, et de nostre règne le cinquiesme.

Par le Roy en son Conseil. Ainsin signé, volu et scellé du grand scel à cire jaulne (1).

XIV. — 4 mai 1564. — Déclaration par laquelle le Roy entend que ses advocat et procureur en la Sénéchaussée du Puy ne puissent avoir pension ne gaiges d'autres que de luy, contenant règlement sur les dictz estatiz (2).

Charles, par la grâce de Dieu Roy de France, à noz amés et féaulx les gens tenans nostre Court de Parlement à Tholose et Sénéchal du Puy ou son Lieutenant, salut.

(1) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, p. 687.

(2) Id. p. 397.

Le Syndic de nostre pays de Vellay nous a faict dire et remonstrer que pour le soulagement de noz subjectz dudict pays et leur faire administrer justice au lieu plus proche de leur demeure et à moindre frais, le feu Roy François, nostre très cher seigneur et frère a créé, érigé et estably en la dicte ville du Puy ung siège de Sénéchal pour tout le dict pays de Vellay, composé d'ung juge maige, lieutenant particulier, conseillers, ung advocat, ung procureur pour nous, et aultres officiers nécessaires.

Et combien que les officiers dudict siège se deussent gouverner, principalement noz advocat et procureur quy sont establys pour la poursuyte des caz criminelz et vindicte publique, sellon noz édictz et ordonnances, et, ce faisant, abstenir de consulter et playder pour les parties, mesmes rapporter procès tant civilz que criminelz, prendre et avoir pension d'aultres seigneurs que nous. Toutesfois journellement ilz font le contraire, ce que leur est souffert et tolléré par ledict Sénéchal, son Lieutenant et aultres officiers dudict siège, dont noz affaires et service sont grandement retardéz et noz subjectz dudict pays vexés : car noz dictz advocat et procureur ayans consulté pour aulcun d'eux ne délayssent à rapporter leurs procès et assister aux jugemens d'iceulx, estans conseil et juge contre toute raison ; et d'ailleurs estans empeschés en la direction desdictes affaires particulières et rapport de procès, la poursuyte des crimes demeure en arrière et la justice criminelle grandement retardée contre noz édictz et ordonnances. A quoy ayant esgard nous, et ledict syndic très humblement supplié et requis luy vouloir pourveoir ;

Nous, à ces causes, désirans l'ordre et cause de la création de noz dictz officiers estre gardée, et chacun faire à part et séparément le deu de sa charge, sans que les ungs entreprennent sur les aultres, et la poursuyte des crimes n'estre délayssée par noz dictz advocat et procureur soubz ombre d'un gain particulier qui ne doit estre préféré au bien public, et pour plu-

sieurs aultres considérations à ce nous mouvans, — par advis de nostre Conseil ordonnons, déclairons, voulons et nous plaist que nos dictz advocat et procureur en la sénéchaussée du Puy ne puissent par cy après tenir et avoir pension ne gaiges d'aultres seigneurs que nous, consulter et postuler pour les parties en matières criminelles ny aux civiles ausquelles nous avons intérestz ou le public, et à nostre diet procureur ne soyt loysible rapporter aulcuns procès civilz ny criminelz et assister aux jugemens d'iceulx, encores que nous n'y ayons intéretz ou autrement.

Ce que nous leur avons défendu et défendons très expressément par ces présentes, et leur enjoignons de tenir la main soigneusement en la poursuyte des causes et matières criminelles, pugnition et extirpation des malfaiteurs dudict pays, à ce qu'ilz soyent promptement expédiés ainsi qu'il est porté et contenu par noz dictes ordonnances.

Si vous mandons à chacun de vous si comme à luy appartiendra que nostre présente déclairation et ordonnance vous fassiez lire, publier, enregistrer et garder sellon sa forme et teneur; et à l'observation d'icelle contraindre noz dictz officiers présens et advenir, sans les souffrir aller au contraire ny y contrevenir aulcunement. Les contrainnant à ce faire et souffrir, par toutes voyes deues et raisonnables

Car tel est nostre bon plaisir, nonobstant quelzconques lettres de permission et dispense, et arrestz de nostre dict^e Court que y pourroit avoir à ce contraires, que nous avons cassé, révoqué et annulé, cassons, révoquons et annulons, et ne voulons ny entendons sortir aulcun effet.

Donné à Bar-le-Duc, le quatriesme jour de may, l'an de grâce 1564 et de nostre règne le quatriesme.

Par le Roy en son Conseil :

BURGENSIS.

**XV. — 9 juin 1564. — Arrêt du Parlement de Toulouse
pour les Procureur et Avocat du Roi.**

Arrêt de la Court (1)

Babut assistant, Chappuis pour le syndic du pays de Vellay, et Sarrapü pour le syndic du pays de Languedoc, dict : le Roy par ses lettres-patentes données à Bar-le-Duc le quatriesme de may dernier auroit statué, voulu et ordonné pour certaines justes considérations, profit et utilité de ses subjectz que les advocat et procureur dudict seigneur institués en la Séneschaussée du Puy et Vellay ne puissent avoir pension ne gaiges d'aultres seigneurs que du Roy ; consulter ne postuler pour les parties ès matières criminelles ne civiles ès quelles ledict seigneur a intérêt ou le publiq. Et audict procureur de rapporter aucuns procès civilz ny criminelz ny assister au jugement d'iceulx encores que le Roy n'y aye intérêt ou aultrement, mais avoir le soing et sollicitudé et tenir la main à la punition et extirpation des vices et malfaiteurs dudict pays tout ainsin qu'il est plus à plain contenu ès dictes lettres, qu'il présente avec honneur et révérence, requiert icelles estre leues, publiées et régistrées, et le contenu gardé et observé.

Aldibert pour les juge maige et conseillers establys en la dicte Séneschaussée du Puy et Vellay quant à la discrétion de la Court et tant qu'est besoing y adhère et la requiert.

De Mansencal pour le Procureur général du Roy dit avoir eu communication des dictes lettres, et pour ce qu'elles sont conformes aux dictz édictz et ordonnances du Roy et tendent au bien et utilité publique, déclare n'empescher la publication requise. Ains, tant que besoing seroit, requiert les dictes lettres estre leues, publiées et régistrées.

(1) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, p. 601.

Appointé est, eue délibération, que les supplians feront appeler le Procureur du Roy en la dicte Sénéchaussée du Puy et Vellay, nommé ès dictes lettres, pour, luy ouy, estre pourveu et ordonné ainsi qu'il appartient.

Fait à Tholose en Parlement le neufviesme jour du mois de juing l'an 1564.

XVI. — 6 juin 1566. — Lettres de jussion pour l'enregistrement de la déclaration du 4 mai 1564. (1)

Charles, par la grâce de Dieu Roy de France, à noz amés et féaulx conseillers les gens de nostre Court de Parlement de Tholose, salut et dilection.

Le syndic de nostre pays de Languedoc nous a fait dire et remonstrer que par noz lettres de déclairation du quatriesme may 1564, et suivant l'édict des Estatz Généraulx tenus à Orléans et aultres ordonnances de noz prédécesseurs Roys, nous aurions ordonné que dès lors en avant noz advocat et procureur en la Sénéchaussée du Puy et Vellay ne pourroient tenir ou avoir pension ne gaiges d'aultres seigneurs que de nous, consulter ne postuler pour les parties ès matières criminelles ny civiles ès quelles nous et le public avons intérêt, et pareillement à nostre dict procureur rapporter aulcuns procès civilz ou criminelz ne assister au jugement d'iceulx, encores que n'y eussions intérêt ou autrement; ce que nous leur aurions très expressément interdit et défendu ainsi qu'il est plus à plain contenu et pourté par noz dictes lettres qui vous auroient esté présentées, et nostre procureur général requis la publication et entérinement comme estans conformes à noz édictz et ordonnances.

(1) Arch. dép. Haute-Garonne, B. B. 60. — Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêtés, p. 633.

Toutesfois vous auriez ordonné que Maistre Jehan Delom nostre procureur en la dicte Sèneschaussée du Puy et Vellay seroit appelle, pour luy ouy, y estre pourveu. Et depuis, par vostre arrest donné en la chambre des vacations le vingtiesme septembre ensuivant, que les dictes parties viendraient en jugement après la feste Saint-Martin lors prochaine, tant sur le règlement dudict siège, présentation de noz dictes lettres, que déclairation des peines et réquisition des despens, dommages et intérestz préthenduz par ledict Delom ; et cependant ordonné qu'il jouirait des distributions et rapports des procès, commissions et instances es causes civiles, où nous n'avons intérêt avec défense au juge maige et officiers de la dicte Sèneschaussée de l'en empescher à peine de mil livres en leur propre et privé nom, et de la nullité des jugemens qui par eux seraient faictz après l'inthimation dudict arrest par provision et jusques à ce qu'aultrement en eust esté ordonné ; qui est directement contrevenir à noz dictes ordonnances et déclairation que nous avons depuis confirmées et réytérées, mesmes par nostre édict dernièrement faict à Moulins sur le règlement de la justice, suivant lequel ledict exposant nous a très humblement supplié et requis lui pourveoir.

Nous, à ces causes, désirans l'observation et entrectènement de noz dictz édictz, bien recordz et mémoratifs d'iceulx, et après qu'il nous est apparu de noz dictes lettres de déclairation et arrestz sur ce par vous donnéz, le tout cy-attaché soubz le contre-scel de nostre chancellerie ; de l'avis de nostre conseil, vous mandons, commettons et enjoignons très expressément par ces présentes que vous prendrez pour dernière et fidelle jussion, que, incontinent icelles receues, vous ayez à procéder à la vérification et entérinement de noz dictes lettres de déclairation, et les faire lire, enregistrer et entrectenir, observer et garder inviolablement de point en point selon leur dicte forme et teneur ; fesant cependant défense audict Delom, aux officiers de la dicte Sèneschaussée, et à tous

aultres, d'y contrevenir sur payne de faux, soyt en vertu de vos dictz arrestz ou aultrement par quelque sorte que ce soyt.

Enjoignant aussi à nostre dict procureur général en faire les poursuites et diligences et nous advertir de ce qui aura esté faict dedans ung mois après.

Car tel est nostre plaisir, nonobstant comme dessus et quelzconques édictz et ordonnances, restrinctions, mandemens, défenses et lettres à ce contraires. Mandons et ordonnons à nostre huissier ou sergent premier sur ce requis faire toutes les significations et aultres exploitz nécessaires pour l'exécution de ces présentes, sans prendre ou demander aucun congé, permission, placet ou visa ne pareatis.

Donné à Sainct-Maur le sixiesme jour de juing l'an de grâce 1566 et de nostre règne le sixiesme.

Et sont scellées du grand sceau de cire jaulne à simple queue. Registrées, ouy le Procureur général du Roy et le syndie du pays de Languedoc, pour le contenu en icelles estre garde suivant l'intention du Roy et comme est contenu en l'arrest de la Court ce jourd'huy judiciairement donné à Tholozé en Parlement le dix-septiesme mars 1567.

BURNET, ainsin signé.

Les conclusions du Procureur général sont ainsi conques :
Attendu la vaulonté du Roy déclairée par ses secondes lettres, et le consentement desjà presté sur la présentation des premiers, n'entend empescher la vérification d'icelles, ains y consent et le requiert tant que besoing seroit.

Faict à Tholozé le douziesme d'aoust 1566.

DEYGA, ainsi signé.

XVII. — 7-8 février 1576. — Arrêt du Parlement de Toulouse ordonnant aux officiers du Puy de se conformer aux Règlements de la Sénéchaussée de Beaucaire (1).

Mardy, septiesme février 1576, en la Grand'Chambre furent présens Messieurs Lathomy et Bertrand, présidens, de Bérail, Sabaterū, Papus, de Sabatier, d'Ausond, Catel, Buet, Ouvrier, de Hautpoul, d'Antiquamerata, Saluste, Prohenques, de Saint Pierre, Roguier.

Sur la requeste présentée par le juge-maige et lieutenant principal en la Sénéchaussée du Puy, et une aultre requeste cy-devant présentée à la Court par le Procureur général du Roy, le dix-huictiesme jour d'april 1573 sur la quelle avoit esté ordonné jonction estre faite aux juge-maige, lieutenant et aultres officiers de la dicte Sénéchaussée, garder et faire garder, entretenir et observer audiet siège le contenu ez arrestz donnés sur le règlement des officiers en la Sénéchaussée de Beaucaire, des treiziesme jour de septembre 1540 et dernier octobre 1541, ensemble les dictz arrestz et aultres pièces attachées à la dicte requeste dernière.

La Court ayant esgard à icelle et ensuivant le précédent appointement a enjoinct et enjoinct aux dictz juge-maige, lieutenant et aultres officiers du Puy garder, entretenir et observer le contenu es dictz arrestz de règlement sur peine de quatre mil livres, de suspension de leurs offices, et aultre arbitraire.

Prononcé le huictiesme février.

(1) Arch. dép. Haute-Garonne, BB. 73.

Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, p. 670.

XVIII. — 1580. — Suppression d'un Office de Lieutenant en la Sénéchaussée du Puy.

Henry par la grâce de Dieu Roy de France et de Pologne, à tous présens et advenir salut.

Noz amés et féaulx conseillers les officiers de la Sénéchaussée du Puy en Velay nous ont faict remonstrer en nostre Conseil que leur siège avait esté composé par la création a icelluy d'un Séneschal de robbe courte, d'un juge-mage, lieutenant général, d'un lieutenant particulier et de quatre conseillers tant seulement, et ledict office de lieutenant particulier demeure supprimé par le décèz du premier pourvu suivant nos ordonnances d'Orléans, et despuis restabli comme tous les autres officiers suppriméz ; et dès lors y feust créé un office de conseiller et encore despuis, en l'année 1573, un lieutenant-principal dont a esté pourvu maistre Jacques Ponchon.

De sorte qu'au dict siège, qui est des plus petitz de ce Royaulme, y avoient trois lieutenant et cinq conseillers.

Et combien que le dict office de lieutenant-principal qui a vaqué au mois de may dernier par le décèz de feu maistre André de Torrenc, soit demeuré supprimé suivant le contenu ès 235^e et 237^e articles des ordonnances faictes sur les remonstrances des gens des Trois Estatz de nostre Royaulme dernièrement tenez à Bloys, maistre André Dujeune cy-devant conseiller au dict siège s'en seroit faict pourvoir moyennant certaine finance qu'il en auroit payée en nos parties casuelles.

Voullant à présent fortifier sa provision et restablisement par nous naguères faict des offices supprimés par ledict édict de Bloys, encores que par iceluy édict soit expressément porté que les officiers qui ont vacqué despuis la publication des dictz édictz de Bloys jusques à celluy dudict restablisement dernier, seront et demeureront suppriméz : de quoi celluy de lieutenant particulier est compris en la dicte suppression

Et pour ce se sont les dictz supplians opposés à la réception dudict Dujeune en nostre Court de Parlement de Tholouse, nous requérant très humblement, attendu que ledict siège demeure encore remply de deux lieutenans et du nombre de conseillers requis pour l'exercice de la justice, révoquer les lettres de provision obtenues par ledict Dujeune, ordonnant que icelluy office demeurera esteinct et supprimé par le décès dudict de Torrene; offrant en ce faisant, pour la descharge de nos finances, rembourser ledict Dujeune de la somme qu'il montrera avoir fornée en nos parties casuelles pour la composition dudict office et des loyaux coûtz et fraiz.

Nous, de l'avis de nostre Conseil qui a mis en considération les choses susdictes, et ayant esgard que audict restablissement sont seulement compris les offices qui ont vacqué depuis le jour de la publication d'icelluy, avons suivant la conservation portée par ledict restablissement déclaré et déclarons ledict office de lieutenant ny estre compris ains, estre supprimé et partant que besoing est ou seroit avons supprimé et abolly, supprimons et abollissons, ensemble les gaiges et droictz y appartenantz; révoquant la provision que ledict Dujeune en a obtenue, sans que ledict office puisse plus estre restably ny pourveu à icelluy de quelque personne ne pour quelque cause que ce soit.

Révocquant aussi dès à présent les provisions que en pourroient estre obtenues, sans que les impétrans s'en puissent aider ou servir, ne par vertu d'icelles s'entremettre de l'exercice dudict estat, ce que nous leur défendons sous peine de faulx; à la charge que lesdictz supplians seront tenuz rembourser actuellement ledict Dujeune de la finance qu'il montrera avoir payée en nos parties casuelles, pour la taxe, composition dudict office et des loyaux coûtz et fraiz que nous avons taxés et modérés à la somme de quarante escuz sol (1).

(1) Bibl. du Puy. — Recueil d'arrêts, p. 377.

XIX. — 31 décembre 1609. — Lettres de provision de l'estat et office de Juge-maige et Lieutenant général en la Sénéchaussée du Puy en faveur de maistre Guillaume Bertrand (1).

Henry, par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre, à tous ceulx qui ces présentes lettres verront, salut.

Faisons savoir que nous à plain confians de la personne de nostre cher et bien amé maistre Guillaume Bertrand, et de ses sens, suffisance, littérature, loyauté, preud'homme, expérience au faict de judicature, et bonne diligence, à iceluy pour ces causes et aultres à ce nous mouvans, avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes l'estat et office de nostre conseiller, juge-maige et lieutenant général en la Sèneschaussée du Puy, que naguières souloict tenir et exercer maistre Jehan Bertrand son père, dernier paisible possesseur d'iceluy, vaccant à présent par la pure et simple résignation qu'il en a ce jour d'huy faicte en nos mains.

Et d'autant que pour les agréables services que ledict Bertrand père nous a cy-devant faictz et à nos prédécesseurs Roys, tant en l'exercice dudict office que de conseiller, lieutenant particulier et principal audict siège depuis quarante neuf années, au moyen de quoi il y a acquis une grande expérience qui ne peult estre que beaucoup utile à nostre service et au bien de nos subjectz de ce ressort, désirans à ceste occasion le gratifier et favorablement traicter, et lui laisser quelques marques de ses dictz services sur son vieil aage ;

A cette cause, lui avons de nostre grâce spéciale permis et accordé que nonobstant la dicte résignation il puisse encore tenir et exercer ledict office durant trois ans sans que ledict

(1) Archives de M. Bertrand de Doue, au Puy.

office puisse vacquer par son décès, à la charge toutesfois que ledict Bertrand son fils se présentera à nostre Court de Parlement de Tholose pour y estre reçu.....

Donné à Paris, le dernier jour de décembre, l'an de grâce mil six cent neuf.

HENRY.

Par le Roy : BRULART.

XX. — Personnel de la Sénéchaussée du Puy en 1622 (1).

Sénéchal : Charles de Chaste ;

Juge-mage : Guilhaume Bertrand ;

Lieutenant-principal : Hugues de Fillère ;

Conseillers : Mathieu Triollenc (2), Jacques Iraitlh, Maurice Bernard, Jean d'Asquemye, Etienne Violon ;

Greffier : Robert Jourdain ;

Auditeurs des comptes : Gaspard d'Avignon et Pierre Sigaud ;

Procureur du roi : Pons Pinot ;

Avocat du roi : Armand de Ferrand d'Amavis ;

Commis au greffe : Jacques Chilhac ;

Huissiers : Pierre Paris et Jean Blanchard ;

Avocats : Louis Dublanc, François Valicon, Julien Iraitlh, François Mondot, Antoine Planchette, Martel, Obrier, Villars, Galland, Bernard, Pierre Triollenc, Jean Brun, Marcelin Rousset, François de Colomb, Hugues et Georges de Pradier, Violon, Daurier, Gaspard Géroentes, André Ciraudet,

(1) Registres de la Sénéchaussée. 1622. Arch. dép. Haute-Loire.

(2) Le 11 décembre 1623, François Valicon, de Chazelles, était pourvu de l'office de feu Mathieu Triollenc, son beau-père. — (Arch. dép. Haute-Garonne, BB. 442.

Aymard Chaudéon, Sanhes, Christophe de Ferrand d'Amavis, Martin, Raffier, Pierre Barry, Jean Caron, Régner Fourchand, Brunel, Boyer, Guillaume Marye, Gabriel d'Asquemye, Hugues d'Avignon, Jean et Guillaume de Coubladour.

XXI. — 20 novembre 1670. — Arrêt du Parlement de Toulouse faisant défense aux juges mages de tenir les audiences seuls.

Louis, par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre, au premier nostre huissier ou sergent sur ce requis.

Comme sur la requeste présentée en nostre Court de Parlement de Tholose par nostre procureur général, à ce que, pour les causes y contenues, il soit fait inhibitions et défenses, suivant nostre nouvelle ordonnance, article neufviesme du titre onze des Délais et procédures, tant aux juges mages, juges criminels de nos Sèneschaux, leurs lieutenans que autres juges du ressort de nostre dite Court, où il y peut avoir nombre d'opinans, de tenir par cy-après leurs audiences en seuls, appoinster au Conseil en Droict, ny à mettre si ce n'est en l'audience et par pluralité de voix, et de contrevenir à nostre dite nouvelle ordonnance à peine de quatre mil livres et de suspension de leurs charges ; et qu'à cet effect il soit enjoint aux autres officiers de nos dicts sièges d'assister ausdites audiences sur mesme peine, et que le présent arrest soit leu et publié dans toutes nos Sèneschaussées du Ressort de nostre dite Cour, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance.

Et nostre dite Cour, veue ladite requeste signée Depins et Le Mazuver, nos advocat et procureur généraux, — par son arrest prononcé le vingtiesme du présent mois de novembre mil six cent soixante dix, ayant égard à ladite requeste a fait et fait inhibitions et défenses suivant l'article neufiesme du titre

onziesme de nostre dite nouvelle ordonnance, à tous juges mages, juges criminels, leurs lieutenans de nos Sèneschaux, et autres juges du Ressort de nostre dite Cour, où il peut avoir nombre d'opinans, de tenir à l'advenir leurs audiences en seuls, ny d'appointer au conseil en droict, ny à mettre qu'en ladite audience et par pluralité de voix, ny aussi de contrevenir à nostre dite nouvelle ordonnance à peine de quatre mil livres et de suspension de leurs charges et autre arbitraire.

Enjoignant audit effect aux autres officiers de nosdits sièges d'assister ausdites audiences sur mesme peine.

Et a ordonné et ordonne que le présent arrest sera leu et publié dans toutes nos Sèneschaussées du ressort de nostre dite Cour, afin qu'on n'en prétende cause d'ignorance.

Nous, à ces causes, requérant nostre dit Procureur Général, te mandons et commandons par ces présentes faire de par nous et nostre dite Cour les inhibitions et injonctions portées par ledit arrest aux comprins et nommez en icelluy et autres qu'il appartiendra sur les peines y contenues, suivant et conformément audit arrest.

Mandons en outre à tous nos autres justiciers, officiers et sujets, ce faisant obéyr.

Donné à Tolose en nostre Parlement le vingtiesme jour du mois de novembre, l'an de grâce mil six cens soixante dix, et de nostre règne le vingt-huictiesme.

Par la Cour :

DE VILLÈLE.

XXII. — 1676. Requête du lieutenant criminel à l'intendant d'Aguesseau.

A Monseigneur,

Monseigneur d'Aguesseau, chevalier, conseiller du Roy en ses conseils, Maître des Requestes ordinaires de son hostel, Président au Grand Conseil, Intendant de justice, police et finance en Languedoc.

Supplie humblement Jacques Pradier d'Agrain, escuyer, conseiller du Roy, lieutenant criminel en la Sénéchaussée du Puy, disant que quoy que ladite charge de lieutenant criminel soit la plus éminente en dignité de toutes les autres dudit siège, immédiatement après celle du juge mage (qui est lieutenant-général), — et qu'en cette dite qualité, en l'absence du sénéchal (qui est hors du Royaume) et vacation de l'office de juge mage (le titulaire estant décédé), le suppliant doive avoir entrée et assistance comme commissaire ordinaire à l'assiette ou Estats particulliers du diocèse du Puy, tout de mesmes que lesdits sénéchal et juge-mage ont fait, — à l'exemple de tous les autres lieutenans criminels du Languedoc, singulièrement de ceux de Montpellier, Carcassonne, Castelnaudarry et autres.

Néanmoins d'autres officiers dudit siège prétendent d'avoir cette entrée à l'exclusion dudit suppliant qui, pour prévenir les contestations qui pourroient arriver et estant fondé sur l'attribut de sa charge, la quelle précède toutes les autres en l'absence du sénéchal et vacance de celle du juge mage, a recours à vous.

A ce qu'il vous plaise, Monseigneur, veu les certificats ci-liés qui justifient du droit de tous les lieutenans criminels de la province et de l'usage en leur faveur en pareil cas.

Ordonner qu'il assistera à ladite assemblée comme commissaire ordinaire l'année présente en défaut desdits sieurs sénéchal et juge mage, à l'exclusion de tous les autres officiers dudit siège ; et enjoindre au syndic dudit diocèse de promouvoir l'exécution de vostre ordonnance, mesmes qu'il sera informé des contraventions par le premier juge royal qu'il vous plaira (1).

XXIII. — 14 janvier 1689. — Provisions de l'office de Conseiller pour Jean-Antoine Barret (2).

Louis, par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, salut.

Sçavoir faisons que nous a plain confians en la personne de nostre cher et bien amé Maistre Jean-Antoine Barret, avocat en Parlement, et en ses sens, suffisance, loyauté, prud'homie, capacitté, expérience au fait de judicature, fidélité, affection à nostre service.

Pour ces causes et autres à ce nous mouvans nous lui avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes l'office de nostre conseiller en la Sénéchaussée du Puy que tenoit et exerçoit Maistre Pierre Bernard dernier possesseur d'iceluy, qui l'a volontairement résigné en faveur dudit Barret par sa procuration cy avec autres pièces attachée sous le contre-scel de nostre chancellerie pour ledit office avoir, tenir et doresnavant exercer, en jouir et user aux honneurs, autorités, prérogatives, prééminences, privillèges, exemptions, franchises, libertés, gaiges, droictz, fruitz, proffitz, revenus et esmolemens accoustumés et y appartenans, tout et sembla-

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 16.

(2) Id., BB. 33.

blement qu'en a jouy ou deub jouir ledit Bernard, tant qu'il nous plaira, pourveu toutesfois qu'il ayt vescu les quarante jours portés par nostre règlement à dater de la date du controle de la finance payée pour le droict de résignation dudit office suivant le certificat du deuxième du présent mois et an; que ledit Barret ayt l'age de vingt cinq ans accomplis, ainsi qu'il appert par son extraict baptistaire du dix huit février mil six cent soixante un, qu'il n'ayt un siège de ladite Sénéchaussée aucuns parens ny alliés aux degres prohibés par nos ordonnances, conformément au certificat qui en rapporte du seizième septembre dernier, et qu'il ayt satisfait à nostre édict du mois d'avril mil six cent soixante dix neuf, le tout à peine de perte dudit office, nullité des présentes et de sa réception.

Sy donnons en mandement à nos amés et féaux les gens tenans nostre Cour de Parlement de Tholose, qu'après leur estre appareu des bonne vie, mœurs, age susdit de vingt-cinq ans accomplis, conversation, religion catollique, apostolique et romaine dudit Barret, et de luy pris le serment accoustumé, ilz le reçoivent, mettent et instituent de par nous en possession dudit office, l'en faisant jouir et user aux honneurs, autorittés, prérogatives, prééminences, privillèges, exemptions, franchises, gaiges, droictz, fruitz, proffitz, revenus et esmolumens susdits plainement et paisiblement.

Mandons en outre à nos amés et féaux conseillers les présidans, trésoriers de France et généraux de nos finances de Montpellier que par ceux de nos receveurs comptables qu'il appartiendra ils fassent payer audit Barret les dits gaiges doresnavant par chacun an aux termes et en la manière accoustumée, à commencer du jour de sa réception, et vouldons lesdits gaiges estre passés et alloués en la despanse des comptes de ceux qui en auront fait le payement par nos amés et féaux les gens de nos comptes, aydes et finances audit Montpellier, ausquels mandons ainsi le faire sans difficulté

car tel est nostre plaisir. En tesmoing de quoy nous avons fait mettre nostre scel à ces présentes.

Donné à Versailles le 14^e jour de janvier l'an de grace 1689 et de nostre règne le quarante sixième.

Par le Roy :

DUGONNE.

XXIV. — 29 septembre 1690. — Nomination du Premier Président au Présidial du Puy.

Louis, par la grace de Dieu Roy de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront salut.

Par nostre édict du mois d'octobre mil six cent huictante neuf, enregistré où besoin a esté, nous aurions pour les causes et considérations y contenues créé, érigé et établi un siège présidial dans nostre ville du Puy, capitale du pais de Vellay à l'instar des autres sièges présidiaux de nostre province de Languedoc ; lequel siège présidial nous avons uni et incorporé avec le sénéchal de ladite ville, pour, avec ledit sénéchal et dans l'étendue de son ressort, avoir mesme juridiction et cognissance de toutes les matières tant civiles que criminelles, en première instance, en appel ou en dernier ressort, attribuées par nous ou par les Rois nos prédécesseurs aux autres Sénéchaussées et sièges présidiaux de nostre province de Languedoc.

Et par le mesme édict nous aurions entre autres choses créé et érigé en titre d'office formé deux nos conseillers Présidans en la Sénéchaussée et siège présidial du Puy, pour, conjointement avec les autres officiers créés par nostre dit édict et ceux qui composent le sénéchal, exercer la juridiction prési-

dialle et sénéchalle ainsin qu'il est plus au long porté par nostre édict.

Et désirans remplir lesdits offices des personnes capables et qui ayent les qualités requises, sçavoir faisons que sur la plaine et entière confiance que nous avons en la personne de nostre cher et bien amé Jean de Fillère, nostre conseiller, juge maige et lieutenant général en ladite Sénéchaussée du Puy, et en ses sens, suffisance, loyauté, preud'homie, expérience, capacité, fidélité et affection à nostre service.

Pour ces causes et autres à ce nous mouvans, nous lui avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes l'office de nostre conseiller présidant en la Sénéchaussée et siège présidial du Puy avec attribution de la fonction de commissaire confecteur des inventaires unie audit office par arrest de nostre conseil du cinquième du présent mois et an, créé par nostre édict du mois d'octobre dernier, auquel n'a encore esté pourveu, pour ledit office avoir, tenir et doresnavant exercer, en jouir et user par ledit de Fillère, aux honneurs, autorités, prérogatives, prééminances, franchises, privilèges, libertés, exemptions, gages de huit cent quatre vingt livres dont il sera fait fond de deux quartiers par chacun an dans les estats de nos finances de la généralité de Montpellier, droicts, pouvoirs, fonctions, assistances, part aux épices, fruits, profits, revenus et émolumens audit office appartenant, tels et semblables et tout ainsin qu'en jouissent les pourvus des pareils offices dans nos autres Sénéchaussées et sièges présidiaux de nostre province de Languedoc, conformément à nostre édict dont copie imprimée et collationnée est attachée sous nostre contrescel tant qu'il nous plaira.

Pourvu toutesfois que ledit de Fillère n'ayt en ladite Sénéchaussée et siège présidial aucuns parens ny alliés au degré prohibé par nos ordonnances ainsin qu'il paroît par le certificat du sieur Pinot nostre conseiller et procureur pour nous en ladite Sénéchaussée, du 24 février dernier, cy, avec

autres pièces attaché soubz le contrescel de nostre chancellerye, à peine de perte dudit office, nullité des présentes et de sa réception.

Sy donnons en mandement au sénéchal du Puy, son lieutenant et gens tenans la Sénéchaussée et siège présidial audit lieu que, leur estant appareu des bonne vie, mœurs, aage requis par nos ordonnances, conversation et religion catholique, apostolique et romaine dudit Fillère, et de luy pris et reçu le serment en tel cas requis et accoustumé, ils le reçoivent, mettent et instituent de par nous en possession dudit office, l'en faisant jouir et user, ensemble des honneurs, autorités, prérogatives, prééminences, privilèges, franchises, libertés, exemptions, gages de huit cent quatre vingt livres par an, conformément à nostre dit édict, plainement et paisiblement, et à luy obéir et antandre de tous ceux et ainsin que appartiendra ès choses touchans et concernans ledit office.

Mandons en oultre à nos amés et féaux conseillers les présidant, trésoriers généraux de France au bureau de nos finances à Montpellier que, par les receveurs et payeurs des gages des officiers de nostre Sénéchaussée et siège présidial, ils fassent payer, bailher et délivrer comptant par chacun an aux termes et en la manière accoustumée audit Maistre Jean de Fillère lesdits gages et droits à commencer du jour et datte de sa réception; et rapportant par nos amés et féaulx les gens de nos comptes, aydes et finances à Montpellier, auxquels mandons le faire ainsin sans difficulté. Car tel est nostre plaisir.

En tesmoin de quoi nous avons fait mettre nostre scel à ces présentes. — Donné à Paris le vingt neufvième jour de septembre l'an de grace mil six cent quatre vingt dix et de nostre règne le quarante huictième.

Par le Roy:

BOUCHER (1).

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 33.

**XXV. — 3 octobre 1719. — Vente de l'Office de Juge Mage
par Jacques Genestet à Jean Baillard des Combeaux.**

L'an mil sept cent dix neuf et le troisième jour du mois d'octobre avant midy, par devant le notaire royal de la ville du Puy soubsigné et tesmoins bas-nommés, s'est establi en personne messire Jacques de Genestet, seigneur et baron de Sénégol, Monthonnet, Mirmande et autres places, conseiller du Roy, président, juge mage et lieutenant général en la Sénéchaussée et siège présidial de la ville du Puy, y habitant, lequel de gré et libre volonté a vendu et vend par les présentes avec promesse de garantie de tous oublis, debtes et hypothèques et autres empeschemens généralement quelconques qui pourroient concerner ladite charge, autres toutesfois que ceux qui pourroient la regarder par rapport à la compagnie de ladite Cour présidiale et Sénéchaussée à noble Jean Baillard des Combeaux, seigneur de Lâpte et de Chanceaux, conseiller du Roy audit sénéchal et présidial de ladite ville du Puy, présent et acceptant, ledit estat et office de conseiller du Roy, juge mage et Lieutenant général en ladite Sénéchaussée et siège présidial dudit Puy dont il a esté pourveu et joui par lettres de chancellerie du trentième avril mil sept cent seize, ensuite de l'adjudication qui lui en a esté faite par nos seigneurs les commissaires nommés par arrest du conseil pour connoistre et juger en dernier ressort les affaires concernant les biens des condamnés pour crimes de fausse monnoye du neufvième may mil sept cent quinze, avec tous les droits, privilèges, prérogatives, prééminences, augmentations des gages, honneurs et autres appartenances quelconques en quoy que le tout consiste et puisse consister, et de la mesme manière qu'il a joui ou deub jouir sans s'y réserver, à commencer du jour de sa réception audit office dont il sera tenu; ledit seigneur

des Combeaux a promis de se faire pourvoir et recevoir en iceluy dans six mois prochains à peine de tous despens, dommages et intérêts, mesme d'estre obligé de payer l'intérêt du prix de vente comme il s'y oblige pourveu néanmoins que le retardement ne vienne pas de sa faute.

La quelle vente ledit seigneur de Sénéjol a fait audit seigneur des Combeaux pour le prix et somme de quarante mille livres. Ledit seigneur des Combeaux s'est obligé à payer audit seigneur de Sénéjol aux termes et paiements suivants, scavoir : la somme de dix mille livres lors de sa réception et installation audit office, et le surplus en cinq paiements esgaux annuels et consécutifs, chacun de six mille livres, le premier commençant l'an révolu après la susdite réception et installation audit office, ayant esté convenu de pacte exprès que ledit seigneur des Combeaux ne pourra faire lesdits paiements qu'en monnoye sonnante et non en aucuns billets ni papier de quelle espèce qu'ils soient ou puissent estre, et bien entendu nonobstant l'atermoyement de la susdite somme de quarante mille livres l'intérêt de ladite entière somme courra au denier vingt à compter néanmoins du jour de la susdite réception et installation au susdit office; et en cas que ledit seigneur des Combeaux voulut anticiper les susdits paiements, il sera tenu d'avertir trois mois auparavant ledit seigneur de Sénéjol auxquels paiements iceluy office demeurera spécialement et par privilège affecté et hypothéqué, et tous les autres biens présents et advenir dudit seigneur acquéreur avec promesse par ledit seigneur de Sénéjol que si au sceau et expédition des provisions dudit office il y intervenoit quelques oppositions et empeschements, et à la réception dudit seigneur acquéreur il y intervenoit aussi quelque obstacle concernant ledit seigneur de Sénéjol ou quelque demande de rachapt ou autres qui peuvent conserner le Roy à l'exception seulement des provisions, marc d'or et droit de survivance que ledit seigneur acquéreur sera tenu de poursuivre à ses frais, et ledit

seigneur de Sénéjol vendeur promet de les faire lever et cesser ou de fournir les sommes nécessaires, si tost et incontinent après qu'ils lui auront été dénoncés.

Et pour que ledit seigneur acquéreur puisse poursuivre et obtenir les provisions dudit office, ledit seigneur vendeur lui a tout présentement remis et délivré devant moy notaire et tesmoins une copie collationnée des provisions dudit office à luy accordée par Sa Majesté, avec la quittance du rachat du prest et droit annuel. Et pour obtenir lesdites provisions ledit seigneur de Sénéjol a de mesme délivré audit seigneur acquéreur sa procuration ad resignandum, de la réception desquels actes ledit seigneur acquéreur en a quitté ledit seigneur de Sénéjol, ayant esté convenu qu'en la présente vente l'estat et office de conseiller du Roy et président au présidial du Puy n'est pas compris, quoi qu'il soit contenu dans les mesmes provisions. ledit seigneur vendeur se réservant par exprès ledit office de juge mage comme est dit cy-dessus, promettant ledit seigneur de Sénéjol de fournir audit seigneur acquéreur tous autres actes nécessaires pour obtenir lesdites provisions au cas où ceux qu'il luy a desja remis ne seroient pas suffisants.

Et ainsi les parties l'ont voulu, promis et juré avec obligations de tous leurs biens, soumission et renonciation deubs.

Fait, passé et récité en ladite ville du Puy, hostel dudit seigneur de Sénéjol, présents messire Joseph de Saint-Martin, chanoine et fordoyen mage de l'église cathédrale Nostre Dame du Puy, messire Jean-Jacques Baillard des Combeaux, docteur de Sorbonne, aumonier de Sa Majesté, et Monsieur maistre Armand Bergonhon, advocat en Parlement, conseil du pays et diocèse de Velay (1).

(1) Arch. dép. Haute-Loire. — Minutes de Rochette, notaire, 1719.

XXVI. — 1768. — Suppression du Présidial du Puy.

Les gens des trois Etats de Languedoc nous ayant représenté combien il importoit au bien de la justice de rétablir les Sénéchaussées de la province dans leur dignité primitive, nous avons fait examiner les différents moyens qui nous ont été proposés pour remplir leur vue, et nous avons reconnu qu'il n'en étoit point de plus propre que de réduire suivant le vœu des anciennes ordonnances le nombre desdits sièges et des officiers.

Nous avons donc cru devoir faire une nouvelle division de la dite province en six Sénéchaussées qui la comprendront toute entière. Nous formerons leur nouveau territoire pour la plus grande commodité de nos sujets, et nous donnerons une juste étendue au ressort de chacune d'elles. Nous diminuerons en même temps le nombre des présidiaux et nous n'en conserverons que dans trois desdites Sénéchaussées qui sont éloignées de la résidence de notre Parlement de Toulouse.

Nous nous proposons d'attribuer aux offices de ces tribunaux une valeur et une augmentation de pouvoirs et de prérogatives capables d'engager les anciennes familles à les rechercher, et les enfants des officiers desdits sièges à embrasser la profession honorable de leurs pères. Ainsi se perpétuera dans ces compagnies la véritable connoissance des règles sous le ressort immédiat de notre Parlement à qui elles sont si particulièrement liées par leur constitution et dont elles s'attachent de plus en plus à suivre les exemples.

A ces causes, voulons :

ARTICLE PREMIER

Nos sièges de Sénéchaussées de Languedoc seront réduits au nombre de six, savoir de Beaucaire et Nîmes, Le Puy, Montpellier, Béziers, Carcassonne et Toulouse.

ARTICLE 2

Nos Sénéchaussées de Nîmes, Carcassonne et Montpellier continueront d'exercer la juridiction présidiale comme par le passé ; et, à l'égard de celles de Toulouse, Béziers et Le Puy, ladite juridiction cessera d'y être exercée à compter du jour de l'enregistrement et publication de notre présent édit, et demeurera révoquée comme nous la révoquons par ledit édit.

ARTICLE 3

Nos sièges de Sénéchaussée de Limoux, de Castres et de Castelnaudary, notre prévôté de la cité de Carcassonne, notre Châtellenie de Montréal, ainsi que tous les offices y attachés, seront éteints et supprimés

Voulons que les officiers desdits sièges cessent d'exercer leurs fonctions à compter de l'enregistrement et publication du présent édit.....

ARTICLE 5

Nos dits sièges de Sénéchaussée ne seront composés à l'avenir que des officiers qui suivent, savoir :

Chacune des Sénéchaussées de Béziers et du Puy, d'un sénéchal d'épée, d'un juge mage lieutenant général, d'un lieutenant criminel, d'un lieutenant principal, d'un lieutenant particulier, de dix conseillers, d'un avocat et d'un procureur pour nous, d'un greffier civil et criminel.....

ARTICLE 6

Ceux qui remplissent actuellement dans lesdits sièges les offices de la qualité précitée par les articles précédents, continueront de les exercer comme par le passé, nous réservant de pourvoir par la forme ordinaire aux offices de même genre qui manqueroient aux offices fixés par le même article ou qui seroient vacans à nos revenus casuels ou autrement.

Voulons que tous autres offices qui avoient été créés et

établis dans lesdits sièges soient et demeurent supprimés, sans toutesfois que la dite suppression puisse avoir lieu à l'égard de ceux qui se trouveraient actuellement remplis avant qu'ils se trouvent vacans par la démission ou le décès de l'officier.....

ARTICLE 12

Les officiers desdites six Sénéchaussées pourront juger en dernier ressort au nombre de cinq au moins toutes actions ou demandes pures personnelles jusques à concurrence de la somme de 100 livres une fois payée.

ARTICLE 13

Les demandes et contestations dans lesquelles il ne s'agira que d'une somme de 500 livres une fois payée ou de 20 livres de rente seront jugées en dernier ressort par les officiers de nos Sénéchaussées présidiales de Nîmes, Carcassonne et Montpellier.

ARTICLE 14

Les prévôts ou leurs lieutenants pourront faire juger leur compétence dans lesdites Sénéchaussées de Toulouse, Béziers et du Puy comme dans les Sénéchaussées présidiales, et ce à la charge de se conformer à la déclaration du 5 février 1731 attribuant aux dites Sénéchaussées tout pouvoir à ce nécessaire.

ARTICLE 15

Et pour exciter le zèle des officiers des Sénéchaussées présidiales de Nîmes, Montpellier et Carcassonne, ainsi que de nos Sénéchaussées de Béziers, Le Puy et Toulouse, voulons qu'à l'avenir les lieutenants principaux et particuliers, les conseillers et nos avocats et procureurs qui auront rempli les fonctions de leurs offices pendant dix années consécutives jouissent de la noblesse personnelle tant qu'ils les exerceront, et même

leur vie durant s'ils ont été admis à résigner leurs offices après les avoir exercés pendant trente années.

Et à l'égard de ceux dont le mérite personnel nous aurait engagé à leur accorder notre agrément pour remplir les charges de juge mage ou de lieutenant criminel, encore qu'ils n'eussent pas l'avantage d'être nobles, ils jouiront de la noblesse personnelle du jour de leur réception es dits offices tant qu'ils en exerceront les fonctions, ou même leur vie durant lorsqu'après les avoir exercées pendant vingt années consécutives nous aurons bien voulu agréer leur démission.

ARTICLE 16

La noblesse sera transmise et appartiendra de droit aux descendants en légitime mariage desdits officiers lorsque leur père, ayeul et bisayeul auront successivement rempli l'un desdits offices jusques à leur décès, toutesfois qu'ils en aient exercé auparavant les fonctions pendant dix années consécutives, et encore que le père après avoir exercé lesdites fonctions pendant trente ans consécutifs ait obtenu de nous de résigner à son fils son office, il sera réputé avoir rempli un desdits trois degrés.....

ARTICLE 20

La quittance des droits de mutation, huitième denier ou autres à nous payés pour des provisions des offices de nos dites Sénéchaussées sera prise en nos revenus casuels à compter de ceux qui nous seront dus par lesdits officiers au cas que nous ayons bien voulu leur accorder notre agrément pour remplir un office de conseiller en notre Cour de Parlement de Toulouse ou d'avocat général en icelle.....

ARTICLE 22

La finance des offices créés par notre édit pour nos vigueries de Limoux et de Castres, et celles des offices réservés dans

lesdites six Sénéchaussées sera et demeurera faite et fixée irrévocablement ainsi qu'il suit, savoir :.....

Dans les Sénéchaussées de Béziers et du Puy ceux des offices de conseillers à 6.000 livres, de notre avocat à 8.000 livres, de notre Procureur à 10.000 livres, de greffier civil et criminel à 16.000 livres.....

ARTICLE 23

Et quant à la finance des offices de sénéchal d'épée et de juge mage, de lieutenant criminel, de lieutenant principal et de lieutenant particulier aux dits sièges, nous nous réservons de la fixer par des lettres patentes adressées à notre Cour de Parlement après que la finance actuelle d'iceux aura été liquidée, jusques à laquelle liquidation ceux qui seront pourvus desdits offices continueront de jouir des honneurs, prérogatives et gages y attachés, ainsi qu'avant le présent édit, et jouiront au surplus de tous autres privilèges accordés par iceluy.

ARTICLE 24

Faisons défenses expresses de disposer desdits offices sous quelque prétexte que ce soit au dessus de la finance fixée par notre édit ou qui le sera par la suite conformément à l'article précédent, à peine de nullité des contrats ou autres actes intervenus à ce sujet, comme aussi à tous notaires de passer aucuns actes au préjudice de la présente disposition sous peine d'interdiction.

ARTICLE 25

Réservant de fixer d'une manière plus simple les droits de nos revenus casuels pour raison des offices dont la finance a été réglée par notre édit, voulons que ceux qui en seront par nous pourvus soient admis à conserver leurs offices en payant à nos revenus casuels le centième denier de leur finance seulement pour nous tenir lieu à l'avenir et à perpé-

®

tuité de prêt et d'annuel, et que le droit de résignation ou nomination soit et demeure fixé irrévocablement au 24^e de ladite finance.

ARTICLE 26

Attribuons à chacun desdits offices dont la finance a été fixée par l'article 22 des gages au denier 25 de ladite finance ; voulons qu'il en soit fait fonds annuellement en nos états pour être payés en la manière accoutumée à la charge toutefois par ceux à qui nous aurons accordé notre agrément pour lever en nos revenus casuels aucuns desdits offices, de payer ladite finance et de faire apparoir du payement au payeur des gages, sans néanmoins que les officiers qui remplissent actuellement lesdits offices puissent percevoir lesdits gages s'ils n'ont préalablement fait liquider la finance de leur office et payé en nos revenus casuels le supplément qui pourra se trouver dû pour raison de l'excédent de ladite liquidation à la finance régie par ledit article dont ils seront tenus de faire apparoir la quittance au payeur des gages, ou le prix auquel ledit office aura été par nous à ce destiné lorsque l'office viendra à vaquer.

ARTICLE 27

Et où aucun des propriétaires desdits offices dont la finance seroit inférieure à celle fixée par l'article 22 viendrait à décéder avant qu'ils eussent payé le supplément, l'office ne pourra être levé qu'en nos revenus casuels, sauf aux héritiers représentant l'officier décédé à se pourvoir pour le remboursement dudit office ainsi qu'il est porté par notre dit édit.

ARTICLE 28

Les dispositions de l'article 26 auront pareillement lieu à l'égard des officiers qui voudront jouir de la noblesse accordée par notre présent édit sans qu'ils puissent faire usages des privilèges y attachés sans qu'ils justifient de la liquidation de

la finance de leurs offices et du paiement du supplément en cas qu'elle se trouve inférieure à la finance réglée par le présent édit.

Les juges mages, lieutenants criminels, lieutenants principaux, lieutenants particuliers de nos dits sièges jouiront de la noblesse conformément aux articles 15 et 23 encore que la liquidation de la finance n'ait pas été faite.

ARTICLE 29

Les propriétaires de la finance des offices supprimés comme aussi les propriétaires des offices dont la finance a été fixée par l'article 22 et de ceux que nous nous sommes réservés de fixer seront tenus de remettre leurs titres de propriété, quittance de finance, contracts d'acquisition, et autres pièces entre les mains du contrôleur général de nos finances pour être procédé à la liquidation de leurs offices, et sera le montant de ladite liquidation payé des deniers qui proviendront de la finance des offices qui seront acquis en nos revenus casuels ou des suppléments payés par les officiers qui remplissent actuellement lesdits offices, sans que lesdits deniers puissent être divertis en aucun autre objet jusqu'à ce que ce remboursement des offices supprimés aye été achevé.... (1).

XXVII. — 10 septembre 1785. — Extrait du Registre des Délibérations prises par Messieurs les Officiers de la Sénéchaussée et siège Présidial du Puy.

Ce jourd'huy dixième septembre mil sept cent quatre vingt cinq, la Compagnie assemblée à la Chambre du Conseil, plusieurs des officiers ont représenté qu'il est venu à leur connoissance que Messieurs les commissaires du pays ont fait incérer dans le procès-verbal de l'assiette de la taille de l'année

(1) Arch. dép. Haute-Loire, BB. 1.

dernière un arrêt rendu au Conseil d'état du Roy le vingt six aoust mil sept cent quatre vingt trois qui ordonne que l'assiette de la capitation et des vingtièmes sera faite par lesdits seigneurs commissaires et fait déffences à Monsieur le juge mage d'y apporter aucun trouble, et qu'ils pensent que cet arrêt n'ayant pas été rendu avec la Compagnie, elle peut dans la forme l'attaquer par la voie de l'opposition comme partie non ouye ny même appelée dans une instance qui n'a pu et dû être jugée qu'avec elle à qui le droit d'assistance à l'assiette de la capitation et des vingtièmes appartient incontestablement, et non pas à Monsieur le juge mage en seul avec qui il n'a rien pu être prononcé au préjudice du dévolut appartenant aux autres officiers de la Compagnie suivant l'ordre du tableau en cas d'absence, maladie ou autre empêchement dudit sieur juge mage, et dans le fond par des motifs pressants et légitimes. Les principaux sont :

1^o Qu'il n'est point d'administration publique où le Roy pour veiller à ses intérêts n'ait un commissaire, tout comme il n'est point de justice royale où il n'ait un procureur ou un avocat chargé de la même fonction. Qu'il seroit contre l'ordre naturel des choses que le Clergé, la Noblesse et le tiers d'Etat eussent chacun un commissaire et que le Roy n'en eut point et se fut privé lui-même d'en avoir un dans ce diocèse.

2^o Qu'il est également contre l'ordre naturel que l'officier de justice qui a dans ce diocèse le département de la taille n'ait pas le département de la capitation et des vingtièmes.

3^o Que tout le diocèse en général et chaque habitant en particulier ayant intérêt à ce que l'assiette de la capitation et des vingtièmes qui sont des impositions arbitraires soit faite avec la plus grande exactitude en raison de la fortune et de l'industrie de chacun des citoyens, et les officiers de justice ayant par un état toujours fixe et des rapports fréquents beaucoup plus de connoissances locales que les autres membres de cette administration qui n'ont que des places amovibles et sans re-

lations, il doit y avoir plus d'égalité dans l'opération lorsqu'un officier de la Sénéchaussée s'y trouve présent.

4° Que le diocèse en perdant l'officier de justice perdrait un membre ordinairement éclairé et ne gagnerait rien sur son honoraire qui est acquis aux autres commissaires qui se le partagent.

5° Que le droit de répartir les impositions dans ce diocèse par l'officier de justice date depuis la première assiette de la ville et s'est perpétué dans ses trois branches jusques en mil sept cent soixante dix neuf que les sieurs commissaires ont cherché à l'esclure de l'assiette de la capitation et des vingtièmes.

6° Que ce droit est général dans toutes les anciennes Sénéchaussées du Languedoc et se trouve spécialement confirmé en faveur de ce siège par un arrêt du Conseil d'état du mois de juillet 1705, arrêt rendu sur les grands motifs qu'ils viennent d'exposer et qui s'y trouvent tout nommément énoncés, arrêt acquiescé et constamment exécuté pendant soixante quinze ans sans aucune réclamation.

7° Enfin qu'il existeroit dans le même tribunal entre les mêmes parties et pour le même objet deux arrêts contradictoires, l'un qui admettroit l'officier de justice à l'assiette de la capitation, et l'autre qui l'en excluroit.

Sur quoy, la matière mise en délibération et les voix prises séparément, la Compagnie, d'un commun consentement et de voix et d'opinion unanime, a donné plein et entier pouvoir à.... de, pour elle et en son nom, à cause du dévolu qui appartient à chacun de ses membres suivans l'ordre du tableau, se pourvoir au Conseil d'état envers le susdit arrêt du 26 août 1783 par la voye de l'opposition et par tous autres moyens dans la forme qu'il jugera convenables et dans le fond non seulement par les motifs et moyens ramenés dans l'exposé cy-dessus, mais encore parce que c'est une des plus honorifiques des anciennes prérogatives qui lui restent, et qu'elle a

plus donné lieu à une grande évaluation des premiers offices du siège.

Lui donnant pouvoir au surplus de faire toutes les poursuites nécessaires pour faire révoquer l'arrêt du 26 août 1783, plaider, opposer, constituer avocats ou procureurs, les destituer, et généralement faire et dire tout ce qu'il trouvera à propos jusques à ce qu'il ait plu à Sa Majesté et à son Conseil de rétablir les officiers du siège dans leurs premiers droits ; promettant d'avoir à gré tout ce qui sera fait en conséquence, sans que la présente soit sujette à surannation ; et ont lesdits sieurs officiers signé :

Bonnet de Treiches, juge mage ; Bonneville,
lieutenant criminel ; Roche de Pousols,
lieutenant principal ; de Chazeaux, lieutenant de robe courte ; etc.....

Collationné sur l'original par nous, Greffier en chef en ladite Sénéchaussée et siège Présidial du Puy.

GUILHAUME.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
<u>INTRODUCTION.....</u>	<u>1</u>

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

<u>Rapide aperçu sur le Bailliage de Velay.....</u>	<u>3</u>
<u>§ I. — Géographie du Bailliage de Velay.....</u>	<u>3</u>
<u>§ II. — Historique du Bailliage de Velay.....</u>	<u>9</u>
<u>§ III. — Organisation et compétence.....</u>	<u>16</u>

PREMIÈRE PARTIE

LA SÉNÉCHAUSSEE

CHAPITRE I^{er}

<u>Création de la Sénéchaussée.....</u>	<u>23</u>
<u>§ I. — Nécessité d'une réforme.....</u>	<u>23</u>
<u>§ II. — Adoption de la première solution : Création d'une Sénéchaussée et d'un Présidial.....</u>	<u>27</u>
<u>Révocation de l'édit de création.....</u>	<u>37</u>
<u>§ III. — Adoption de la seconde solution : Création d'une Sénéchaussée ordinaire.....</u>	<u>38</u>
<u>Edit de création.....</u>	<u>40</u>

CHAPITRE II

	Pages.
Fonctionnement de la Sénéchaussée	51
§ I. — Organisation	51
§ II. — Compétence.....	64
A. — Compétence civile.....	64
B. — Compétence criminelle.....	69
C. — Compétence administrative.....	72
§ III. — Conflits d'attributions.....	82
Entre les conseillers — et le procureur et l'avocat du roi.....	83
Entre le juge mage et les conseillers	86
Entre le lieutenant criminel et les conseillers.....	91
Entre les conseillers et le procureur du roi	93
Entre le procureur et l'avocat du roi.....	96

CHAPITRE III

Historique de la Sénéchaussée	99
§ I. — Les débuts.....	99
§ II. — Premiers sénéchaux et premiers juges mages :	
Le sénéchal Yves d'Allègre.....	103
Le sénéchal Jacques Maurin.....	106
Le sénéchal de Rochebonne.....	109
§ III. — La Sénéchaussée pendant la Ligue :	
Le juge mage Jean Bertrand.....	116
Lutte du juge mage contre les seigneurs de Bains et le vicomte de Polignac.....	119
Le sénéchal François de Chaste. — Lutte des habi- tants du Puy contre le sénéchal et le juge mage.	126
Mort du sénéchal. — Conclusion de la paix	139
Le juge mage Guillaume Bertrand	147

	Pages.
<u>§ IV. — Modifications dans le personnel du siège. — Diffi-</u> <u>cultés avec le gouverneur de Lestrangé. —</u>	
<u>Sénéchaux et juges mages jusqu'en 1689</u>	134
<u>Le sénéchal Charles de Chaste et le juge mage</u> <u>Hugues de Fillère</u>	137
<u>Le juge mage Marcellin de Fillère et le sénéchal</u> <u>Nicolas de Chaste</u>	163
<u>Lutte du vicomte et du sénéchal contre l'évêque</u> <u>du Puy.....</u>	168

DEUXIÈME PARTIE

LE PRÉSIDIAL

CHAPITRE I^{er}

<u>Création du Présidial.....</u>	183
<u>Etablissement du Présidial.....</u>	183
<u>Edit de création.....</u>	186

CHAPITRE II

<u>Fonctionnement du Présidial.....</u>	195
<u>§ I. — Organisation :</u>	
<u>Organisation générale.....</u>	195
<u>Rôle des Présidents présidiaux.....</u>	202
<u>Rôle des anciens magistrats de la Sénéchaussée..</u>	203
<u>§ II. — Compétence :</u>	
<u>A. — Compétence civile.....</u>	208
<u>B. — Compétence criminelle.....</u>	213
<u>C. — Compétence administrative.....</u>	216
<u>§ III. — Conflits d'attributions.....</u>	223
<u>Conflit entre le lieutenant de Ferrebeuf et les</u> <u>autres magistrats du siège.....</u>	223
<u>Conflit entre le juge mage et les conseillers.....</u>	232

CHAPITRE III

	Pages.
<u>Historique du Présidial.....</u>	<u>243</u>
§ I. — Le Présidial de 1689 à 1768. — Les sénéchaux François Alphonse et Charles-Ferdinand de Chaste. — Les juges mages Jean et Pons-Gaspard de Pinot, Jacques Genestet, Jean et Marcellin Rallard des Combeaux.....	243
§ II. — Le Présidial de 1768 à 1789. — Sa suppression en 1768; son rétablissement. — Le sénéchal de Caillebot; les juges mages Louis de Laval et Bonet de Treiches.....	252
§ III. — Suppression de la Sénéchaussée présidiale en 1790.	260

APPENDICE

<u>Les Etats du Velay.....</u>	<u>267</u>
<u>Pièces justificatives.....</u>	<u>271</u>

VALENCE, IMP. ET LITH. CH. LEGRAND.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 07336 6299

